





## DÉBATS

Nord-Sud

## L'aide sous condition de la démocratie

par Zaki Laidi

EN l'espace de quelques mois, deux petits États d'Afrique (Cap-Vert, Bénin) ont réalisé ce qui paraissait inimaginable il y a de cela à peine deux ans : congédier leurs dirigeants à la suite d'élections démocratiques. Le changement paraît d'autant plus saisissant qu'il gagne la plupart des États du continent. Rares sont aujourd'hui les pays africains où « multipartisme » et « élections libres » ne constituent pas l'horizon politique formel des équipes en place.

Sur ce processus, le vent de l'Est a exercé une influence indéniable. La chute de Ceausescu - plus que celle, d'ailleurs, du mur de Berlin - a renforcé dans tout le tiers-monde la légitimité du combat démocratique, que l'extension des programmes télévisuels occidentaux par satellite a puissamment amplifiée.

Ce qui paraît remarquable dans cette nouvelle donne, c'est le jeu des acteurs étrangers et singulièrement celui de la France. Il y a à peine deux ans, la politique française paraissait bien mal en point. Son soutien peu imaginaire à des régimes rentiers et essouffés semblait partiellement responsable du « déclinisme » de l'Afrique. Or, depuis le sommet de La Baule, un changement probablement irréversible est intervenu dans la conduite française. Car tout en refusant d'imposer une démocratisation de l'extérieur, François Mitterrand s'est engagé à aider davantage les pays en voie de démocratisation. Jean-Pierre Cot n'avait donc eu pour seul tort que celui d'avoir eu raison trop tôt. Mais ce qui paraît intéressant, ce n'est pas seulement le retournement stratégique français, mais les modalités de sa mise en œuvre.

## Assaïr les « nids de corruption »

Jusqu'en 1988, l'aide française était accordée sur des bases laxistes, quand bien même prétendait-elle appuyer les réformes de structure imposées par le FMI. Conscients du fait que l'aide budgétaire française finissait toujours par être accordée, les gouvernements africains ont pu, de la sorte, mieux retarder le passage à la discipline monétaire ou fiscale. La Côte-d'Ivoire est le pays qui a le plus profité de cet incroyable gâchis puisque, jusqu'en 1989, l'évaluation financière de l'aide « hors projet » par la France était de pure forme.

Depuis, une autre méthode semble devoir se mettre en place.

L'aide aux réformes de structure est accordée par « tranches ». Autrement dit, au lieu de procéder à un déboursement unique des fonds, on lie le versement de chaque nouvelle tranche à l'assainissement d'un certain nombre de secteurs de la vie économique. Au Bénin, les versements ont été effectués sur une base mensuelle, de manière à maintenir la pression sur un gouvernement aux abois qui avait évoqué l'organisation d'une conférence nationale, puis d'élections libres.

A la différence des Américains, qui veulent introduire une « conditionnalité » politique explicite, la France semble opter pour une voie plus subtile, mais pas nécessairement moins efficace : on n'exige pas l'organisation d'élections, mais un assainissement des « nids de corruption » (Trésor, impôts, douanes), qui sont par là même les piliers d'un État de droit. On n'impose pas un calendrier de réformes, mais on exerce une pression sur les gouvernants pour que les engagements qu'ils prennent eux-mêmes soient respectés. Tout cela va donc dans le bon sens et mérite d'être encouragé. Cela dit, il serait naïf et imprudent de sous-estimer l'ampleur des difficultés qu'appelle cette nouvelle forme de régulation Nord-Sud.

En premier lieu, l'intrusion du facteur démocratique dans la gestion des rapports avec le Sud exige une information plus sérieuse sur les sociétés et leurs acteurs. Il faudra donc dialoguer de plus en plus avec les acteurs sociaux locaux sans succomber au néo-angélisme qui consiste à idéaliser la société civile et à diaboliser l'État. Toute société civile n'est pas par essence porteuse d'un projet démocratique, quand bien même affronterait-elle un État antidémocratique. Cela dit, le fait que le « droit d'ingérence démocratique » soit accepté, voire souhaité par de nombreux opposants africains, facilitera le dialogue. Il faudra donc se doter de meilleurs moyens humains et d'une volonté politique suffisamment constante pour résister aux changements de priorité ou aux contraintes budgétaires. Évaluer la performance démocratique d'un État nécessite infiniment plus de moyens et de tact qu'apprécier l'étanchéité d'une digue.

En second lieu, il faut abandonner tout lyrisme sur l'adéquation entre démocratie et développement. Si tout développement fait naître une aspiration démocratique irrésistible, il n'est pas possible de croire à une causalité simple entre démocratie et développe-

ment. En Asie, la construction démocratique est en retard sur la prospérité économique. Cette dernière s'est plutôt faite sur la base d'une répression sociale forte. En Amérique latine, il paraît difficile d'affirmer que démocratisation et réforme économique se complètent harmonieusement. L'assainissement financier du Chili prouve, hélas, le contraire ! Une démocratisation succédant à une longue période d'autoritarisme peut renforcer le clientélisme étatique, les rentes de situation et l'inégalité sociale. Il peut aussi « déchaîner » les revendications des plus illégitimes des groupes les mieux organisés ou les plus « vocaux », et accentuer les violations du droit là où l'État est identifié à l'ancienne dictature. L'Amérique centrale constitue à cet égard un exemple emblématique.

## D'une logique de rente à une logique de production

Enfin, il ne faut pas surestimer la capacité de certaines élites dirigeantes à se convertir au pluralisme comme elles le faisaient hier au socialisme. Des élections libres mais socialement contrôlées peuvent les aider à retrouver une nouvelle légitimité et à éloigner le regard des bailleurs de fonds. C'est le sens même des professions de foi de certains régimes atteints par la « grâce démocratique ».

Enfin, sans passage d'une logique de rente à une logique de production, la démocratisation restera assez factice. Avec soulagement, il faut donc faire en sorte que la « conditionnalité » démocratique englobe le pluralisme politique, le respect des libertés publiques et le contrôle effectif de la démocratie. Faute de quoi le désenchantement démocratique observable en Amérique latine et peut-être demain à l'Est reviendra aussi vite qu'il était monté l'espérance démocratique. Le recul des frontières de la démocratie est indéniable. Il nous faut désormais les consolider.

Zaki Laidi est chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

## COURRIER

## Les jeunes Maghrébins et la modernité

Les très nombreuses recherches menées sur le terrain au Maghreb depuis les années 60 indiquent une tendance à la démodernité : les jeunes, qu'ils soient algériens, tunisiens ou marocains, revendiquent majoritairement un modèle familial sensiblement ouvert à la « modernité », aussi bien pour la formation du couple que pour les rapports aux parents et la conception de l'éducation des enfants.

Ainsi, pour ce qui concerne des aspects particulièrement significatifs en regard de l'islamisme, des majorités apparaissent toujours en faveur de la non-imposition du conjoint à la fille, de la poursuite sans restriction de ses études, de son droit à la profession en accord avec la bonne tenue de ses rôles domestiques, du contrôle et de la diminution des naissances.

S'il est vrai que ces jeunes souhaitent généralement négocier ces évolutions « en douceur », ces objectifs sont ceux auxquels ils tiennent le plus.

D'où le paradoxe d'intégristes recrutant massivement parmi les jeunes, dont les tendances profondes s'opposent à ce que les premiers réclament le plus énergiquement : le modèle le plus conservateur de la famille, et spécialement de la femme (ce qui semble bien être leur seul programme, le reste demeurant très flou). Que conclure, sinon que ou bien ils ne sont pas au courant, ou bien ils tentent de faire échec à ce mouvement souterrain ?

On retiendra, en tout cas, que l'adhésion des jeunes Maghrébins à ces mouvements fondamentalistes enveloppe sans doute des significations et des demandes latentes assez différentes de ce qui est crié dans les slogans. Et que, si les intégristes se trouvaient un jour aux commandes, ils rencontreraient certainement de sérieux problèmes dans leur volonté d'application de la pure charia auprès de leurs propres « supporters ».

C. CAMILLERI  
professeur d'université, Paris.

## Manque d'infirmières

Le billet de Claude Sarraute paru dans le *Monde* du 28 mars souligne le manque d'infirmières dans les hôpitaux, notamment à Paris.

En ma qualité de responsable du plus grand groupe hospitalier européen, je partage ce sentiment, même si je pense que les efforts récents ou actuels (revalorisation salariale, aménagement du temps et des locaux de travail, accroissement des places de crèches, qualité de la formation initiale et continue, allocation mensuelle versée aux élèves, etc.) vont porter leurs fruits.

Il reste deux obstacles à surmonter pour réussir à valoriser le rôle de l'infirmière à l'hôpital.

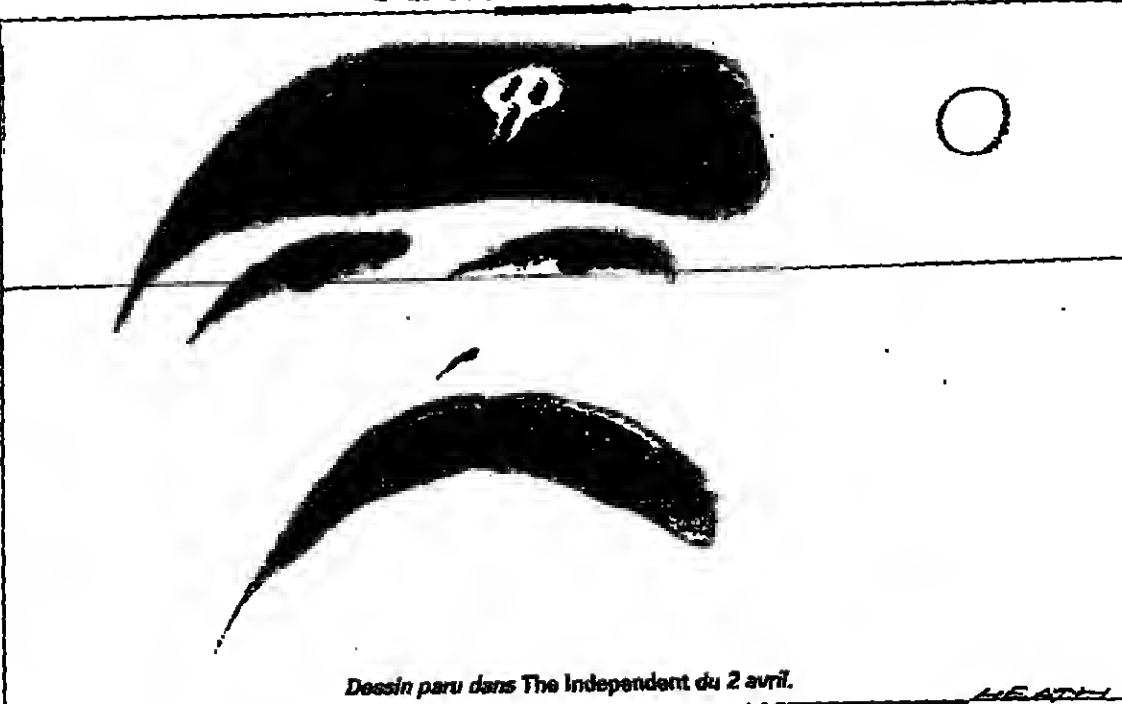
Le premier, c'est la rigidité des mentalités. L'hôpital doit développer les méthodes modernes de gestion des ressources humaines permettant à chacun d'être reconnu au sein d'une équipe et d'affecter les moyens par priorité aux services dynamiques.

Le second obstacle, c'est la rumeur. Par exemple, on embaucherait des candidates qui auraient eu « des notes du genre 5 sur 40 » au concours infirmier. C'est faux. Depuis 1988, personne ne peut être admis s'il n'a eu la moyenne ; de plus, la scolarité de trente-trois mois débouche sur un nouvel examen, l'obtention du diplôme d'État étant conditionnée par sa réussite.

Les professionnels de la santé savent que la formation des infirmières en France est d'une qualité au moins égale à celle dispensée à l'étranger. Le titre « Hôpital, danger ! » du billet en question contribue à colporter la rumeur, alors que toutes les enquêtes sérieuses démontrent que les grands centres hospitaliers sont, par la qualité de leurs médecins, de leurs infirmières et de leurs équipements, les plus performants et les plus sûrs. Les malades, qui le savent d'expérience, continuent d'ailleurs à leur faire massivement confiance.

FRANÇOIS STASSE  
directeur général  
de l'Assistance publique.

## TRAIT LIBRE



Dessin paru dans The Independent du 2 avril.

## Jeunesse

## Pour un service national humanitaire

par Bernard Kouchner

LA guerre du Golfe a entraîné un débat national sur le service militaire. Le président de la République en a situé le cadre dans son allocution du dimanche 3 mars. Il n'est pas question ici de préjuger des résultats d'un tel débat mais d'apporter notre expérience sur un élément décisif pour la jeunesse et le romantisme de notre pays : le service national humanitaire.

J'ai proposé depuis de nombreuses années au président de la République cette nouvelle forme de service humanitaire. Ce projet a été confié au secrétariat d'État dont j'ai la charge.

Une aventure, la découverte d'un autre monde, la rencontre d'hommes et de femmes de culture différente, avec, pendant un an, une formation professionnelle commune : le service humanitaire suit une logique anticarrière, organise le goût du changement, offre un idéal et procure un métier. Nos jeunes Français travailleront là-bas, dans cette immense moitié du monde pauvre, aux côtés des Africains, des asiatiques ou des Latino-Américains. Ils apprendront à se connaître

et se formeront ensemble : travailleurs sociaux des villes de l'exclusion et de la difficulté, ou boulangers de campagne, idéalistes, électriciens, paysans, qui luttent contre le sous-développement agricole.

Ils se rencontreront ici en France, pour un stage dans un lycée agricole, ou dans un centre d'apprentissage avec une ONG au sein d'une association ou dans une municipalité. Puis ils partiront là-bas, ailleurs, travailler et inventer le futur. C'est une ouverture nécessaire ; pour le souffle et le goût de vivre autre chose, pour l'appât insatiable de notre jeunesse française.

Dans l'éventail des services militaires proposés, on pourra désormais choisir le service humanitaire.

Ce service s'adresse à des jeunes n'ayant pas suivi un cursus universitaire et ayant eu une formation professionnelle technique ou manuelle. Le temps effectif sera valorisé. Un « livret humanitaire » sera délivré à la fin de la mission, mentionnant les acquis et les débrouillardises de nos jeunes volontaires. Le temps passé à une action de solidarité fournira une possibilité d'insertion sociale et professionnelle pour des jeunes n'ayant pas, à l'origine, tous les atouts du jeu social.

Ainsi, par exemple, des négociations sont en cours avec le conseil de l'ordre des pharmaciens pour permettre à des jeunes préparateurs titulaires du CAP de prétendre pendant le temps du service national humanitaire au brevet professionnel dans les missions des associations Pharmaciens sans frontières.

Le service humanitaire instaure un véritable partenariat entre les jeunes volontaires français et ceux des pays hôtes. Mûres, bénéficiant d'une formation initiale commune soit dans le pays d'accueil, soit en France, ils travaillent dans des conditions identiques pour un projet commun. Ils sont rémunérés. Adaptés à la nature du projet et au pays, le partenariat et la formation permettent de contribuer au développement du pays hôte et à l'enrichissement des connaissances des volontaires.

Enfin, dans la mesure du possible et pour renforcer l'attachement aux valeurs républicaines du service national ainsi qu'à l'esprit de défense, les volontaires seront sélectionnés.

tionnés, au sein des associations ou ONG, en priorité parmi les titulaires d'une préparation militaire. Les appels ne seront ni des objectifs de conscience ni des jeunes voulant échapper aux obligations militaires.

L'expérimentation de ce service national a débuté en juillet 1990 en Egypte sur un projet agricole de culture sous serre regroupant jeunes Français et jeunes Égyptiens. Pour l'année 1991, plusieurs projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Iran se réaliseront avec différents types de partenaires regroupant essentiellement des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises. Des jeunes pourront inaugurer cette nouvelle forme de service national dans des professions aussi diverses que boulangers, électriciens, préparateurs en pharmacie, plombiers ou comptables. Ils réaliseront à Madagascar la construction d'un centre social inséparable d'un centre de soins de santé. Ils permettront en Roumanie et en Guinée l'aide à la gestion de la pharmacie centrale, l'aide pour la répartition des médicaments provenant des dons divers, la formation de préparateurs roumains et guinéens. Ils construiront au Brésil et aux Comores des locaux collectifs dans des quartiers défavorisés et formeront les jeunes des pays à la maintenance. Ils assisteront des structures permanentes d'appui et de soutien ainsi que la formation de jeunes agriculteurs au sein de communautés paysannes en Colombie. Les jeunes filles qui acceptent de faire un service national humanitaire peuvent être candidates à des actions en cours.

Du rêve et de l'action : cette première expérimentation devrait connaître un large écho dans une jeunesse qui ne demande qu'à participer à une aventure humaine utile. C'est en conjuguant ce désir d'aventure avec les valeurs de solidarité et d'humanisme, en n'excluant personne, surtout pas les plus modestes, qu'une année due à la société sera synonyme d'insertion sociale et professionnelle, mais également de renforcement du lien entre une armée moderne et la nation. Deux notions qui évoluent rapidement dans un monde qui tourne vite.

Bernard Kouchner est secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de l'action humanitaire.

**François-Georges Dreyfus.**  
**L'Allemagne contemporaine 1815 - 1990**

Cet ouvrage met en lumière certains des éléments essentiels qui permettent de comprendre le peuple allemand et qui expliquent pourquoi l'Allemagne d'aujourd'hui, pays pauvre en 1815, est la troisième puissance économique du monde.

Collection « Nouvelle chie », dirigée par Jean Delvenne et Claude Lapelle. 624 pages, 198 F.

**LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE**

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lescaud, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amelin, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-80-30-10







## EUROPE

# Un entretien avec M. Chevardnadze

Suite de la première page

« Même chose pour les rapports entre les nationalités et le nouveau traité de l'Union. Toutes les propositions aujourd'hui contestées seraient passées sans problème si on les avait présentées il y a trois ans.

— On parle parfois de « bloc centriste ». Peut-il y avoir une « table ronde » entre les différentes forces politiques comme il y en a eu dans certains pays d'Europe de l'Est ?

— Ces notions de blocs sont, chez nous, relatives. On ne peut parler de bloc centriste s'il y a des structures du sommet à la base. C'est comme pour les parlements, qui doivent être constitués de partis. Ce qui se passe dans le Parlement ne reflète pas toujours le rapport des forces dans la société. C'est à cause du manque de ces structures. Il faut partir du fait que dans la société existent des forces conservatrices, certaines vraiment réactionnaires, qui voudraient revenir à l'ordre ancien, et un mouvement démocratique, mais derrière les démocrates il n'y a pas non plus de structure.

## L'union des démocrates

— Soutenez-vous les efforts de M. Eltsine s'il veut faire ce grand parti démocratique dont il parle ?

— Je ne sais pas. Je soutiendrais Eltsine ou un autre. Mais ce dont je suis sûr, c'est que les démocrates doivent trouver le moyen de s'unir. Est-ce que ce sera une plate-forme ou un nouveau parti, deux partis ? Je ne peux exclure aucune variante. S'il doit les diriger, c'est une autre question. Je ne sais pas si Eltsine veut diriger un parti.

— Il a dit qu'il voulait le créer. — Oui, mais est-ce qu'il veut le diriger ? Il a quitté le Parti communiste, et il n'a pas déclaré qu'il veut diriger un nouveau parti.

— Que pensez-vous de la décision d'un président de la Russie au suffrage universel ?

— En principe, c'est raisonnable. Qui sera élu, c'est une autre question. Mais il s'agit d'un nouveau pas dans la bonne direction.

— Est-ce que ça devrait être le cas dans toutes les Républiques ?

— Tout doit tendre vers des élections directes, ce qui est assez inhabituel pour nous. Aux prochaines élections, il faudrait élire directement le président de l'Union ainsi que celui de la Russie et les autres.

— Un président de la Russie élu au suffrage universel n'aurait-il pas une légitimité plus forte que celle du président de l'Union désigné par un Congrès plus ou moins démocratique ?

— Un président élu au suffrage universel ne va pas forcément devenir un dictateur. Le temps viendra pour Gorbatchev d'être élu directement. Je n'ai pas de doute à ce sujet. Dans combien de temps ? Deux ans ? En tout cas, je suis sûr qu'aux prochaines élections il se présentera.

— Après la répression de Tbilissi, vous avez été envoyé pour faire une enquête. Quelles sont vos conclusions ? Et que pensez-vous du fait qu'à Vilnius, en janvier dernier, la même scénario se soit répété ?

— Je n'appellerai pas ça la répétition d'un scénario. Ce sont des choses différentes.

— Les deux fois, on a dit que les militaires avaient agi sans en référer au pouvoir central ?

— De ce point de vue, il y a des similitudes. En ce qui concerne Tbilissi, ma conclusion principale est qu'il n'y avait pas de dialogue entre la direction politique et les forces sociales, y compris l'opposition, comme on dit. Or le dialogue est nécessaire, sinon on est conduit à la tragédie. Je peux dire la même chose de Vilnius.

— Est-ce que c'est vraiment crédible de dire que les deux fois le pouvoir central était dans l'ignorance de ce qui se passait ?

— En ce qui concerne les événements de Tbilissi, je suis témoin que Gorbatchev ne savait rien, et moi non plus.

— Quelqu'un ici, à Moscou, a donné des ordres ?

— Mais quel type d'ordres ? Renforcer les mesures de sécurité ? La protection des personnes et des biens ? Envoyer des unités de l'armée en renfort... Ça, c'était prévu. Mais, après, tout a été décidé sur place — et voilà le résultat. En ce qui concerne les événements de Lituanie, vous savez que Gorbatchev a dit publiquement qu'il n'était pas au courant. Je lui ai posé personnellement la question, il m'a assuré qu'il ne savait pas. C'est vrai que le ministère de la défense a déclaré ne pas être non plus au courant. Mais sur tout cela il faudrait une enquête parlementaire pour tirer au clair ce qui s'est passé.

— Si le pouvoir était dans l'ignorance de ce qui se préparait, n'est-ce pas une preuve de sa faiblesse ?

— Il est dangereux que la force puisse être employée sans que les autorités du pays soient informées. Ma phrase sur la possibilité d'une dictature est fondée sur cette constatation : tout d'un coup, quelqu'un à Moscou, disons un commandant de la ville, pourrait donner l'ordre d'aller au combat ! C'est un phénomène très dangereux, et je crois que la direction du pays et le Parlement doivent tirer les conclusions nécessaires. La leçon est très sérieuse.

— C'est tout de même une marque de faiblesse du pouvoir... ?

— Faiblesse ? Je ne sais pas. En tout cas, quelque chose ne tourne pas rond. Pour le dire en termes plus sévères, sans la décision du chef, de telles décisions ne doivent pas être prises. Si les dirigeants militaires locaux prennent de telles initiatives, cela signifie que les lois ne fonctionnent plus ; il faut savoir pourquoi.

## La situation en Géorgie

— Que pensez-vous de la situation dans votre République de Géorgie et de l'action du président Gamsakhouria ?

— Je n'aimerais pas donner mon avis sur un dirigeant ; ce n'est pas ma fonction, et je crains que mes jugements ne soient pas tout à fait objectifs. Je sais que, là-bas, il y a des problèmes assez complexes, comme le conflit avec les Ossètes. Tout ce que je peux dire, c'est que les Géorgiens et les Ossètes seront assez sages pour trouver un langage commun. Cela fait des décennies qu'ils vivent côte à côte, en bonne amitié. Mais, probablement, il faudra du temps.

— Vous vous êtes retiré de la politique géorgienne ou vous pensez y jouer de nouveau un rôle ?

— Ce n'est pas dans mes projets. Il y a eu des élections libres, le peuple a élu un Soviét suprême qui a élu un président ; il faut respecter ce résultat.

— Vous croyez que la Géorgie va être indépendante dans les prochaines années ?

— Le nouveau Parlement a déclaré la sortie de l'Union. Cette décision existe. Autre élément : Eltsine et Gamsakhouria se sont mis d'accord pour signer un traité entre la Russie et la Géorgie. C'est un accord entre deux États souverains, et ce type d'accord a le droit d'exister.

— Est-ce qu'il n'y a pas un risque de conflit entre les accords conclus à la base entre les Républiques et le nouveau traité de l'Union proposé par M. Gorbatchev ?

— Si. Mais il y a des Républiques qui ne veulent pas signer le traité de l'Union. Les liens dits « horizontaux » comprennent dans une certaine mesure ce refus et créent des conditions pour la coopération entre les peuples, les Républiques, les économies, les cultures. Ces liens « horizontaux » ont de l'avenir même si les traités qui ont été signés et qui ont été présentés comme fondamentaux, sont plutôt des déclarations d'intention. Mais il s'agit des nouveaux rapports entre les Républiques, il faut les approfondir.

— Pour en venir à votre nouvelle spécialité, la politique étrangère, comment vous est

venu cet intérêt ? Vous n'étiez pas spécialement préparé.

— C'était il y a six ans. Comment ça s'est passé ? J'ai reçu un coup de fil de Gorbatchev, qui m'a fait la proposition, et le lendemain j'étais installé au ministère des affaires étrangères. Je n'avais pas beaucoup d'expérience de la politique internationale, mais j'avais beaucoup d'expérience du travail politique sérieux à l'échelle d'une République. J'avais aussi l'habitude des rapports entre les nationalités : les difficultés existaient déjà à l'époque.

— Ça n'a pas dû être facile pour vous de vous imposer à un appareil aussi puissant que celui du ministère des affaires étrangères ?

— J'y suis parvenu parce que je me suis appuyé sur une collectivité.

## Libéré des « vieilles structures »...

Après sa démission du gouvernement soviétique en décembre dernier, M. Eddouard Chevardnadze a créé l'Association pour la politique étrangère, une institution d'un genre tout à fait nouveau en URSS.

Installé dans les anciens locaux de l'ambassade du Tchad à Moscou, M. Chevardnadze se propose de développer les liens avec les instituts et les fondations d'Europe occidentale et des États-Unis, d'organiser des séminaires, de participer à des conférences comme le font beaucoup d'hommes d'État occidentaux qui ont quitté le service actif.

Pour le moment, il travaille avec une équipe très réduite dans un bâtiment presque vide, ce qui lui inspire une boutade : « Comme ça, nous ne

serions pas prisonniers des vieilles structures. »

étaient inévitables, mais ces pays sont restés immobiles, « irrémédiablement nos amis », comme on disait alors.

— Ils sont toujours les amis de l'URSS, si l'on en juge par le transfert à Moscou d'Erich Honecker...

— La question ne concerne pas seulement Honecker. C'est un vieil homme malade ; même s'il s'il était monarchiste, on l'aurait aidé.

— Surtout après la guerre du Golfe, ne craignez-vous pas que le nouvel ordre mondial ressemble fort à une « pax américaine » ?

— Le Golfe, c'est une histoire très pénible, une tragédie. Des gens sont morts à Koweït, en Irak, ailleurs ; mais il ne s'agit que d'un élément d'un processus général ; il est très important que la communauté internationale ait réussi cet examen. Un examen dur et sévère.

— Vous n'avez pas eu l'impression, à la mi-février, que l'Union soviétique était tentée de rompre cette solidarité internationale ?

— L'essentiel du comportement de l'URSS a été notre action au Conseil de sécurité. C'est l'opinion de la communauté internationale. Il n'y a pas eu de divergences avec la France, les États-Unis, l'Angleterre, la Chine, bien que la Chine ait eu ses positions particulières. C'est ça, l'important.

— Je faisais allusion aux dernières propositions soviétiques pour essayer d'éviter l'offensive terrestre...

— Ce ne fut qu'un détail. Comme toujours, il peut y avoir des nuances, mais il ne faut pas exagérer leur signification, même si je n'ai pas eu beaucoup de sympathie pour cette action. Mais c'est un détail. Le principal, c'est ce qu'a fait le Conseil de sécurité.

— Quelle en est la leçon ?

— Au premier plan, je mettrais le rôle et les devoirs de l'ONU, avec le Conseil de sécurité comme garant de la paix. Si l'on maintient ce principe, il n'y aura pas de problèmes, pas de crainte sur le fait que l'URSS, les États-Unis ou un autre pays puisse imposer sa vision du monde.

— Il n'en reste pas moins que

permettre aux « pays frères » de choisir la voie qu'ils voulaient, vous espériez un socialisme réformé, ou vous étiez tenté par l'échec du système socialiste ?

— Jusqu'à la perestroïka, on avait une autre idée du système socialiste, bien qu'il y ait eu aussi des doutes. Chacun avait ses analyses. Après avoir entamé la perestroïka et pris le chemin de la démocratisation, on a commencé à passer d'un régime totalitaire à des institutions démocratiques, pas à pas, et on regardait tout le temps ce que faisaient nos voisins et amis. Gorbatchev et moi, on était inquiets mais, bien ou mal, nous nous transformions. Nous avions commencé à bâtir un État de droit. D'un autre côté, nous voyions que chez nos amis rien ne changeait. Mais nous ne pouvions pas intervenir, car nous avions renoncé à cette pratique du diktat. Mais on a respecté ces choix, bien que nous constations qu'ils n'étaient pas les bons.

— On comprenait que l'on perdrait tous ces peuples s'ils prenaient du retard dans leurs réformes, et ils ont beaucoup tardé. Je n'avais aucun doute sur le fait que les changements

les États-Unis ont joué le rôle principal dans la guerre, et il est probable qu'ils joueront un rôle essentiel dans la tentative de règlement du conflit israélo-arabe.

— Il n'y a pas longtemps, j'ai participé à un débat avec Brzezinski ; selon lui, les États-Unis doivent accomplir leur mission et régler le conflit du Proche-Orient. On ne peut pas le nier : les États-Unis, après la crise du Golfe, se trouvent objectivement dans une situation où ils peuvent et doivent faire beaucoup. Mais j'ai rappelé que, quand on a adopté les résolutions du Conseil de sécurité, il y a eu des difficultés avec les membres non permanents. A cette époque, on ne disait pas qu'il y a des pays-clés et d'autres qui ne le sont pas. Nous devons maintenir ce principe tout en insistant sur la responsabilité particulière des grandes puissances. Mais si on commence à faire des différences entre les pays-clés et les autres, ça ne marchera pas. C'est pourquoi je pense que, le nouvel ordre, nous le construirons sur la base de nouveaux rapports égaux entre les États, dans une atmosphère de respect mutuel, en tenant compte de l'équilibre des intérêts.

— Je sais qu'il y a un état d'esprit « impérialiste » dans certains milieux des États-Unis. Mais il ne faut pas en avoir peur. Les hommes politiques raisonnables comprendront que l'on peut construire un monde un seullement sur une base collective.

## « L'instabilité, danger principal »

— Est-ce que la montée des forces de droite en URSS, selon vous, une influence sur la politique étrangère ? Je pense, par exemple, aux difficultés sur le désarmement conventionnel...

— Je pense que les obstacles qui ont surgi seront surmontés. C'est l'intérêt de notre pays et l'intérêt des militaires. Parce que, si nous rendons légal le transfert des divisions d'armes, les autres aussi auront le droit de déplacer des blindés, et alors, que restera-t-il de l'accord de Paris ? A ma connaissance, il y a déjà des propositions raisonnables, des idées de compromis. Je ne doute pas qu'on trouve une solution. Ce n'est pas la question la plus importante. Pendant cinq ans et demi, je me suis occupé beaucoup des tentatives de désarmement. Pour les missiles à moyenne portée, avec Shultz, on pensait que tout était réglé, et d'un coup, au moment du conclusion, il y a eu des Pershing en plus, qui sont apparus en Allemagne. J'ai protesté publiquement.

— Vous avez eu des difficultés avec vos militaires ?

— Pas avec les nôtres, avec les autres. Dans les négociations, cela arrive ; il ne faut pas dramatiser. Ce qui me préoccupe, c'est la situation générale en URSS, l'instabilité de l'URSS, de l'Europe, mais surtout de notre pays. Voilà le danger principal. Si nous n'arrivons pas à stabiliser la situation, si un dictateur apparaît ou si notre pays va au chaos et à l'anarchie, alors les Européens ne pourront pas dormir tranquilles. Je ne sais pas ce qui arrivera. Voilà ce sur quoi il faut réfléchir.

— Mais comment sortir de cette alternative, la dictature ou le chaos ?

— Le chaos conduit à la dictature. L'espoir, c'est que tous les gens raisonnables, les conservateurs, les démocrates, mettent temporairement au deuxième plan leurs divergences et s'unissent pour sauver le pays. Ce n'est pas encore trop tard. C'est tard, mais pas trop tard. Tout n'est pas encore perdu. Les intérêts du pays et du peuple doivent avoir le primat. Les gens sont fatigués. Je l'ai dit à tout le monde, à Eltsine, à Gorbatchev, il faut oublier les querelles, les conflits personnels. Et se mettre ensemble pour

redresser l'économie, résoudre les conflits entre nationalités et aider le peuple pour que les gens sachent qu'il y a des dirigeants capables de dépasser les barrières psychologiques dans l'intérêt de tous.

— Vous avez occupé des postes importants dans des temps anciens. Vous avez été premier secrétaire de Géorgie, et je me souviens vous avoir entendu prononcer des discours très élogieux à l'adresse de Brejnev. Quand avez-vous pris conscience qu'il fallait transformer le système ?

— Un jour ou l'autre je vais publier mes interventions dans les réunions du parti ; il s'agira d'interventions publiques ordinaires. Très souvent mes amis me disaient : « Il ne faut pas parler comme ça, il ne faut pas mettre l'accent sur les aspects négatifs ». Je vais les publier — je ne sais pas quand, mais on verra que quand je prononçais des mots aimables à l'égard de Brejnev, peut-être y avait-il des exagérations, mais j'étais sincère. Parce que, en Géorgie, j'ai pris des initiatives. Et Brejnev ne les a pas empêchées ; au contraire, il m'a aidé dans des situations difficiles — il y avait déjà en Géorgie des conflits entre les nationalités, des mécontentements. J'ai réussi à régler cela sans sans faire de victimes, bien qu'à l'époque il était plus facile d'envoyer des chars. Rien de tel ne s'est passé, parce que j'avais ce soutien.

— La perestroïka, je l'ai commencée en Géorgie. On faisait des expériences quand c'était nécessaire. Aujourd'hui, on parle de baux pour la terre, on parle de donner la terre aux paysans, d'instaurer l'autogestion, l'autofinancement. Tout cela, on l'a fait en Géorgie. A l'époque, beaucoup de gens voulaient me chasser du parti. Moi, je suis arrivé à la conclusion qu'il fallait changer le système de manière substantielle. Dès que l'on crée les conditions pour que les gens travaillent, ils sont capables de faire des miracles. J'en suis convaincu.

— Puis il y a eu le glas et ses tensions. Pour tout cela, on aurait pu me destituer, car on pensait que le parti savait tout de ce que pensait le peuple. Gorbatchev était le témoin de tout cela. Il venait parfois me voir, regarder. On voyagait, on discutait, on a commencé la perestroïka. C'est la première fois que j'en parle. Peut-être de manière inmodeste. Mais on a commencé cette lutte en Géorgie. Je me souviens quand on a donné les antennes aux chauffeurs : « Voilà, c'est à vous, prenez-les. Gagnez tout ce que vous voulez. Seulement vous nous donneriez un pourcentage, une sorte d'impôt... ». A Moscou, des gens étaient indignés : « C'est une révélation du capitalisme ». Nous avons ensuite donné les restaurants en location et la terre. Voilà comment je suis arrivé, par le travail pratique, à l'idée qu'il fallait tout changer. Gorbatchev était du même avis. Parce qu'en se connaît depuis trente ans, depuis les organisations de jeunesse, ici, à Moscou. C'est une longue amitié.

— A Minsk, M. Gorbatchev s'est défini récemment comme un communiste convaincu. Comment vous définissez-vous ?

— Je crois dans les idéaux socialistes. Le problème, c'est comment les réaliser. Par la guerre civile, la lutte des classes, ou par un État de droit, des rapports civilisés entre les gens et les peuples ? Je suis arrivé très tard à cette conclusion que cette deuxième voie était la seule possible.

Propos recueillis par DANIEL VERNET



sommes pas prisonniers des vieilles structures. » D. V.

(Publicité)

### SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise, les lundi 8 et mardi 9 avril 1991 (service acoustique), deux journées réservées aux sourds et malentendants.

Vous pourrez, gratuitement :

- faire contrôler votre audition ;
- faire réviser vos appareils auditifs ;
- essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-minimalistes.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75.  
M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE  
29, rue de Turbigo - 75002 PARIS



## DIPLOMATIE

La libération d'un Britannique par l'Iran

### Un « pas important » vers l'amélioration des rapports entre Londres et Téhéran

LONDRES

de notre correspondant

«Quiconque a été éduqué dans une public school anglaise et a servi dans l'armée britannique se sent à l'aise dans une prison du tiers-monde.», M. Roger Cooper, l'homme d'affaires britannique libéré par l'Iran après plus de cinq ans d'emprisonnement pour espionnage, n'a pas démenti sa réputation d'« excentricité » en arrivant, mardi 2 avril, à l'aéroport d'Heathrow.

Vivant depuis 1958 en Iran et ayant épousé une Iranoise, M. Cooper avait été arrêté en décembre 1985 et détenu depuis lors sans jugement. Il avait été contraint de faire des aveux télévisés en 1987, affirmant avoir travaillé pendant des années pour le « SIS », le « British Intelligence Service ». Il était manifestement heureux, mardi soir, que certains aient remarqué à l'époque l'absurdité de ce sigle, qui ne correspond à aucune institution connue, la véritable appellation des services secrets britanniques étant le MI-6.

Cette petite ruse, de même que les anecdotes racontées par M. Cooper sur son temps de captivité, montrent une force de caractère peu commune.

#### Radicaux et « pragmatistes »

Informé qu'il avait été à la fois condamné à mort et à dix ans de prison, il avait alors demandé à ses gardiens laqelle de ces deux peines serait exécutée la première... M. Cooper dément avoir jamais été un espion, mais convient qu'il en avait parfaitement le profil au yeux des Iraniens dans le climat de paranoïa créé par le régime de Khomeiny.

Aucun motif officiel n'a été fourni pour sa libération. M. Cooper lui-même estime, selon

quelques confidences qu'il a pu recueillir, que celle-ci a donné lieu à un vif débat entre les éléments radicaux du régime et ceux qu'il appelle les « pragmatistes », proches du président Rafsandjani et favorables à une ouverture de l'Iran sur l'Occident. Les premiers étaient hostiles à cette mesure qui eût été prise le plus discrètement possible par les seconds.

#### Et les otages au Liban ?

Le Foreign Office a démenti mardi soir que cette libération ait fait l'objet d'une transaction entre Londres et Téhéran. Celle-ci intervenait pourtant peu après le décès d'un otage iranien, M. Mehdiad Kokabi, accusé d'avoir posé une bombe de fabrication artisanale en 1989 dans une librairie londonienne qui vendait les *Versets sataniques* de Salman Rushdie.

La décision du tribunal londonien de l'Old Bailey était d'ordre technique : des témoins iraniens, qui travaillaient avec M. Kokabi,

s'étaient vu refuser l'entrée en Grande-Bretagne. Cet obstacle juridique à la condamnation éventuelle de M. Kokabi s'est révélé très utile car les autorités iraniennes avaient lié le cas de ce dernier, un ancien gardien de la révolution, avec celui de M. Cooper.

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a déclaré que la libération de l'homme d'affaires était un « pas important » vers l'amélioration des rapports entre Londres et Téhéran. Les relations diplomatiques ont été rétablies en septembre dernier après avoir été rompues en février 1989, à l'initiative de l'Iran, après la publication des *Versets sataniques*. Mais on s'efforce ici de ne pas susciter des espoirs, qui risqueraient une fois de plus d'être déçus, à propos des trois otages britanniques du Liban, MM. Terry Waite, John MacCarthy et Jack Mann. Au lieu d'évoquer le sort de ces derniers, M. Hurd a parlé mardi de la possible libération d'un ingénieur américain, M. John Patis, emprisonné en Iran, lui aussi pour espionnage.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ Fin du voyage en Chine de M. Beasmerlykh. — La Chine et l'URSS ont « normalisé » leurs relations après trente ans de brouille, a déclaré, mardi 2 avril, M. Alexandre Beasmerlykh, avant de quitter Pékin. Selon le ministre des Affaires étrangères soviétique, les deux pays ont presque achevé les négociations sur leur différend frontalier et il ne subsiste plus que huit points litigieux sur un tracé de 7 000 kilomètres. Il a ajouté qu'il serait « trop simpliste » de penser que le récent prêt chinois accordé à l'URSS avait été accordé en échange d'une assistance militaire soviétique et qu'il s'agissait en fait d'un « geste d'amitié » en réponse à l'aide de l'URSS à la Chine dans les années 50 et 60. (Reuters, UPI.)

□ Les visites du président polonais M. Walesa. — Le président Lech Walesa est arrivé mardi 2 avril à Bruxelles pour une visite de deux jours au cours de laquelle il doit rencontrer le premier ministre, M. Wilfried Martens, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, et le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner. Par ailleurs, M. Walesa effectuera une visite d'Etat en France du 9 au 11 avril, et a-t-on annoncé officiellement mardi. Son porte-parole a enfin indiqué que le président polonais se rendra en visite officielle en Israël « sans doute entre le 10 et le 20 mai ». (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

CHINE

### Plus de 700 dissidents ont été condamnés pour leur participation au « printemps de Pékin »

Les tribunaux de la capitale chinoise ont condamné au moins 715 personnes pour leur participation au mouvement démocratique du « printemps de Pékin » en 1989, a révélé mardi 2 avril le vice-président de la Cour suprême à l'occasion de la réunion annuelle du Parlement. Selon M. Qianmu Zheng, 72 d'entre eux ont été condamnés pour « complot pour renverser le système socialiste ». Il a ajouté qu'un certain nombre de cas restaient à juger : « Je n'en connais pas le chiffre exact, mais j'imagine qu'il s'agit d'un très petit nombre. »

M. Qianmu a d'autre part affirmé qu'aucune pression n'avait été exercée contre les avocats des deux dissidents Chen Ziming et Wang Jintao, condamnés en février dernier à treize ans de prison : « Leurs avocats ont eu toute latitude d'organiser leurs plaidoiries. Il n'y a pas eu d'ingérence du parquet », a-t-il dit à des journalistes. Pourtant, selon une source proche de l'opposition chinoise, M. Ji Suwan et Gao Xiaofeng, avocats de M. Chen Ziming, se sont vu confisquer leur accréditation par le ministère de la Justice. Quant au défenseur de M. Wang Jintao, il a appris qu'il n'aurait pas droit à un appartement construit par l'Etat en raison de son action en faveur de son client. (AFP, Reuters.)

ÉGYPTE

### Le fils de Nasser a été acquitté

Le fils aîné de l'ancien président Nasser a été acquitté, mardi 2 avril, au terme du procès de l'organisation terroriste Révolution égyptienne. La peine de mort avait été requise contre M. Khaled Abdel Nasser, accusé

d'avoir financé ce mouvement et de lui avoir fourni des armes.

Révolution égyptienne avait revendiqué, de 1984 à 1987, une série d'attentats anti-israéliens et anti-américains. Deux membres de l'ambassade d'Israël avaient été tués et six autres blessés au cours de ces opérations. Deux hauts responsables de la sécurité de l'ambassade des Etats-Unis avaient par ailleurs été légèrement blessés lors du dernier attentat de l'organisation, dont le procès avait annoncé, en septembre 1987, le démantèlement. M. Khaled Nasser avait toutefois pu quitter l'Egypte pour trouver asile en Yougoslavie.

En février 1988, le procureur général avait réclamé la peine de mort contre onze des vingt inculpés dans le procès de l'organisation terroriste. En juin 1990, M. Khaled Nasser revenait au Caire et se livrait aux autorités. Il était libéré sous caution le lendemain.

Quatre autres personnes ont été acquittées à l'issue du procès, dont le fils de l'ancien vice-président, M. Hussein el Chafel ; six autres, dont le neveu de Nasser, ont été condamnées à des peines légères avec sursis. Neuf accusés ont enfin été condamnés à diverses peines allant jusqu'à travaux forcés à perpétuité. — (Corresp.)

MALI

### M. Soumana Sacko a été nommé premier ministre

M. Soumana Sacko, fonctionnaire international et ancien ministre des finances (de février à août 1987), a été nommé, mardi 2 avril, premier ministre, a annoncé la radio-télévision nationale. Actuellement en poste à Bangui pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), M. Sacko, quarante ans, est sumomné dans son pays « le Shérif » ou « le justicier », à cause de la rigueur de sa gestion et de son habitude à se présenter incognito dans les administrations pour vérifier leur fonctionnement. Sa très brève carrière ministérielle s'était achevée lorsqu'il avait fait

immobiliser sur l'aéroport de Bamako un appareil de la SABENA qui, selon lui, servait à exporter clandestinement de l'or.

D'autre part, le Comité de coordination créé, le 23 mars, par une dizaine d'associations démocratiques, au lendemain de la sanglante répression de manifestations estudiantines à Bamako, a été officiellement dissous. Ce comité justifiait sa décision par le fait que son objectif était atteint, à savoir la chute du président Moussa Traoré. — (AFP.)

PAYS-BAS

### Trois acquittements au terme d'un procès anti-IRA

Le premier procès jamais instruit aux Pays-Bas contre des membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) s'est soldé, mardi 2 avril, par le déroute du ministère public.

Le tribunal de Roermond e, en effet, acquitté trois des quatre Irlandais accusés d'avoir tué, le 27 mai 1990, dans cette même ville, deux touristes australiens qu'ils avaient confondus avec des soldats britanniques en permission. Il s'agit de Donna Maguire, Paul Hughes et Sean Hick. Le quatrième, Gérard Harre, formellement identifié comme l'un des deux tueurs, a été condamné à dix-huit ans de prison ferme.

L'IRA avait revendiqué cet attentat tout en regrettant ce qu'elle avait appelé « une tragique méprise ». Arrêtés quelques semaines plus tard en Belgique et aux Pays-Bas, les accusés ne firent jamais d'aveu ni ne reconnurent leur appartenance à l'organisation indépendantiste.

Lors du procès, le procureur avait estimé que si on ne pouvait reprocher individuellement à chacun des Irlandais les faits incriminés, tous pouvaient être tenus pour collectivement responsables. Il s'agissait de vingt ans de prison ferme contre chacun d'eux. Le tribunal ne l'a pas suivi. Les trois acquittés ont cependant été maintenus en détention, les autorités judiciaires allemandes et belges ayant demandé leur extradition. — (Corresp.)

ALPHAPAGE, ET L'ÉCARTÉRISE ROUGE AVEC VOUS.

Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur votre Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPÉZ 3614 CODE ALPHAPAGE.

FRANCE TELECOM

TELECOM SYSTEME

PAGE, VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

سكزيان الاصل



## LES SUITES DU CONFLIT DU GOLFE

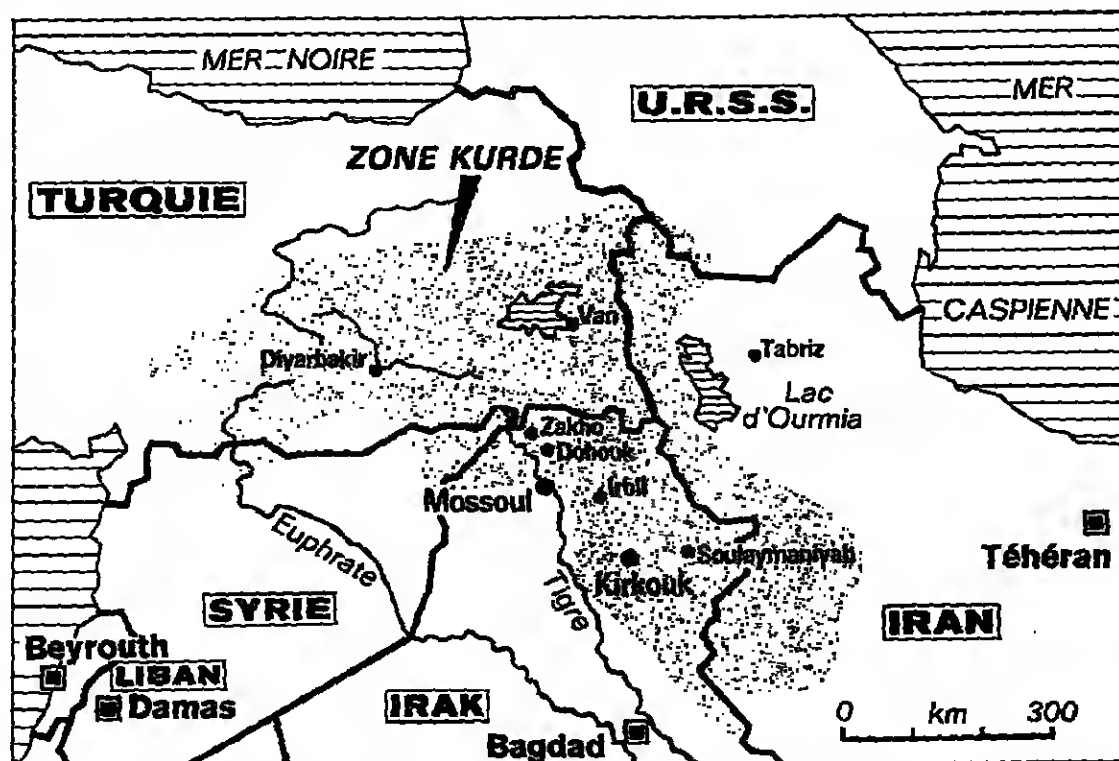
## La répression des nationalistes kurdes en Irak

Tandis que l'exode des Kurdes se poursuit en direction de l'Irak et de la Turquie, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Damas a affirmé mardi 2 avril que les peshmergas - les combattants kurdes - avaient repris le contrôle de Kirkouk, et que Zakho et Dohouk se trouvaient toujours entre leurs mains.

Ces informations ont cependant été démenties à Washington par des responsables du Pentagone. Les autorités irakiennes, qui se préparent à investir Souleymanieh, reconnaissent que des secteurs du nord du pays échappent encore à leur contrôle.

Le quotidien officiel *El Thawra*, organe du Baas, affirmait mardi que « les forces armées paracheveront le nettoyage de tous les villages et villes du Kurdistan irakien dans quelques jours ».

La tragédie des Kurdes irakiens a suscité dans le monde une vive émotion. A Genève, bravant les gardes onusiens, les Kurdes ont manifesté au Palais des Nations, où, nous indique notre correspondante Isabelle Vichniac, ils



ont été reçus au Centre des droits de l'homme de l'ONU.

Dans un texte remis aux responsables de ce centre, les manifestants ont demandé « l'arrêt immédiat de l'attaque aéroterrestre lancée contre les civils kurdes sans défense ; l'envoi d'une mission des Nations unies, pour faire respecter les droits de l'homme au Kurdistan » et ont invité la Croix-Rouge internationale et les organisations humanitaires à envoyer d'urgence « une aide appropriée et suffisante à la population du Kurdistan d'Irak ».

A Bruxelles, une dizaine de Kurdes ont envahi mercredi matin l'ambassade d'Irak, prenant en otage un garde, le seul qui était apparemment de service pendant la nuit.

A Washington, la Maison Blanche a révélé lundi que Brent Scowcroft, conseiller américain à la sécurité nationale, avait rencontré en secret le roi Fahd d'Arabie saoudite la semaine dernière, sans préciser si M. Scowcroft avait fait escale dans d'autres capitales au cours de sa mission de deux jours au Proche-Orient. - (AFP, Reuters.)

## Une éphémère « libération »

Suite de la première page

Même chose au long de cette route menant de Dohouk (100 000 habitants environ) au nord du pays où, sur des kilomètres, les files de véhicules les plus hétéroclites côtoient d'aussi interminables files de piétons. Ils se sont massés sur des bennes à ordures, des voitures de pompier, des bulldozers, des remorques de tracteurs, des camions, des bus, des taxis ou des voitures particulières pour quitter Dohouk et remonter dans les montagnes avoisinantes. Femmes et enfants sont en majorité.

Entassés les uns sur les autres au milieu de pauvres baluchons,

M. Antoine Waechter souhaite une « micro-conférence » sur le problème kurde. - Avant de connaître l'intention de la France de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, M. Antoine Waechter, député Vert européen, a affirmé souhaiter, mardi 3 avril, une intervention des Nations unies, en suggérant que, dans le cadre d'une conférence générale sur les problèmes de la région, puisse se tenir « une micro-conférence » réunissant tous les pays où les Kurdes sont installés. « D'un point de vue politique, il est clair que la guerre du Golfe n'a rien résolu, et qu'à l'heure actuelle aucun des facteurs « belligères » n'a été éliminé de la région », a ajouté M. Waechter.

perchés sur des piles de matelas, pressés à dix dans une cabine de camion, ceux qui ont trouvé place dans un véhicule, quel qu'il soit, sont chanceux. Car, par familles entières, d'autres réfugiés marchent le long du bitume. Ici une femme donne le sein, là une autre, un fusil d'assaut calé sur les cuisses, rhabille son fils, ailleurs un père porte son enfant dans ses bras, l'arme à la bretelle. L'avance de l'armée irakienne est telle que les files de réfugiés se croisent parfois, cherchant chacune à trouver asile dans une cité dont on apprend finalement qu'elle aussi est en passe de tomber ou est le cible des hélicoptères irakiens. Des abris de fortune ponctuent la campagne d'un Kurdistan dont le printemps n'aura pas duré plus de trois semaines, depuis ce 7 mars qui a vu la population de Ranya (dans l'Est) se soulever contre le régime de Saddam Hussein, jusqu'à ce 27 mars choisi par ce dernier pour écraser l'insurrection, pour interrompre le rêve déjà mille fois brisé d'un Kurdistan dont les Kurdes seraient les maîtres.

La « libération » du Kurdistan aura duré de huit à neuf jours. Sa reprise en main durera sans doute plus longtemps. Mais la première phase de la reconquête irakienne a eu un côté foudroyant qui a surpris et visiblement pris au dépourvu jusqu'aux

chefs de la révolte. Chassés il y a trois semaines du Kurdistan avec une facilité déconcertante, l'armée de Bagdad a, en quelques jours - du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril - fait tomber tout ce qui faisait de ce soulèvement un « moment historique », à savoir les principales villes de la région - excepté à ce jour Souleymanieh - que jamais auparavant les Kurdes n'avaient pu entièrement, et ensemble, soustraire au pouvoir central. Les usages après les autres, elles n'ont pu résister à l'avance irakienne. Celle-ci a été menée sur un axe sud-est (de Kirkouk) nord-ouest (à Zakho), parallèlement à des percées vers le nord, menant de découper le Kurdistan en zones isolées les unes des autres.

## Rapidité déconcertante

La rapidité avec laquelle l'armée irakienne a mené son offensive, l'efficacité avec laquelle jusqu'à présent elle a porté ses coups - même si elle a pu essayer quelques revers localement - contrastent avec la débâcle de cette même armée qui avait, moins de trois semaines auparavant, permis aux peshmergas (combattants kurdes) de prendre le contrôle de la quasi-totalité du Kurdistan. Selon tous les témoignages sur place, la prise des villes par les Kurdes - du 7 au 14 mars - n'a pas duré plus de quelques heures. Le scénario paraît avoir été le même à chaque « libération » : le peu de forces laissées au Kurdistan par un régime confronté à une formidable coalition dans le Sud a, soit reçu l'ordre de rejoindre des zones plus sûres dès les premiers signes du soulèvement, soit

déposé les armes, déserté ou fui devant les peshmergas. Il semble que peu de militaires aient réellement opposé une résistance sérieuse aux insurgés. Alors, très vite, après la prise de contrôle des symboles du pouvoir central - postes de police, centre des services secrets, siège local du parti Baas -, la cité était « libre ».

Seulement, la guerre du Golfe terminée et la révolte des chiites du Sud réduite pour l'essentiel, le régime de Bagdad a pu faire remonter vers le Nord des troupes plus combattives dont, selon des dirigeants kurdes, des éléments de la fameuse garde républicaine. Et l'on s'est vite retrouvé dans le schéma habituel : le courage et l'improvisation, d'un côté, la puissance de feu, de l'autre. Le déséquilibre du rapport des forces est rapidement apparu, même si beaucoup de Kurdes peinent - ou veulent se convaincre - que « l'idée de l'identité kurde est assise : forte pour lutter contre les canons et les chars irakiens ». Comme Khesrow, ce professeur d'Erbil, âgé de trente-quatre ans qui, la veille de la reprise de sa ville, nous assurait que « s'ils [les irakiens] reviennent, nous les repousserons ».

Mais, pour repousser les divisions blindées de Saddam Hussein, les Kurdes ont disposé pour l'essentiel de d'armes légères. Ils ont bien saisi d'importants stocks d'armes lourdes aux forces irakiennes lors de la débâcle de celles-ci - soixante-douze chars, notamment à Kirkouk, ainsi que six hélicoptères, des armes antiaériennes, des canons, des mortiers... - mais sans pour autant pouvoir les utiliser toutes, faute

d'entraînement. Hommes de guérilla, les Kurdes ne sont pas habitués à ce genre d'armement. Et les déserteurs kurdes de l'armée d'ont pas disposé de suffisamment de temps pour mener à bien cet entraînement. En tout état de cause, se plaignent les responsables kurdes, la rébellion dispose d'effectifs suffisants mais manque d'armes. Selon un proche de l'un de ces responsables, M. Jalal Talebani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les insurgés disposent de 250 000 hommes en armes. Toutefois, soulignent-ils de même source quelques jours avant le déclenchement de l'offensive irakienne, l'un des problèmes à résoudre est « d'organiser ces 250 000 combattants ». Partisans, les peshmergas, adhérents de groupes distincts, donnent plus volontiers dans l'improvisation que dans l'organisation et se montrent extrêmement plus efficaces dans la guerre de guérilla que dans les batailles frontales imposées par les irakiens lors de leur reconquête.

## Le ralliement des « jahsh »

Par ailleurs, parmi les éléments ayant permis aux Kurdes leurs succès initiaux, outre qu'ils avaient formé des groupes de guérilla urbaine qui ont joué leur rôle dans le déclenchement de l'insurrection et réussi à maintenir dans les montagnes de petites unités de peshmergas - toutefois peu actives -, l'un a été déterminant : le ralliement des milices kurdes gouvernementales. Les mouvements de guérilla avaient réussi à « retourner » ces milices et obtenu d'elles, avant même le

soulèvement, la promesse de « lâcher » Bagdad et de se ranger aux côtés des insurgés. Sous l'étiquette de « combattants révolutionnaires » - plus oublie que le surnom de *jahsh* (petit âne) dont la population les avait affublés - la plupart des ex-miliciens ont rejoint l'un ou l'autre des différents groupes kurdes rassemblés en un Front du Kurdistan et ont participé à sa « libération ». Or l'une au moins des villes reprises par l'armée irakienne, Shaykhan, l'a été avec l'aide de ces ex-gouvernementaux passés à l'opposition avant de trahir cette dernière et de rejoindre dans le giron du pouvoir central.

Enfin les Kurdes accusent les Moudjahidins du peuple d'Irak d'avoir participé aux combats aux côtés de l'armée irakienne. Mouvement d'opposition au régime iranien, les Moudjahidins avaient trouvé refuge en Irak (après avoir été un temps « hébergés » au Kurdistan par les mouvements de guérilla, où ils ont joué un rôle de force d'appoint à l'armée irakienne dans sa guerre contre l'Iran). Leur présence a notamment été signalée lors de combats qui se sont déroulés les 28 et 29 mars sur la route Kirkouk-Erbil. Cent cinquante d'entre eux auraient été faits prisonniers.

Reste maintenant que, les villes prises, le tâche des forces irakiennes risque de se compliquer singulièrement dès lors que les affrontements se déplacent vers les montagnes, terrain de prédilection des peshmergas.

YVES HELLER

## COUPS DE SANG

"EX-LIBRIS", le 4 avril



## Le bref et triste retour de Tayeb dans son pays

DOHOUK (Kurdistan irakien)  
de notre envoyé spécial

« Bienvenue au Kurdistan. » Le peshmerga (combattant kurde) vient de prendre le main de Tayeb pour lui permettre de prendre pied sur la rive irakienne du Tigre. Tayeb a du mal à trouver ses mots. L'émotion l'étrangle jusqu'à ce qu'il puisse enfin lâcher : « Magnifique ! ».

Pour la première fois depuis 1979 et sa fuite du pays à travers l'Irak, Tayeb foule le territoire du Kurdistan. Réfugié politique aux Pays-Bas où il a épousé une Néerlandaise et a eu deux enfants, Tayeb, ancien diplomate, quarante-huit ans, n'a plus eu de nouvelles de sa famille restée au Kurdistan depuis 1984. Tout ce qu'il sait c'est qu'il doit y avoir trente-huit nouveaux et nièces environ. Trois jours durant il a été partagé, écartelé constamment de la joie à l'inquiétude. Joie de rentrer enfin dans un Kurdistan « libre » ; mais inquiétude aussi, en se demandant qui, des membres de sa famille, il allait retrouver. Ces trois jours Tayeb n'a cessé de manifester son anxiété. D'autant qu'un premier faux départ a succédé à une autre déconvenue : les fortes pluies qui se sont

abattues sur la région avaient rendu le passage du Tigre impossible. Trois jours d'attente, dont deux dans la boue des pistes tracées à travers champs, dans une pleine d'une tristesse infinie, avant enfin de pouvoir atteindre l'Irak.

Monté sur le ridelle d'un camion, exposé au vent et à la pluie, Tayeb a terminé la partie « syrienne » du voyage, les yeux braqués sur l'autre rive de ce fleuve gonflé d'eau boueuse jusqu'à atteindre 300 mètres de largeur. « C'est ma terre », murmure-t-il sans quitter des yeux le Kurdistan d'Irak. Toujours cette anxiété lorsqu'il se cramponne à la petite barque ballottée par un courant à la force décapante par la crue. C'était le 25 mars : « Bienvenue au Kurdistan ». Tayeb venait de rentrer.

Il comptait rester trois semaines, le temps de reprendre contact, avant de retourner aux Pays-Bas, préparer un « vrai » départ, un retour définitif. Trois semaines qu'il imaginait faites de retrouvailles, entièrement consacrées à sa famille installée à Dohouk.

La joie du retour n'aura duré que six jours. Le 31 mars Dohouk était prise par l'armée irakienne. Jeté sur les routes de

l'exode comme des dizaines de milliers d'autres Kurdes, Tayeb a dû tenter de repasser la frontière pour rejoindre sa famille néerlandaise. Mais, pour difficile qu'il lui soit à l'aller, le chemin inverse se présentait mille fois plus dur, plus dangereux.

S'il est jamais parvenu à rejoindre le Tigre ou l'un de ses affluents, une des « portes » sur la Turquie, Tayeb a dû vivre ces heures pénibles qu'ont connues des milliers de réfugiés kurdes et quelques journalistes étrangers : coincé entre l'armée irakienne et le fleuve frontalier en crue, on sent le piège se refermer, lentement mais inexorablement ; caché des jours dans d'épais brouillards on voit la bataille se rapprocher puis se fermer une à une toutes les issues jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'autre choix que de traverser à la nage ou sur un radeau de fortune, fait de quelques planches et de chambres à air.

Mais peut-être Tayeb, s'il a survécu au bombardement de Dohouk, a-t-il pris le chemin du nord, des montagnes turques qu'il faut passer à pied pour éviter les barrières. Ou encore la route de l'est qui débouche sur l'Irak iranien... comme il l'avait fait il y a déjà douze ans.

Y. H.



# LA CULTURE A UN NOUVEL ESPACE.

هكذا في العالم



صكزا من الامل

8 Le Monde • Jeudi 4 avril 1991 •

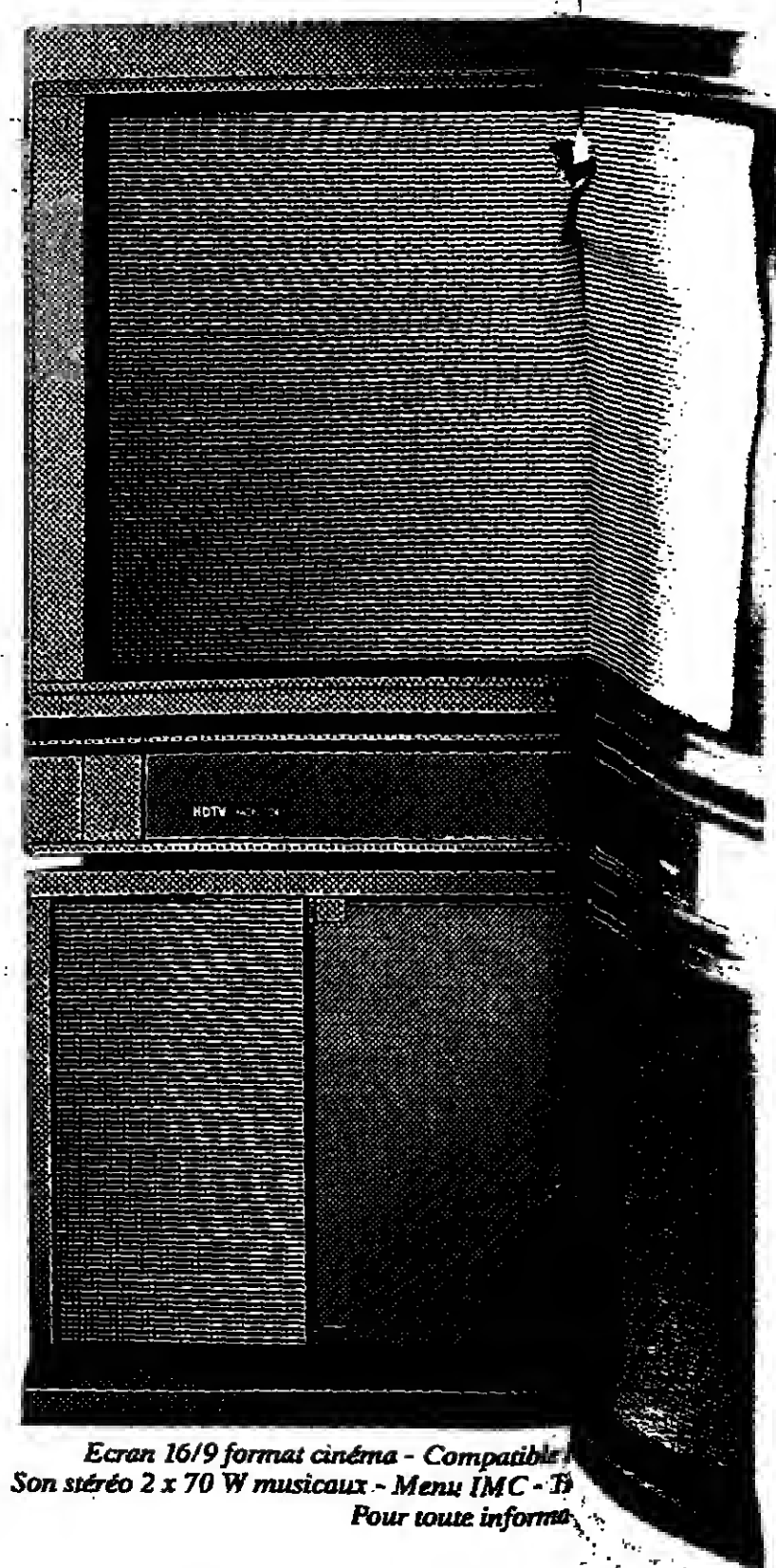
FOU

# A TOUS CEUX QUI ONT QUELQUE CHOSE À MONTRER, À FAIRE PA

*A tous les créateurs, à tous les artistes, à tous ceux qui inventent, qui explorent, qui dépassent, la haute définition va ouvrir un espace plus grand, plus beau, plus exaltant.*

*En lançant aujourd'hui le Space System, Thomson marie pour la première fois la puissance de la télévision à la qualité "cinéma".*

*Avec un écran 16/9, avec 1250 lignes, le Space System est prêt pour la haute définition, et*



Ecran 16/9 format cinéma - Compatible  
Son stéréo 2 x 70 W musicaux - Menu IMC - T  
Pour toute informa



# TO CEUX QUELQUE CHOSE À DIRE, FAIRE PARTAGER.

*Thomson est prêt à relever le défi de la culture européenne.*

*Thomson offre dès aujourd'hui à tous les créateurs un outil de création sans précédent. Thomson offre dès aujourd'hui à un public de plus en plus exigeant des films dans toute leur dimension, des images plus larges et plus belles, des sons plus vrais.*

*Avec le Space System, Thomson ouvre une nouvelle page de l'histoire de l'audiovisuel.*

définition 1250 lignes - Zoom de l'image  
e - 104 programmes - Hyper-bande - 5 péritels.  
apez 3615 TVHD.

**SPACE SYSTEM**  
**THOMSON**

مركز البحوث



# LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

## La répression des nationalistes kurdes

### M. George Bush donne la priorité à un cessez-le-feu formel avec l'Irak

WASHINGTON

de notre correspondant

Quelques mots prononcés sur un parcours de golf ne sauraient faire illusion : M. Bush, un club à la main, a certes dit, mardi 2 avril, qu'il était « troublé par la souffrance humaine » en Irak. Mais, a-t-il aussitôt ajouté, « je préfère ne pas parler de cela maintenant », tandis que son visage s'illuminait d'un sourire radieux et que le président se dirigeait vers le premier trou. Il n'y a « aucune raison de penser que la politique du président [à l'égard de l'insurrection kurde] va changer », expliquait d'ailleurs le même jour le porte-parole du département d'Etat, M. Tutwiler.

M. Bush avait d'abord cherché, comme il le fait depuis plusieurs jours, et comme le font également les autres responsables américains, à éluder les questions portant sur l'attitude des Etats-Unis à l'égard des Kurdes, avant de se résoudre à proposer cette petite phrase de compassion. Plus tôt dans la matinée, le président, qui passe quatre jours de vacances dans une île du sud de la Floride, avait reçu un coup de fil du président turc, M. Ozal. Ce dernier souhaitait obtenir un soutien des Etats-Unis à la demande de convocation par la Turquie d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies à propos du sort des civils kurdes, et plus particulièrement des réfugiés en marche vers la frontière turque.

Mais l'administration américaine veut avant tout que le Conseil adopte la résolution qui fixe les conditions d'un cessez-le-feu formel avec l'Irak, cessez-le-feu qui ouvrirait la voie à une évacuation accélérée des troupes américaines. Elle n'en tend donc pas que l'initiative turque, pas plus que la démarche française, aboutisse à retarder le vote de cette résolution (voir l'article d'Alfred Bassir Pour).

En même temps, les responsables américains s'efforcent

d'échapper au reproche d'indifférence, voire de cynisme, à l'égard de populations qu'ils ont encouragées à se révolter contre Saddam Hussein. Le département d'Etat a confirmé qu'une dizaine de représentants de divers groupes d'opposants irakiens seraient reçus à partir de mercredi 3 avril par le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, John Kelly.

Par ailleurs, M. Tutwiler - principal porte-parole du secrétaire d'Etat James Baker - a défendu avec énergie l'attitude de l'administration. Multipliant les adjectifs, elle a concédé que la répression qui frappe les rebelles irakiens était « terrible », « tragique » et qu'elle « déchirait le cœur ». Mais elle a aussitôt ajouté que l'administration « ne se sentait pas le moins du monde responsable » de ces événements, et que ni les Etats-Unis ni leurs partenaires de la coalition anti-irakienne n'avaient de « mandat » qui leur permet d'intervenir. Contrairement à M. Tutwiler, les principaux responsables de l'exécutif ont préféré jusqu'à présent garder le silence en attendant que retombe l'émotion suscitée par le malheur des Kurdes. A en croire le Washington Post, M. Bush et ses collaborateurs attribuent volontiers les critiques dont ils sont l'objet dans la presse à une opération politique menée par les démocrates pour regagner le terrain perdu pendant la guerre du Golfe.

Certaines de ces critiques viennent pourtant de farouches conservateurs tels le columnist William Safire, qui s'est hâté à déclarer mardi soir, à la télévision que le président Bush, en abandonnant les Kurdes à leur sort, avait « déshonoré » les Américains. A l'inverse, le New York Times a, le même jour, pris une nouvelle fois la défense de la politique de M. Bush, soutenu également - mais cela n'est pas une surprise - par le vétéran de la Realpolitik qu'est Henry Kissinger.

JAN KRAUZE

### L'initiative française est fraîchement accueillie au Conseil de sécurité

Tandis que la France proposait, mardi 2 avril, au Conseil de sécurité de l'ONU l'adoption d'une résolution sur les Kurdes d'Irak (nos dernières éditions du 3 avril), la Turquie, aux prises avec le problème des réfugiés, a réclamé une réunion d'urgence du Conseil. A Ankara, les autorités ont appelé la communauté internationale à se préoccuper des dizaines de milliers de Kurdes « en majorité des femmes et des enfants » contraints de fuir l'Irak, et prévu de prendre des mesures d'aide alimentaire et médicale en leur faveur. Un haut responsable militaire d'Ankara, le général Nezih Caker, a cependant indiqué que « la Turquie attendra la réponse de l'ONU avant d'ouvrir ses frontières aux réfugiés ».

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

La démarche de la France en faveur des Kurdes n'a pas suscité l'enthousiasme parmi les membres du Conseil de sécurité. Dans un projet de résolution circulant mardi 2 avril à l'ONU, la France demande que le Conseil marque sa « profonde préoccupation face aux exactions commises contre les populations civiles en Irak », « condamne la répression sous toutes ses formes » et « exige qu'il y soit mis fin sans délai ». Le texte français appelle aussi au dialogue entre le gouvernement de Bagdad et les minorités et « à la réalisation des aspirations légitimes » du peuple irakien « dans toutes ses composantes ». Enfin, il demande que le secrétaire général des Nations unies poursuive sa mission humanitaire en Irak et établisse un rapport sur la situation de la population kurde au Conseil de sécurité. La France « exige » que les autorités irakiennes coopèrent avec le secrétaire général.

### En symbiose avec la Turquie

Durant toute la journée, le représentant français à l'ONU, M. Jean-Marc Rochereau de la Sablière, a eu des consultations. Préoccupé par ce qu'on appelle à l'ONU la « grande résolution » qui doit établir les conditions du cessez-le-feu permanent entre l'Irak et la coalition, les membres du Conseil expliquent que le projet français revient à une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain et crée un dangereux précédent.

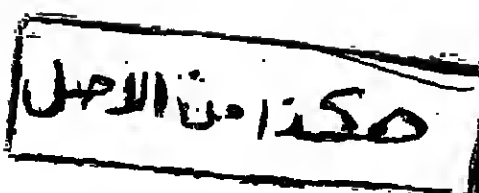
Pour l'ambassadeur irakien à l'ONU la proposition française est « opportuniste » et ne répond qu'à « préoccupation de politique intérieure ». M. Al Anbari a fait allusion à « certains partis politiques proches du président », ainsi qu'à la « marotte de M. Danielle Mitterrand ». Ironiquement, un haut responsable américain, citant M. Danielle Mitterrand, avance les mêmes raisons pour expliquer l'attitude française. Ce haut fonctionnaire nous a déclaré qu'il « était hors de question » que les desiderata français soient ajoutés à la résolution de cessez-le-feu du Conseil de sécurité. « Le mieux pour Paris serait que les membres du Conseil de sécurité mentionnent les Kurdes dans leur discours après le vote de la grande résolution, et qu'on n'en parle plus ».

Dans le meilleur des cas, la France espère pouvoir obtenir une déclaration non contraignante du président du Conseil de sécurité en symbiose avec la Turquie. Ce dernier pays a adressé une lettre à l'ONU faisant part de ses inquiétudes sur le sort de plus de deux cent vingt mille Kurdes chassés par l'armée irakienne et qui cherchent refuge sur son territoire. La Turquie demande une réunion du Conseil de sécurité « afin d'étudier ce problème alarmant ».

Le Conseil de sécurité, présidé pour le mois d'avril par la Belgique, a décidé de voter la résolution de cessez-le-feu dans la journée de mercredi.

AFSANE BASSIR POUR

Fin des émissions de Radio-SIRPA so Proche-Orient. - Créée le 6 décembre 1990 et destinée aux soldats français du dispositif « Daguet », l'émission matinale de Radio-SIRPA vient de cesser après cent seize diffusions quotidiennes avec l'aide technique de RMC-Moyen-Orient à Chypre. Durant une demi-heure, elle comprenait des informations entrecoupées de musique française. M. Mitterrand avait adressé ses vœux pour 1991 aux Français, en Arabe saoudite et à Qatar, par le canal de Radio-SIRPA.



## AFRIQUE

SOMALIE : deux mois après la chute du président Syad Barré

### Le pays est en proie à l'anarchie et son unité plus que jamais menacée

Déjà malmenée par la politique tribaliste du président Syad Barré, qui a été renversé le 27 janvier dernier, après vingt et un ans de pouvoir, l'unité nationale somalienne s'effondre aujourd'hui sous les coups d'une guerre des clans acharnée.

NAIROBI

de notre correspondant

Les mouvements armés victorieux semblent incapables d'effacer les divisions que le président déchu Syad Barré, l'ancien homme fort de la Somalie, avait soigneusement cultivées pour se maintenir au pouvoir. Même les mouvements d'opposition qui avaient su dépasser ces clivages, comme le groupe du Manifesto, sont aujourd'hui dispersés dans leurs familles respectives. Et M. Barré, lui, ne désarme pas. Il serait toujours réfugié dans sa région natale du Gedo, sur la frontière kényane, bien protégé par une petite armée de fidèles.

Le torchon brûle entre les anciens « alliés » du Congrès de la Somalie unifiée (CSU) et ceux du Front démocratique de salut de la Somalie (FDSS), deux mouvements rebelles (issus du clan hawiyé pour les premiers et majertein pour les seconds) qui ont combattu l'ancien régime.

Les Majerteins accusent le CSU de s'être livré à des règlements de comptes tribaux après la prise de la capitale, Mogadiscio. L'affaire se comprend lorsque l'on sait qu'une partie des Majerteins (qui appartiennent à la confédération des Darod, comme le clan de Syad Barré) ont « collaboré » avec le président déchu.

Sécession

au nord

Lorsque les deux camps s'écroulent mutuellement d'avoir « massacré, violé et pillé », il n'y a, derrière ces escalades verbales, qu'une sourde lutte d'influence. Selon les observateurs, l'attrait du pouvoir pour les Hawiyé (qui n'ont jamais dominé politiquement) se heurte à la crainte des Darod d'être définitivement marginalisés.

« Le Printemps de l'Afrique » d'Albert Bourgi et Christian Casteran

### Réquisitoire contre le parti-Etat

A l'heure où l'Afrique semble, plus que jamais, condamnée aux désastres conjugués de la faillite économique, de la dérive tribale, de l'arriération culturelle et de l'extension foudroyante du sida, à l'heure où l'intérêt du monde occidental pour le continent noir semble se réduire comme peau de chagrin, la sortie d'un livre au titre ostensiblement optimiste et quelque chose d'inattendu... et de trompeur.

Le Printemps de l'Afrique, de l'universitaire Albert Bourgi et du journaliste Christian Casteran, se présente, avant tout, comme un réquisitoire adressé contre le système du parti-Etat. L'invention de Léonine adaptée à la mode tropicale, cause première, selon les auteurs, de ce glissement progressif vers le « totalitarisme » dont les peuples africains restent aujourd'hui victimes. Réquisitoire, aussi, contre la politique française de coopération, frappée, depuis de Gaulle, par un « certain immobilisme ». Malgré le discours du sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990 - où le président Mitterrand a, pour la première fois, lié la contribution de la France aux efforts des Etats africains en faveur de la démocratie, - il n'y a pas eu, en effet, de « rupture », déplorent les auteurs, qui s'inquiètent de l'aveuglement d'une classe politique française largement compromise avec des dirigeants de plus en plus rejetés par leurs peuples.

Trente ans après les indépendances, le bilan paraît donc

« éccablant » pour l'Afrique et pour la France. A l'appui de leur analyse, MM. Bourgi et Casteran présentent, en annexe, des extraits du fameux « rapport Hessel », document rédigé à la demande du premier ministre, M. Michel Rocard, en février 1990. Ce document, qui, selon eux, « avait tout simplement le tort de braquer les projecteurs sur certaines incohérences et anomalies de la politique française de coopération », lui valut d'être « mis sous le boisseau ». Tout comme le « rapport Gorse », il y a vingt et un ans, le « rapport Hessel », qui traite des relations de la France avec les pays en développement, n'a pas été rendu public.

### « Le cas mexicain »

Livre de dénonciation plus que de mise en perspective, ce Printemps de l'Afrique, laisse bien des questions en friche. Celle du tribalisme, pourtant centrale, est habilement reléguée à la rubrique folklorique des « vieux démons » du continent. Quant à l'Afrique du Sud, dont l'émergence sur la scène politique africaine s'affirme de jour en jour, c'est à peine si les auteurs lui accordent plus de vingt lignes.

Constater que les « remèdes classiques » ne peuvent suffire pour enrayer « le naufrage d'un continent entier » et essayer que « l'avenir de l'Afrique appartient aux Africains » semblent un peu court à ceux qui s'interrogent sur le sens de ce « naufrage » et sur

Durant une escale à Kismayo, le 25 mars, son avion a failli être mitraillé par un Mig de la base aérienne de Boé-Doglé, contrôlée par le CSU. Peu après, le bureau du CSU à Rome accusait l'Italie d'avoir « violé l'espace aérien de la République somalienne ».

Le premier ministre somalien par intérim, M. Omar Arteh Ghaib, effectue actuellement une tournée dans les pays du Golfe, en quête de secours. Mais sa visite, selon les adversaires du CSU, vise également à faire reconnaître le présent gouvernement, tout provisoire qu'il est.

A l'exception de Médécios sans frontières et de SOS-Villages, qui gèrent les deux seuls hôpitaux en état de fonctionner dans la capitale, aucun ONG ne s'est encore décidé à revenir dans le pays. Et ce n'est pas la nouvelle fusillade qui a fait deux morts le 28 mars sur l'aéroport de Mogadiscio qui les incite à rouvrir leurs missions.

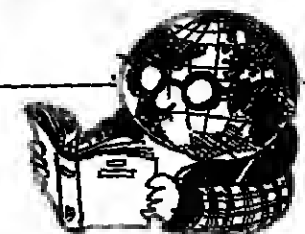
Pourtant la détérioration de la situation alimentaire a dépassé le seuil critique. Le problème que se posent tous les donateurs - y compris la CEE, qui a annoncé une aide d'urgence de 12 millions de dollars - est celui de la distribution des secours dans un pays qui bascule dans l'anarchie.

JEAN HELENE

MAROC

### Remise en liberté des huit islamistes interpellés

Huit jeunes membres du mouvement intégriste interdit, Al Adl Wal Ihsane, ont été remis en liberté, mardi 2 avril, après deux nuits de garde à vue. La police les a interrogés sur des conversations qu'ils avaient eues avec des fidèles musulmans à la sortie de mosquées à Rabat et à Salé. Le fondateur du mouvement, Abdessalam Yessine, est assigné à résidence à Salé depuis décembre 1989 et six dirigeants ont été condamnés à deux ans de prison en février 1990 pour appartenance à une organisation dissoute. - (Reuters)



Dans les couloirs de l'Assemblée nationale

### Ecoeurement

« Les Kurdes irakiens sont aujourd'hui les victimes de la paix », affirme, dans les couloirs de l'Assemblée nationale M. André Santini, député UDF. « Ce qui est encore plus tragique, c'est que l'on ne parle de ce peuple qu'à l'occasion de massacres », s'insurge-t-il. Chez ses collègues, tous groupes confondus, le même ecoeurement était perceptible, mardi 2 avril, même si l'annonce par le gouvernement français de la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU est venue apporter une mince lueur d'espoir.

Le sort des Kurdes écrasés par les troupes irakiennes n'est pas le seul sujet de débats, mais les débats partagés entre la rage et l'impuissance, l'échec de la paix dans cette période d'après-guerre du Golfe. M. Jean-François Deniau (UDF) avait d'ailleurs l'intention d'interpeller le gouvernement sur ce point, mercredi, à l'occasion de la séance des questions d'actualité.

« Autant la guerre fut bien menée, autant la paix est mal gérée », remarque M. Pierre Lequiller (UDF) qui, avec nombre de ses collègues, estime que l'état de grâce n'est aujourd'hui dissipé. « Je trouve particulièrement scandaleux qu'au nom des droits de l'homme nous soyons allés à Bagdad pour défendre les lobbies pétroliers et qu'aujourd'hui on ne fasse rien pour arrêter le massacre d'un peuple », proteste M. Pierre Mazaud (RPR), qui n'avait voté le 16 janvier l'entrée en guerre de la France que du bout des doigts. D'autres, comme lui, s'indignent de la règle des deux poids deux mesures qui semble prévaloir aujourd'hui.

« L'absence de l'Occident est insupportable. On se préoccupe à bon droit du peuple pétrolier mais qui fait-on pour le peuple kurde étié dans plusieurs pays ? » (1), souligne M. Pierre-André Wiltzer (UDF), tandis que M. Christine Boutin (UDC) s'exclame : « C'est l'horreur ! » « Je suis offensé », confie également M. François d'Aubert (UDF). Nous sommes allés libérer le Koweït au nom du nouvel ordre international mais la même morale ne joue pas

aujourd'hui pour les Kurdes.

Les condamnations de « l'immobilisme international » s'agrèment au fil des conversations sans pour autant que des solutions vraiment concrètes n'apparaissent. Nul ne parle d'aller libérer manu militari le peuple kurde de l'oppression irakienne. « Ce qui se passe est ignoble, même si il n'y a pas d'Etat kurde en soi », lance M. Philippe Mestre (UDF). « C'est dramatique », ajoute le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean La Garrec. « Ne rien faire risque à terme d'entacher l'action menée au Koweït par les coalisés. Les pays occidentaux ne disent pas grand-chose. Mais les pays arabes encore moins », souligne-t-il.

### « Comment intervenir ? »

« Nous sommes très désarmés », reconnaît, pour sa part, le président de la commission des lois, M. Michel Sepin (PS). « Comment intervenir ? Où intervenir pour agir concrètement ? », s'interroge-t-il, en notant le passage que « les mêmes qui, hier, nous accusaient de vouloir aller à Bagdad veulent aujourd'hui que nous allions à Mossoul... » (nord de l'Irak). « Vis-à-vis du Koweït, poursuit M. Sepin, nous évitons un impératif de droit. Avec les Kurdes, il s'agit d'un impératif d'humanité. Mais il faut bien reconnaître la difficulté de le traduire en acte. Quant aux chiites du Sud, qui sont également écrasés, je remarque qu'on en parle peu. »

Enfin, nombreux sont les députés à ne pas comprendre, à ne pas admettre, l'attitude des Etats-Unis dont ils condamnent la passivité et l'attentisme. Certains ne s'en étonnent pas et rappellent le silence des Américains devant le sort réservé au Liban et aux forces du général Aoun au moment même où l'ensemble de la communauté internationale brandissait l'étendard de la morale et du droit international pour partir à la reconquête du Koweït.

PIERRE SERVANT

(1) Irak, Iran, Turquie, Syrie et Union soviétique.

255.21.38



# POLITIQUE

L'ouverture de la session parlementaire de printemps

## Nouveau débat sur le « peuple corse »

## Les députés limitent les pouvoirs des commissions de coopération intercommunale

Les députés ont repris, mardi 2 avril, en ouverture de la session de printemps, la discussion sur la partie la plus discutée du projet de réforme de l'administration territoriale de la République : la coopération intercommunale. La discussion a été confuse. Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, peut toutefois se prévaloir de l'adoption de deux articles essentiels du projet (49 et 50) concernant la commission départementale de coopération intercommunale (composition et pouvoirs). M. Marchand a accepté de remanier le texte original en accord avec tous les groupes, à l'exception du PCF, résolument hostile.

Malgré une fin de discussion alourdie, tard dans la nuit, par d'obscures contestations de procédure, l'examen du projet de loi sur l'administration territoriale a franchi, mardi 2 avril, un cap important. Par son abstention, l'opposition de droite et du centre (I) a permis l'adoption des articles concernant la création, le rôle et la composition de la commission départementale de coopération intercommunale, composée d'élus et présidée par le préfet (articles 49 et 50). Les députés ont pu constater que le ministre de l'Intérieur,

M. Philippe Marchand, n'avait pas menti en annonçant, d'entrée, qu'il était très ouvert aux amendements de l'opposition. Il l'a été à un tel point qu'il a accepté dans la soirée de déposer deux longs amendements, étroitement concertés avec l'opposition, réécrivant les articles 49 et 50 du projet de façon à y inclure les propositions de tous les groupes, sauf le groupe communiste, irréductible.

### Le préfet notaire

L'opposition avait auparavant manifesté une double inquiétude face à la présence du préfet à la présidence de cette commission et au risque de tutelle que celle-ci pourrait exercer sur les communes. « La coopération doit rester un acte volontaire et, qu'il s'agisse de schéma communal ou de communautés de villes, mais doit procéder d'une demande qui doit émaner d'une demande des communes concernées », avait expliqué M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle). « Le schéma prévu [...] oblige certaines communes à être incluses dans une structure, alors même qu'elles souhaitent participer à une autre », avait ajouté M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), tandis que M. Robert Poujode (RPR, Côte-d'Or) exprimait sa crainte de voir « le préfet tiriller entre les directives du gouvernement et celles de sa propre conscience — car il en a une... ».

Pour M. Jacques Brionhes (PCF, Hauts-de-Seine), la seule vocation

de la commission départementale c'est « la contrainte » : « Qu'on ne nous parle pas de conservatisme alors que nous défendons la démocratie ».

Une nouvelle fois, avec patience et ardeur pédagogique, le président de la commission spéciale, M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), et le rapporteur, M. Christian Pierret (PS, Vosges), se sont efforcés de convaincre leurs collègues que le volontariat était bien la base du système et que le préfet n'aurait qu'une vocation « notariale ». « Ceux qui redoutent, à tort, la fusion des communes, entretiennent la confusion. (...) Nul ne peut ignorer le rôle libérateur de la coopération intercommunale, non seulement pour la plus grande efficacité du service public local, pour la réduction des charges, pour la recherche du service rendu au moindre coût... mais également pour réfléchir ensemble à l'urbanisme, à la protection de l'environnement ou au développement économique », a rappelé M. Gouzes.

« Ce n'est pas une machine de guerre », s'exclama M. Pierret qui, tout au long du débat, s'efforça de maintenir l'excellent climat de travail qui avait prévalu au sein de la commission spéciale. Quant au ministre de l'Intérieur, il a rappelé que « l'idée de liberté » prévalait dans ce texte.

D'où la présentation des deux amendements de refonte des articles 49 et 50 si contestés au départ. D'abord, si le Sénat suit les députés, la commission départementale sera présidée par le préfet entouré d'un rapporteur général ainsi que de deux assesseurs, élus parmi les maires. M. Rossinot avait beaucoup insisté sur la création de ces postes d'assesseur.

D'autre part, la commission sera composée à 60 % par des maires, des édiles ou des conseillers municipaux élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par les maires regroupés au sein de listes départementales déterminées par les préfets. L'importance démographique des communes : à 20 % par des représentants d'établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans le département ; à 15 % par des conseillers généraux du département (issus par des conseils régionaux) ; à 5 % par des conseillers départementaux (issus par des conseils régionaux). Ces deux dernières dispositions font suite à un amendement déposé par M. Christian Estrosi (RPR).

S'agissant de la constitution d'un schéma de coopération intercommunale, il est précisé dans le nouvel article 50 que la commission départementale devra se fonder sur les propositions formulées par les communes elles-mêmes pour leur développement (structures de coopération classiques du type SIVM ou structures nouvelles proposées par le projet. « Compte tenu de ces propositions et en conformité avec elles » (une précision apportée par M. Pierret), la commission départementale proposera un schéma d'intercommunalité de la coopération intercommunale. Ce n'est que quand les communes n'auront pas formulé de propositions que la commission le fera en présentant un schéma de coopération indicatif (périmètre et forme de coopération).

Quant aux conditions d'acceptation par les communes du projet d'intercommunalité, le principe de l'accord tacite qui figurait dans le projet initial a été supprimé comme l'opposition le demandait. « Cette formule s'apparente à une démocratie à l'envers », avait protesté M. Rossinot.

Les autorités territoriales disposeraient d'un délai de trois mois pour faire connaître leur avis. Le cas échéant, elles pourraient demander un délai de trois mois supplémentaire. Les députés ont également adopté (les élus PS étaient minoritaires dans l'hémicycle) un amendement de MM. Rossinot et Saint-Ellier (UDF, Calvados) prévoyant une actualisation du schéma départemental de coopération intercommunale dans l'année qui suit chaque renouvellement intégral des conseils municipaux. La discussion devait se poursuivre jeudi 4 avril, dix-sept articles restant encore en discussion.

PIERRE SERVANT

(1) Un scrutin a eu lieu sur l'article 49 (282 « pour », 34 « contre ») : seuls les élus socialistes (275) ont voté « pour ». L'opposition de droite et du centre s'est abstenue, sauf trois RPR, MM. Baliany, Frédéric-Dupont et Sarriy, qui ont voté « contre ». Les élus communistes ont voté « contre ». Sur l'article 50, un simple vote à main levée a eu lieu, traduisant le même résultat.

Le projet de statut pour la Corse, qui devait être examiné, mercredi 3 avril, en nouvelle lecture par les députés, n'était toujours pas assuré, mercredi matin, de recueillir une majorité, compte tenu de la réduction du nombre d'abstentionnistes de droite et du centre et de l'incertitude sur le position du PCF (le Monde du 30 mars). Au sein du groupe socialiste, la réticence de certains députés proches de M. Jean-Pierre Chevènement, hostiles à l'article premier du texte qui évoque le « peuple corse, composante du peuple français », pourrait s'exprimer de nouveau en séance.

Les socialistes et le gouvernement envisageaient toujours, mercredi matin, d'obtenir des communistes qu'ils transforment leur vote « contre » de première lecture en abstention sur le projet de statut pour la Corse, afin de compenser le mouvement inverse de certains centristes et membres de l'UDF qui semblent décidés à respecter la position hostile de leur groupe, en renonçant à s'abstenir.

La réunion du groupe UDF, mardi après-midi, s'est déroulée dans un climat plus serein qu'avant la première lecture. M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud et rapporteur du projet gouvernemental, a été

reconduit sans problème dans ses fonctions de secrétaire du bureau de l'Assemblée. Mais il n'a pas réussi à convaincre ses collègues de l'UDF de revenir sur leur opposition à la loi-cadre même du texte.

Au MRG, M. Emile Zuccarelli, président des radicaux de gauche et maire de Bastia, a affirmé qu'il voterait contre le projet, si l'article premier est maintenu. En première lecture, M. Zuccarelli s'était abstenu, comme les autres députés MRG qui devaient, eux, maintenir leur position.

Au sein du groupe socialiste, le débat sur l'article premier, qui évoque le « peuple corse, composante du peuple français », ne semble toujours pas définitivement clos. M. Roland Carrat, député de la Côte-d'Or, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, qui, en première lecture, avait déposé un amendement visant à supprimer cet article, reste opposé à son rétablissement. Il ne votera donc pas l'amendement de retour au texte initial du rapporteur du projet sur l'article premier.

Soucieux toutefois de faire un pas en direction de ses collègues socialistes et du gouvernement, M. Carrat a soumis, mardi, à son groupe, un nouvel amendement admettant la notion de « peuple corse, composante du peuple français » mais précisant que ce dernier est « le seul détenteur de la souveraineté nationale ». Cet amendement, qui était, selon son auteur, « de nature à assurer les républicains, tout en rassemblant les

socialistes », a été écarté sans débat par le groupe. M. Carrat n'exclut pas toutefois, mercredi matin, de redéposer cet amendement en séance.

Il semble désormais acquis que l'exécutif est décidé à maintenir la référence au « peuple corse », sans apporter de modification à la rédaction de l'article premier. Le PCF ne parviendrait donc pas à faire accepter la rédaction proposée au Sénat sur le peuple corse, « partie intégrante de la nation française », alors même que M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, avait déclaré mercredi : « L'interpellait personnellement quelque part ».

Si les débats se déroulent comme prévu, il semble qu'il y ait du « grain à moudre » sur l'accompagnement économique du nouveau statut qui devrait être le principal sujet de négociation entre le gouvernement et les communistes.

J.-L. A.

M. Raymond Forni (PS), vice-président de l'Assemblée. — Dans le nouveau bureau de l'Assemblée nationale, M. Raymond Forni, député (PS) du Territoire de Belfort, ancien président de la commission des lois, devient vice-président de l'Assemblée, en remplacement de M. Michel Cocard (PS, Val d'Oise). M. Jacques Fauriol (PS) succède à M. Jacques Joseph Sublet (RFS) au secrétariat du bureau de l'Assemblée.

Hommage à Michel d'Ornano. — Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a prononcé, mardi 2 avril, à l'ouverture de la session parlementaire de printemps, l'éloge funèbre de Michel d'Ornano, décédé le 8 mars dans un accident de la circulation. En présence de ses deux enfants, de M. Hubert d'Ornano, frère de l'ancien député du Calvados, et de M. Robert Herant, PDG de la Socopresse, dont Michel d'Ornano était le vice-président, M. Fabius a salué « une vie politique qui fut exemplaire ». M. Pierre Bérégovoy a salué le responsable politique qui avait été « le ministre qui fut face à la crise énergétique des années 70 en étant l'indéfectible avocat et le réalisateur du programme nucléaire français ».

Publicité

Une bonne nouvelle de la Suisse  
**LES LARMES DE CEUX QUI PERDENT LEURS CHEVEUX**

BALE - Les larmes de ceux qui, affligés par une chute excessive des cheveux, s'abandonnent au désespoir, servent-elles désormais versées inutilement ? Ceux qui sont affligés par ce problème (rien qu'en France, ils sont légion) pourront retrouver le sourire maintenant qu'arrive des laboratoires de la chimie, la nouvelle d'une nouvelle préparation cosmétique qui semble en mesure de ralentir la chute continue des cheveux.

La découverte est basée sur une solution à 0,04 % de Nicoténil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique), et elle a été testée par E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Erlangen. Le professeur a constaté que l'application de la préparation, sur le cuir chevelu de volontaires soumis au test d'une durée de quatre mois, mettait en évidence un ralentissement de la chute des cheveux.

La nouvelle préparation, commercialisée dans les pharmacies sous le nom de Labo, connaît un grand succès et elle est attendue par les pharmaciens français dans les semaines à venir, distribuée par Compagnie pour les pharmacies en France avec siège à la Grande Arche, Paris. Tel. (1) 49902579.

## Pour l'acquisition de sa gentillhomie M. Léotard mis en cause par la chambre régionale des comptes

NICE

Dans une « lettre d'observations définitives » en date du 14 mars, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur critique sur divers points la gestion de la commune de Fréjus, au sujet notamment de ses investissements et de ses relations avec les aménageurs.

La chambre a, en revanche, décidé de ne pas mentionner une observation faite par son rapporteur relative aux conditions dans lesquelles le maire, M. François Léotard, député (UDF-PR) du Var, et son épouse ont acquis, en 1986, à Fréjus, une gentillhomie de six cents mètres carrés sur un terrain de 2,4 hectares, affaire relatée par le Canard enchaîné daté du 3 avril.

Cette propriété faisait partie, à l'origine, d'un domaine de 13 hectares acheté en 1980, pour 7 316 000 francs, par la société FIDEMOS, constituée par un promoteur, M. Henri Meyer, PDG de la SOMEDIF, et un entrepreneur,

M. Delli Zotti, PDG de la société Travaux-constructions-matériaux. En 1983, M. Meyer, auquel M. Delli Zotti avait revendu la SARL SILU six parcelles, dont celle comprenant la maison occupée par M. Léotard depuis 1979.

Enfin, le 14 mars 1986, M. Léotard s'était porté acquéreur de la propriété auprès de la SILU pour le prix de 1 200 000 francs. L'administration fiscale avait déjà estimé que cette somme était largement inférieure à la valeur réelle du bien et elle avait infligé au maire de Fréjus, en décembre 1989, un redressement de 360 317 francs.

Le rapporteur de la chambre régionale des comptes considère que M. Léotard a bénéficié d'une « libéralité » qu'il situe, au minimum, à 1 100 000 francs. Son observation a été classée « pour ordre » et n'a donc fait l'objet d'aucune diffusion.

G. P.

On y prend goût

# NOUVELLES FRONTIERES

Flongé sous le soleil, je chigne des yeux autour, tout est blanc et bleu, lumineux, chaleureux, savoureux, est-ce de là que vient le « calme Olympien » ?

**ATHENES 1150 F**

VOI ALLER RETOUR, DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NE. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

(16.1) 42.66.21.38

Composez votre croisière... au fil des fleuves.

Découvrez l'Allemagne. Votre croisière sur les prestigieux bateaux de la KD vous emmènera au fil du Rhin, de la Moselle ou de l'Elbe au cœur d'une histoire aussi fascinante qu'étonnante. Sur simple appel téléphonique ou en nous envoyant votre carte de visite, vous recevrez gratuitement une documentation complète.

Fascination au fil des fleuves. **KD**  
KD, 9 rue du Faubourg St Honoré, 75008 Paris

سكزاين الاصل



سكنا من الاحول

## POLITIQUE

Le débat au Parti socialiste

### Les rocardiens sont favorables à l'avancement du congrès

Le souhait de M. Pierre Mauroy d'avancer à la fin de l'année le congrès du Parti socialiste (le Monde du 3 avril) est accueilli avec réserve, mais sans hostilité, par les rocardiens. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, fabiusien, s'est déclaré, mardi 2 avril, « pour le respect des échéances », mais, a-t-il ajouté, « si les différentes sensibilités estiment qu'il est plus sage de tenir un congrès anticipé, pourquoi pas ? », à condition que « ce soit un congrès de rassemblement avant les échéances, et non un congrès de déchirement ou de contestation ».

M. Mauroy ne souhaite pas un congrès pour un congrès, a expliqué, de son côté, M. Gérard Collomb, proche du premier secrétaire, (mais) que le parti se trouve en ordre de bataille correct pour les prochaines élections ». Simon, a-t-il ajouté, les résultats seront médiocres, et le premier secrétaire ne sera pas porter le chapeau d'un échec dû aux divisions du parti. Pour M. Collomb, il faut poser la « question de confiance » aux différentes sensibilités du parti, afin de passer d'une « synthèse factuelle à une vraie synthèse ». On soulignait, en outre, dans l'entourage de M. Mauroy, qu'il ne s'agit pas, pour ce dernier, d'abandonner ses fonctions de premier secrétaire et qu'il compte bien, tout en se situant « au-dessus des courants et de la mêlée », continuer à conduire « l'attelage à trois chevaux » que forment les courants Jospin, Fabius et Rocard, mais il souhaite le faire dans la clarté.

Du côté de M. Linnel Jospin, on se déclare respectueux du calendrier normal, situant le prochain congrès au printemps 1992, mais on n'exclut pas qu'il puisse être avancé et l'on s'affirme « ouvert à la discussion ». Les amis de M. Michel Rocard sont, eux, tout à fait favorables à la proposition de M. Mauroy. « Il faut passer de la guerre de tranchées à la guerre de mouvement », a déclaré à l'AFP un responsable rocardien, selon lequel il existe un « ras-le-bol » des militants vis-à-vis du fonctionnement actuel des courants. « Il faut leur donner un signal et leur montrer que le parti est en train de se ressaisir », estime ce responsable, qui appuie l'idée d'un congrès autour du futur projet socialiste en novembre-décembre.

Le premier secrétaire a demandé, en tout état de cause, que les chefs de file des courants siègent en permanence à la commission de préparation du projet, afin d'éviter que celle-ci ne soit privée de toute portée politique comme l'avait été, au congrès de Rennes, la révision de la déclaration de principes du PS. Préparée par un « séminaire » qui avait associé les dirigeants du parti et les membres du gouvernement à Joulès-Tours, en septembre dernier, et par une calanteuse convention de lancement, en décembre, boudée par les principaux dirigeants des courants, l'élaboration du projet doit entrer, à présent, dans une phase de débat parmi les militants.

P. J.

### Le premier secrétaire de la fédération du Nord propose une réforme des statuts du PS

M. Bernard Roman, membre du secrétariat national et premier secrétaire de la fédération du Nord du PS, écrit, dans le numéro de mars de Nord-Dessain, au sujet de la situation du parti : « L'ingé des propositions, vingt ans de courants, ont figé une mosaïque qui, j'en suis persuadé, ne correspond plus ni à la volonté de nos adhérents ni à notre intérêt. Les courants d'aujourd'hui, à peu près dépourvus de courants d'ambition, légitimes, certes, mais qui dénaturent le débat politique. La proportionnelle transforme l'exercice démocratique en « guerre des courants », les militants n'ayant plus qu'à valider en dehors des vrais débats, les désignations concédées par les courants en union, à l'occasion de nos congrès ».

Estimant que, vingt ans après le congrès d'Épinay, « le cycle se termine », M. Roman se prononce pour « l'autodissolution des courants ».

### M. Emmanuelli souhaite un régime présidentiel

M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS, s'est interrogé, mardi 2 avril, à Bordeaux, sur les institutions devant les jeunes jospiniens regroupés dans l'association Jeunes pour le socialisme. « Est-il bon que le pouvoir exécutif ait deux têtes ? a-t-il demandé. Il faudrait, un jour ou l'autre, choisir entre un vrai parlementarisme et un vrai présidentielisme. Par défaut, je suis pour un régime présidentiel. Nous avons besoin d'un exécutif fort. Cette pri-

maut ne veut pas dire écrasement du législatif ».

Jeunes pour le socialisme a entrepris une tournée de rencontres-débats en milieu universitaire. Après celle de Bordeaux, les suivantes auront lieu à Bayonne, avec M. Jacques Delors, sur l'Europe ; à Montpellier avec M. Linnel Jospin, sur l'éducation ; à Tours, avec M. Yves Cochet, sur l'écologie ; à Amiens avec M. Jean-Jack Queyranne. (Corresp.)

nement de M. Michel Rocard, « il ne se passe pas grand-chose au niveau social ». « Il était prévu pour la session parlementaire, a-t-il indiqué, que l'on examine la situation des solidarités dans les petites et moyennes entreprises. Ce texte a été retiré, et je trouve que c'est dommage ».

Cent cinquante mille francs volés dans un coffre au Parti socialiste. Une somme de 150 000 F découverte au siège du PS, rue de Solferino à Paris, dans le coffre du trésorier du parti, M. Henri Emmanuelli. Le vol, qui a probablement été commis mercredi 27 mars, n'a été découvert qu'ultérieurement par les responsables socialistes. Il a été commis sans effraction, dans un coffre fermé à clef. Aucun document n'a disparu dans ce cambriolage, affirme-t-on rue de Solferino. Le PS a déposé plainte et l'enquête a été confiée à la sixième division de la police judiciaire parisiennaise. Il s'agit d'une « banale affaire de vol », estime-t-on de source policière.

M. Michel Rocard orchestre ses apparitions à la télévision de manière à convaincre l'opinion qu'il passe plus de temps à travailler qu'à communiquer (le Monde du 3 avril). Il n'en est pas moins soucieux de sa popularité et de celle de son action : peut-on aller jusqu'à lui reprocher de fonder sa politique sur les sondages ?

par Monique Dagnaud

La polémique sur le « gouvernement par les sondages », appliquée à Michel Rocard, a commencé bizarrement. Le 20 septembre 1990, tous les journaux télévisés rendent compte du séminaire du bureau exécutif du Parti socialiste, réuni à Joulès-Tours. Pourquoi ce soudain intérêt pour les débats internes du PS auquel Michel Rocard participe. En fait, les reportages montrent à peine les visages des chefs socialistes... et filment à l'envi les feux allumés par des agriculteurs en colère et des dés à troubler la réunion. Alors que toutes les chaînes évoquent les revendications des éleveurs de bovins, seule FR3 présente la teneur du séminaire : « Il n'aura pas connu de dérapage interne, pas de petites phrases. La trêve aura été respectée. Selon Michel Rocard, tout le monde doit chercher l'apaisement de l'opinion. » Sans puis de commentaires.

« Par là, l'opinion et le gouvernement (...) ne sont ni légitimes ni fondés à vouloir autre chose que ce que veulent les Français », avait dit Michel Rocard. L'idée n'était pas bouleversante pour les Français, mais elle pouvait être provocatrice devant un parti socialiste qui, pourtant, l'avait applaudie.

Ce n'est que le lendemain que la polémique saute dans la presse écrite et à la radio. Elle est vite relayée à l'intérieur du parti. Le 26 septembre, lors de l'ouverture des journées parlementaires, Pierre Mauroy lance quelques piques. La question des relations entre pouvoir et opinion publique puis, dans la foulée, de l'attitude des sondages dans l'action politique est posée.

#### Tableau de bord

Sur le tableau de bord gouvernemental, le clignotant « sondages » est sans cesse consulté. Certaines de ces enquêtes d'opinion sont commandées au SID (Service d'information et de documentation), mais le volume des études effectuées sur des thèmes ad hoc est faible, et quasiment constant d'un gouvernement à l'autre depuis 1981 (un tous les mois ou tous les deux mois). En revanche, un épluchage systématique des sondages d'opinion commandés d'autres services, sur des thèmes divers est effectué quotidiennement. Gérard Grunberg, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques et expert des sondages du cabinet, dépose en moyenne trois notes par semaine sur le bureau du premier ministre. Plus de ces sondages sont ainsi décryptés chaque année. Ces analyses sont souvent commentées en réunion de cabinet. L'évaluation de l'opinion est évidemment passée au crible dans les réunions ministérielles et d'autres pour la communication du gouvernement. Le réflexe « sondages » joue aussi chez les conseillers techniques : connaître l'attitude de la population sur un dossier particulier fait partie de la panoplie du décideur accompli.

Hors sondages, plus que les patrons, les syndicalistes ou certains intellectuels, les membres du cabinet qui sont aussi des élus locaux, ont l'oreille du premier ministre. Jean-Paul Hugano (premier adjoint à Conflans-Saint-Honorine), Jean-Claude Petitdemange (adjoint au maire de Strasbourg), Emmanuel Valls (adjoint au maire d'Argenteuil) et surtout Jean-François Mérie (premier adjoint au maire de Chilly-Mazarin), inspirateur du discours sur les « crânes d'escalier », forment un cercle, auquel il faut sans doute adjoindre Gérard Massin, conseiller technique pour l'urbanisme, marié à Isabelle Massin, maire de Cergy-Pontoise. Ces conseillers jouent un rôle d'alerte sur les questions sociales et influencent ostensiblement la politique des banlieues et l'attitude de Michel Rocard sur la question des immigrés. Ils ont l'aura, face aux gestionnaires de la machine étatique, de qui s'est frotté directement avec le terrain. D'autre part, ils transmettent des informations sur la base sociale de la gauche, éléments dont aucun dirigeant socialiste ne saurait s'abstraire.

Matignon est à l'affût de tout signe qui lui permette d'anticiper

## Matignon et les médias

### II. — Au vent des sondages ?

sur les mouvements sociaux, de comprendre la demande sociale et d'apprécier la popularité dont jouit le premier ministre. La batterie d'indices dont on dispose, en particulier les sondages, a une valeur équivalente à la connaissance de la météo par un pilote de ligne. Mais, en principe, elle ne définit pas le but du voyage.



croissance (thème lancé à l'université d'été du PS et repris devant le Conseil économique et social le 17 décembre). Mais il continue de faire de la lutte contre le chômage l'axe prioritaire de sa politique. Des sondages confirment au printemps 1990 que l'inégalité dans l'accès au travail est perçue comme plus choquante que celle du salaire.

Quand une politique est mal perçue ou jugée insuffisante, comme sur la fonction publique, le gouvernement s'interroge, évalue les efforts qu'il peut accomplir, envisage un nouveau plan de communication.

Ces études peuvent renforcer le gouvernement dans le sentiment d'une urgence. Fin 1989, tous les éléments d'alerte autour de la question « immigration » sont au rouge. En février 1990, une étude commandée par la Commission nationale des droits de l'homme montre une recrudescence de la tentation raciste. Ce sondage confortera l'idée de l'urgence d'un traitement politique : il figure parmi les raisons qui ont conduit à l'organisation d'une table ronde en avril sur le sujet et à la loi anti-raciste de juillet.

#### En tenir compte ou pas

D'autres sondages commandés au SID, sept exactement depuis mai 1988, prennent valeur d'aides à la décision pour une action particulière : savoir si une grève est perçue comme légitime par l'opinion, connaître le niveau de salaire jugé acceptable pour un métier donné, cerner, en matière de retraite, le désir des gens. Ces travaux testent des choix alternatifs. Ils peuvent aussi évaluer la pertinence de certains arguments destinés à expliquer une politique. Ces résultats orientent les décisions, mais ne permettent jamais de francher sans hésiter. Car les analyses compliquées qu'inspirent un sondage, avertissement de l'opinion, contrastes, voire contradictions, permettent rarement d'obtenir des certitudes.

Le gouvernement peut aussi faire fi de ces résultats : les sondages effectués sur la CSG montreraient que les catégories sociales qui allaient en bénéficier (les plus modestes) la rejettent, alors que celles qui en seraient de leur poche la soutiennent... Cela est encore plus vrai à propos de l'im-

migration : les études d'opinion inciteraient plutôt à des actions brutales et hypermédicalisées.

Les sondages ad hoc n'ont qu'une place minimum à l'échelle, gigantesque, des décisions qui sont adoptées au sein de l'Etat. La machine gouvernementale broie une montagne de règlements et de lois dont la plupart sont adaptés sans leur aide. Un grand chantier comme la ville n'a pas suscité de commande au SID. Ni les universités, ni l'éducation, et encore moins la réforme de l'orthographe !

Il y a un contraste entre la fascination qu'exercent les sondages au sein de l'Etat et leur poids réel dans le processus de décision. Les sondages « collent » à la culture de la haute fonction publique. Ils correspondent à la formation économique de ce milieu, qui incline à découper le monde en abstractions chiffrées. Ils ont le mérite de donner une valeur numérique, et donc apparemment irréfutable, à des impressions diffuses. A ces hommes de dossiers, pour lesquels la réalité est souvent opaque, ils fournissent une perception du terrain. Ils procurent en quelque sorte un soutien psychologique aux décideurs. Enfin, ils sont opérationnels : on peut les brandir comme arguments dans les négociations.

D'autre part, les sondages ne sont en rien des facteurs d'alarme capables d'enclencher des politiques, car celles-ci ne s'élaboreront certainement pas dans l'insécurité d'une image de l'opinion. Réformes et plans se décident au cours de longs processus compliqués entre acteurs animés de convictions, projets et intérêts. En revanche, les sondages interviennent plutôt dans la gestion interne des dossiers. Ils inspirent, certains, des actions de communication. Ils peuvent aider dans le traitement des situations d'urgence, comme les conflits sociaux.

Leur abstraction limite leur portée dans l'action gouvernementale. Les indices font réfléchir mais ne troublent pas outre mesure : un peut jeter un regard laconique sur un mauvais chiffre. En revanche, une grève, des milliers de gens dans la rue, une émeute dans des quartiers, une question sociale qui rebondit dans les journaux : aux passifs populaires répondent l'émotion du décideur. En ce sens, les médias, qui relaient la rue et portent l'éclairage sur certains faits sociaux, opèrent avec plus d'efficacité que les sondages pour interpeller le gouvernement... Entre le poids des chiffres et le choc des images, la technocratie réagit plutôt comme le commun des téléspectateurs.

FIN

► Monique Dagnaud est sociologue au CNRS.

#### EN BREF

Les Verts souhaitent la démission de M. Charrasse. « Pour des raisons financières, un ministre est prêt à mettre en péril la santé des jeunes. Il faut que M. Charrasse se soumette au vote démocratique », a affirmé, mardi 2 avril, M. Christian Brodhag, l'un des porte-parole des Verts, en mettant en cause le rôle du ministre du budget dans le lancement par la SEITA de la cigarette Chevergnon. Les Verts estiment que la France figure parmi les pays européens où les cigarettes sont les moins chères et que leurs prix pourraient être relevés sans crainte de la concurrence.

Anniversaire de la mort de Georges Pompidou. — L'amiral Jacques Lanxade, en sa qualité de chef d'état-major particulier du président de la République, a déposé, au nom de M. François Mitterrand, une gerbe sur la tombe de Georges Pompidou, à Orvilliers (Yvelines), mardi 2 avril, date anniversaire du décès, en 1974, de l'ancien chef de l'Etat.

Rectificatif. — Dans le tableau sur les interventions des premiers ministres depuis 1981 qui accompagnait le premier article de la série « Matignon et les médias » dans le Monde du 3 avril, les chiffres figurant au regard de la mention « moyenne annuelle » (de ces interventions) concernaient la moyenne mensuelle.





# SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Selon une enquête confiée au directeur général de l'Assistance publique de Paris

### Les expérimentations du professeur Zagury sur le sida respectaient les recommandations du comité d'éthique

Deux semaines après avoir confié à M. François Stasse, le directeur général de l'Assistance publique de Paris, une enquête sur les conditions dans lesquelles avaient été menées à l'hôpital Saint-Antoine (Paris) les essais cliniques initiés par le professeur Daniel Zagury (université Pierre et Marie Curie) concernant la prévention et le traitement du sida (le Monde du 15 mars), M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, en a rendu publiques, mardi 2 avril, les conclusions.

« Les résultats de cette enquête, peut-on lire, montrent que les textes en vigueur, les procédures et les recommandations des comités d'éthique ont été respectés par les équipes qui ont mené ces essais. »

Pour les essais de vaccins chez des volontaires sains, le rapport précise qu'un avis favorable du Comité national d'éthique avait été rendu le 22 juin 1988 pour trente sujets et que cet avis avait été renouvelé le 19 septembre 1990

pour une extension de l'essai. Contrairement à ce que laissait entendre le rapport du National Health Institute des Etats-Unis, qui avait conduit les autorités sanitaires de ce pays à suspendre la collaboration entre les professeurs Zagury et Robert Gallo, le rapport de M. Stasse précise que « les vaccins de synthèse utilisés ont tous été fabriqués en France ».

En ce qui concerne l'évaluation de l'immunothérapie dans le traitement du sida, le document ajoute que cet essai a reçu le 20 mai 1987 l'accord du Comité national d'éthique accompagné de recommandations relatives aux critères de choix des malades dont « l'espoir de survie au-delà des deux premiers mois serait quasiment nul avec les traitements applicables aujourd'hui, et dont la leuco-neutropénie (chute du nombre de globules blancs dans le sang) contre-indiquait tout traitement par l'AZT ». L'essai clinique a débuté en mars 1989 et portait sur vingt-deux malades. Le 29 mai 1990, le comité d'éthique du CHU Saint-Antoine avait autorisé une poursuite de cet essai. Cette deuxième phase était destinée à comparer les effets de l'im-

munothérapie seule ou associée à l'AZT. Les réactifs utilisés, précise le rapport, « sont français et antérieurs à la loi sur l'autorisation correspondante le 7 février 1989 après un accord du ministre français de la santé daté le 18 novembre 1988 ».

A première vue, l'enquête diligentée par M. Durieux semble donc confirmer que les conditions dans lesquelles les deux protocoles – vaccin et immunothérapie – ont été expérimentés à l'hôpital Saint-Antoine étaient bien conformes aux demandes des comités d'éthiques et qu'en particulier les protocoles ont été bien ceux qui ont été effectivement administrés. On rappelle pourtant que l'avis de la section technique du Comité national d'éthique en date du 20 mai 1987 précisait que le Comité sou-

venant au cours de l'expérimentation. Cela devrait donc signifier que les observations des deux patients décédés en cours d'expérimentation, et dont le professeur Jean-Claude Imbert, chef du service de médecine interne à l'hôpital Saint-Antoine, nous avait assuré qu'elles feraient l'objet d'une publication prochaine dans l'*International Journal of AIDS*, ont été communiquées en temps voulu à ces deux instances. Ce qui ne semble pourtant pas le cas.

Pour mémoire, l'article publié dans *The Lancet* (du 21 juillet 1990) relatant les résultats de l'immunothérapie indiquait simplement que huit mois après le début de l'expérimentation, un patient du groupe contrôle (qui n'avait donc pas reçu de préparation immunisante) était décédé, tandis que dans le groupe traité aucun patient n'était décédé. De très bonnes sources, au Comité national d'éthique n'avaient pas été tenues au courant de la survenue de trois – et non plus deux – décès survenus au cours de cette expérimentation.

FRANCK NOUCHI

Sur décision du ministère de la santé

### L'Imuthiol sera délivré à titre « compassionnel » aux malades atteints du sida

Le ministère français de la santé a décidé d'autoriser la firme pharmaceutique Pasteur-Mérieux Sérum et Vaccins à délivrer aux malades atteints du sida un nouveau médicament immunoprotecteur, le ditiocarbe (Imuthiol).

Cette autorisation, qui ne constitue en aucune manière une autorisation de mise sur le marché, est une première en France dans la mesure où elle instaure une nouvelle catégorie de médicaments, les « traitements compassionnels ».

Selon l'entourage de M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, cette mesure vise « à ne pas priver les malades atteints du sida, et qui ne répondent pas aux médicaments anti-viraux, d'un produit dont plusieurs études laissent à penser qu'il aurait une certaine efficacité dans le traitement de cette maladie ».

Cette annonce fait suite à la publication, la semaine dernière, dans le *Journal of the American Association (JAMA)*, d'une vaste étude multicentrique réalisée aux Etats-Unis démontrant, semble-t-il, l'efficacité de l'Imuthiol, ainsi que sa capacité à réduire la fréquence des infections opportunistes chez les patients atteints du sida (le Monde du 30 mars).

Les premiers essais thérapeutiques avec le ditiocarbe ont débuté en France en 1983. En 1985, au vu des résultats encourageants obtenus, la Food and Drug Administration avait autorisé son expérimentation aux Etats-Unis. Par la suite, plusieurs études avaient montré que ce médicament était capable de ralentir l'évolution de la maladie sans que cela, apparemment, s'accompagne de l'apparition d'effets secondaires importants. Les effets immunoprotecteurs de cette molécule semblent s'exercer

grâce à son pouvoir anti-oxydant et à sa capacité de piéger des radicaux libres mis en jeu dans l'infection virale.

En 1990, pour la première fois, le ditiocarbe était officiellement autorisé en Nouvelle-Zélande. En France, dans l'attente d'une autorisation de mise sur le marché, le ministère de la santé a donc décidé d'agir un peu comme son homologue américain en autorisant, moyennant certaines conditions, la prescription de ce médicament aux malades atteints du sida.

Les conditions mises pour sa délivrance – à titre gracieux – sont, d'une part, une non-réponse aux médicaments antiviraux (essentiellement l'AZT), d'autre part, la non-apparition de maladies à des protocoles expérimentaux.

On indique au ministère de la santé qu'il s'agit ainsi « de combler un vide juridique » et de « ne pas rester insensible à la publication de résultats scientifiques ». On précise que cette prescription ne se fera qu'en milieu hospitalier, à la demande de médecins spécialistes du sida. Chez Pasteur-Mérieux, on indique qu'un dossier d'enregistrement sera déposé

dans l'ensemble des pays de la CEE ainsi qu'en Autriche et dans les pays scandinaves au cours du second semestre 1991.

Aux Etats-Unis, un autre traitement « compassionnel », le DDI, produit par la firme Bristol-Myers Squibb, ne devrait plus tarder à recevoir son autorisation de mise sur le marché. A court terme, les malades américains du sida devraient donc avoir le choix entre deux médicaments antiviraux : l'AZT et le DDI.

## RELIGIONS

Près de dix mille personnes aux obsèques de l'évêque intégriste

### Les orphelins de Mgr Lefebvre

Près de dix mille personnes ont assisté, mardi 2 avril, à Ecône (Suisse), aux obsèques de Mgr Marcel Lefebvre, l'évêque intégriste excommunié par le pape en 1988 (nos dernières éditions du 3 avril).

ECÔNE (Suisse)

de notre envoyé spécial

La veille encore, dans un silence de crypte, il se pressaient à la chapelle ardente pour assister à la messe de requiem, allongé comme un gisant de pierre habillé de violet, couleur de la chasuble, des gants de velours et des mules. Seul l'anneau épiscopal brillait par le vitrail.

Ils ont effleuré la dépouille d'une médaille, d'un chepelet, au d'un simple mauchair, et noté dans les registres l'étendue de sa sainteté. Avec des mots simples, ceux de l'affection et de l'effusion : « Merci, Monseigneur, d'avoir gardé le juyau de la Sainte Messe de toujours » ; d'avoir sauvé le sacerdoce ; d'avoir résisté au concile », etc.

Les arphelins de Mgr Lefebvre – dix mille environ, venus de Suisse, de France (1), d'Allemagne, d'Italie et même du Canada et des Etats-Unis – se sont retrouvés le lendemain, quatre heures durant, devant la chapelle ardente, sous le chapiteau des grandes cérémonies au séminaire d'Ecône. Seules les célestes violettes des quatre évêques, par qui le scandale du schisme était arrivé en 1988, forment des taches claires, dans une merle noire d'orfèvrerie et de mantilles, de chapes et de soutanes, de berrettes et de tinsures. Seule inaltée au deuil, dehors, alors que les chœurs grégoriens entonnent le *De Profundis* et le *Requiem*, les vignes et les cimes du Vaisis sont gorgées de soleil.

« Nous supplions Rome »

Le moment le plus ému est celui de l'absoute, prière de pardon pour épargner au défunt les peines du purgatoire, transformée, en ce temple de la tradition, en un ballet funéraire. Pendant que l'évêque célébrant, drapé comme une statue, asperge le cercueil et son drapeau mortuaire, les choristes font monter les pages et les diacres, mains jointes, s'agenouillent ou bruit du claquoir.

Cérémonie de famille, ils sont tous là autour du père défunt. Vieilles dames endimanchées, jeunes scouts en tenue et fillettes en jupes plissées. Ceux pour qui « le fumée de Satan est entrée dans l'Eglise », comme disait Mgr Lefebvre. Ceux pour qui, ajoute son successeur, l'abbé Schmidberger, « tout s'écroule et tout se dissout ». Le supérieur général de la Fraternité Saint Pie X les fait vibrer, dans son sermon, quand il évo-

que le bon temps où Mgr Lefebvre, missionnaire, évangélisait « les villages païens » d'Afrique, son combat contre le communisme et la franc-maçonnerie, lorsqu'il lance que « le concile fut pire que la révolution pour l'Eglise », que la liberté religieuse est une « iniquité » et que le « catholicisme » n'est plus « catholique ».

S'ils avaient besoin d'être réconfortés, ils l'ont été par cette homélie très ferme de l'abbé Schmidberger, qui a exclu tout compromis et toute concession vis-à-vis des erreurs du concile Vatican II. Tant que l'esprit de destruction soufflera dans les évêchés et dans les diocèses romains, il n'y aura aucune harmonisation, ni accord possible. Nous supplions Rome et les évêques, conclut le successeur de Mgr Lefebvre : abandonnez l'œcuménisme funeste, la laïcisation de la société, la protestation du culte divin. Retournez à la saine tradition de l'Eglise.

En quelques mots, la messe est dite. Beaucoup ne l'ont entendue pas. Ceux, moins nombreux, que Mgr Lefebvre appelait ses « fils » et qui, ralliés à Rome après son excommunication, ont préféré, comme Dom Gérard et ses moines du Barroux (Vaucluse), venir la veille en estimant saluer sa dépouille. Le nonce représentant le pape à Berna et l'évêque voisin de Sinn avaient, eux aussi, préféré passer discrètement à Ecône. Seul l'archevêque de Daker, le cardinal Thiaudom, avait envoyé son chancelier aux obsèques de son prédécesseur défunt. Et les prêtres dissidents, qui avaient insisté pour participer à la cérémonie, avaient été priés de rester in gravis (en noir), c'est-à-dire sans surplis, ni outre signe de distinction possible.

A Ecône, le vie a repris. La succession avait été préparée et l'héritage est bien gardé par un supérieur général, dont le mandat n'expire que dans deux ans, et par quatre évêques. Un commerce de vieux souvenirs a même commencé.

Avant d'aller se recueillir une ultime fois devant le tombeau, à quelques pas de la statue de saint Pie X, dans le cœur du séminaire d'Ecône, les dévôts de Mgr Lefebvre, interrompus seulement par le tintement d'une cloche et le passage du saint-sacrement, s'efforcent de se livrer, ses photos, ses cassettes audio et vidéo. L'abbé Schmidberger n'avait-il pas souhaité « l'ouverture officielle d'un procès d'information pour constater la dégradation des vertus de Mgr Lefebvre » ? Fera-t-il un évêque excommunié un bienheureux, voire un saint ? Ses arphelins ne doutent de rien.

HENRI TINGCO

(1) Six cars étaient venus de Saint-Nicolas du Chardonnet (Paris), ainsi qu'une délégation du Recours-France (Rapatriés) et de National-Républicain (François Brigneau, Roland Gaucher).

### Les hôpitaux péruviens débordés par l'épidémie de choléra

LIMA

de notre correspondant

L'année scolaire, qui aurait dû débuter le 1<sup>er</sup> avril au Pérou, a été repoussée à cause du choléra. Plus des deux tiers des collèges ne disposent pas du minimum d'installations sanitaires – eau potable et services d'hygiène – ce qui constitue un bouillon de culture idéal pour la propagation de la bactérie du *vibrium cholerae*.

L'épidémie, qui s'est déclenchée fin janvier, s'est étendue de plus belle pendant la semaine sainte, celle-ci ayant été la prétexte à agapes familiales au cours desquelles la consommation des « fruits décadents » par le ministère de la santé a redoublé. Selon ce ministère, plus de 100 000 personnes atteintes du choléra ont été traitées en deux mois, moins de la moitié d'entre elles ont

été hospitalisées et 780 sont décédées. Peut-être faudrait-il doubler ces chiffres officiels pour évaluer vraiment l'impact du fléau, qui s'est étendu à la forêt amazonienne et aux Andes, où les conditions d'isolement empêchent toute intervention rapide des services sanitaires. En raison des conditions d'hygiène dans lesquelles vivent les Péruviens, dans les bidonvilles de la capitale comme dans l'intérieur du pays, le choléra pourrait devenir l'un des maux endémiques du pays.

Même à Lima, la situation est assez critique. Les hôpitaux ont été débordés pendant le week-end pascal et de nombreux patients ont dû être soignés à même le sol, la salle des urgences du Dos de Mayo, notamment, ressemblant à un champ de bataille, après avoir dû accueillir plus de deux cents patients. Malgré l'aide internationale reçue, sérum, chlorure et sondes font encore défaut.

Le président Fujimori se rend jeudi 4 avril au Japon pour assister à la réunion de la Banque interaméricaine de développement (BID). Un crédit de 100 millions de dollars devrait lui être alloué pour l'amélioration de l'infrastructure sanitaire qui souffre de graves carences : en 1981, le budget péruvien de la santé était six fois plus élevé qu'en 1991. Ce phénomène peu de chagrin s'explique par le fait que le Pérou s'est engagé à rembourser cette année 800 millions de dollars à ses créanciers étrangers.

De plus, le pays a perdu, pendant ce premier trimestre, près d'un milliard de dollars à cause d'un manque à gagner sur les exportations mises en quarantaine et de la chute du tourisme (près de 70 % pour les trois premiers mois de l'année).

NICOLE BONNET



JOURNÉE W.W.F. SUR EUROPE 1

**Le Prince Philip Duc d'Edimbourg**  
Interview exclusive de Jean-Pierre Elkabbach

**Jeudi 4 avril**  
**7 h 45 et 8 h 20**

**EUROPE 1**

سكز ان الاصل



## JUSTICE

Un avertissement de la CNIL à l'ANPE

Premier marin à occuper ce poste depuis la Libération

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 3 avril devait nommer chef d'état-major des armées l'amiral Jacques Lanxade, précédemment chef de l'état-major particulier de l'Élysée.

après la réforme des textes voulue par le général Ailleret, qui, avec l'accord du général de Gaulle, alors président de la République, a institué la hiérarchie interarmées qui est en place aujourd'hui.

Le chef d'état-major des armées est, en France, chargé surtout de l'organisation générale et de l'emploi des forces, c'est-à-dire de leur aptitude opérationnelle à remplir les missions que le généralissime leur attribue. Il se préoccupe de l'élaboration des programmations militaires, qui fixent les dépenses de l'armement à long terme, et du budget annuel de la défense, et l'exigence, aussi, la rocheresse du développement du rendement militaire, et il est associé aux négociations internationales qui ont une incidence sur l'emploi des forces.

C'est la première fois depuis les années 60 qu'un officier de marine accède à cette fonction interrarmées, plus exactement depuis qu'elle avait été définie sur mesure pour le général Charles Ailleret, mort dans un accident d'avion en mars 1968.

A la Libération, une autre organisation, maintes fois modifiée ensuite, avait prévalu, avec une direction collégiale animée par un major général des armées et un comité des chefs d'états-majors généraux dès 1948. Durant ce temps, aucun marin n'a obtenu cette responsabilité suprême - quelle qu'ait été son appellation, - et pas davantage

Le conseil des ministres devait décider, par ailleurs, d'élever au rang et à l'appellation de général d'armée le général de corps d'armée Amédée Monclat et de le nommer aux fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre, en remplacement du général Gilbert Forray. Le 6 février dernier (*le Monde* du 8 février), en pleine guerre du Golfe, le gouvernement avait maintenu à son poste jusqu'au 16 avril le général Forray, qui a atteint la limite d'âge de son rang le 16 février dernier.

(Né le 21 août 1935 à Die (Drôme) et ancien de Saint-Cyr, Amédée Monchal a servi en Algérie et commande, notamment, le 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie parachutiste. De 1981 à 1983, il est, à l'état-major des armées, chef de la division « plan-programme-budget » et, après un passage à l'état-major de la 1<sup>re</sup> région militaire de Paris, il devient sous-chef d'état-major de l'armée de terre en 1985. En 1987, il commande la 1<sup>re</sup> division blindée à Trévise (Allemagne). Depuis avril 1989, il avait succédé à l'amiral Lanxade au poste de chef du cabinet militaire du ministre de la défense.

**JEUDI 4 AVRIL**

- « Marcel Proust et ses amis », 12 h 45-23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).
- « L'Opéra-Bastille (saïelles et quatuors) avec un aperçu du chant », 12 h 20, devant le café Les Grandes Marchées (C. Morlet).
- « L'abbaye de Port-Royal de Paris » (visite des monuments du dix-septième siècle et projection de diapositives), 14 h 30, 123, boulevard de Port-Royal, devant la chapelle (Société des amis de Port-Royal).
- « Le château de Cognac-Jay dans l'hôtel de Bonzon », 14 h 30, 8, rue Etiev (D. Bouchard).
- « Jardins et cités d'artistes de la Glacière », 14 h 30, mémo Glacière (Paris participatif et insolite).
- « Les appartements recueilli du dix-huitième », 14 h 30, 60, rue des

2 catalogues par an  
Librairie GUÉNÉGAU  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91

## **ES**

Une semaine après le meurtre d'un jeune homme de dix-huit ans par un vigile du centre commercial Euro-marché de Sartrouvilliers (Yvelines), le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand a réuni, mardi 2 avril, les préfets des départements de l'Île-de-France pour « faire le point sur la situation dans les banlieues », sujet sur lequel devait s'exprimer le premier ministre, jeudi 4 avril, lors d'un déplacement dans le Val d'Aisne. M. Marchand a rappelé ses consignes de « fermeté à l'encontre des perturbateurs et des casseurs » et annoncé que la réglementation des sociétés de surveillance allait être aménagée dans les semaines d'un contrôle plus rigoureux. Le ministre a souhaité qu'existent « contact et dialogue avec les associations représentatives ». Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delmont, a estimé que, depuis 1988,

ces associations n'existaient plus dans la cité des Indes de Sartrouville.

D'autre part, à l'issue d'une séance extraordinaire du conseil municipal, le maire par un débat serré, le marque par un CDS à Sartrouville. M. Laurent, qui a fait adopter par sa majorité UDF-RPR, une proposition par laquelle la municipalité exprime « sa profonde et extrême indignation pour l'assassinat et la dégradation par l'agression sexuelle » de M. Chetoui et M. Pierre Prigent, mais adjoint : « Le principal auteur de cette agression (le Monde de 2 avril) est présentement, 2 avenue de la République, à Paris, sous le nom de M. Laurent, à la mairie de Versailles, inculpé de violence à magistrat et écroué. A la date du 21 août, avait été arrêtés quelques instants après l'agression contre M. Prigent, un maire, resté hospitalisé, soigné pour des blessures sur son visage ».

**Cinéma**  
Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bling, 15 heures : « La sculpture : Donatello et Michel-Ange », par S. Seint-Girons [Regarde sur l'art de la Renaissance].  
30, avenue George-V, 15 heures : « Les Jafnes sutrefnia al aujourd'hui », par C. Caillet et N. Balbir [Espace Kronenbourg-Aventure].  
35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « La vie aventureuse de Sta-

Sont publiés au Journal officiel  
du mercredi 3 avril :

**DES DÉCRETS**  
- N° 91-329 du 2 avril 1991  
relatif au recrutement complément-  
taire de conseillers de 2<sup>e</sup> classe et  
de 1<sup>re</sup> classe des tribunaux admi-  
nistratifs.  
- Du 2 avril 1991 portant nomi-  
nation au conseil d'administration  
de l'Académie de France à Rome.  
**DES ARRÊTÉS**

- Du 20 mars 1991 portant création d'une commission de sécurité des systèmes d'information ;
- Du 4 mars 1991 instituant

- Du 28 mars 1911 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés ;
- Du 28 mars 1991 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocataires familiaux ;
- Du 28 mars 1991 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-vieillesse des travailleurs salariés.

Les chômeurs ont le droit de pointer par correspondance mais dans la discrétion. Ce n'est pas aujourd'hui le cas, estime la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) qui a rendu public, mardi 2 avril, l'avertissement qu'elle a adressé au délégué à l'emploi, au directeur général de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) et à celui de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

CNIL, dans sa délibération, estime que « la révelation par le contenu de la carte du statut de demandeur d'emploi constitue à elle seule une information de caractère personnel dont doit rester confidentielle, s'agissant d'une situation très généralement ressentie de façon particulièrement gênante par les intéressés, à la sensibilité desquels le directeur général de l'ANPE a le devoir d'être attentif ».

Que les chômeurs aient - s'ils le souhaitent - le droit de pointer en leur nom le ministre de l'Agence

dont ils dépendent ne change rien à l'affaire : la Commission estime en effet que « le principe d'égalité de traitement dans le service public » exige que la confidentialité soit respectée à l'identique que l'on utilise la poste ou que l'on se déplace pour pointer. Particulièrement argumenté et sec, l'avertissement de la CNIL précise que « ni le souci d'accélérer le traitement des données, ni la recherche d'un moindre coût » ne peuvent justifier la divulgation d'informations protégées.

## Les associations sont responsables des handicapés mentaux qui leur sont confiés

L'assemblée plénière de la cour de cassation, présidée par M. Pierre Drai, a rendu, vendredi 29 mars, un arrêt qui autorise désormais une appréciation plus large de la responsabilité civile des organismes ayant sous leur garde des personnes susceptibles de commettre des dommages.

Selon l'article 1384 du code civil, « on est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ». Cependant, cet article énumère les cas de responsabilité civile en les limitant strictement à celle engagée par des parents pour leurs enfants mineurs, les instituteurs pour leurs élèves, les patrons pour leurs employés et les artisans pour leurs apprentis.

4,7 millions de francs. Ibre dans la journée, le jeune homme retrait au centre pour la nuit et pour les repas. Le tribunal avait estimé que ce « sujet à risque » n'aurait pas dû bénéficier du régime de semi-liberté et que le centre avait donc commis une faute.

Tout en confirmant le jugement, le 23 mars 1989, la cour d'appel de Limoges a eu une autre appréciation en constatant que le traitement comportant des périodes nécessaires de liberté, il n'était pas possible de relever une faute dans l'attitude du centre à l'égard du malade.

Dependant, la cour a estimé que l'article 1384 devait s'appliquer face à « une pratique génératrice d'un risque ». L'assemblée plénière de la cour de cassation a adopté le même point de vue en déclarant que l'association ayant accepté « la charge d'organiser et de contribuer, à titre permanent, le mode de vie de ce handicapé, la cour d'appel a décidé à bon droit qu'elle devait répondre de celui-ci au sens de l'article 1384 du code civil et qu'elle était tenue de réparer les dommages qu'il avait causés ».

□ La boulangerie de Reims devant les assises de la Marne pour homicide volontaire. — M<sup>me</sup> Marie-Joëlle Garnier, la boulangère de Reims qui avait tué le 12 février 1989, Ali Rafa, vingt-deux ans, un jeune beur qui s'était introduit dans son magasin à 6 heures du matin en compagnie d'autres garçons, sera jugé par la cour d'assises de la Marne, pour homicide volontaire *le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre 1990)

Mardi 2 avril, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a considéré que l'intéressée ne se trouvait pas, au moment du coup de feu mortel, en état de légitime défense.

Le mentirier présomé de la petite Christelle renvoyé devant les assises de la Moselle. — Christelle Giacobetto, treize-quatre ans, mentirier présomé de la petite Christelle Burbach, trois ans, retrouvée égoragée à Metz, le 25 février 1989, sera jugé par la cour d'assises de Moselle. L'accusé, dans la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a retenu comme alibi, mardi 2 avril, le chef d'accusation de viol sur mineure de moins de quinze ans et homicide volontaire avec la circonstance aggravante qu'il a été précédé ou suivi d'un viol.

## Retour au bercail

*Les retrouvailles de Nougaro  
avec la chanson française*

**CLAUDE NOUGARO**  
en tournée

Il arrive en costume, bien mis, en chemise et cravate assorties, ses lunettes de quinquagénaire posées sur le nez, question d'ajuster le tir. Le public finalement se fiche du « nouga-yorkais ». Il veut bien que Nougaro lui parle encore une fois du jazz — puisque telles sont ses « idées » — mais loin des fiets mont-

amoureux, mais, parmissiens ou de l'Olympia, qui l'avait accueilli au printemps 1989 avec dix musiciens américains, là, plus loin, en Bretagne, à Tonlouste ou à Corbevoix, Nougare est pour tous un chanteur français. Il le sait et se laisse compter, délicieusement consentant, par un auditoire amoureux du Dûn Juan jongleur, du coureur au cœur tendre qui poursuit depuis 1962 l'ineffable fille en pleurs.

Commencée le mois dernier au Petit Journal Montparnasse, repaire de « jazz » insoumis, la tournée Nongaro, simple expression d'une passion multiforme et vivace - les mots et les rythmes, - passait par la salle des fêtes de Courbevoie, juste avant une pause pascal et quatre jours après un...

Le Nougarn Tour 1991, c'est Nougarn et Maurice Vander au piano. Point. Le pianiste et le chanteur, désencombrés, prennent leurs nises sans compter. Vander, brude, déroule, n'écrase jamais.

## SPORTS

❑ **FOOTBALL** : Auxerre qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe de France. - L'AJ Auxerre battu l'AS Saint-Etienne 1-0 (1 but de Didier Otokoré à la quarante-troisième minute) mardi 2 avril. Auxerre en match avancé des seizièmes de finale de la Coupe de France.

nit, mais à sa manière, parallèle.  
Nougaro chante. Sous broyade,  
d'effluves onémiques, drapeaux français  
ou béton, rien d'altère l'heureux  
ragement seréne d'un interprète  
d'habitude à la plénitude  
de la maturité. Chaises en bois et  
portes claquant, ambiance de bal  
de samedi soir, rien ne parvient à  
distraindre des spectateurs heureux  
de se voir offrir quelques tranches  
de mémoire. Et d'applaudir à tout  
rompre pour Cécile ma fille, *Y*  
avait une ville. Un coq aimait une  
pendule.

Nul Brésil dans ce répertoire taillé sur mesure pour revaloriser le patrimoine, une seule référence rococo à l'expérience Nougayork, le Petit Oiseau de Morraquech, et aux rappels, les Mots, tirés de l'album Pacifique. Nougay regroupa les chansons en saynettes, trois par trois, deux par deux, par personnes.

Maurice Vander est un pianiste merveilleux d'équilibre sophibis-  
mé, entre jazz et classique. Ils se  
chacun, sans complicité abusive.  
Le public dans le rôle du troisième  
larron n'a plus qu'à se laisser  
séduire par ce duo singulier.

**VÉRONIQUE MORTAIG**  
► Brest le 5 avril, Concarneau le 6, Saint-Malo le 7, Bar-le-Duc le 8, Colombes le 11, Lille le 12.

□ Rectificatif. - Le titre d'un film de Joseph Morder, le producteur qui a supervisé l'adaptation des nouvelles de Mnuopussant : forme de courts métrages présentée au Festival de Châteauroux, Monde du 12 mars, a été écrit. Il fallait lire *Mémoires d'un tropical*.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.



# EDUCATION • CAMPUS

## M. Jospin en porte-à-faux sur les lycées

Face à l'ampleur des enjeux, le ministre de l'éducation nationale se donne un délai de grâce pour engager sa réforme

**T**OUJOURS en chantier, sans cesse ajournée, porteuse d'enjeux considérables, la réforme du lycée est le cauchemar inévitable de tout ministre de l'éducation nationale. La masse de réflexions qu'elle a suscitées converge sur le diagnostic et sont souvent proches sur les remèdes, mais tous ces projets, soigneusement enterrés par leurs commanditaires, ont progressivement installé l'idée que cette mutation est aussi indispensable... qu'introuvable.

M. Lionel Jospin hérite donc d'une situation d'autant plus délicate que le dossier a été laissé en friche par ses trois prédécesseurs. Et l'irruption, dans ce débat un peu morne, d'un mouvement lycéen porteur de questions très concrètes sur les débouchés, la valeur des diplômes et la hiérarchie entre les « bons bacs » et les autres a encore compliqué l'affaire et a forcé le ministre à modifier en catastrophe son angle d'attaque.

C'est ainsi que le Conseil national des programmes s'est vu confier, début décembre 1990, un rapport sur les filières techniques et professionnelles. Le premier document remis au ministre fin novembre n'en soufflait mot et a en tenait strictement aux filières « nobles » de l'enseignement général. Il a d'ailleurs été édité en livre de poche alors que le second rapport, « Quel lycée pour demain ? », n'était pas encore publié. Ce qui n'a pas manqué de provoquer quelques grincements du côté du secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique.

Or c'est sans doute la question-clé que le ministre devra trancher. Comment articuler les trois filières du lycée, professionnelle, technique et générale ? Comment faire pleinement exister la voie professionnelle aux yeux d'une génération qui s'en détourne massivement et qui préfère, au risque de l'échec, s'engager dans des études générales réputées plus payantes et, surtout, socialement bien plus valorisantes ? Questions décisives qui expliquent l'hésitation actuelle du ministre. L'annonce des grandes orientations pour le lycée, prévue pour le début avril, semble désormais reportée à la fin du mois.

« Donner sa pleine existence à la filière d'excellence des lycées professionnels, analysait Antoine Prost à la suite du mouvement lycéen (1), est sans doute la seule manière de faire face à l'important besoin de main-d'œuvre qualifiée, de l'ordre d'une centaine de milliers de bacheliers professionnels par an, prévue en l'an 2000. » Et il poursuivait : « Le second cycle professionnel stagne tandis que le second cycle général et technologique augmente. Si l'on veut inverser la tendance sans trop céder à des orientations très autoritaires vers le professionnel, il n'est d'autre issue

que de rendre celui-ci effectivement attractif. » Après une loi d'orientation votée en juillet 1989 qui met l'accent sur « le projet de l'élève » et qui déclare « que nul ne peut décider à sa place, la manière forte serait en effet mal venue. Restait la valorisation des filières professionnelles. La démarche est entamée depuis 1985, mais les résistances sont fortes et on semble encore très loin du compte.

Le bac professionnel était la clé de voûte du scénario imaginé en 1988 pour conduire 75 % d'une classe d'âge au niveau du bac. Le « plan pour l'avenir de l'éducation nationale » de M. René Monory — dont les scénarios prospectifs n'ont pas été réactualisés — reposait, en effet, sur un développement très important de ces nouvelles formations de niveau IV, créées en 1985 et chargées de tirer vers le haut les CAP (certificats d'aptitude professionnelle) et les BEP (brevet d'études professionnelles).

### Premiers signes d'essoufflement

Or les projections d'effectifs d'élèves pour les deux prochaines rentrées, que vient de publier le ministre (2), ne sont guère encourageantes. S'il poursuit son essor, le bac professionnel progresse en effet à un rythme plus lent que prévu : en 1990, il a accueilli, sur deux années de formation, 94 000 élèves. L'an prochain 19 000 élèves supplémentaires sont prévus, mais l'augmentation des effectifs, en 1992, ne devrait pas dépasser 14 000. On prévoyait que le bac professionnel à lui seul produirait, en l'an 2000, 14 à 15 % des élèves conduits au sein du baccalauréat. Or, même si l'on semble sur la bonne voie avec 4,5 % aujourd'hui, les premiers signes d'essoufflement se font sentir. Par exemple, pour la première fois à la rentrée 1990, toutes les sections de bac « pro » n'ont pas été remplies.

Les responsables du ministère ont les yeux rivés sur la courbe de croissance de ce diplôme. La création de la filière technique avait permis, dans les années 60, d'accueillir le flot montant des jeunes désireux faire des études longues. Le nouveau bac professionnel devait, de la même façon, permettre d'absorber l'essentiel de la croissance prévue à l'horizon 2000. Cela supposait la revalorisation des formations industrielles, perçues comme des « voies de garage » par les élèves, leur famille et les professeurs.

Or, c'est précisément sur ce point que les évolutions sont les plus lentes. Car l'objectif des trois quarts d'une classe d'âge, que certains responsables qualifient aujourd'hui de « démagogique », a durablement brouillé l'image sociale des diplômés, en donnant aux différentes filières de l'enseignement secondaire une homogénéité de façade. Les responsables du ministère sont visiblement inquiets des déséquilibres que pourrait engendrer la vigoureuse demande sociale d'enseignement général. Et cela dès le collège. Le ministre de l'éducation nationale a d'ailleurs évoqué le problème, dès le 17 janvier dernier, en ouvrant la première séance de travail du Conseil supérieur de l'éducation, consacrée à la voie professionnelle. Il mettait en garde contre certaines « dérives » déjà perceptibles et « certains signes » semblant indiquer que « la demande sociale suit une pente qui va à l'encontre d'une répartition équilibrée des flux ». Délicat équilibre !

### Un vivier insuffisant

Depuis 1980, le choix des familles est sans ambiguïté. Les taux de passage dans les filières générales ont progressé à tous les niveaux de la scolarité : de 77 % à 83 % en fin de cinquième et de 61 % à 70,7 % en fin de troisième. Conséquence : le nombre d'élèves orientés vers un BEP après la classe de troisième a diminué, lui, de deux points, rétrécissant d'au-

tant le vivier unique et encore fragile des bacs professionnels. L'autre tendance lourde de ces dernières années est l'allongement impressionnant de la durée de la scolarité. La moitié des titulaires du BEP poursuivent aujourd'hui des études alors qu'ils n'étaient que 10 % il y a dix ans. L'évolution est considérable. Elle tend à faire du BEP le nouveau pivot du système éducatif, puisqu'il prolonge des études courtes (de CAP) et qu'il débouche sur les bacs pro. Mais, là encore, si l'on considère les chiffres avancés par le ministère, il se pourrait qu'un pallier soit atteint, difficile à franchir avant plusieurs années, faute d'un vivier suffisant.

Selon le schéma établi en 1988, les trois quarts des élèves devaient poursuivre des études à l'issue du BEP pour que se réalise l'objectif des 75 %, la moitié vers le bac pro et un quart vers un bac technique après une première d'adaptation. Or, aujourd'hui, un quart seulement des élèves vont effectivement en bac pro, et on observe en outre, depuis 1988, une diminution inquiétante des orientations vers les premières d'adaptation. Les lycées professionnels, qui, à la dif-

férence des lycées, ne souffrent pas d'une surcharge d'effectifs, ont ainsi tendance à garder leurs élèves le plus longtemps possible, diminuant du coup leurs chances de suivre des études supérieures.

Le Conseil national des programmes s'est d'ailleurs inquiété de cette tendance dans son rapport. A la dernière rentrée, on prévoyait ainsi d'accueillir 97 500 élèves des BEP dans ces classes-passerelles qui leur sont spécialement destinées. Mais 4 000 d'entre eux ont fait défaut. Au moment où la nécessité de multiplier les classes-passerelles entre les grandes filières du système éducatif n'est plus en débat, on peut s'étonner qu'aucun bilan complet n'ait été établi sur les passerelles existantes, dont on sait qu'elles ne fonctionnent pas bien.

### Les équilibres déjà rompus

L'objectif des 75 % sera sans nul doute atteint, et même sans doute plus rapidement que prévu. En revanche, l'équilibre entre les séries, sur lequel tablaient toutes les prévisions, semble d'ores et déjà rompu. Le bac d'enseignement général continue à peser trop lourd dans l'architecture d'ensemble. Dans les deux dernières années, le mouvement s'est même emballé puisque la filière générale est comptable, à elle seule, de plus de la moitié de l'augmentation du nombre de bacheliers. Seul élément positif : le léger tassement de l'orientation en G (filières générales), dont la part est passée, en 1990, sous la barre des 20 %. En revanche, l'effort soutenu depuis 1986 pour ouvrir davantage la filière scientifique (C) devrait marquer le pas. Depuis deux ans, en effet, les effectifs scolarisés en première n'ont pratiquement pas augmenté.

Contrairement aux prévisions, les effectifs des séries A et B n'ont pas enregistré de baisse tendue que ceux des séries industrielles F, dont on souhaite vivement la mise en régime, ont plutôt diminué. Depuis 1986, la part des bacheliers a passé de 12,8 % des bacheliers à 11,5 %. Et les prévisions de la direction de l'évaluation et de la prospective pour l'an 2000 envisagent une remontée de ces diplômés au strict niveau atteint... en 1980. Une dérive qu'il est urgent de corriger si l'on ne veut pas voir les filières générales menacées d'asphyxie. On comprend, dans ces conditions, les silences prolongés de M. Jospin.

CHRISTINE GARIN

(1) Le Monde du 10 janvier 1991.  
(2) Note d'information 91-10. Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), ministère de l'éducation nationale, mars 1991. Voir également « Les mutations du lycée professionnel » par Paul Esquieu, Article à paraître dans Education et Formations, n° 26.

### La gifle

RENNES

de notre correspondant

La paire de claques fait-elle partie de l'arsenal normal des professeurs ? La question, qui divise depuis toujours partisans de la manière forte et adeptes des méthodes douces, partage désormais la justice.

A l'automne dernier, le tribunal correctionnel de Mulhouse avait condamné un professeur d'anglais à une amende de 3 000 francs pour avoir donné deux paques de claques à un élève qui chahutait.

La cour d'appel de Rennes vient d'adopter une attitude différente. L'affaire remonte au 26 janvier 1990. Dans un collège privé de Quimperlé (Côtes-d'Armor), un groupe d'élèves de troisième fait du chahut dans un couloir et s'acharne sur le porte d'une salle d'études. Le professeur d'éducation physique, qui assure la permanence, sort dans le couloir et interpelle un élève qui, tout en continuant à frapper sur la porte, lui répond : « Mh, je ne fais rien ». Une paire de gifles met un terme au vacarme. « Quatre gifles et un coup de poing », assure l'élève, qui sera légèrement blessé à la lèvre.

Cité à comparaître pour violences légères devant le tribunal de police de Saint-Brieuc, le professeur fut relaxé en décembre dernier, le tribunal estimant que « les enseignants possèdent toujours dans un but éducatif un pouvoir disciplinaire pouvant éventuellement s'exercer sur des élèves sous forme de gifles ou de tapes inoffensives ». La rémission public décide néanmoins de faire appel de ce jugement, tout comme les parents de l'élève giflé.

Dans un arrêt prononcé le 27 mars, la cour d'appel de Rennes vient de confirmer le relaxe. S'appuyant sur l'article 327 du code pénal, la cour note, en effet, que « si les châtimens corporels ou même le traditionnel droit de correction ne correspondent plus à l'état actuel de nos mœurs, les enseignants conservent un pouvoir disciplinaire justifié par l'exercice concret du devoir d'éducation, dont ils assument la charge dans des conditions parfois délicates ».

Constatant que l'élève n'avait subi aucune incapacité de travail et que les gifles n'avaient pas compromis sa santé, l'arrêt précise que l'intervention immédiate et spontanée de l'enseignant « était justifiée par la nature et l'importance du trouble causé » par l'élève giflé, « dont l'attitude provocante explicite et légitime le geste » du professeur. Les petits Bretons n'ont plus qu'à se tenir à carreau...  
CHRISTIAN TUAL

## La nouvelle vague des historiens

Passerelles et échanges, ouverture à l'Est et recherches croisées : des étudiants en histoire veulent construire l'Europe hors des sentiers battus

**L**A poussière des archives et les chapelles trop étroites ne suffisent plus aux jeunes historiens. Tout en démontrant l'épave du passé, plusieurs d'entre eux ont décidé de s'ouvrir à leur présent et à leur avenir, de se tourner vers l'Europe et d'élargir le champ de leur réflexion. Mais ils ont choisi de l'organiser en dehors des structures universitaires proprement dites et des lourds programmes de la Communauté.

Deux initiatives récentes témoignent de cette nouvelle vague. La première, encore en chantier, réunit un groupe d'étudiants de troisième cycle décidés à fonder une « revue européenne d'histoire » (1). Déjà ébauché par des contacts en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Espagne, le projet de cette publication semblerait de « créer un lien entre les historiens des différents pays (...), de faciliter la circulation des idées, des informations et des personnes, de réfléchir sur le passé commun de

l'Europe, ses valeurs et son identité ».

La revue attend aujourd'hui des financements et une structure susceptible d'assurer son démarrage. Mais ses organisateurs, qui ont d'ores et déjà rédigé les statuts de l'association française, ne naviguent pas au hasard. « Notre conception de l'Europe est celle d'un enrichissement par les différentes nationalités et écoles historiographiques », explique Alain Tallon, élève de la rue d'Ulm et agrégé d'histoire. Au-delà, les jeunes historiens veulent briser le double cloisonnement des spécialités et des frontières, qui enferment certains chercheurs dans des prés carrés aux odeurs de napoléonisme.

« L'hyperspécialisation est stérilisante, elle empêche de se renouveler », observe Jakob Vogel, un étudiant allemand qui prépare sa thèse à Bonn. Pour rompre ces carcans, ils envisagent de publier, dans leurs langues d'origine, des articles venus des quatre coins d'Europe et de favoriser ainsi contacts et « regards croisés ».

« Il faut casser le narcissisme des réflexions purement nationales », affirme Jakob Vogel. Et voir s'il est possible de parler de modèles européens de l'Etat, de la Famille ou de la Raison.

Bien qu'elle soit encore à l'état d'ébauche, la future publication a déjà donné à ceux qui y travaillent l'occasion de faire des comparaisons éducatives. Sur les différents façons d'enseigner l'histoire (pourquoi les étudiants français sont-ils aussi ignorants en langues et tardivement initiés à la recherche personnelle ?), mais aussi sur le langage historique et les découpages à géométrie variable des grandes périodes.

Quant au contenu de la revue, l'inquiétude ne les empêche pas de dormir. « Il y a quinze ou vingt ans, nous aurions affronté des oppositions entre courants de pensée, par exemple l'école des Annales et les historiens marxistes », affirme Alain Tallon. Maintenant, le problème ne se pose plus de cette façon. « Chance ou mal-

chance ? Ces jeunes chercheurs prennent pied dans une époque où même le marxisme semble se dépolitiser, pour revenir à sa vocation philosophique.

Reste cependant à gérer le choc des cultures. Les historiens en herbe des pays de l'Est, récemment débarrassés d'un dogme officiel, découvrent brusquement des modes d'analyse qui leur étaient inconnus jusqu'alors. Est-ce la peur d'un décalage qui risquerait d'être pesant ? Toujours est-il que les organisateurs de la revue n'ont pas créé de comités de rédaction en direction de l'Oural. Ce qui ne les empêche pas de rêver à une grande Europe où s'épanouirait un corps culturel commun. « Fondé sur les valeurs humanistes de dialogue et de raison ».

RAPHAËLE RÉROLLE

Lire la suite page 17

(1) Association des jeunes historiens français, 48, boulevard Jourdan, bureau B175, 75014 Paris.

## PRÉPAREZ H.E.C. à VIENNE en AUTRICHE

- Vous pratiquez l'allemand et l'anglais à un bon niveau
- Vous êtes un très bon élève de terminale
- Vous souhaitez augmenter vos chances aux concours dans un contexte international

**CHOISISSEZ LA PRÉPA/HEC, OPTION ÉCONOMIQUE DU LYCÉE FRANÇAIS DE VIENNE**  
Établissement public d'enseignement géré par le Ministère des Affaires Étrangères

A 1 h 40 de Paris, au cœur de l'Europe, dans un contexte international qui privilégie naturellement l'apprentissage et la pratique des langues française, allemande et anglaise et les échanges culturels, le lycée français de Vienne offre à des élèves motivés, attirés par le monde commercial et industriel, des atouts particuliers et les meilleures chances de réussite aux concours : 57 % ont intégré en 1990 (HEC, ECRICOME, ESCAE, EME).

**DEMANDE DE DOSSIER À REMPLIR ET À RETOURNER :**  
NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_ INTERNET : ☐ OUI ☐ NON

**LYCÉE FRANÇAIS DE VIENNE/PRÉPA**  
Liechtensteinstrasse 37A, 1090 VIENNE, AUTRICHE  
Tél. (19-43-1) 34-22-41 p-14 / Fax (19-43-1) 31-02-417

مكتبة الأمل



## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

**DOCUMENTALISTES.** Cinq cents documentalistes de lycées et de collèges se réuniront à Poitiers, du 24 au 28 mai, à l'initiative de la Fédération des associations de documentalistes-bibliothécaires de l'éducation nationale (FADBE). Ce congrès sera consacré aux enjeux et aux perspectives de la documentation scolaire en Europe, à l'analyse des situations et des pratiques nationales et aux possibilités de coopération et de partenariat envisageables.

► Rens. : FADBE, tél. : 35-75-81-49.

**INGÉNIEURS.** La Fédération des associations et sociétés françaises d'ingénieurs diplômés (FASID) vient de publier sa dixième enquête sur la situation professionnelle des ingénieurs. Cette radioscopie complète de la corporation permet de mettre à jour de nombreuses données. Les 176 écoles habilitées à délivrer le titre d'ingénieur ont formé 15 858 ingénieurs en 1989, soit une progression de 3 % par rapport à 1988 et de plus de 45 % sur les onze dernières années. Les femmes ingénieurs représentent 17,9 % des diplômés délivrés, contre 5 % seulement en 1975. A noter également que les classes préparatoires qui étaient encore, en 1987, la filière principale d'entrée dans les écoles d'ingénieurs (55 % des entrées) ne représentaient plus, en 1989, que 46 % des flux d'entrées.

**LE HAVRE.** M. Michel Leduc, professeur de mathématiques, a été élu, jeudi 28 mars, président de la région Ile-de-France, dont il était administrateur provisoire depuis septembre dernier, après la nomination de M. Guy Fleury comme administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers.

Né le 7 janvier 1942 à Paris, agrégé de mathématiques (1964), M. Michel Leduc a été assistant puis maître-assistant à l'université de Paris-X-Orsay entre 1964 et 1971. Docteur d'Etat en 1971, il a été depuis cette date maître de conférences puis professeur à l'université du Havre, dont il a dirigé le département informatique de l'UTV avant de devenir direc-

teur adjoint du laboratoire d'acoustique ultrasonore et d'électronique, associé au CNRS.

**PRIMES.** La direction de la recherche et des études doctorales du ministère de l'éducation nationale vient de publier un rapport sur les 4 949 primes de recherche et d'encadrement doctoral attribuées en 1990 aux universitaires. Sur les quelque 30 000 enseignants-chercheurs éligibles, près de 9 000 avaient postulé pour cette prime. Si environ 20 % de ces primes revenaient à l'académie de Paris, les universités de Grenoble, Lyon, Montpellier, Lille ou Versailles tiraient bien leur épingle du jeu.

► Rens. : INIST Diffusion, tél. : 83-50-46-64.

**RECHERCHE.** L'Institut national de l'information scientifique et technique (INIST) de Nancy vient de publier la quatrième édition du guide des centres de recherche en sciences sociales et humaines des établissements d'enseignement supérieur. Outre une présentation de 2 650 centres de recherche, université par université, ce guide contient un index des sigles et titres, un des responsables, un des mots-clés, un des périodiques et collections et enfin un index des rattachements aux CNRS et grands organismes de recherche.

► Rens. : INIST Diffusion, tél. : 83-50-46-64.

**UNE HEURE DE PARIS.** L'Association des villes à une heure de Paris, qui regroupe vingt-neuf villes des cinq régions limitrophes de la région Ile-de-France, s'est réunie, lors d'un colloque à Amiens vendredi 29 mars, de la création de quatre nouvelles universités en région parisienne. Ces nouveaux pôles de développement universitaire risquent de renforcer « l'attractivité excessive » de la capitale et d'accentuer les déséquilibres entre Paris et la grande couronne du Bassin parisien. L'association a demandé un réexamen du schéma de développement universitaire actuellement en cours d'élaboration au niveau gouvernemental.

## Télé-enseignement « made in England »

Au moment où les projets français piétinent, l'« université ouverte » britannique prépare son expansion en Europe

L'AVENIR de l'éducation passe par l'enseignement à distance, multimédia, interactif, flexible et sur mesure. Des colloques d'affirmation, des rapports de confinement, tout le monde en parle et l'on ne voit rien venir. En France du moins. Car l'université ouverte (open university) britannique s'y emploie depuis une vingtaine d'années. Au point qu'elle est devenue la référence inévitable en la matière et que son vaste centre administratif de Milton Keynes est le point de passage obligé de quiconque veut créer un système d'enseignement à distance.

Il est vrai que l'institution a de quoi impressionner. Avec son budget annuel de 108 millions de livres (plus de 1 milliard de francs), elle accueille cette année 16 000 étudiants de tout calibre. Et leur offre des formations supérieures par tous les canaux possibles : émissions de télévision, vidéocassettes, kits scientifiques, mise en réseau d'ordinateurs, sans oublier l'enseignement par correspondance, le tout encadré par une armée de tuteurs et de correcteurs.

La grande majorité d'entre eux, 74 000, préparent le BA (bachelor of arts, équivalent de la licence française) dans des disciplines aussi variées que les lettres, le droit ou les sciences. L'open university a également créé une business school « ouverte » florissante, où 10 000 cadres suivent toute une gamme de cours donnant droit à des certificats ou même à un MBA. Certains programmes sont également destinés aux ingénieurs et aux cadres qui souhaitent se tenir au courant des derniers progrès de la science et de la technologie. D'autres sont destinés aux professeurs, aux employés de santé ou à ceux de l'assistance sociale. Des milliers d'étudiants, enfin, suivent des programmes d'études plus ou moins longs soit pour assouvir leur curiosité personnelle, soit pour acquérir de nouvelles qualifications.

Mais le développement spectaculaire de l'open university résulte surtout de la philosophie du projet initial et de son ambition politique.

Dans un Royaume-Uni où l'accès à l'enseignement supérieur reste très étroit et sélectif, l'institution de Milton Keynes est apparue, d'emblée, comme l'université de la deuxième chance pour tous ceux que les hasards de l'école ou de la fortune n'avaient pas conduits aux portes de l'université. Ainsi, les trois quarts de ses étudiants travaillent et la majorité sont âgés de vingt-cinq à cinquante ans. Les femmes sont aussi nombreuses que les hommes, et beaucoup ont choisi l'open university pour reprendre des études interrompues par la vie familiale. De même, les personnes issues des milieux sociaux les moins favorisés ou des minorités ethniques sont beaucoup mieux représentées que dans les universités traditionnelles. Beaucoup ne pouvaient postuler pour une autre université, faute d'avoir obtenu le A level, l'équivalent du baccalauréat. « L'open university a montré que l'on peut admettre des étudiants sans les prérequis traditionnels. Cette année,

28 % de nos diplômés n'avaient pas le A level en entrant », souligne ainsi M. John Daniel, le nouveau vice-chancelier de Milton Keynes. Et, malgré le faible niveau d'études scolaires de beaucoup d'étudiants de l'université ouverte, plus de la moitié d'entre eux décrochent leur licence au fin de parcours.

## Victime de son succès

Bref, comme le voit avec humour le professeur A. L. Haber, sociologue de Nuffield College à Oxford, « l'O.U. n'a pas réalisé le rêve de ses fondateurs travaillistes d'accueillir jusqu'à l'ouvrier aux mains calleuses, mais elle a vite fait taire le député conservateur qui la traita à sa naissance de « blithering nonsense » (râblage délinant).

En réalité, l'open university est plutôt, aujourd'hui, victime de son succès. Tous les ans, 60 000 demandes d'inscription arrivent à Milton Keynes mais 20 000 d'entre

elles ne peuvent être acceptées, faute de « place » ou, plus exactement, de moyens suffisants. « Une université ouverte ne devrait pas laisser 20 000 candidats dans la nature », admet le professeur Daniel. Mais les coûts de gestion de cette énorme machine freinent fortement le développement de l'université. D'autant plus que la subvention a progressivement fondu au rythme de l'inflation.

Ces difficultés sont pour une large part à l'origine des projets de développement que vient de lancer l'open university. Forte d'une expérience vieille de huit ans déjà, qui permet à 500 étudiants du Benelux de suivre ses cours, l'O.U. doit se lancer, en février 1992, à l'assaut du marché européen du télé-enseignement, en proposant notamment aux étudiants de la Communauté ses cours de gestion et la quasi-totalité de ceux qui mènent à la licence (BA).

Pour commencer, le tuteur sera assuré à partir de la Grande-Bretagne. Mais, à mesure qu'augmentera le nombre d'étudiants, des tuteurs seront installés sur place. C'est à ce stade que la langue du pays se substituera à l'anglais pour les cours, les devoirs et éventuellement les examens. En attendant une diffusion des émissions par satellite ou par une éventuelle chaîne européenne de la BBC, l'O.U. aura recours aux coûteuses vidéocassettes (qui seront fournies avec supplément).

L'open university envisage aussi de créer, dès l'année prochaine, un centre de langues étrangères (actuellement absentes des programmes). Le centre devrait démarrer avec le français. La grande nouveauté du programme sera une association francobritannique dont le Dr Daniel, francophone convaincu, espère qu'elle marquera le début d'une collaboration fructueuse : « Le gouvernement français voudrait que l'open university devienne la pionnière, en Angleterre, d'un nouvel enseignement du français à l'étranger ».

MARY FOLLAIN

## La France déconnectée

Amorçée dès l'arrivée de M. Jospin, rue de Grenelle, relancée l'été dernier avec la publication du rapport ad hoc de M. Olivier Duhameil, l'idée d'une « université ouverte » à la française semble faire long feu, malgré toutes les déclarations de bonnes intentions. Et malgré tous les arguments qui plaident en sa faveur : le développement du télé-enseignement n'est-il pas une solution convaincante pour surmonter l'éclatement des sites universitaires, la diversification des publics et le contrôle nécessaire des coûts de formation ?

Il se heurte pourtant à d'innombrables remous que souligne, récemment encore, le directeur général de la DATAR : tarification dissuasive, réglemen-

tations tatillonnes, corporatismes de tous poils (le Monde du 22 mars). Mais il bute surtout sur des divergences beaucoup plus profondes, à la fois conceptuelles et politiques. Quand le ministère de l'éducation carresse le projet d'une université ouverte capable de fédérer et de moderniser les centres universitaires d'enseignement à distance, l'Elysee, semble-t-il, réfléchit à un réseau beaucoup plus vaste et polyvalent de télé-enseignement multimédia, capable de pénétrer les écoles, les lycées, les universités et les entreprises. En attendant, les Britanniques et d'autres posent des jalons en France.

G. C.

## Paris-banlieue : le duel des fermetures de classes

Devant les menaces de suppressions de postes dans la capitale le tollé est général chez parents, enseignants et édiles

OCCUPATIONS d'école, journées de grève, manifestations devant le rectorat : l'aménagement de la carte scolaire parisienne pour la prochaine rentrée ne se fait pas sans bruit. Objet de la fureur confondue des parents et des enseignants : la suppression ferme de cinquante postes d'instituteurs dans la capitale (sur 7900), la fermeture en suspens de soixante et onze classes de maternelle et de primaire et l'incertitude sur le sort de quarante-deux classes « bloquées », qui seront définitivement fermées si les effectifs, n'évoluent pas à la hausse à la rentrée. Autant de dossiers ouverts, jeudi 28 mars, par la commission paritaire ad hoc réunie au rectorat (1).

Ces fermetures de classes sont, officiellement, la conséquence naturelle de la baisse démographique dans la capitale. De 142 500 en 1989, le nombre des élèves de classes primaires et maternelles est tombé à 140 160 en 1990 et est estimé à 139 000 pour la rentrée 1991. Soit 4 500 élèves en moins sur trois ans. L'occasion pour le ministère d'apposer « logiquement » sa griffe à la politique de solidarité et de rééquilibrage entre villes riches et villes pauvres : les cinquante postes supprimés à Paris doivent ainsi être redistribués dans les deux autres académies d'Ile-de-France (Versailles et Créteil), qui ont vu leurs effectifs augmenter, pendant la même période, de près de 25 000 élèves.

Depuis longtemps, la différence des taux d'encadrement se faisait sentir : 4,9 instituteurs pour cent élèves à Créteil ou Versailles, contre près de 5,3 à Paris. Dans l'académie de Créteil, par exemple, qui compte deux villes nouvelles à forte expansion démographique (Melun-Sénart

et Marne-la-Vallée) et trois fois plus d'élèves que Paris, le recteur, M. Christian Forrester, estime même « insuffisante » le centaine de postes nouvellement créés pour septembre. Enfin, certains n'hésitent pas à critiquer le régime spécial de décharges, dont bénéficient les 340 instituteurs-directeurs d'établissements parisiens.

En revanche, à l'écrit du dossier parisien, le rectorat cite l'ouverture probable de six classes (dépendantes de l'achèvement de travaux en cours) et le « rétro » de dix autres, à ouvrir « en fonction des besoins ». Pour contenir les esprits, le rectorat avance également des arguments « qualitatifs », en particulier la création d'une douzaine de postes spécifiques dont quatre pour l'enseignement des langues vivantes en primaire, six pour l'accueil des enfants non francophones et deux de conseillers pédagogiques.

## Règlements de comptes

Côté Ville de Paris, du PC au RPR - PS excepté, - on s'insurge contre l'« arbitraire » des décisions du ministère. L'argument démographique, note-t-on, se tient pas. Depuis 1983, l'éducation nationale n'a, au contraire, cessé d'embaucher, créant quatre-vingt-trois postes en six ans. Pour les élus, il est clair que le revirement actuel est plutôt de nature politique. Les suppressions de postes sont perçues comme une véritable « taxation ». M. Jacques Chirac, s'est inquiété, le 22 mars, de « la régression sans précédent » que représenteraient de telles mesures et M. Pierre-André Pélissol, adjoint au maire chargé de l'enseignement, a agité la menace de longues listes d'at-

tente dans les maternelles ou d'effectifs en hausse dans les classes situées en zone d'éducation prioritaire (ZEP).

Le ministère, justement, assure que les classes ZEP ne seront pas touchées. Or, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, l'école maternelle de la rue Piet a vu, en février dernier, son « blocage » transformé en fermeture définitive. Pour les institutrices, il s'agit ni plus ni moins d'« une mesure de répression contre ceux qui veulent maintenir les effectifs à vingt-cinq élèves en maternelle » (2). Un maintien nécessaire, selon elles, pour assurer de bonnes conditions de travail dans un quartier à forte densité de population immigrée et où la différence de niveau d'apprentissage entre élèves est importante.

A l'école primaire de la rue du Château-des-Frères (13<sup>e</sup> arrondissement), où l'on ferme une classe pour la deuxième année consécutive, les parents d'élèves estiment, eux aussi,

être les victimes d'un règlement de comptes : « C'est le système des classes de vingt-cinq, vingt-six élèves, qui est visé ». A l'école de la rue d'Alger (15<sup>e</sup> arrondissement), on s'inquiète de la nécessité d'organiser l'an prochain des classes à double niveau. Les parents font valoir que ces changements « éliminent en fait une équipe pédagogique et un projet d'école élaborés depuis quatre ans ». « On pourrait facilement trouver cinquante postes sans faire de vagues », estime un instituteur. « C'est parfois de déshabiller Pierre pour habiller Paul, poursuit un parent. Mais ce serait quand même mieux de demander à Pierre avant ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Cette commission est composée, à parts égales, de parents d'élèves, de délégués de syndicats, de représentants de la Ville de Paris et de membres du rectorat. Le dossier devrait être examiné par le Conseil académique de l'éducation nationale (CAEN) le 13 avril, avant décision finale du rectorat.

(2) Le planifon fut par le rectorat est de trente élèves par classe de maternelle.

AVRIL 1991

Le Monde

Numéro hors série

EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE.

116 pages - 45 F

Le Monde L'EDUCATION

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS... LA SANTÉ, CA VA ?

ÉVALUATION

LE PALMARÈS DES IUT. LES BTS. MODE D'EMPLOI.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Premier dossier LA SIDÉRURGIE

Second dossier LE BRÉSIL

Le Monde PHILATÉLISTES

L'Officiel de la philatélie

- Thématique : la franc-maçonnerie.
- Classique : les timbres coupés de Djibouti.
- Histoire postale : les plis des services en régime international.
- Comment faire éditer une télécarte ?

En vente chez votre marchand de journaux

Jeunes - Étudiants - Séjour en famille

UN MOIS AUX U.S.A. : 4 900 FRANCS

Transport facultatif - tarif de groupe - Californie ou Virginie

Stages analogues en Campus aux U.S.A. ou à Oxford en Angleterre

Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :

BRITISH EUROPEAN CENTRE

5, RUE RICHELIEUX - 75008 PARIS - TEL : (1) 42.60.35.57

## MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Une formation en un an aux métiers du développement économique local pour des débouchés dans le secteur public et privé et le secteur de l'économie mixte.

Recrutement : Bac + 5 (Grande Ecole, Université)

1<sup>ère</sup> session : 14 juin 1991

2<sup>ème</sup> session : 13 septembre 1991

GRUPE ESC LE HAVRE - CAEN

Rue Claude Bloch - 14000 CAEN

Tél. 31 47 40 20



## هكذا بين الاصل



هكذا من الاجل

# American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping.

Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis.

Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230<sup>e</sup> destinations qu'American Airlines dessert aux Etats-Unis.

Appelez dès maintenant votre agent de voyages ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes : 40.89.10.92 - Nice : 93.87.19.79 - Strasbourg : 88.32.90.22 - Lyon : 78.92.93.15 - Toulouse : 61.23.30.20.

<p>Paris</p> <p><b>MIAMI</b></p> <p>Soleil, plage, bikinis, voile, gratte-ciel, vous allez adorer.</p> <p>3700<sup>F</sup> semaine      4000<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>ORLANDO</b></p> <p>Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées".</p> <p>3700<sup>F</sup> semaine      4000<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>NEW YORK</b></p> <p>Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique.</p> <p>2995<sup>F</sup> semaine      3295<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>WASHINGTON D.C.</b></p> <p>Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard.</p> <p>2995<sup>F</sup> semaine      3295<sup>F</sup> week-end</p>
<p>Paris</p> <p><b>DALLAS/FORT WORTH</b></p> <p>Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan.</p> <p>4040<sup>F</sup> semaine      4340<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>LA NOUVELLE ORLEANS</b></p> <p>De super restaurants, du jazz torride et son quartier français en font un festival permanent.</p> <p>4040<sup>F</sup> semaine      4340<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>CHICAGO</b></p> <p>Pour pouvoir dire comme Kipling "j'ai rencontré une ville, une vraie ville et c'était Chicago".</p> <p>3645<sup>F</sup> semaine      3945<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>LOS ANGELES</b></p> <p>Hollywood, Beverly Hills, la plage de Venice... Los Angeles ni plus ni moins !</p> <p>4500<sup>F</sup> semaine      4800<sup>F</sup> week-end</p>
<p>Paris</p> <p><b>SAN FRANCISCO</b></p> <p>Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways.</p> <p>4500<sup>F</sup> semaine      4800<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>SAN DIEGO</b></p> <p>Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous !</p> <p>4500<sup>F</sup> semaine      4800<sup>F</sup> week-end</p>	<p>Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale - Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). * Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.</p>	



**American Airlines**



# ARTS • SPECTACLES

**THÉÂTRE** 22 et 23  
**Le Théâtre de l'Europe reçoit Jean Genet**



A l'heure où l'actualité met à nouveau en tête de ses préoccupations la question palestinienne, le metteur en scène Alain Milanti nous fait entendre, par la voix de l'actrice Clotilde Mollet, le texte que Jean Genet avait écrit en 1982 après le massacre des camps de Sabra et de Chatila. Créé au Havre, ce très beau spectacle sera reçu par le Théâtre de l'Europe à l'Odéon. Son directeur, Louis Pasqual, a décidé de réaliser une nouvelle présentation du *Balcon*, l'une des pièces les plus importantes et les plus controversées du poète. Encore et toujours Genet à l'affiche : la bonne nouvelle de cette année 1991 qui verra, à l'automne, une nouvelle production des *Paravents* au Théâtre de la Criée à Marseille.

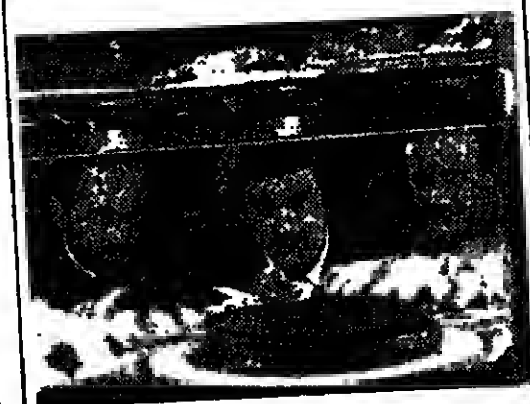
**CINÉMA** 24  
**Éric Rochant, l'amour en campagne**



Sur les routes de la province française, *Aux yeux du monde*, le nouveau film d'Éric Rochant, transforme en suspense tendre et poignant l'équipée d'un jeune homme amoureux aux commandes d'un autocar piraté, dans la grande tradition du film d'aventure américain. Après *Un monde sans pitié*, il confirme le talent et l'efficacité du cinéaste et offre à un jeune acteur, Yvan Attal, un rôle-consécration.

TROIS BALZAC - ST GERMAIN DES PRES  
14 / 07 BASTILLE - 7 PARNASSIENS  
CINE BEAUBOURG LES HALLES

PRIX SPECIAL DU JURY  
VENISE 1981



**SOGNI D'ORO**

NANNI MORETTI



Hōnen Shōnin, fondateur de la secte de la Terre pure (1133-1212).

## OUVERTURE DES SALLES JAPONAISES DU MUSÉE GUIMET L'archipel Bouddha

**J**EUUDI 4 avril, une cérémonie bouddhique aura lieu au Musée Guimet, en présence du ministre de la culture, M. Jack Lang. Les abbés du temple Toji de Kyoto officieront dans l'hôtel Heidelberg (1) - l'ancienne annexe du musée, entièrement rénovée, - à cent mètres du bâtiment principal. M. Jean-François Jarrige, son directeur, renoue ainsi avec une tradition interrompue depuis près de cent ans. Une première liturgie avait été célébrée en 1891, en présence du président de la République, Sadi Carnot, et une seconde en 1893. Georges Clemenceau et Louis Pasteur s'étaient déplacés pour la circonstance. Et, pour Emile Guimet, ces « grands-messes » ne relevaient pas du folklore. L'établissement installé place d'Iéna, avec le soutien financier de la très anticléricale III<sup>e</sup> République, était bien, dans l'esprit de son fondateur, voué à l'étude des religions. Après sa mort, en 1918, le musée fut profondément modifié. Les nouvelles collections issues des

campagnes archéologiques menées en Afghanistan, en Asie centrale et dans la péninsule indochinoise exigèrent une place nouvelle. En 1945, on y transféra le fonds asiatique du Louvre, tandis que tout ce qui concernait les religions d'Égypte et du monde classique prenait le chemin du vieux palais. Les « bondieuseries » japonaises rassemblées par l'industriel lyonnais furent donc entassées dans des réserves et oubliées sous la poussière. Si elles sont aujourd'hui présentées au public, dans des salles remises à neuf, nous le devons à Bernard Frank, professeur au Collège de France. Il a, le premier, perçu l'intérêt des pièces rapportées par Guimet de son voyage au Japon. Ses travaux ont permis le redéploiement de ce panthéon bouddhique dans toute sa complexité.

Le bouddhisme venu d'Inde à travers l'Asie centrale, la Chine et la Corée a affronté le shinto, la religion pratiquée dans l'archipel, sans le détruire. Il s'est simplement enrichi de nouveaux rites et de nouvelles

sectes. Sans que l'essence du bouddhisme en soit affectée. Si cette religion accueillante ne se ramène pas à un polythéisme pur et simple, nous rappelle Bernard Frank, « la raison en est que s'est imposé à elle, avec force, un principe fondamental qui veut que le Multiple ne diffère pas de l'Un ni non plus, à l'inverse, l'Un du Multiple. » Les divinités grandes ou petites ne sont que « le reflet de cette nature d'essence unique que le Bouddha partage avec les êtres. » Reflets admirablement matérialisés pour le plaisir des incrédules et des ignorants.

EMMANUEL DE ROUX  
(Lire pages 20 et 21)

(1) Cette cérémonie aura lieu dans le cadre de l'inauguration officielle : le public ne sera admis dans le nouveau musée qu'à partir du 5 avril, 19, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Tous les jours sauf le mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Billet commun avec le Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna : 23 francs. Tél. : 47-23-61-65.

سكزاين الاصل



سكنا من الاجل

ARTS

L'ÉPOPÉE PLANÉTAIRE D'UN PATRON MUSICIEN, POLYGRAPHE ET COLLECTIONNEUR

# Un industriel en religions



Né en 1836 au sein d'une famille aisée, Emile Guimet consacre son adolescence à l'étude et

à la composition musicale. Il prend assez tôt la direction de l'usine paternelle près de Lyon et deviendra président de la société Pechiney et Cie. Si on le connaît encore, c'est à cause du musée parisien qui porte son nom. Ses collections japonaises, ramenées lors d'un voyage dans l'archipel, sont à nouveau visibles dans une annexe de l'établissement, aujourd'hui restaurée.

**«G**UIMET est très content - il fait une collection énorme de faïence et une plus énorme encore de Bons Dieux cocasses», écrit Felix Régaméy à l'un de ses proches. Ce dernier, peintre et illustrateur, accompagne Emile Guimet dans un voyage au Japon. Nous sommes en 1876. Venant des Etats-Unis, les deux hommes ont touché l'empire du Soleil-Levant en août. Il y resteront jusqu'en novembre et regagneront l'Europe à travers la Chine et l'Inde. Les dix semaines passées dans l'archipel seront bien remplies : en chemin de fer, à cheval, en pousse-pousse, en palanquin ou à pied, ils parcourront un bon millier de kilomètres entre Yokohama, Tokyo, Kyoto, Kobe et Osaka.

Guimet est muni d'un ordre de mission du ministre de l'instruction publique pour « l'étude des religions ». Aussi ne manque-t-il ni un temple ni un monastère. Ses contacts avec les autorités religieuses sont nombreux. Il bénéficie d'ailleurs d'aides déterminantes de la part de Kuki Ryuchi, futur directeur du Musée impérial de Tokyo, l'un des promoteurs de la réforme de l'enseignement nippon, et de Makimura Masanao, alors sous-gouverneur de Kyoto, l'ancienne capitale. L'empereur Meiji veut restaurer la religion traditionnelle - le shinto - dans sa pureté originelle. Le bouddhisme, mal vu à cause de son origine étrangère, est en crise : les temples ferment, les objets du culte sont bradés.

Emile Guimet en profite : entre deux conférences religieuses, il acquiert « plus de trois cents peintures religieuses japonaises, six cents statues divines et une collection de mille volumes ». Deux ans plus tard, il montrera une partie de ses trouvailles à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris, qui se tient au Trocadéro, et publie ses *Promenades japonaises*, illustrées par Felix Régaméy. Mais surtout il songe à la création d'un grand musée des religions. Emile Guimet a des idées bien arrêtées et les moyens de ses ambitions.

L'orientaliste amateur est le fils d'un riche industriel lyonnais, l'inventeur du bleu outremer artificiel. Sa mère, Rosalie Bidault, peintre à ses heures, est issue d'une famille d'artistes. Le jeune Emile (né en 1836) reçoit une éducation classique. Il apprend, en outre, les techniques de la céramique et de la peinture, mais s'adonne surtout à la musique. Il compose des

chansons, de la musique de ballet, des oratorios et même un opéra en cinq actes, *Tai-Tsoun*, qui a pour cadre la Chine du VII<sup>e</sup> siècle. En 1860, il prend la direction de l'usine paternelle et crée un orphéon, puis une fanfare, avec les ouvriers de son entreprise. Emile est un patron « social » - il développe des écoles professionnelles et subventionne des sociétés de secours mutuel - mais un patron d'abord. Ses affaires prospèrent : il deviendra président de la société Pechiney.

Sa curiosité le pousse néanmoins à sortir du milieu où il aurait pu s'enfermer. Il voyage beaucoup. En 1865, il découvre l'Egypte et se prend de passion pour l'archéologie. Saisi d'une frénésie d'acquisition, il commence, dit-il, « à « bibloter » chez les marchands, à rechercher les amulettes, les divinités trouvées dans les tombes égyptiennes... ». « Je me mis à lire Champollion, Brunsch, Chabas... Alors se dressa devant moi cette formidable histoire de l'Egypte, avec ses croyances compliquées, sa religion intense, sa philosophie grandiose, ses superstitions mesquines, sa morale pure. »

Ses moyens financiers lui permettent d'acheter des collections entières. Il se plonge dans l'histoire des religions, confronte celle des pharaons avec celles qu'il connaît, gréco-latines et judéo-chrétiennes, pour passer ensuite à la Chaldée, l'Inde et la Chine. Ses recherches sont d'ailleurs en accord avec ses préoccupations sociales. « Si j'ai fait de l'industrie, écrira-t-il à la fin de sa vie, c'était pour être utile au peuple ; si j'ai fait de la musique, c'était pour le distraire et lui donner le goût de l'art ; si j'ai fait des écoles, c'était pour l'instruire ; si j'ai subventionné des sociétés de secours mutuels, c'était pour le soulager dans ses tristesses ; et je vais vous expliquer que si je me suis occupé de philosophie, si j'ai fondé le Musée des religions, c'était pour donner aux travailleurs le moyen d'être heureux (...). Pour obtenir ce résultat, j'ai consulté l'histoire des civilisations, j'ai recherché, dans tous les pays, quels hommes avaient

voulu faire le bonheur des autres, et j'ai trouvé que c'était tous les fondateurs de religion. »

Boulimie, utopie ou naïveté, il court les congrès scientifiques, adhère à la Société d'études japonaise, chinoise, tartare et indochinoise que vient de fonder Léon de Rosny (1873), visite la Grèce, la Turquie, la Roumanie, puis l'Afrique du Nord, bondit à Stockholm en passant par Hambourg et Copenhague, publie à tour de bras, multiplie les conférences, s'intéresse à l'archéologie, à l'anthropologie, à la préhistoire. Dès son retour du Japon, il présente son rapport de voyage au ministre, organise le Congrès provincial des orientalistes de Lyon, fonde une école orientale dans la même ville et là encore ouvre un premier musée, inauguré en 1879, par Jules Ferry, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Mais le bâtiment n'est pas achevé qu'il songe à le dénégner. Son école orientale a été un échec : le climat lyonnais n'est pas propice à l'épanouissement de son grand œuvre. En industriel consciencieux, il en tire les conséquences : « J'avais fait une sorte d'usine scientifique et je me trouvais loin de la matière première et loin de la consommation. Dans ce cas-là, on déplace l'usine. C'est ce que je fis : je transportai le musée à Paris. »

## « UN MUSÉE DES SUPERSTITIONS »

En 1885, il fait don de ses collections à l'Etat, à condition que ce dernier subventionne la construction d'un musée dans la capitale. Les négociations sont longues. Le Conseil municipal de Paris, qui doit déboursier un million de francs-or pour l'achat du terrain, se fait tirer l'oreille. La III<sup>e</sup> République radicale et anticléricale voit d'un mauvais œil la construction d'un temple, fût-il laïque, dédié à toutes les religions du monde. Le 16 mars 1885, la séance à l'Hôtel de Ville est tendue. M. Catiiaux estime que « tout en trouvant l'offre de M. Guimet très généreuse, je pense que nous avons

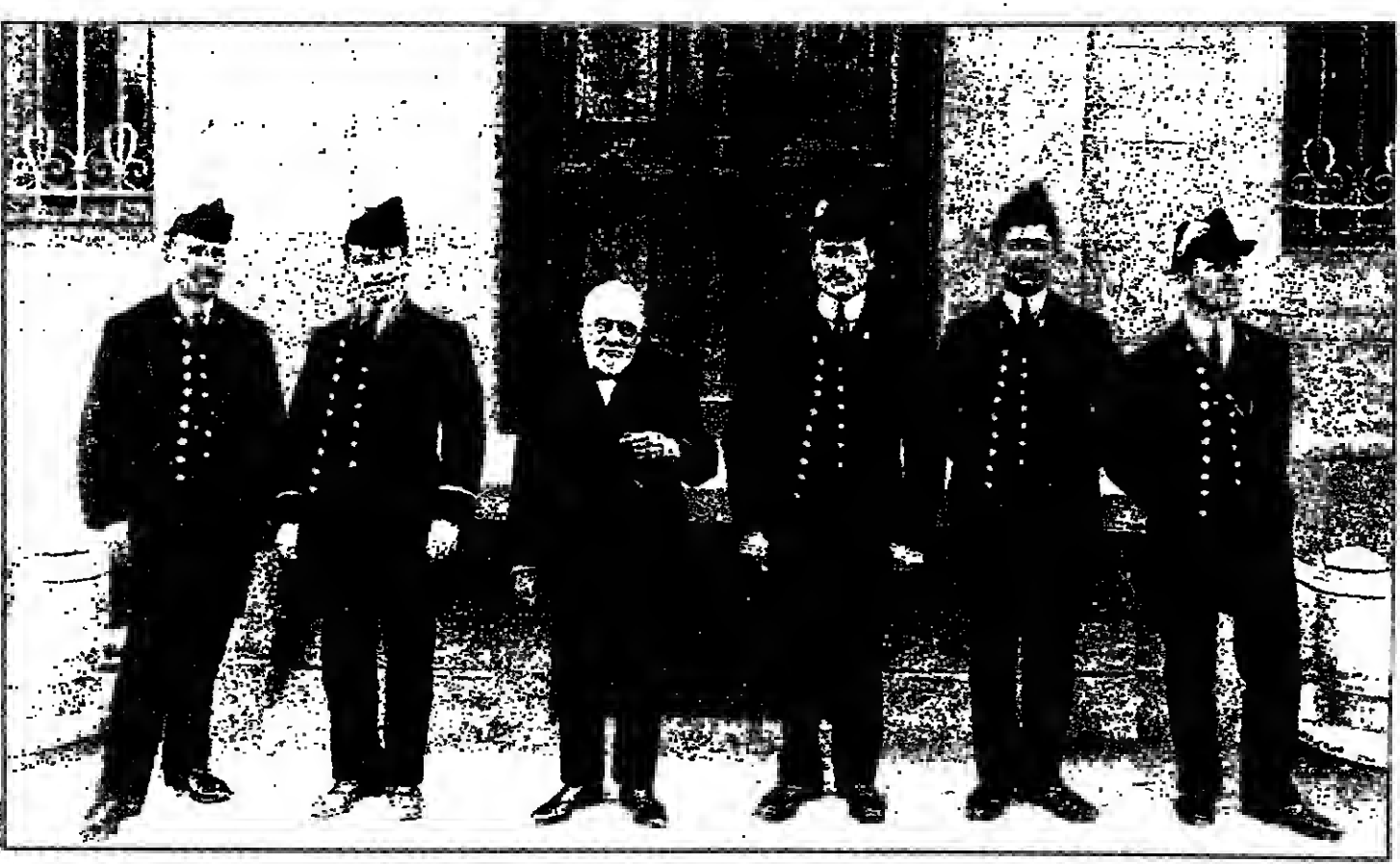
mieux à faire que consacrer 1 million à l'installation d'un musée des superstitions. Les religions et leurs fétiches devraient être enterrés depuis longtemps : il y aurait moins de sottises et moins de guerres ». Heureusement Alexandre Millerand, radical bon teint lui aussi, n'est pas de cet avis : « Placer sous les yeux du public le passé des religions disparues, c'est le meilleur moyen, à mon sens, de faire une guerre efficace aux religions actuelles. » Ce paradoxe emportera la décision. Un terrain est trouvé près du Trocadéro, sur l'emplacement d'un ancien cirque en planches, les Arènes Boissière. Le bâtiment néoclassique est construit sur les plans de l'architecte Terrien. Il est inauguré par le président de la République, Sadi Carnot, le 20 novembre 1889.

Dans cette construction triangulaire sommée d'une rotonde, les pièces illustrant les religions d'Asie sont installées au premier étage. On peut y voir notamment le grand mandala de vingt-trois pièces qu'il a fait copier au Japon sur celui du temple de Toji. L'antiquité classique loge au deuxième avec l'Egypte et le Moyen-Orient. Le rez-de-chaussée est dévolu aux collections de céramiques japonaises et chinoises. Mais comme, dans l'esprit de son inventeur, le musée est « une usine scientifique dont les collections ne sont que la matière première », les visites guidées, les conférences et les communications se succèdent.

Sans oublier les cérémonies religieuses. Des moines bouddhistes officient à deux reprises en présence d'une assistance choisie : le 21 février 1891, Sadi Carnot et le peintre Degas sont là ; le 13 novembre 1893, on remarque au premier rang Clemenceau et Pasteur. Moins orthodoxe, en 1905, M<sup>me</sup> McLeod exécutera « pour la première fois » des danses brahmaniques. Le public fut, dit-on, ému par la plastique avant-garde de la danseuse, qui, par la suite, sous le nom de Mata-Hari, acquit une notoriété certaine.

Le temple polythéiste de la place d'Iéna était surtout le centre d'activités beaucoup moins folkloriques :

Emile Guimet entouré par les gardiens de son musée, inauguré le 20 novembre 1889 par Sadi Carnot, président de la République



## Le panthéon de M. Guimet

« Ils reviendront ces dieux que tu pleures toujours », Nerval ne croyait pas si bien dire. L'ouverture de l'annexe du Musée Guimet traduit, à sa manière, ce renouveau. Pour l'établissement de la place d'Iéna, il s'agit d'un retour aux sources, celles de son fondateur, qui avait voulu ouvrir à Paris un musée des religions.

Projet profondément modifié dès sa disparition en 1918. Ses « médiocres bonheurs » asiatiques furent alors exilés et entassés sans ménagement dans des réserves poussiéreuses. Or ces sculptures de bois étaient pour la plupart démontables, si bien que trop de poignets ont perdu les mains qui y étaient fichées, trop de statues leurs trônes, trop de dieux leurs auréoles. Les restaurations ont été longues et coûteuses. Les industriels japonais « amicalement » sollicités se sont montrés généreux.

Autre restauration, celle de l'annexe du Musée Guimet, l'hôtel Heidelbach. Ce riche américain, président de la Chambre de commerce des Etats-Unis à Paris, se fit construire, en 1913, un bâtiment néo-classique par René Sergent, l'architecte des demeures de milliardaires et des hôtels de luxe. Il n'y manque ni l'escalier d'honneur, agrémenté de colonnes ioniques, ni les fenêtres à fronton triangulaire, ni le grand salon d'apparat. La décoration de l'hôtel posait un problème de restauration et d'adaptation aux collections. A l'inverse de ce qui se pratique trop souvent aujourd'hui, dorures et moulures

ont été respectées et cette discrétion s'est révélée heureuse. D'autant que les vitrines sont d'une grande simplicité et les socles, des cubes de bois clair qui reposent des ferrailles contournées qui datent déjà.

Cet espace sert de cadre à la collection Guimet et retrace le cheminement du bouddhisme vers le Japon et son adaptation dans l'archipel. Le parcours commence au premier étage avec un grand bouddha cosmique du X<sup>e</sup> siècle. Il fait partie de la trentaine d'œuvres tiré du fonds chinois du musée pour rendre manifeste la longue marche de cette religion à travers l'empire du Milieu. Ces peintures et sculptures du VI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle ont rarement été présentées. Quelques-unes sont même quasiment inédites, comme cette grande peinture Yuan, modèle pour les copistes coréens et japonais. Cinq autres peintures liturgiques plus récentes sont exposées ici pour la première fois.

Jean-François Jarrige, le directeur du musée, envisage de réserver à ces fragiles œuvres, sur soie ou sur papier, une salle entière où elles seraient exposées par roulement. Et complètes par l'évocation d'un cabinet de lettré. Encore faut-il qu'il obtienne les crédits nécessaires. Or l'ensemble des travaux déjà accomplis dans l'hôtel Heidelbach a coûté 8 millions de francs (dont 3 millions sont venus du Japon).

A côté des pièces chinoises, la première salle japonaise, celle des bouddhas. Les conservateurs,

Jacques Glès et Catherine Delacour, ont repris pour leur accrochage le principe d'un classement iconographique. Celui-là même qui avait inspiré les achats de Guimet. Chaque salle correspond donc à l'une des six classes du panthéon bouddhique, de la plus élevée, celle des bouddhas, à la plus humble, celle des moines - moines et fondateurs de secte. « C'est un lieu unique au monde, une leçon magistrale », affirme avec fierté Jean-François Jarrige, qui énumère les pièces exceptionnelles et avoue quelques bonnes surprises.

Alors que l'on croyait que la plupart des objets collectés par Guimet ne remontaient pas au-delà du XVIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs se sont révélés infiniment plus anciens et plus précieux : ainsi deux bodhisattvas, juchés l'un sur un lion, l'autre sur un éléphant ; ainsi un bronze que l'on date désormais de l'époque Kamakura. Le morceau de bravoure reste le grand mandale ramené du Japon par Emile Guimet, 23 statues copiées à Kyoto en 1876, par l'un des meilleurs praticiens japonais du moment, d'après celui du temple de Kyoto.

Aujourd'hui, cette pièce hors du commun n'a pas d'équivalent en dehors du monde asiatique. On peut naturellement admirer ces trésors pour leurs seuls mérites esthétiques. Ou pour ce qu'ils représentent. La leçon de Guimet, reprise par Bernard Frank, n'a pas été oubliée. « Notre musée est une collection d'idées, affirmait son fondateur. Nous y faisons l'histoire de la pensée humaine. »

Ph. D. et E. de R.

édition (la Revue de l'histoire des religions, entre autres) et documentation (sa bibliothèque devint vite fameuse), animées par des collaborateurs de toutes origines. Emile Guimet, dont la vie se confond de plus en plus avec celle de son musée, continue de publier énormément, de subventionner des campagnes de fouilles (en Egypte) et d'enrichir ses collections. En 1904, pour le vingt-cinquième anniversaire de la naissance de son « établissement », il fait paraître un *Jubilé du Musée Guimet* et, en 1910, célèbre le demi-siècle passé à la tête de son usine de Fleury-sur-Saône. C'est dans cette localité qu'il meurt le 12 octobre 1918.

Après lui, le musée va se transformer considérablement. Dédié à l'étude des religions, il va se consacrer à celle des civilisations. Ceux qui ont découvert l'Asie à travers Guimet se souviendront de cette époque avec nostalgie. « En ce temps-là, le Musée Guimet était un temple », écrit Alexandra David-Néel, au soir de sa vie. Je vois un large escalier de pierre s'élevant entre les murs couverts de fresques. Tout en gravissant les degrés, l'on rencontre successivement un brahmane altier versant une offrande dans le feu sacré ; des moines bouddhistes vêtus de toges jaunes s'en allant quêter, bol en main, leur nourriture quotidienne ; un temple japonais posé sur un promontoire auquel conduit, par-delà un toit rouge, une allée bordée de cerisiers en fleur. D'autres figures, d'autres paysages de l'Asie sollicitent encore l'attention du pèlerin montant vers les mystères de l'Orient. (...) Des vocations naissent... la mienne y est née. Tel était le Musée Guimet quand j'avais vingt ans. »

EMMANUEL DE ROUX



# ARTS

LES NOUVELLES SALLES JAPONAISES DU MUSÉE GUIMET

## Les visages nippons de Bouddha

On ne peut comprendre le parcours que propose le Musée Guimet sans se remémorer l'histoire de Bouddha et du bouddhisme, depuis sa fondation, au cinquième siècle avant Jésus-Christ, jusqu'à son introduction au Japon, au sixième siècle de notre ère. La pénétration du bouddhisme dans l'archipel nippon fut donc tardive, mais féconde : à preuve les sectes et les cultes qui se développèrent à partir des sutras, textes sacrés venus d'Inde.

« C'EST cette doctrine est parmi toutes les doctrines de beaucoup la meilleure, mais elle est difficile à comprendre... Elle peut faire naître des bénédictions et d'heureuses rétributions sans mesure, sans limite, et faire connaître l'Eveil supérieur. Comme un homme qui possède autant de trésors qu'il veut et en use à son gré pour satisfaire ses désirs, il en est de même des trésors de cette merveilleuse doctrine : les prières sont exaucées, rien n'est oublié. De plus, elle est venue de l'Inde lointaine dans les trois royaumes Han où il n'est personne qui, l'ayant reçue, ne la vénère. Le roi Myōng du Paik-ti-yei son serviteur a donc envoyé son vassal Nuri-shichiké pour la transmettre à l'Empire et la propager dans les provinces, afin que s'accomplisse la parole du Bouddha : Ma Loi se propagera vers l'Est. »

Le Paik-ti-yei est un royaume fictif situé au sud de la Corée. L'Empire est l'empire nippon. La lettre accompagne un présent d'objets religieux bouddhistes, une statue et des sutras — les textes sacrés. Cela se passait, admet-on d'ordinaire, en l'an 538 de notre ère, qui est donc devenue la date officielle de l'introduction du bouddhisme au Japon. Il venait de Corée, laquelle Corée s'était convertie au cours du IV<sup>e</sup> siècle, suivant en cela, comme l'avoue franchement la missive du roi Myōng, l'exemple des Han, c'est-à-dire de la Chine — laquelle Chine connaissait elle-même la doctrine bouddhique depuis le I<sup>er</sup> siècle. Le Japon fut ainsi le dernier des pays d'Extrême-Orient à s'ouvrir à l'enseignement venu de l'Inde lointaine, où son inventeur, le prince Gautama, Bouddha, vécut, estime-t-on, entre 560 et 480 avant Jésus-Christ. A peine moins de mille ans se sont donc écoulés entre les premières méditations du fondateur et leur diffusion dans l'archipel.

Elle n'alla ni sans résistances ni sans luttes. En 538, le Japon a sa religion autochtone, le shinto, synthèse de cultes divers. On y honore la déesse du Soleil, Amaterasu, le dieu de l'Océan, Susanoo, et une foule de forces naturelles, de génies, d'animaux et de héros. L'histoire du bouddhisme au Japon est donc, au premier chef, celle de ses rapports avec le shinto. Ils commencèrent mal : prenant prétexte d'une épidémie, le chef de l'un des clans nippons, les Mononobe, obtint de l'empereur qu'il laisse incendier le premier temple bouddhiste et jeter à l'eau la statue venue de Corée. Aussitôt, le clan des Soga, qui soutenait la nouvelle religion, s'opposa aux Mononobe. Querelles, bataille en 587 : les Soga l'emportent, le bouddhisme est rétabli. Le prince Shōtoku, régent de l'empire, se fait instruire par un moine coréen et décide la construction de temples et de monastères. Quand il meurt, en 622, le pays compte huit cent vingt moines et cinq cent soixante nonnes. La greffe a pris, surveillée par des maîtres coréens et chinois.

Greffe singulièrement féconde : si l'histoire du Japon, du VII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, est jalonnée de guerres, de révoltes militaires, entre shinto et bouddhisme, elle l'est surtout d'invasions de sectes, proprement oïpooes ou inspirées de la Chine, et de réformes religieuses. Toutes, naturellement, fondent leurs interprétations sur les enseignements essentiels du bouddhisme tel qu'il s'est formé en Inde et a été véhiculé par les sutras.

Il s'affirment que le but suprême de l'homme est d'accéder, chacun selon sa voie, à l'Eveil, qui est connaissance supérieure et délivrance. Par l'Eveil — Bouddha signifie « celui qui est éveillé » — l'esprit échappe au « karma », chaîne des incarnations successives qui l'emprisonnent dans un être limité, qu'il soit animal, humain ou plus qu'humain. Il atteint ainsi l'état de « nirvana », sérénité de celui qui s'est délivré du monde, c'est-à-dire du désordre des passions et des destins qui l'aliénaient jusqu'alors. Selon les écoles différentes, dites du Petit ou du Grand Véhicule, issues des premiers courants indiens et des controverses théologiques, ce nirvana peut être approché soit par les efforts solitaires de chaque membre de la communauté, soit grâce au secours, à l'intercession, pourrions-nous dire, pour se conformer au modèle catholique, de figures qui, à des degrés divers, guident le fidèle vers l'Eveil.

Le bouddhisme japonais se rattache à cette conception. Aussi reprend-il à son compte un panthéon hiérarchisé selon le degré d'éveil des figures — celui-là même que mettent en scène les mandalas, celui qui organise la répartition des sculptures réunies par Guimet. Au plus haut se trouvent les Bouddhas, de l'Ouest, de l'Est, du Passé, du Présent, du Futur, qui vivent dans le royaume de l'Eveil, qui n'a ni commencement, ni fin, ni lieu. En dessous d'eux, les Bodhisattvas, « êtres d'éveil » qui, par compassion pour l'humanité, s'emploient à son instruction et son salut. Fort nombreux, ils se manifestent chacun sous des formes, et doués de facultés, changeantes. Inférieurs à eux, les Rois de Science, dont les représentations effrayantes et les armes qu'ils brandissent ne doivent pas tromper : ils triomphent des passions et détournent l'énergie qui s'y perd pour la faire servir aux progrès de l'Eveil. Dernière classe de ce

panthéon : les « divinités », qui sont d'ordinaire, suivant les terres d'adoption de la doctrine, le produit de syncrétismes divers, entre hindouisme et bouddhisme par exemple, ou shinto et bouddhisme japonais.

Ce dernier ajoute à cette hiérarchie, déjà passablement complexe et abondante, deux autres classes. La cinquième réunit les « kamis », apparitions circonstancielles par lesquelles les Bouddhas et les Bodhisattvas empruntent délibérément les traits de génies ou divinités locales afin de prêcher plus efficacement — ce sont des apparitions momentanées. La sixième est la seule humaine : y siègent les fondateurs d'ordres, les patriarches, les religieux éminents, les moines les plus révérents.

A partir de ce fonds commun, qui n'est guère différent au Japon de ce qu'il est en Chine ou dans la péninsule indochinoise, se sont développées des dévotions particulières, qui ont elles-mêmes suscité des iconographies déterminées. On l'a déjà dit : le bouddhisme oïpoo se distingue par le nombre de ses sectes. Dès le VIII<sup>e</sup> siècle, six d'entre elles naquirent à Nara, qui était alors la capitale, principalement sous l'influence de moines chinois. Puis vint la secte Tendai, fondée par l'ermite Saichō et essentiellement appuyée sur la méditation du sūtra du Lotus, et la secte Shingon, qui professe que l'Univers entier est le Bouddha central Mahāvairocana. Toutes deux donnèrent naissance à des formes ésotériques, ayant leurs divinités favorites, disposées en mandalas, et leurs rites propres.

Mieux représentées dans la statuaire révoque par Guimet sont l'Amidisme et la secte de Nichiren. On appelle amidisme une dévotion vouée au Bouddha Amitabha (abrégé en japonais en Amida). Bouddha fabuleux en faveur en Chine avant de l'être dans l'archipel. Il régoierait sur la Terre Pure — Jodo, — royaume paradisiaque situé à l'Ouest, où tout est sérénité et lumière. Celui qui y accède sort du cycle des

transmigrations et attend, dans la plus parfaite félicité, de devenir à son tour bouddha. On conçoit qu'une promesse si attirante ait valu à Amida une ferveur très prononcée, d'autant plus prononcée même que l'ivoire de ses apôtres, Shōran (1173-1262), affirma l'efficacité du célibat et la toute-puissance salvatrice d'Amida, sauveur de tous, bons et méchants, pieux et impies.

Quant à Nichiren (1222-1282), il entreprit une réforme du bouddhisme fondée sur le sūtra du Lotus, reprenant en cela la doctrine Tendai. Il annonçait l'éternité du Bouddha et le fait que le Japon, revenu à la vraie loi, la sienne, la diffuserait à travers le monde. On imagine quelles interprétations politiques pouvaient se déduire de ce désir avoué de prosélytisme. Aussi la secte Nichiren est-elle demeurée fort puissante jusqu'à aujourd'hui par le biais de son émanation, l'association Sōkaōkai. Elle comptait près de trois millions de disciples, tous adorateurs du Lotus, preuve si besoin était de la longévité du bouddhisme japonais, dont ni la restauration shinto de l'ère Meiji ni la modernisation du pays n'ont entamé l'influence. La prédiction du roi Myōng s'est ainsi accomplie et la loi du Bouddha propagée jusqu'à l'extrême est de l'Asie.

PHILIPPE DAGEN

## Les malheurs d'Angkor

Combats, pillages, végétation proliférante : la ruine d'Angkor se poursuit lentement. « Pour diverses raisons, notamment à la suite de conditions politiques défavorables, ni le groupe d'Angkor ni aucun de ses monuments ne sont inscrits à ce jour sur la liste du patrimoine culturel mondial de l'Unesco » proteste Claude Jacques dans la préface à l'ouvrage analytique et historique (1) qu'il consacre au plus illustre et au plus menacé des monuments bouddhistes. Son énumération des désastres subis par les bâtiments est accablante : pierres employées à la construction d'un camp par les Vietnamiens, mitraillage des bas-reliefs par les Khmers rouges, bombardements en tout genre et pillages organisés au profit d'« antiquaires » locaux se sont succédés depuis 1970.

Le livre de Claude Jacques, remarquablement illustré de plans et relevés, a le grand mérite de détailler l'ensemble architectural le plus simplement possible et de recomposer par régimes le chronologie de sa construction, qui s'étendit du VIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. L'histoire ultérieure d'Angkor est celle d'un oubli presque complet, puis d'une redécouverte à grand bruit et d'une célébrité prodigieuse. Angkor, révélé à l'Europe à partir de 1863, devient en quelques années le pèlerinage obligé des touristes et une référence tant fois répétée. Jusqu'à ce que, en mars 1970, l'Ecole française d'Extrême-Orient soit contrainte au départ.

A l'initiative de l'Association des amis d'Angkor, une exposition-manifeste invite à la restauration de ce qui peut être restauré. Elle puise largement dans les collections du Musée Guimet et de quelques musées de province afin de rétablir la découverte des monuments : des sculptures rapportées du Cambodge par les missions archéologiques françaises, des moulages de frises exécutés il y a un siècle et présentés aux expositions coloniales de Marseille et de Paris, des relevés d'architectes et des dessins de voyageurs composent ce mémorial pour une ville à l'agonie.

Ph. D.

\* Magies d'Angkor, hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti, 75006 Paris. Jusqu'au 18 mai.

(1) Angkor, de Claude Jacques, 192 pages, 185 fr. Editions Bords, 395 francs.

## Sur la Route de la soie

Le peintre japonais Ikuo Hirayama est une légende dans son pays. Né en 1930, il fut irradié lors du bombardement d'Hiroshima, mais pu néanmoins suivre les cours traditionnels (Nihonga) de l'Ecole des beaux-arts de Tokyo. Son œuvre, tout imprégnée de bouddhisme, attire vite l'attention des critiques. En 1968, il réalisa un vieux rêve : partir sur la Route de la soie qui, de l'Inde à travers l'Asie centrale, jalonne la progression de cette religion vers le Japon. Chacune de ses étapes fut l'occasion de méditations et d'échanges qui enrichirent son travail d'artiste. Il utilise tous les supports, papier, soie, mur, avec un égal bonheur. Aujourd'hui recteur de la faculté où il fit ses études, il reprend incessamment le chemin de la « transmission du bouddhisme ». Les œuvres présentées au Musée Guimet — dessins, tableaux — ont été exécutées à partir d'esquisses accumulées au cours de ses pérégrinations.

Ph. D.

\* Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris. Jusqu'au 22 avril.



## Autour d'Emma Bovary.

La rencontre de Flaubert et de Chabrol (interview par P.-M. de Biasi), d'Isabelle Huppert et d'Emma Bovary. Le livre qui fait voir le film.



HATIER

سكنى الناحيل



سكنا من الامم

## THÉÂTRE

CRÉATION AU HAVRE DE « QUATRE HEURES A CHATILA »,

# Une mère

Bonne, très bonne nouvelle : Genet encore et toujours à l'affiche. Coup double ce printemps au Théâtre de l'Europe installé à l'Odéon. Le 12 avril sera présentée la nouvelle mise en scène du *Balcon*, signée par Lluís Pasqual, un Catalan qui fréquente l'auteur et a voulu s'en souvenir. La pièce fut écrite à Paris en 1955, publiée par l'Arbalète dans sa première version illustrée par Giacometti, créée à Londres en 1957 à l'Arts Theater Club dans une mise en scène de Peter Zadek. Paris, après les nombreux refus de différents théâtres, put la voir en 1960, au Gymnase, avec Marie Bell et Loleh Bellon sous la direction de Peter Brook. Beaucoup furent alors frappés par le véritable lyrisme qui jaillissait des quatre coins de cette maison des illusions où amours et révolution faisaient un ménage furieux.

## Genet vivant

Un peu plus tard, le 14 mai prochain, le Petit-Odéon accueillera un spectacle qui vient d'être créé à la Maison de la culture du Havre, *Quatre heures à Chatila*. L'actrice Clotilde Mollet, dans une très belle mise en scène d'Alain Milanti, dît un texte écrit par Jean Genet en 1982, de retour de Beyrouth où, le lendemain du massacre de Sabra et de Chatila, il avait arpenté les ruelles de ce camp palestinien martyr. Palestiniens que Genet connaissait bien comme il connaissait et défendait ces opprimés de toutes races et de toutes nationalités. Sa voix de poète et témoin s'est élevée si haut qu'elle a pu apaiser un temps leurs souffrances et faire connaître leurs combats. — O. S.

« **Q**UAND la bombe à vide - dite à implosion - a tué deux cent cinquante personnes, nous n'avions qu'une seule caisse. Les hommes ont creusé une fosse commune dans le cimetière orthodoxe. On remplissait la caisse, et on allait la vider : on a fait le va-et-vient sous les bombes, en dégageant les corps, et les membres, comme on pouvait... »

Jean Genet était de passage à Beyrouth, le matin du mercredi 15 septembre 1982, quand arrivèrent les soldats israéliens. Béchir Gemayel avait été assassiné la veille. Le lendemain soir, dans la nuit du jeudi au vendredi, les phalanges s'approchaient, les massacres des camps de Chatila et de Sabra commençaient. Genet parcourut Chatila le samedi matin, « des kilomètres et des kilomètres de ruelles très étroites. »



Genet publia son témoignage, vingt pages de la *Revue d'études palestiniennes*. Il se défait des témoins. Genet. Depuis son enfance, il en avait écouté tant, dans les tribunaux. « Le témoin est seul. Il parle... Les juges, n'étant jamais aux endroits où s'accomplissent les actes, le témoin est indispensable, mais il sait que le véritable d'une description ne dira rien à personne s'il n'y ajoute les ombres et les lumières qu'il fut seul à distinguer. »

Lorsqu'il enjambe les corps « noirs et gonflés » dans les ruelles de Chatila, Genet nous donne leurs « ombres et lumières », comme il donne celles des Palestiniens d'Ajoun et d'Irbid, en Jordanie, où il vécut en 1970 et 1971, appelé par les feddayins du groupe El Fatah. Il y retourna en 1972, et plus tard, jusqu'à ces jours de Chatila en septembre 1982, et il retourna aussi à Chatila en septembre 1984 : il a raconté la révolution palestinienne, les camps de Jor-

danie et du Liban, dans son plus beau livre, *Un captif amoureux*.

« J'avais accueilli cette révolte de la même façon qu'une oreille musicienne reconnaît la note juste... Par la grâce d'une adhésion non raisonnée... un attrait sentimental, peut-être même sensible, sensuel. Je suis Français, même entièrement. Sans jugement, je défends les Palestiniens. Ils ont le droit pour eux, puisque je les aime. Mais les aimerai-je si l'injustice n'en faisait un peuple vagabond ? » : en quelques mots Genet vient de dire ici l'assurance, l'incertitude, l'absolu, la fragilité, de l'adhésion à une cause. Toute personnelle. Et, à la dernière des cinq cents pages du *Captif amoureux*, Genet nous dit : « De cette révolution palestinienne qui ne vit et ne vivra que d'elle-même, je garde avant tout la présence d'une mère et d'un fils, qui furent parmi les

Dans celles de ses œuvres publiées jusqu'ici, Genet fait silence sur sa mère, sauf une fois, c'est une page du *Journal d'un voleur*. Genet dans la rue est abordé par une femme très âgée qui lui demande un peu d'argent. A voir son visage, son regard, il devine tout de suite qu'elle sort de prison. Il écrit : « Une sorte de rêverie aiguë, vivant à l'intérieur de moi, m'entraîna à penser que c'était peut-être ma mère que je venais de rencontrer. Je ne sais rien d'elle qui m'abandonna au berceau. Ah ! Si c'était elle, me dis-je, j'irais la couvrir de fleurs, de glaïeuls et de roses, et de baisers. »

Quarante-huit heures après son abandon à l'Assistance publique, l'enfant Genet était conduit dans un village du Morvan, Alligny, et confié à des parents nourriciers, Eugénie et Charles Regnier, lui était menuisier, et elle tenait un petit débit de tabac, journaux, crayons, bonbons. Ils élevèrent Genet avec affect-

premiers personnes rencontrées à Irbid... Ce couple mère-fils, c'est ailleurs que je l'ai découvert. Peut-être en moi. Le couple mère-fils est aussi en France. Et n'importe où. Pourquoi ce couple est-il tout ce qui me reste de profond de la révolution palestinienne ? »

Jean Genet discerne-t-il qu'il nous raccompagne ainsi, par les ultimes lignes qu'il écrivit, aux toutes premières heures de sa vie, au couple d'une mère et d'un fils, Camille et Jean ?

Le 19 décembre 1910, à la clinique Tarnier, rue d'Assas, à Paris, à sept heures trois quarts du soir, naît Jean Genet, fils de Camille Genet, vingt-deux ans, célibataire, et de père « non dénommé ». Sept mois et neuf jours après la naissance, Camille dépose son fils à la tutelle de l'Assistance publique, rue Denfert-Rochereau. Camille mourra à trente ans, à l'hôpital Cochin, lors d'une épidémie de grippe espagnole, et Genet, âgé de huit ans, n'en saura rien.

tion. Genet se montra excellent élève à l'école communale. A six ans, il était le seul de la classe à dévorer des livres, le jour et la nuit. Un premier « accroc » politique : en 1920, à dix ans, il organise une grève des enfants de chœur, parce qu'il estime que le curé ne donne pas les quelques sous d'« honoraires » promis.

Jean Genet est reçu au certificat d'études avec mention : il est classé premier de la commune - il est le seul enfant de l'Assistance publique. Il pense qu'avec ses camarades il va poursuivre son enseignement, au collège voisin de Corbigny. Mais non, et c'est ici que va se jouer, une fois pour toutes, le destin de Jean Genet.

Car la loi porte que les enfants de l'Assistance publique, à treize ans, sont automatiquement placés comme « domestiques de ferme ». A moins qu'ils aient obtenu, à l'école, des résultats exceptionnels. Ce qui est le cas de Genet. Mais, alors, leur appartenance à

NOUVELLE MISE EN SCÈNE DU « BALCON » PAR LLUIS PASQUAL A L'ODÉON

# Le simulacre absolu

Par Bertrand Poirot-Delpech

C'ÉTAIT en 1966. La bataille des *Paravents* faisait rage. Sur la place de l'Odéon, comme chaque soir depuis la générale, des oeuvres du groupuscule fasciste « Occident », parmi lesquels Alain Madelin, futur ministre libéral de la République, lançaient des œufs pourris contre la façade du théâtre, dans l'espoir que la représentation soit interdite pour trouble de l'ordre public. Notre législation est ainsi faite qu'elle donne un véritable droit de censure aux fauteurs de désordre et aux autorités municipales, souvent complices.

Relayés quelques jours plus tard par certains députés, les manifestants s'indignaient qu'une scène nationale, donc subventionnée, dénie et conchie l'armée française d'Algérie, aisément reconnaissable sous les uniformes stylisés. Le ministre de la culture André Malraux tenait, lui, à ce que le spectacle ait lieu, le droit à l'excès faisant partie de la liberté de l'artiste (ce serait le thème de son intervention à l'Assemblée). Deux ans plus tard, le même Malraux se montrerait plus docile aux partis de l'ordre, en laissant Barrault sans consigne face aux émeutiers de 1968, et en interdisant, au Palais de Chaillot, une pièce de Gatti contre Franco...

Du foyer de l'Odéon, Barrault, justement, observait les bouclettes de 1966 entre manifestants et policiers, pour savoir s'il serait possible de lever le rideau sur les *Paravents*. A ses côtés, Jean Genet, en bleu de cuir éternel, surveillait la scène sans mot dire. Un sourire de malice rentrée flottait sur son visage, éberlué comme celui d'un enfant devant une vitrine de Noël. Qu'un théâtre d'Etat joue une pièce violemment anti-Etat, sous la protection de la police : le paradoxe avait de quoi enchanter l'auteur,

jamais si joyeux que quand la société exécrée de lui se prend au piège de ses comédies débilitaires, et que les férociétés institutionnelles sont mises à nu.

Soudain, Genet a penché vers moi son crâne ras, et m'a désigné, sur la place, dans le cordon de police déployé au coude à coude, un gardien de la paix africain au antillais. Cette autre contradiction du « système » le faisait jubiler : « Regardez comme il est beau ! dit-il en détachant les syllabes de sa voix méticuleuse. On aimerait faire l'amour avec lui ! »

Le *Balcon* rejoignait les *Paravents* : la réalité battait le théâtre sur son terrain du simulacre ravageur et de la parabole sans fin.

On a tout dit, trop dit, sur les significations en chaîne du *Balcon*. L'esprit d'exégèse est pris de tourment, comme les habitudes du bordel entre les glaces sans tain et les déguisements de leur rêve. L'envie d'expliquer est la plaie du théâtre.

J'ai vu au moins trois mises en scène du *Balcon*, en plus du film : celle de Peter Brook, avec Loleh Bellon en débauchante pour vrai-faux magistrat ; celle d'Antoine Bourgeat, avec des écrivains dans les rôles des clients ; et celle de Georges Lavandant, au Français. On ne saurait dire quelle interprétation plut ou aurait plu davantage à Genet. Ses souhaits étaient mal décelables, malgré ses consignes (voir les notes à Roger Blin sur les *Paravents*).

Blin avait sa confiance, parce qu'il tenait d'Artaud un instinct sûr de la cruauté, de la beauté réulsive. Comme souvent les poètes, apparemment perdus pour la réalité quotidienne, Genet se croyait et se voulait réaliste. Il parlait avec ferveur de la version « boulevard » que Louis Jouvet avait donnée

des *Bonnes*, à la création. Styliser, hiératiser, mythifier : pas question de ces chichis !

Le *Balcon* n'est pas une maison d'illusion. C'est dehors, dans la ville, que les fantômes règnent. Rien n'est plus authentique qu'un oon-juge couvert d'hermine et éprouvant son pouvoir d'absoudre avec l'intensité d'une lubie sexuelle. Rien n'est exact, et porteur de grâce, comme le geste d'un faux prélat bénissant l'auvaille docile et rétribuée. Genet o'invite rien. C'est nous qui voulons croire à de la fable, qui tenons au cordon sanitaire de la scène ; pour notre sécurité.

### UNE MANIÈRE DE VÉRISME LYRIQUE

Arrêtons les bavardages savants sur le pirandellisme de Genet, matiné de diabolisme, sur l'inversion systématique des valeurs. Reformons une bonne fois le *Saint Genet* de Sartre, condamnation de l'intelligence appliquée à ce qui n'est pas fait pour être expliqué. Ce disant, je ne plaide pas pour l'obscurantisme, mais, farouchement, pour le premier degré chez Genet, pour une manière de verisme lyrique.

Lluís Pasqual suggère que Genet a pu se servir d'un certain vécu : son séjour de presque un an dans le quartier chaud de Barcelone. Comme le metteur en scène, je me souviens personnellement d'avoir visité la capitale catalane quand s'y tenait, au début des années 30, un « congrès eucharistique ». Franco avait fait fermer les bordels, et déporté les pensionnaires. C'était logique, de sa part. Rien n'est plus dangereux, pour les manieurs totalitaires du symbolique, que la coexistence de deux rituels concurrents. Ceux-ci ruinent leurs croyances respectives. Aussi longtemps que la religion officielle tenait ses assises,

il fallait nier, en les éradiquant, les célébrations du culte sexuel. La police franquiste a mis à gommer la prostitution, ou du moins son image, l'ardeur maniaque des clients de bordel à qui on refuse leurs simulacres routiniers.

Genet n'invente presque rien. Là où d'autres voient des structures et des violences d'Etat, lui bêtise du cérémonial. Pour subvertir les valeurs établies, pour changer le Bien et le Mal place pour place, il compte sur le sensualisme liturgique. Après tout, c'est un aumônier qui lui a appris les beautés de la langue, et a fait de lui une Soudry des bas-fonds. Il reconnaît sa dette.

Quant au simulacre absolu où se meut sa poésie, Genet m'en a livré l'origine, quand je l'ai interviewé à quelques mois de sa mort. A la maison de correction de Mettray, près de Tours, où le jeune voleur de l'Assistance publique a découvert les prévenances de notre société, un voilier d'autrefois était fiché à même la terre de la cour d'honneur, afin d'apprendre aux petits pensionnaires les métiers de la mer.

Genet se souviendrait toute sa vie de cette mâture immobile, de ce bateau qui ne flottait pas ni o'avancait vers aucun lointain. Son théâtre entier y était inscrit. Il en parlait comme d'un instrument d'émerveillement et de haine mêlés. Il a même vu un évêque mitré déoier l'objet, quintessence de la fausseté ravissante et asservissante.

Le soir même, c'était décidé : il montrerait comment fonctionnent les tortures de l'Ordre ; et il opposerait à cet Ordre la machinerie du désir, avec toute sa puissance pompeuse, assassine.

★ Le *Balcon*. Du 12 avril au 2 juin. Tél. : 43-25-70-32.



# THÉÂTRE

## TESTAMENT POLITIQUE DE JEAN GENET et son fils

L'Assistance publique leur interdit l'accès au cours complémentaire puis à l'enseignement secondaire : ils sont dirigés sur des centres d'apprentissage de l'Assistance publique. Genet est donc conduit au Centre d'Alembert, en Seine-et-Marne. Dix-sept jours après son entrée, il s'enfuit. Les gendarmes vont lui remettre la main dessus. Il s'enfuit de nouveau. Le cycle imparabie figures-réintériorités a commencé. Il ne prendra fin qu'en 1944. Genet aura connu successivement les prisons de la Petite Roquette, à Paris, de Meaux, la colonie de Mettray près de Tours, les prisons d'Orléans, Marseille, Brest, Anzerre, Chalon-sur-Saône, Fresnes (à deux reprises), la Santé (à cinq reprises), et le camp des Tourelles. Il aura subi dix-sept arrestations suivies de jugement et d'emprisonnement.

Les fuites puis les délits accomplis par Genet furent déterminés, à l'origine, par l'évidence de l'injustice de ne pas avoir le droit de poursuivre ses études, Genet a appelé cela : « Les actes de rébellion contre l'état d'humiliation où je me trouvais ». Néanmoins, dans toute une première époque de sa vie, il ne s'engagea pas dans une « vengeance » politique ni même sociale. « Je ne pouvais pas changer le monde tout seul, je ne pouvais que le pervertir, c'est ce que j'ai tenté de faire par une corruption du langage, à l'intérieur de cette langue française qui a l'air d'être si noble... » Comme s'il n'avait pas senti qu'il écrivait les plus beaux livres qui soient.

Et c'est seulement bien plus tard que Jean Genet dira à Tahar Ben Jelloun, dans un entretien publié par le Monde, à propos de ses séjours prolongés en Jordanie et au Liban dans les camps palestiniens : « Il était tout à fait naturel que j'aie non seulement vers les moins favorisés, mais vers ceux qui cristallisaient au plus haut point la haine de l'Occident. »

Auparavant, quelles avaient été les interventions publiques de Genet ? 1952, adhésion manquée au Parti communiste. 1955, déclaration contre la présence française en Afrique du Nord. 1962, participation, à Florence, à un congrès d'écrivains organisés par l'Union soviétique, et envoi à Kennedy d'une lettre ouverte sur Cuba. Juin 1963, pétition contre l'apartheid. 1966, création des Paravents, pièces sur l'Algérie française et la guerre, qui provoque des désordres. Malraux prend la défense de Genet, déclare : « La liberté n'a pas toujours les mains propres, mais elle a toujours raison. »

C'est à la suite d'un suicide manqué (ce n'est pourtant pas le premier) que Jean Genet s'engage plus

carriément. 1968, entrée clandestine aux États-Unis (le visa lui a été refusé), participation à des manifestations contre la guerre du Vietnam. En 1968, il commence de manifester à Paris, avec prises de parole, dans de nombreuses circonstances, surtout des affaires d'immigrés.

En 1970, les Black Panthers viennent lui demander son soutien au procès de Bobby Seale, il leur propose aussitôt de les accompagner en Amérique. En juin 1970, c'est son manifeste sur George Jackson. Il expliquera : « Pour tous les peuples, pour les nomades aussi, la terre est le support nécessaire d'une patrie. Elle n'est pas que ça. Qu'elle soit naturelle, cultivée, ou industrialisée, elle est l'espace qui permet le projet de guerre, et le repli stratégique. La terre manque aux Noirs comme elle manque aux Palestiniens. Les deux situations - Noirs américains et Palestiniens - ne sont pas les mêmes en tout point, mais en cela que les uns et les autres sont sans terre. Tout le territoire d'Amérique est aux Américains blancs. »

En octobre 1970, ce sont donc les Palestiniens du groupe El Fatah qui l'appellent. Ses séjours au Proche-Orient vont être coupés par des allers et retours à Paris, puis, à partir de 1974, Jean Genet se lie au Parti communiste et publie ses textes dans l'Humanité, sauf celui qui provoquera les plus violentes réactions, sur la Fraction armée rouge et l'Union soviétique, publié par le Monde le 2 septembre 1977.

Son grand livre sur les Palestiniens (mais il y évoque aussi les Black Panthers et, plus ou moins, sa vie entière), *Un captif amoureux*, paraîtra au mois de mai 1986 - il l'avait achevé quelques heures avant de mourir. Le texte sur les massacres de Chatila et de Sabra, paru dans la Revue d'études palestiniennes, remontait, lui, à 1982. Ce sont ces pages-là qu'Alain Milanti a mises en scène dans son théâtre du Havre ce mois de mars - cela sera repris à Paris, au Petit Odéon, du 14 mai au 9 juin. Milanti a accompli un travail superbe et très juste. Il a confié l'interprétation du témoignage de Genet à une femme. L'actrice Clotilde Mollet.

Tout au long de son reportage, comme tout au long du *Captif amoureux*, Jean Genet place les femmes devant, juste là. Pas seulement la mère d'Irène, mais toutes les mères, filles, épouses, depuis « les jeunes Palestiniennes qui devinrent très belles quand elles se révoltèrent contre le père et cassèrent leurs aiguilles et leurs ciseaux à broder », jusqu'aux « femmes très âgées, elles étaient la gaieté qui n'espère plus ». « Elles voyaient encore une Palestine qui n'existait plus quand elles avaient seize ans, mais enfin elles avaient un sol. Elles n'étaient ni dessous ni dessus, dans un espace inquiétant où le moindre mouvement serait un faux mouvement. »

Cependant, sous les arbres, les hommes, les feddayins, apprennent à démonter et remonter les armes les yeux bandés afin de pouvoir le réussir la nuit, ils sont « souriants et hagards, protégés comme quelqu'un qui prierait sans rien dire », mais, Genet y tient, « la beauté subtilement diffuse dans les camps », elle est le fait du « règne des femmes et des enfants », et Clotilde Mollet, jouant *Quatre heures à Chatila*, par une simplicité et une transparence entière, vient relayer ces enfants et ces femmes : l'orientation donnée par Alain Milanti, comme les quelques gestes familiers, allumer la lampe, secouer la poussière, fermer les yeux éblouis si la porte s'ouvre sur le soleil, tout cela est de toute beauté, de toute rigueur. Le public du Havre a été très touché. Clotilde Mollet et Alain Milanti ont su transmettre la parole humble de Genet : « Une réalité est certainement hors de moi, existant par et pour elle-même. »

MICHEL COURNOT

\* Reprise à Paris, au Petit Odéon, du 14 mai au 9 juin, à 18 h 30. Dimanches 18 heures et 21 heures. Tél. : 43-25-70-32.



Jean Genet, photographié par Brassai en 1948. En 1968, à la Convention démocratique de Chicago, avec William Burroughs et Allan Ginsberg.



Page de gauche : Clotilde Mollet interprète « Chatila » ; ci-dessus : Marie Bell lors de la création du « Balcon » en mai 1960, en scène et aux côtés de Peter Brook.



François Truffaut.  
Le secret perdu.

L'autobiographie  
inconsciente de  
François Truffaut à travers  
l'imaginaire de ses films.  
Par Anne Gillain.



HATIER

هكذا في الامل



سكنى من الامم

# CINÉMA

« AUX YEUX DU MONDE », LE NOUVEAU FILM D'ERIC ROCHANT

## Un autocar nommé amour

Pour exister « aux yeux du monde » un jeune tuciste kidnappe un autocar scolaire et les enfants qu'il transporte. Son seul but, rejoindre le domicile de sa bien-aimée. Eric Rochant, après le succès de son premier film, *Un monde sans pitié*, a su négocier le difficile virage du second avec ce « huis clos mobile ».

**B**runo aime Juliette. BF-JM dans un cœur. Depuis que le monde est monde, les enfants qui s'aiment le font savoir au monde, à coups de canif dans les troncs d'arbre, à traits de craie ou volutes de tags sur les murs. Mais Bruno, au lieu de canif, de craie ou de peinture, s'est emparé d'un marqueur beaucoup plus spectaculaire : un autocar volé.

Il y a dix-huit mois, la finesse de touche et la précision de mise en scène d'Un monde sans pitié, dérive sentimentale et parisienne d'un refusnik du quotidien, avait valu à son auteur une reconnaissance immédiate. Eric Rochant a voulu raconter cette fois une histoire plus structurée, « avec un début et une fin » - et qui se passe loin de Paris. Il s'est inspiré d'un fait divers : en 1982, un adolescent détournait un car scolaire dans la région de Laon pour rejoindre sa petite amie, aux Pays-Bas. Transposée entre Périgieux et Châtelleraut, la balade de Bruno embraye sur ce modèle.

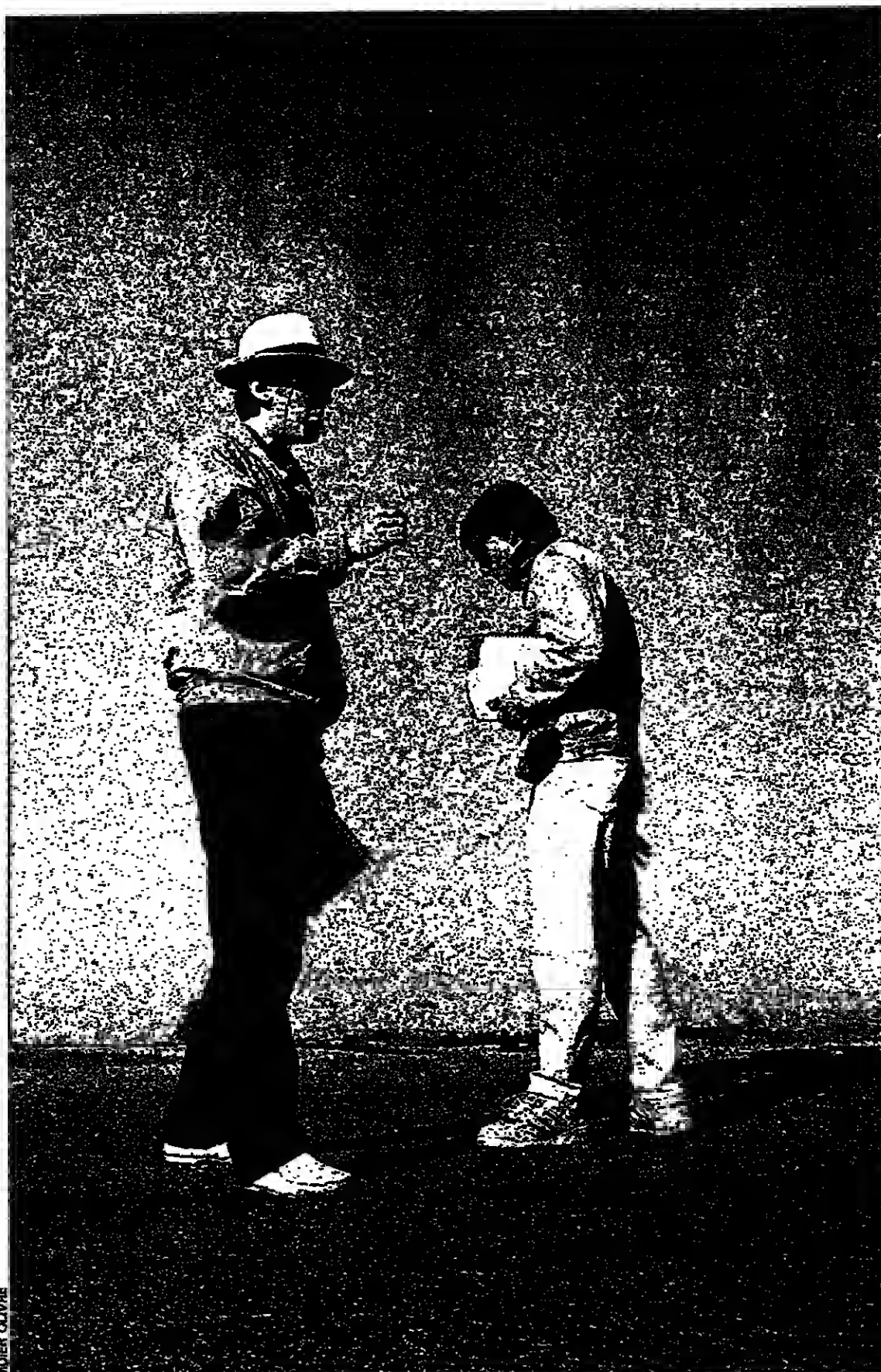
Si Bruno, adolescent renfrogné vivotant de vagues TUC, braque un beau matin un revolver sur la tempe du chauffeur de l'autocar et le contraint à l'emmener, avec sa dizaine d'enfants, vers une destination connue de lui seul (le domicile de sa Juliette), s'il parvient à déjouer les poursuites de la police, c'est pour prouver qu'il est capable d'un geste hors du commun, tel que son amour le mérite. Tenue au courant par téléphone de ces tribulations, la destinataire, partagée entre l'admiration, la trouille et l'incompréhension, n'en peut mais. Bruno commande, seul.

### MARRE DES MATINS TERNES

Il en a marre de n'avoir aucune prise sur sa vie, marre de ses matins ternes, marre de ses parties de baby-foot avec les copains pas malins du bar du coin. Marre. Cet autocar, il veut en faire sa chose, un monde limité sans doute, mais dont il tiendrait enfin les rênes. Le voyage sera aussi son long combat face au chauffeur, à l'institutrice, aux enfants. Chacun à sa manière, selon sa logique propre, défend ses intérêts, quitte à passer d'étranges alliances. Selon les fluctuations de ces lignes de force, l'histoire « roule », fonce, dévie ou freine. *Aux yeux du monde*, histoire d'amour, est aussi une parabole politique.

Et politique, évidemment, la rage de Bruno. Hypo, le héros d'Un monde sans pitié, était déjà un révolté, mais il réfléchissait sur sa révolte et son impuissance sans rien faire. Bruno est moins lucide, mais il agit, braille à la face du monde son mal de vivre : « Je vais tous leur foutre les boules ! Je les nique tous ! ».

Qui ça, tous ? Il ne sait pas, et nous non plus. Il n'y a pas de « méchant » dans *Aux yeux du monde*. Les représentants de l'autorité, dès qu'ils apparaissent comme individus, sont des gens qui font plutôt correctement leur boulot, avec une dose « normale » de bonne volonté, de maladresse et d'incompréhension. C'est bien ça le problème : plus d'ennemis à combat-



Eric Rochant avec Yvan Attal : tension, violence et délicatesse.

tre, plus de camarades à rejoindre. Une injustice malle, une misère sans pathos, avec comme seules issues la résignation ou le cnap de tête éperdu.

Les véritables « yeux du monde », les médias, verront tout de travers comme il se doit. Ils enfermeront le jeune homme dans la case prévue, celle de « terroriste fleur bleue ». Son geste illustre l'aphorisme d'Andy Warhol selon lequel n'importe qui peut être célèbre au moins cinq minutes dans sa vie. Bruno sera

célèbre quarante-huit heures. Mais célèbre, c'est quoi ? Les seuls « yeux » qui le verront tel qu'il est seront ceux de ses proches - Juliette et les passagers du car.

Détourner un car rempli d'enfants pour aller voir sa copine est idiot. Et moralement indéfendable - sans parler de la loi. Le film tient sur ce déséquilibre : sans jamais justifier l'acte, il crée un lien fort, mouvant mais jamais rompu, avec ce garçon, que les médias se chargent de présenter comme un pauvre type givré. Rochant, lui, ne méprise aucun de ses personnages. Et ce n'est la faute de personne si la mort des utopies laisse au refus de la grisaille et du statu quo la seule ressource d'actes absurdes ou désespérés.

Traverser la moitié de la France dans un car recherché par toutes les polices est une gageure. Maintien l'intérêt d'un spectateur de cinéma pour un jeune chien fou engagé dans cette entreprise en est une autre. Eric Rochant - qui confesse volontiers avoir soigneusement étudié les leçons d'Hitchcock - se révèle expert en suspens. Son film est une horlogerie de précision, où chaque événement et chaque émotion, chaque geste et chaque regard est ajusté au micron.

A trente ans, cet ancien élève de l'IDHEC n'a pas seulement un regard clairvoyant et inquisiteur sur la société (« Eric a toujours eu des opinions très structurées sur tout », dit un des ses anciens copains de la fac de philo, embauché comme assistant de production sur le tournage), mais un savoir-faire de conteur et de technicien acquis à l'école du court métrage, et mis en œuvre avec une austère énergie. Rencontré l'été dernier sur une route de campagne, on aurait pris Rochant pour un muine copiste curieusement accourti, perdu au milieu d'une bande de vacanciers. Bifard sous son borsalino de paille blanche, dégingandé dans son costume immaculé et ses santiags trop pointus, c'est peu dire qu'il détonnait au milieu de l'équipe technique court vêtue, bronzée par plusieurs

semaines en plein cognard et volontiers farceuse entre les (intenses) périodes de travail. Sérieux, concentré, il s'abstenait de déjeuner pour réécrire une ligne de dialogue, chercher un angle en utilisant son Nikon comme viseur, réfléchir encore à la prochaine scène.

Curieux spectacle que celui d'Eric Rochant, visage fermé, regard tendu, tournant sans fin autour de l'étrange machine qu'il a fait construire : un autocar transformé en studio roulant, entièrement démontable selon les besoins de la réalisation, conçu pour répondre aux exigences de la mise en scène.

« Aux yeux du monde est un « huis clos mobile », explique-t-il. Je ne voulais pas le filmer en studio, avec des trucages, il fallait qu'on sente le mouvement et l'espace, la campagne à l'entour. Je ne voulais pas non plus subir les contraintes d'un vrai véhicule : la narration doit décider de l'emplacement de la caméra, pas les parois ou les fouteurs. L'autre danger étant, en revanche, d'abuser des facilités du car traîné : je me suis interdit tout point de vue impossible, je n'ai filmé que ce qu'un personnage aurait pu voir. »

Ces exigences ont un prix : 25 millions de francs de budget définitif. En gérant la dépense fut le travail du producteur Alain Rocca, complice de Rochant depuis leurs débuts communs dans le court métrage et le financement acrobatique d'Un monde sans pitié, récompensé par le succès que l'on sait (et, pour Rocca, le triomphe de sa seconde entreprise, la Discreète, récemment honorée de trois Césars). Tandis que Rochant tournait, Rocca n'avait réuni que 17 millions auprès de ses partenaires d'Un monde sans pitié, FR3, Canal Plus et le producteur Jean-Bernard Feytaud (pas plus que pour le précédent, l'avance sur recettes n'a jugé bon d'apporter son soutien).

### « VISSÉ » À L'AMÉRICAIN

« La réussite de la Discreète a convaincu un nouvel investisseur, la Générale d'Images (filiale audiovisuelle de la Générale des eaux) de me faire confiance. L'investissement en fonds propres de ma société, Lazenne, est donc réduit à 5 millions, ce qui est un risque normal », ajoute Rocca. L'été dernier, côté à côté sur le plateau en plein vent, le brun producteur beau-gosse et grande-gueule et le roux réalisateur pâlichon et quasi mutique formaient un couple de comédie. On aurait tort de rire : ces deux-là bâtissent solide.

Solide, le script « vissé » à l'américaine - quitte à le démonter pour le reconstruire encore mieux au montage. Et quand Rochant artisan scénariste buta sur une difficulté, Rocca et lui n'hésitèrent pas à aller demander le renfort d'un maître compagnon : l'écrivain Daniel Pennac, Bellevillois de souche et de cœur comme le réalisateur : « Une vraie boîte à idées », dit Eric Rochant.

On attribuerait volontiers à Pennac l'une des plus belles scènes du film, celle où Bruno reprend en main les enfants égarés par sa présence, terrorisés par un orage, en leur racontant un bizarre et horrifique conte de science-fiction, l'histoire du martien qui pue : elle rappelle de bien près les récits d'aventure du vieux policier asiatique Thian dans la Petite Marchande de prose. Mais Eric Rochant jure que la séquence était déjà écrite, inspirée d'une nouvelle de Salinger (1).

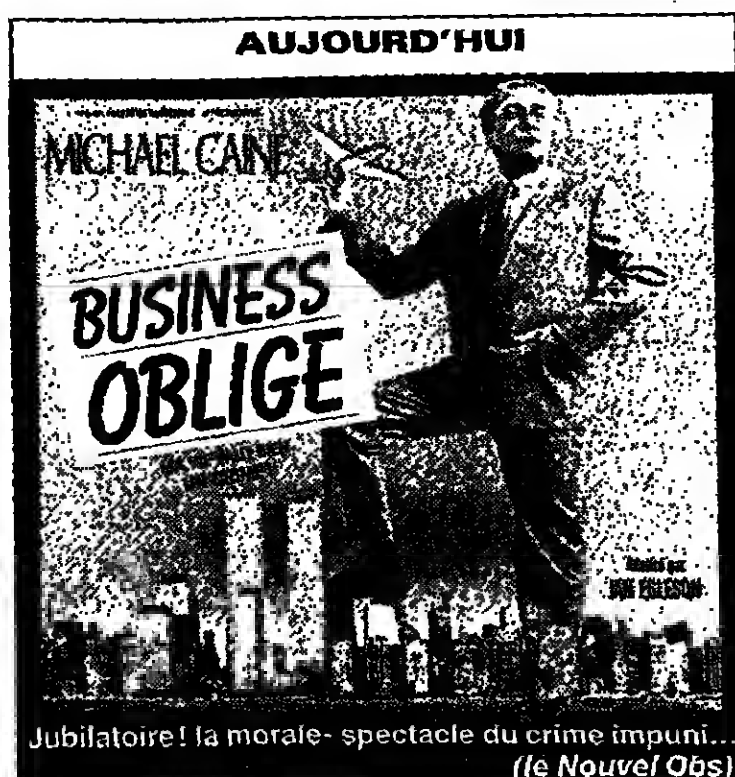
Solide aussi la mise en scène, qui supporte la comparaison avec High Sierra, de Walsh, Sugarland Express, de Spielberg, ou Un après-midi de chien, de Sidney Lumet. Et solide surtout l'interprétation, sans laquelle tout l'édifice s'écroulerait. Fidèle au copain d'Hypo dans Un monde sans pitié, Eric Rochant a écrit le rôle de Bruno pour Yvan Attal. Impressionnant de tension, de violence et de délicatesse, il évoque De Niro à ses débuts, dans Mean Streets de Scorsese, rien de moins.

Face à lui dans l'autocar-otage, Kristin Scott-Thomas campe l'institutrice attentive, maternelle un peu, complice à demi dès qu'elle a compris la vérité de la situation. Et, calé dans le fauteuil du chauffeur, Marc Berman a cette densité hostile du bon bougre un peu borné qu'un gamain veut déposséder de la seule chose à laquelle il ait jamais commandé (son car), cette fureur rentrée de père pris au dépourvu par la révolte d'un fils. Massif, taciturne, Berman - jouant un personnage très « français » dans ce film aux évidentes références américaines - tient le volant avec la puissance sans phrase qu'aurait pu lui imprimer un Gabin ou un Ventura. Tandis que là-bas, au bout de l'impossible expédition, au bout du fil, Charlotte Gainsbourg offre sa grâce un peu floue, inquiète et tendre, à une Juliette rendue totalement crédible, totalement réelle en quelques scènes.

Rapide, intelligent, tiré au cordeau de l'émotion, *Aux yeux du monde* ne laisse au spectateur qu'un seul regret : on ne sait pas la fin de l'histoire du martien qui pue. Comme les enfants de l'autocar, on attend la suite. Eric Rochant est, déjà, en train de l'écrire.

JEAN-MICHEL FRÉDON

(1) L'Homme hilare, qui est aussi une histoire racontée à des enfants dans un autocar (dans Un jour rêvé pour le poisson banane, publié en France par Robert Laffont).









سكنى من الاجل

## LA SÉLECTION

### MUSIQUES

#### Classique

##### Mercredi 3 avril

**Beethoven**  
Sept Variations sur des thèmes de « La Flûte enchantée » de Mozart  
Sonata pour violoncelle et piano n° 5

**Janacek**  
Pohádka ou le Conte

**Rachmaninov**  
Sonata pour violoncelle et piano op. 19  
Marc Coppey (violoncelle),  
Emmanuel Strasser (piano).

Après avoir participé à « Campus à l'oreille » (livre notre supplément « Arts et spectacles » du 28 mars 1991), le violoncelliste Marc Coppey passe dans la série des lauréats des concours internationaux organisés par le Théâtre du Châtelet, à l'Auditorium des Halles. Son programme est varié. Il débute d'un bel équilibre. Le 4 avril, il cède la place à la remarquable pianiste soviétique Ekaterina Skanavi, qui jouera Scarlatti, Schubert, Schumann et Liszt.

Auditorium des Halles, 19 heures.  
Tél.: 40-28-28-40, 100 F.

**Mozart**  
Sonata pour violon et piano n° 30 KV 308

**Stravinsky**  
Divertimento  
Gérard Poulet (violin),  
Noël Lee (piano).

Premier des deux récitals donnés par Gérard Poulet et Noël Lee, dans la série des concerts de 12 h 45, au Châtelet. Mozart et Stravinsky sont au programme de ces excellents interprètes.

Le 5 (même heure, même lieu), ils joueront la Sonata de Janacek et le scherzo de la Sonata « F.A.E. » écrite en collaboration par Brahms, Beethoven et Schumann. Pourquini, d'ailleurs, Poulet et Lee n'ont-ils pas choisi de la jouer intégralement ?

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél.: 40-28-28-40, 35 F.

**Friedrich Gulda**  
(piano).

Que va jouer Gulda ? S'il décide de jouer sa propre musique, les rangs de la Salle Pleyel se videront peut-être vite. S'il joue Mozart, Bach ou Beethoven, le public restera pour écouter ce pianiste incomparable.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél.: 45-83-88-73, De 100 F à 340 F.

##### Jeudi 4

**Bartók**  
Le Mandarin merveilleux  
Concerto pour piano n° 2  
Musique pour cordes, percussion et cello  
Andreas Schiff (piano),  
Orchestre de Paris,  
Pierre Boulez (direction).

Pour le programme, il n'y a aucun doute : pour le chef pas davantage ; pour le pianiste nous demandons à entendre. Schiff a-t-il le mordant nécessaire ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (à 100 F).  
Tél.: 45-83-88-73, De 50 F à 210 F.

**Vendredi 5**  
Chansons écossaises, irlandaises et galloises

**Beethoven**  
An die ferne Geliebte op. 9  
Trio pour piano, violon et violoncelle n° 1 op. 1  
Nathalie Stutzmann (contralto),  
Eric Hübner (violin),  
Christophe Coin (violoncelle),  
Patrick Cohen (piano).

Est-elle mezzo ? Est-elle contralto ? Nathalie Stutzmann a certes le timbre d'un contralto, mais la tessiture dans laquelle elle chante le plus à son aise semble bien celle d'un mezzo. Elle chante au Théâtre de la Ville. Elle y sera particulièrement bien entourée.

Théâtre de la Ville, 18 h 30.  
Tél.: 45-74-22-77, De 55 F à 65 F.

##### Samedi 6

**Beethoven**  
Symphonie n° 4  
Concerto pour piano et orchestre n° 4

**Tchakovski**  
Symphonie n° 4  
Gérard Oppitz (piano),  
Orchestre national d'Ile-de-France,  
Roussan Raïtchev (direction).

Nous nous réjouissons d'entendre Gérard Oppitz dans le Concerto en sol majeur. Ce pianiste est trop rare.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél.: 45-83-88-73, De 80 F à 180 F.

Le 3 à Montreuil, salle des fêtes. Le 4 à Saint-Ouen, espace 1789. Le 7 à Saint-Maurice, salle Eugène-Delacroix.

**Marie-Antoinette, Albanese**  
Pierrot, Florian-Martin  
Sacchini, Philidor, Gluck,  
Monsigny, Beaumarchais,  
Paisiello, Voltaire  
Airs et mélodies  
Rhonda Bachmann (soprano),  
Arthur Hammond (piano).

Rhonda Bachmann est américaine. Elle aime la France et la pénombre des bibliothèques où elle a découvert quelques compositions de Marie-Antoinette qu'elle chante ce soir au Musée de la Ville de Paris. C'est une récidiviste : il y a près de deux ans elle consacrait tout un cycle de récitals de chant au château de Versailles.

Musée de la Ville de Paris, 17 h 45, 40 F.

##### Lundi 8

**Beethoven**  
Sonata pour piano n° 27

**Schumann**  
Sonata pour piano n° 3  
Abdel Rahman El Bacha (piano).

Remplaçant Martha Argerich au pied levé dans le Premier de Beethoven, El Bacha a un peu de peine, même si son jeu, très à la Robert Casadesu, donne par sa clarté et une sonorité précise, ravissante dans les pianissimos.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél.: 40-28-28-40, 35 F.

**Mozart**  
Symphonies n° 29 KV 201 et 31 KV 297  
Jon Anderson (soprano),  
Ensemble orchestral de Paris,  
Jon Marin (direction).

Le retour de Jon Anderson ne se fait pas dans Bellini ou Donizetti, mais dans Mozart. Ses fans répondront : « Présents ! ».

Salle Pleyel, 20 h 30 (à 100 F).  
Tél.: 45-83-88-73, De 50 F à 170 F.

**Vivaldi, Haendel, Rossini, Bellini, Donizetti, Tosti**  
Airs et mélodies  
Katia Ricciarelli (soprano),  
Vincenzo Scialoja (piano).

Katia Ricciarelli a eu le tort de chanter le rôle d'Aïda à la scène au début des années 80. Elle y a perdu son infatigable voix. Mais son timbre et sa capacité à insuffler une interiorité bouleversante à des pièces sans grand intérêt musical sont restés intacts. Ricciarelli est une grande musicienne.

Salle Gaveau, 20 h 30.  
Tél.: 45-83-88-73, De 170 F à 450 F.

##### Mardi 9

**Haydn**  
Sonate pour piano Hob. XVI-24

**Mozart**  
Fantaisie pour piano KV 475  
Sonata pour piano n° 14 KV 457

**Schumann**  
Davidbühnenstücke pour piano op. 8  
Catherine Collard (piano).

Belle remaniée vers les premières places pour Catherine Collard, que l'on n'a jamais entendue aussi souvent que ces derniers mois. Il y a quinze jours elle jouait la Symphonie sur un chant montagnard français du Cevenol Vincent d'Indy, avec l'Orchestre Philharmonique de Radio-France et Marek Janowski, ce soir elle sera seule face à son piano pour jouer Haydn, Mozart et Schumann. Une belle soirée de musique en perspective.

Auditorium des Halles, 19 heures.  
Tél.: 40-28-28-40, 130 F.

**Brahms**  
Sonata pour piano n° 3

**Beethoven**  
33 Variations sur un thème de Diabelli  
Jean-François Holler (piano).

Sonata en fa mineur de Brahms, Vari-



June Anderson le 8 avril à Pleyel

lions Diabelli de Beethoven : un programme sur mesure pour un pianiste qui a autant de tête que de doigts, de doigts que de cœur.

Salle Gaveau, 20 h 30.  
Tél.: 45-83-88-73, De 110 F à 200 F.

#### Jazz

**Hamster Attack**  
Hummingbird Steel Band

Guitariste atypique comme s'il cherchait les états limites dans le son et dans le groupe, Jean-François Pavot ne se départ jamais d'une conception brillante et enlevée du jeu. Lyrique, plainte, ruptures cocasses, sonorité étrange, rock, free, funk, bizarreries, tout se combine et s'agence selon les lois du hasard et du jeu. Ici, au même programme que Hamster Attack, il mène la danse.

Le 4, Parnis, Salle Jacques-Brel, 20 h 30.  
Tél.: 45-83-88-73, De 70 F à 90 F.

**Eddy Louiss**  
Multicolor Feeling

Pur musicien de jazz, formidable inspirateur de musique, meilleur organiste du monde, Eddy Louiss est un monument. Il joue avec son groupe, le Multicolor Feeling, augmenté d'une fanfare de quatre-vingts participants. Sa fanfare est une énigme. Ce mélange de musiciens affirmés et de néophytes swingue, phrasé et s'envole. Eddy Louiss ou la musique de toutes les couleurs.

Le 6, Sevan, Gymnase Jesso-Owens, 20 h 30. Tél.: 45-83-88-73, De 70 F à 90 F.

**The Modern Jazz Quartet**

Classique, sérieux, tenue de soirée, papillote de cérémonie, son feutré, concert digne, soirée rêvée pour inviter des beaux-parents, son propriétaire ou son proviseur. Le MJQ en majesté. Mais aussi : pulsation, phrasé de Miles Jackson, circulation rythmique, goût harmonique de John Lewis et cette rythmique Connie Kay et Percie Heath — comme un rêve éveillé. Le jazz à fleur de peau.

Le 9, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél.: 47-20-38-37, De 60 F à 220 F.

#### Rock

**Wilko Johnson**

Wilko Johnson a donné une nouvelle vie à la guitare électrique en 1975. À une époque où l'on confondait Fender et Stradivarius, Johnson, avec Dr Feelgood, est arrivé juste à temps pour rappeler que la guitare était avant tout une machine à faire du bruit, à secouer les murs. En souvenir de ce moment glorieux, parce qu'il joue toujours aussi bien, même s'il n'a jamais retrouvé de formation aussi accueillante que Dr Feelgood, on peut aller écouter Wilko Johnson.

Le 4, Clichy, Théâtre Rutebeuf, 21 heures. Tél.: 47-39-28-58, 80 F.

**Mano Negra**

Leur nouvel album doit sortir inces-

#### Tournées

UB 40

Pendant tout le printemps, UB 40 portera à travers la France la bonne parole du reggae, dans sa version lisse, consensuelle. Ce qui ne veut pas dire que les musiciens de Birmingham manquent de talent ou d'inventivité.

Les 6, 7, 8 et 9 avril à Paris, Zénith, 20 h 30. Tél.: 42-08-60-00. Location Fnac, 140 F. Le 10, Rennes, Palais des Sports.

**Dread Zeppelin**

Où l'on repart de reggae, mais pour rire. Dread Zeppelin repose sur une idée bête et simple : interpréter le répertoire de Led Zeppelin sur un rythme de reggae avec, en prime, un chanteur qui se prend pour Elvis Presley. Parce qu'ils jouent bien, parce qu'ils sont vraiment drôles (une fois qu'on a vu le bassiste de Dread Zeppelin sur scène, on ne pourra plus jamais assister à un concert de heavy metal sans rire), Dread Zeppelin mérite largement une soirée.

Le 3 avril, Paris, Elysée-Montmartre, 19 h 30. Tél.: 42-52-25-15. Location Fnac, 90 F. Le 4, Lille, Aéroson, 19 h 30, 80 F.

**Jeans Jones**

Groupe anglais à la mode, Jesus Jones surfe sur plusieurs vagues à la fois : les guitares déhalées de l'école Rida, la danse néo-psychédélique de Manchester. Ce qui le sauve du conformisme : des compositions brillantes et sur scène une énergie généreusement dépensée.

Le 4 avril, Lyon, Transbordeur, 21 heures, 100 F. Le 5, Paris, Espace Ornano, 19 h 30, 80 F. Le 6, Lille, Aéroson, 19 h 30, 80 F.

**Supreme NTM**

Le groupe rap de Saint-Denis a prouvé que les incidents qui ont ensablé certains de leurs concerts ne sont que des détails. Ils ont composé des musiques temps appartenant au passé. Promesse tenue récemment à Montreuil. On peut donc, sans crainte pour son intégrité physique, aller découvrir les rappers du 93, leur insolence, leur violence, leur inexpérience.

Le 5 avril, Lille, Aéroson, 19 h 30, 60 F. Le 6, Montreuil, Salle des Fêtes de Sous-le-Roc.

**Les Wampas**

Rock sale et broillon (ce qui, en d'autres temps, était un péché), les Wampas ont fait partie des groupes français qui peuvent menacer le monopole que le rap prétend étendre sur la musique rebelle.

Le 5 avril, Cherbourg, Tappaz, 20 heures, 80 F. Le 6, Caen, Séquence, 20 heures, 80 F. Le 10, Saint-Denis, Le Chien-cou, 14 heures, 50 F. Le 11, Brest, Gainsbar, 20 heures, 50 F.

**The Las**

Les quatre de Liverpool sont en fin d'époque. Ils jouent leur répertoire actuel avec l'aisance un peu lasse de bons

élèves qui voudraient passer dans la classe supérieure. Moins de colère, plus de brio et quelques chansons nouvelles, voilà les Las au printemps 91.

Le 2 avril, Nancy, Terminal Expert, 20 h 30. Tél.: 18/63-32-77-07. Le 4, Strasbourg, La Salamandre, Tél.: 88-25-79-42.

#### Chanson

**Serge Dangelterre**

Délicieux interprète de Bobby Lapointe, Serge Dangelterre, avec son nom de chevalier au grand cœur, fait son petit bonhomme de chemin.

Le 8, Point-Vierge, 22 h 30. Tél.: 42-78-67-03.

**Nicole Croisille**

Voici donc un beau mariage : Nicole Croisille, qui voulait depuis longtemps se plonger dans l'univers du gospel, en a trouvé une expression francophone avec la Chorale Saint-Joseph de la médina de Dakar menée par Julien Jouga. Religieux très profane, « Croisille Black et Blanche » promet un bel ensemble de voix mélangées.

Le 9, Casino de Paris, 21 heures. Tél.: 45-55-55-55. De 80 F à 170 F.

#### Musiques du monde

**Angélique Ionatos**

L'album, superbe, est sorti il y a quelques semaines (chez Aovidis). Le Théâtre de la Ville accueille le spectacle en création. Sur des textes de la poétesse Sapfo de Mytilène, Angélique Ionatos a composé des musiques angées et citadines au détail près. Elle a demandé à la chanteuse grecque Nena Venetsanou et au metteur en scène de théâtre Joël Jouanneau de bâtir avec elle un spectacle éminemment lyrique et profond.

Le 9, Théâtre de la Ville, 19 h 30. Tél.: 42-74-22-77, De 55 F à 65 F.

**Ray Lema**

Avant sa rentrée parisienne au Bataclan la semaine prochaine, le musicien zairois rode au spectacle où les empreintes de l'Afrique retrouvent dans une tournée antonienne, après dix ans d'absence, se font sentir.

Le 9, Rive-Ouest, Le Plan, 21 heures. Tél.: 69-43-03-03.

La sélection « Musiques » est établie par :  
Alain Lompech  
« Jazz » : Francis Hérémade  
« Rock » : Thomas Soffel  
« Chanson » :  
et « Musique du monde » :  
Véronique Mortagne

**THÉÂTRE 71** 46 55 43 45  
MALAKOFF  
Métro Malakoff / Plateau de Vanves

**LES ÉTRANGES SOUFFRANCES D'UN DIRECTEUR DE THÉÂTRE**  
Avec Patrick Le Mauff, Laurent Vercelette, Philippe Vincentot  
Un spectacle de L'athénée  
Du 13 mars au 7 avril

**ATHÉNÉE LOUIS JOUVET**  
**PHEDRE**  
de MARINA TSVETAeva  
mise en scène SOPHIE LOUCACHEVSKY  
47.42.67.27

du 3 avril au 12 mai 1991  
**THÉÂTRE DU LIÈRE**  
**CONFUSIONS**  
d'Ilias DRISS  
45 86 55 83 mise en scène de Farid PAYA

**Jean-Laurent COCHET**  
**LE TARTUFFE**  
du 4 avril au 5 mai  
MOLIERE THEATRE du GYMNASIE  
LOCATION : 42.46.79.79 - AGENCES - FNAC

**PARLOIR ROMAND**  
Lectures scéniques  
16 œuvres intégrales de Suess  
théâtre international de langue française  
THÉÂTRE de la Ville de Paris  
Centre Georges Pompidou  
Paris, T.I.L.F. 42.40.27.28, lundi 10h

Avril 1991  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
**LE BRÉSIL**  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**théâtre de la bastille**  
A PARTIR DU 3 AVRIL À 21H  
DIMANCHE À 17H - RELACHE LUNDI  
**LE DERNIER DELIRE PERMIS**  
Jean-Frédéric MESSIER  
Groupe Monstrum / Monted  
A PARTIR DU 3 AVRIL À 19H30  
DIMANCHE À 15H30 - RELACHE LUNDI  
CREATION  
**MARTIN LUTHER KING, Jr.**  
**LA FORCE D'AIMER**  
Isaac de BANKOLE  
Alex DESCAS  
Nicole DOGGE  
Hannou GRAIA  
Robert JAURES  
43 57 42 14  
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS



# SELECTION

## DE LA SEMAINE

### DANSE

#### Ballet de l'Opéra de Paris

**Nijinski-Nijinska**  
Nijinski, Les Biches  
L'Après-Midi d'un Faune  
Le Sacre du printemps

Chefs-d'œuvre en cascade, à la fois chorégraphiques, musicaux et picturaux : tous les sens à la fête. Deux reprises dont on ne se lasse jamais, le *Faune* de Vaslav (Debutsky, Ballet) et *Noces* (Stravinsky, Goussakov) de sa petite sœur Bronia. Et deux entrées au répertoire de l'Opéra : *Les Biches* (Poulenc, Marie Laurencin, Nijinska), et le stupéfiant *Sacre du printemps* (Stravinsky, Roerich) de Nijinski, reconstruit par deux archéologues, François Rodière et Kenneth Archer (on a pu le voir il y a quelques mois au Théâtre des Champs-Élysées, interprété par le Joffrey Ballet).

#### Biennale nationale de danse du Val-de-Marne

Après une petite semaine d'accalmie pascale, la Biennale reprend à fond de train avec *Grande Soir* de Michel Kélebens et son complice le compositeur Gilles Grand (1) : une création de Nadine Heru qui plonge au cœur du monde arabe et nous entraîne dans un harem de femmes : *Après-Midi* (2), la dernière pièce, assez controversée, de Jean-François Durieux. C'est à midi que l'obscurité s'achève (3) ; et un programme italien avec Soli, d'Adriano Bonello, et *Notturno*, improvisation conjuguée de Virgilio Sini et du saxophoniste Steve Lacy (4).

(1) Châteaufort, Théâtre Paul-Éluard, le 8 avril à 20 h 45 et le 7 à 18 heures. Tél. : 46-89-79. 55 F et 80 F. (2) Vigny-sur-Seine, Théâtre Jean-Vier, le 4 avril à 18 heures, les 5 et 6 à 20 h 45, le 7 à 17 heures. Tél. : 46-82-83-88. 55 F et 75 F. (3) Maisons-Alfort, Nouvel Espace Culturel Chateaufort, le 5 avril à 20 h 45. Tél. : 46-77-57-56 F. 70 F et 80 F. (4) Châteaufort-sur-Marne, Centre municipal d'animation Jean-Vier, le 4 avril à 20 h 45. 40 F et 60 F.

#### Toulon

**Autoportraits**  
Le succès de l'Autoportrait de 1917, inspiré à Christian Bourgain par le peintre Egon Schiele, a donné au Théâtre national de la Danse et de l'Image de Chateaufort l'idée de demander à d'autres chorégraphes de choisir *Mon portrait* en 1960 du peintre belge James Ensor, Pierre Carrel *Arcane XII* d'après le dessinateur polonais Bruno Schulz et Marc Vincent une toile du peintre toulonnais Serge Pignol. Sans les yeux. Ces quatre solos seront donnés dans le cadre de l'exposition consacrée au peintre de la danse François Desarte.

Musée de Toulon, les 5 et 6 avril à 21 heures. Tél. : 94-24-11-76. 50 F.

### THEATRE

#### Spectacles nouveaux

**Boris**  
de Jacques Mandolot.  
mise en scène  
d'Yves Pignol,  
avec Sylvie Tarniz, Valérie Karsenti.

18H30 MAR. 9, JEU. 11, SAM. 13 AVRIL  
**ANGÉLIQUE IONATOS**  
**NENA VENETSANOU**  
chantant  
**SAPPHO DE MYTILENE**  
65 F LOC. 42 74 22 77 - 2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

du 20 mars  
**THEATRE 14**  
Après « NOUS, THEO ET VINCENT VAN GOGH »  
**PRIX PIAF THEATRE 1991**  
**JACQUES LE FATALISTE**  
**SON MAÎTRE ET LES AUTRES**  
DIDEROT - Réalisation Jean-Marc Aurenou  
Jean-Marc Aurenou, Michel Dervilla, Emmanuelle Rozas, Philippe Bady, Marc Brunet

C'est de Boris Vian qu'il s'agit, du ludion de Saint-Germain et de ses expériences dans le show-biz encore à ses débuts, mais déjà redoutable.  
Théâtre, 80, rue de la Belle-Feuille, 92000 Boulogne. A partir du 9 avril. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 46-03-60-44. Durée : 3 heures. 110 F et 130 F.

#### Célimaire le bien-aimé

d'Émile Labiche,  
mise en scène  
de Serge Lécroix,  
avec Caroline Boucouys, Olivier Calicoud.  
Les femmes aiment Célimaire, qui les aime beaucoup. Les maris le trouvent formidable. Tout irait pour le mieux s'il ne devait se marier. Et ça fait beaucoup de monde, avec plus encore de quiproquos.  
Théâtre Daniel-Sorano, 18, rue Charles-Parthé, 94000 Vincennes. A partir du 3 avril. Du mercredi au vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-08-80-83. 85 F et 80 F.

#### Confusions

d'Henri Druas,  
mise en scène  
de Farid Paya,  
avec Marianne Achour, Fatima Aboub et Philippe Derrmy.  
Des Rambo et Juliette séparés par l'ethnicité et se surprenant par la nuit. Et pourtant, ils parlent.  
Théâtre, 22, rue du Chevaleret, 13<sup>e</sup>. A partir du 3 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-55-55-53. 100 F.

#### Don Quichotte

d'après Cervantes,  
mise en scène  
de Bruno Séban,  
avec Myriam Boulay, Rémy Gravier, François Lussan et Marc Schepia.  
Le duo du Chevalier à la triste figure coiffé d'un plat à barbe et de son fidèle valet gonflé de bon sens, est l'ancêtre des deux amoureux Dom Juan-Ségarette, ou Jacques le Fataliste et son maître. A noter que si les valets répètent tout jour la sagesse pour le maître, le caractère des maîtres, qui symbolisent la folie de leurs temps, change.  
Espace Azur, 14 bis, rue Sainte-Jessie, 18<sup>e</sup>. A partir du 3 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 42-62-95-00. Durée : 1 h 45. 70 F et 80 F.

#### Frégoli

de Patrick Rambaud,  
mise en scène  
de Jérôme Savary,  
avec Bernard Haller, Jacques Alric, Stéphane Bana, Bernard Baillet.  
C'était au temps de la fête électorale, de l'expo dont on revêtait chantant des chansons de pique, et voyageant dans cette nouveauté : le métré. En ce temps-là, où les effets spéciaux étaient artisanaux, vivait un artiste, une sorte de magicien si célèbre que son nom est devenu commun : Frégoli.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16<sup>e</sup>. A partir du 3 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-61-15. De 100 F à 140 F.

#### Histoire d'un idiot

de Félix de Azavedo,  
mise en scène  
de Christian Pizant,  
avec Christian Pizant.  
Chez l'idiot, tout y passe : l'enfance, la politique, la religion, l'art, l'esprit et le sexe bien entendu, et l'argent.  
Théâtre national de l'Odéon (partie saut), 1, place Paul-Claudel, 6<sup>e</sup>. A partir du 3 avril. Du mardi au dimanche à 18 heures, le dimanche à 21 heures et 21 heures. Tél. : 43-25-70-32. 45 F et 85 F.

#### Montaigne

d'après les Essais,  
mise en scène  
de Thierry Robin,  
avec Daniel Kanigsberg, Agnès Raine et Samuel Maïtre.  
Encore un grand homme pillé pour le théâtre. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs. Il y a eu déjà Jeao Jourdheuil - qui a lancé la mode - avec Gérard Desarthe.  
Théâtre des Arts, Place des Arts, 95000 Cergy. A partir du 6 avril. Du mardi au



Redjep Mitrovitsa dans les Bacchantes, à Saint-Denis

samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 30-30-33-33. 70 F et 90 F.

#### Opéras Feuilletons du Brésil

de Babo Costa,  
mise en scène  
d'Amérique Barreto.  
Le Brésil est la patrie du théâtre grotesque, entre farce et music-hall, interprété avec une énergie fantasque par deux acteurs, la plupart du temps travestis. Il y a une quinzaine d'années, on avait ainsi découvert « Des Croquets » - dont il reste « Les Étoiles ». La troupe accueille ici est dans cette mouvance d'extravagance, de cinq minutes kitch, de bonheur en musique.  
Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, 6<sup>e</sup>. A partir du 3 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 70 F et 100 F.

#### Roméo et Juliette

de William Shakespeare,  
mise en scène  
de Jacques Deschamps,  
avec Frédérique Antaine, Bob, Boss, Catherine Collette, Eric Laurière.  
C'est la pièce de Shakespeare, mais jouée « moderne », « sur les chapeaux de roue » paraît-il. Il paraît que Shakespeare serait trop verbeux, c'est ce que le metteur en scène a choisi, qui se dit à la tête en alibi culturel aujourd'hui déprogrammée.  
Amandiers de Paris, 110, rue des Amandiers, 20<sup>e</sup>. A partir du 3 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-55-42-17. Durée : 3 heures. De 40 F à 80 F.

#### La Vierge

de Victor Hahn,  
mise en scène  
de Viviane Mathignon,  
avec Catherine Déodat et Jacques Vincent.  
Pour être femme-psychiatre, on n'est pas moins un sexe faible. Que va-t-il se passer lorsque, seule dans son bureau, elle reçoit la visite d'un homme qui s'était pas attendu.  
Marie-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2<sup>e</sup>. A partir du 9 avril. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 45-08-17-80. Durée : 1 h 30. De 75 F à 100 F.

### Paris

#### Les Bacchantes

d'Euripide,  
mise en scène  
de Philippe Adrien,  
avec Claude Degliame, Maurice Deschamps, Mollie Gabelus, Clément Harari, Jean-Martin, Redjep Mitrovitsa, Jacques Verrier, Sylvie Chenus, Corinne Fimes et Olga Joroussa.  
Dionysos défend la vie contre l'ordre. Défend sa vie, mise en danger par la défection des fidèles. Dionysos est un dieu dangereux.  
Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 92000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

#### Les Choéphores

d'Eschyle.

à l'Orangerie  
du Château de Sceaux  
**L'ECHANGE**  
création en France  
de Paul Claudel  
Mise en scène : Philippe Sireuil  
Théâtre Varia (Bruxelles)  
Du 20 mars au 14 avril  
92  
Location : Les Gémeaux  
(1) 46-61-36-67

mise en scène  
d'Adriane Mouchet,  
avec Simon Abkarian, Silvia Batta, Duc-duc, Simon Abkarian, Silvia Batta, Carlo Bellugi, Georges Bigot, Juliana Carle, Neim Da Cunha, Christian Ouyot, Maurice Darrozet, Pascal Duriez, Brontis Jodorowsky et Eric Lecomte.

Il faut tout d'abord aller voir *Iphigénie*, et après, les deux premières parties de l'*Orestie*. Les acteurs y sont toujours aussi fascinants dans leurs costumes orientaux. Ils ont le geste déhousillant, rythmé par la musique envoiissante de Jean-Jacques Lemière. Un spectacle d'une splendeur sauvage.  
Carrousel Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12<sup>e</sup>. Le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

#### Cinq pas dans la tendresse

de Xavier Jallard,  
mise en scène  
de Vicky Messia,  
avec Hélène Rodier, Françoise Cadot et Xavier Jallard.  
La mère et la fille ou le fils, la femme et son mari, les amants éphémères, la mort et le comédien, cinq instantanés de vie de couple. Un instant de théâtre très tranquille, très doux.  
Décharges (MDJ), 3, rue des Décharges, 1<sup>er</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-55-11-07. Durée : 1 h 35. 80 F et 120 F.

#### Cinzano

de Ludmila Petrouchevitch,  
mise en scène  
de Roman Kosak,  
avec Grigori Menoukov, Sergueï Semov et Igor Solovtsov.

Soir de suite, au vermouth, entre trois compères, pas si compères que cela. Dans un appartement vide - une cave ? - Ils vomissent leurs amertumes, se vautrent dans leur violence jusqu'à l'épuisement. Entre rires nerveux, et sourires désespérés, les trois comédiens du théâtre d'art Tchekov de Moscou sont apaisés, impressionnés.

Atalente, 10, place Charles-Dufin (impasse à gauche), 18<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-06-11-90. 80 F et 90 F.  
Dernière représentation le 6 avril.

#### La Duchesse de Malfi

de John Webster,  
mise en scène  
de Matthias Langhoff,  
avec Gilles Perrier, Charlie Nelson, François Chitot, Laurence Calame.

Le plus anarchiste, le plus cynique, le plus insistant, le plus metteurs en scène monte un eutrie, qui, comme Shakespeare, fait jaillir de l'arceue une vision très fataliste de la condition humaine. Ce théâtre-là secoue. C'est rare et c'est bon.

#### L'Echange

de Paul Claudel,  
mise en scène  
de Philippe Sireuil,  
avec Sylvie Dabrun, Janine Godinas, Gil Lagay et Laurent Manzoni.

Philippe Sireuil revisite complètement et parfaitement Claudel en installant cette « tragédie de chambre » dans l'univers d'Edward Hopper et de Tennessee Williams.  
Orangerie, allée d'Honneur du Château de Sceaux, 92000 Sceaux. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-61-36-67. Durée : 1 h 55. De 60 F à 110 F.

#### Les Fruits d'or

de Nathalie Sarraute,  
mise en scène  
d'Elizabeth Chailoux,  
avec Marie-Françoise Gantzer, Adel Akim, Daniel Berlioux, Brigitte Catillon, Jean-Gabriel Nordmann, Christine Brucher et Pierre-Alain Chapuis.

Variations autour d'un « chef d'œuvre » littéraire dans le milieu pseudo-intellectuel parisien. Derrière la satire, Nathalie Sarraute esquisse le vide de ces gens dans la seule raison d'exister est de savoir exprimer une opinion, quelle qu'elle soit.  
Paris-Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-88. De 60 F à 120 F.

#### Holey Money

de Jango Edwards,  
avec Jango Edwards, Davy Markel (sylvains et chi).

Jango Edwards a longtemps trépidé son physique impossible et sa virulence comique dans toute l'Europe, sans trouver d'écho en France. Le succès est venu brusquement il y a trois ou quatre ans. Il n'y a pas de quoi se plaindre.  
La Cigale, 120, bd de Rochechouart, 18<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-36-43-43. 120 F et 150 F.

#### Les Mémoires d'un fou

de Gustave Flaubert,  
mise en scène  
de Philippe Nèfi,  
avec Jean-Dominique Barbin.

Année Mozart, plus Rimbaud et c'est Flaubert qui est à l'honneur. Ici servi par un comédien remarquable qui raconte les premières amours d'un génie précoce.  
Théâtre Hébertot (Petit Théâtre), 76 bis, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup>. Du lundi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 44-70-90-04. Durée : 1 h 45. 80 F.

#### Le Misanthrope

de Molière,  
mise en scène  
de Dominique Pissat,  
avec Laurent Sandoz, Thierry Bosc, Gilles Fisseau.

C'est l'exception qui confirme la règle : ce *Misanthrope*, qui a commencé sa carrière il y a deux ans est réellement novateur, drôle, subversif, intelligent.  
Espace des arts, 144, av. Jean-Jaurès, 93000 Pantin-sous-bois. Le samedi à 20 h 30. Tél. : 48-48-10-30. 40 F et 60 F.

#### No Animo mas anima (cirque Plume)

de Bernard Kudlak,  
mise en scène de l'auteur,  
avec Hervé Canaud, Cyrille Casmeze, Christine Dorion, Michèle Faivre, Ramon Fernandez, Vincent Fillard, Jean-Marie Jaquet, Bernard Kudlak, Pierre Kudlak et Jacques Marques.

le Cirque Plume s'est officialisé, professionnalisé, sans pour autant rien perdre de sa poésie, de son charme. Les numéros sont bons, l'environnement magnifique, et l'humour raffiné.  
Parc de La Villette (sous chapiteau), 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-09-18-18. De 80 F à 180 F.

#### Phédre

de Marina Tsveteva,  
mise en scène  
de Sophie Louchevsky,  
avec Dominique Raymond, Michèle Glezzer, Yann Collette, Eric Doye, Philippe Faure et Anna Benoit.

Inspiré de Sénèque, la Phédre de

Marina Tsveteva traite de la grande peur du sexe, de l'absence des hommes dans la vie des femmes. Sophie Louchevsky installe le hiérisme d'un théâtre cérémoniel, fait intervenir la déraison.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 3<sup>e</sup>. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. De 85 F à 130 F.

#### Les Sept Portes

de Rodin Strauss,  
mise en scène  
de Daniel Benin,  
avec Jean-Claude Dreyfus.

Daniel Benin a pris le parti de « désordonner » ces bagatelles de Rodin Strauss. Cela ne fait qu'accroître l'absurdité et le grotesque dans lesquels les personnages de la vie quotidienne sont enjoints. Les acteurs, toujours plus vifs que la mise en scène, sont excellents.  
Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20<sup>e</sup>. Le mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 16 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 50. 80 F et 130 F.

#### Tita-Lou

de Catherine Anne,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec Fabienne Luchetti et Anne Marengo.

Variation autour du manque, ce quelque chose qui manquera toujours et détermine gestes, paroles et rires, ceux de Catherine Anne.  
Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 30 F à 120 F.

### Régions

#### Marseille

**La Paix**  
d'Antiphane,  
mise en scène  
de Marcel Maréchal,  
avec Jean-Paul Bordes, Christian Branc, Jean-Claude Clavier, Pierre Constant, del, François Clavier, Pierre Constant, Michel Demestre, Coco Felgocelles.

Cette Paix a un mouvement, un rythme de comédie musicale sans chanson, ce qui crée une distance, un déséquilibre, un effet de fantastique propre qui rendent possibles et fortes toutes les grossièretés, les invraisemblances, les brutalités de la pièce assumées avec brio par une troupe nombreuse.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures, le jeudi à 14 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

**ATHENES LOUIS JOUVET**  
LES APPARENCES SONT TROMPEUSES  
de THOMAS BERNHARD  
mise en scène DOMINIQUE FERET  
avec PIERRE DEBAUCHE et PHILIPPE MORIER-GENOUD  
47.42.67.27

**TGP**  
28 MARS AU 27 AVRIL  
**Les Bacchantes**  
EURIPIDE  
mise en scène PHILIPPE ADRIEN  
27 MARS AU 20 AVRIL  
**La passion selon G.H.**  
de CLARICE LISPECTOR  
mise en scène ALAIN NEDDAM  
avec NELLY BORGEAUD  
42 43 17 17

Maison des Cultures du Monde  
DU 4 AU 28 AVRIL  
deux opéras-feuilletons du **BRESIL**  
**LE DRAME DES CAMELIAS**  
et **LA FOLLE DU JARDIN**  
un théâtre fou, fou, fou... satire, libertinage, exubérance.  
45.44.72.30

سكن في الامم











هكذا في الراحل

## CINÉMA

LA LONGUE MARCHÉ DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE TECHNIQUE DU CINÉMA

# Limiers pour salles de qualité

Qui dira les souffrances du cinéophile contraint de savourer les images les plus sophistiquées dans des salles inconfortables, sur des écrans neigeux, ou même ramenées aux dimensions de la télévision ? Ces affres, nul ne les connaît mieux que Michel Fano, compositeur qui a beaucoup travaillé pour le cinéma, nouveau patron d'une commission qui veille à la qualité de l'image et du son dans tous les circuits de diffusion. Une poignée de limiers au service des spectateurs.

**L**A CST souffre d'être mal connue, comme la musique contemporaine souffrait d'être mal jouée. La référence à Schoenberg n'a rien d'étonnant dans la bouche du nouveau président de la Commission supérieure technique du cinéma. Michel Fano est compositeur, auteur de partitions sonores pour le cinéma (*la Griffe* et *la Dent*, le *Jeu avec le feu*), président de la commission symphonique de la SACEM, directeur du département son de la FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son). C'est un homme préoccupé par l'esthétique du son et de ses rapports avec l'image qui vient d'être à sa tête le comité directeur de la commission.

Paradoxe, cet organisme ignoré du public a, entre autres tâches, la charge de notre confort dans les salles de cinéma. Sa base de tutelle, le CNC (Centre national de la cinématographie), est bien plus connu. Créé à la Libération par Jean Painlevé, le CNC a alors pour principal objectif de remettre en état une industrie cinématographique élimée par l'Occupation. Le CNC approuve dans la foulée la création d'un organisme de consultation technique, la CST précisément, placée sous son égide. L'objet de l'association (régie par la loi de 1901) est clair : « Les études, recherches, essais et réglementations intéressant la technique cinématographique dont l'examen lui sera demandé soit par ses membres, soit par tout organisme officiel ».

En 1945, la pellicule est de mauvaise qualité, rare, et donc contingente. La plupart des studios de production sont délabrés, certains détruits tout simplement par les bombardements. Les matériaux entrant dans la composition des décors sont introuvables. Quant aux équipements, l'ensemble forme un parc trop hétéroclite pour permettre la moindre exploitation rationnelle. L'urgence est donc de normaliser les équipements de production et d'exploitation comme de mettre en place des standards en matière de duplication, tirage de copies, pellicules, etc.

Ingénieur du son et producteur de films (notamment ceux de Jacques Tati), le premier président de l'époque, Fred Orin, souhaite avant tout assurer le redémarrage aussi rapide que possible du cinéma français. « A ses débuts, la CST ressemblait à un club, ou même à une guilde. Rien à voir avec une chambre syndicale, précise Michel Fano. Les professionnels travaillaient en circuit fermé. L'empirisme était la règle. Tout était à construire ».



On montre souvent des salles de cinéma fermées. Mais il arrive encore que l'on construise des cinémas, comme ici, à Saint-Denis, et que l'on se soucie de la qualité de l'accueil du public. Qualité que vérifie la commission supérieure technique du cinéma.

Malgré les restrictions, le public redécouvre rapidement le chemin des salles obscures. Les salles sont pleines, les auteurs et les acteurs sont populaires. La télévision est encore balbutiante, nul ne soupçonne ses ravages futurs en matière de fréquentation des salles. Prenant de l'assurance, reconnue par la profession comme par les pouvoirs publics, la CST devient, selon Michel Fano, « une sorte de Pavillon de Breteuil, chargée des poids et mesures étalons de l'industrie cinématographique ».

Les contacts avec les industriels concernés sont alors prioritaires. Les fabricants d'équipement, du projecteur au fauteuil, suivent le mouvement et investissent dans la recherche et le développement. D'opé par ce marché potentiel, l'industrie chimique s'intéresse aux nouveaux supports et aux procédés de développement de l'image argentique. De son côté, l'industrie électronique met au point des composants plus adaptés aux nouveaux critères de qualité en matière d'amplification du son et des défileurs performants.

### DES MÉTHODES DE TRAVAIL AUX NORMES SOPHISTIQUES

Les années 50 sont l'occasion de la découverte (redécouverte pour certains) en France du cinéma américain. Outre l'intérêt propre qu'ils portent à ces films, les professionnels hexagonaux constatent que les moyens dont disposent les cinéastes américains sont sans commune mesure avec les leurs. Le Technicolor, le Cinémascope, le son multipiste, imposent des méthodes de travail et des équipements aux normes américaines pour lesquelles la CST se doit de se montrer vigilante, tout en évitant de tomber dans le protectionnisme. Un exercice périlleux...

Le mode de fonctionnement administratif de la CST n'a pas sensiblement évolué depuis sa création. Son autorité de tutelle reste le CNC. Le budget est

cette année de 6 millions de francs. S'y ajoutent environ 2 millions de recettes propres, générées par des prestations techniques complémentaires (tests, bancs d'essais d'appareils audiovisuels grand public pour des organismes de consommation, ventes de copies étalons servant aux réglages des projecteurs son et image, expertises de copies films, etc.).

La CST est donc alimentée en majeure partie par le compte de soutien collecté par le CNC. Ce compte de soutien a pour origine une taxe prélevée sur le chiffre d'affaires des chaînes de télévision ainsi qu'une taxe de 10% prélevée sur le ticket d'entrée, et donc payée par les spectateurs.

Cette situation est régulièrement dénoncée par certains professionnels du cinéma, qui estiment que le fruit de leur travail n'a pas à être géré par les pouvoirs publics. Rappelons en effet que le directeur général du CNC est nommé en conseil des ministres. Les responsables du CNC opposent à cette critique le rôle régulateur de l'Etat, d'autant plus nécessaire à leurs yeux que les intérêts en terme d'investissements financiers de l'ensemble de la profession sont contradictoires.

Le confort du spectateur passe tout d'abord par l'amélioration des conditions de diffusion en salle, depuis la taille de l'écran jusqu'à la conformité de l'ampoule du projecteur. Un travail confié à une sous-commission technique spécifique « théâtre cinématographique ». Une demi-douzaine d'ingénieurs et de techniciens spécialisés sillonnent donc chaque année la France des cinémas, depuis la salle de quartier jusqu'au complexe multisalles avec écran géant et son Dolby.

Leur mission : prodiguer des conseils techniques auprès des exploitants, vérifier les conditions de projection. « Nous ne sommes pas des policiers, tient à souligner Michel Fano. Notre rôle se borne à contrôler les moyens de diffusion dans leur ensemble, depuis le projecteur jusqu'aux enceintes, non à inspecter une cabine ou une salle ni, a fortiori, obtenir la fermeture de telle ou telle salle incapable de garantir une qualité de diffusion correcte. Certaines personnes nous prêtent des pouvoirs que nous n'avons pas. Nous nous contentons de donner des conseils ».

Il est vrai que la qualité technique des salles de cinéma laisse parfois à désirer. L'opération « Raisons de la colère », menée par le magazine *Télérama*, avait montré, il y a quelques années, que le spectateur peut être confronté à de mauvaises surprises : image floue, son sourd, acoustique de la salle réverbérante rendant les dialogues inintelligibles, fauteuils délabrés, places aveugles, etc. « Il nous a fallu à l'époque dédramatiser le débat, souligne Michel Fano, et rappeler que la totalité des visites techniques sur le terrain sont faites avec le plein accord de l'exploitant. Ce dernier prend d'ailleurs l'initiative de nous appeler, la plupart du temps. Nous l'aidons alors à prendre les mesures techniques qui s'imposent ».

Le courrier reçu au siège de la CST, rue Galilée, est abondant, preuve que bien des conseils restent à prodiguer. « Nous le lisons systématiquement, et répondons nu mieux. Notre compétence s'arrête cependant à

des problèmes strictement techniques, en rapport direct avec l'exploitation audiovisuelle de la salle. Les problèmes de billetterie ou de sécurité ne sont pas de notre ressort ».

Le fait d'accroître sciemment la vitesse de projection du film afin de gagner du temps et de « casser » une séance supplémentaire en fin de soirée n'est pas une légende, même si la ficelle commence à s'user. Pris en flagrant délit d'accélération au cours de la projection du film de Claude Sautet *Vincent, François, Paul et les autres*, un cinéma parisien a été contraint dans les années 70 à fermer quelques heures. Il est vrai qu'Yves Montand était lui-même dans la salle ce jour-là. L'acteur avait eu la surprise de s'entendre parler avec une voix de fausset. Ce qui l'avait passablement irrité !

Les prescriptions de cette sous-commission touchent à des domaines très variés : les précautions à prendre pour que l'intégralité du cadre du film 35 mm soit effectivement projetée sur l'écran, en évitant les « bavures » sur les bords, le calcul du pourcentage de la pente à adopter en fonction des dimensions de la salle, du nombre de sièges et de l'angle de vision. Habitué à la haute-fidélité numérique et à la télévision en pantoufles, le public est devenu plus exigeant. Le prix des places y est sans doute pour beaucoup. Le distributeur du film et le directeur de la salle se rendent compte qu'inciter le spectateur à sortir de chez lui nécessite une prestation sans reproche. La qualité du service rendu paie.

L'intervention préventive, dès la conception sur le plan de la salle, a le mérite de désamorcer les éventuelles sources de litige. A ce stade, le poids de la CST est évident. Comme l'explique son directeur technique Michel Baptiste, « nous prodiguons des conseils techniques que le maître d'ouvrage de la salle doit prendre en considération. Plusieurs réunions sont organisées au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Une fois la salle terminée, nous organisons une visite technique finale au cours de laquelle nous effectuons des mesures et vérifions les principaux critères techniques en matière d'équipement et d'installation générale ».

Si l'architecte, l'acousticien, l'installateur, ont respecté le cahier des charges. La CST émet un avis favorable auprès du CNC. L'exploitant peut alors ouvrir sa salle au public. Mais si les recommandations n'ont pas été suivies, le CNC décide de surseoir à l'autorisation d'exploitation définitive et n'accorde qu'une exploitation temporaire sur quelques mois, en attendant une deuxième visite technique. La billetterie est limitée. Ce dernier cas concerne 5 à 10 % des nouvelles salles.

### CONVAINCRE LES EXPLOITANTS DE CORRIGER LEURS ERREURS

Malgré ces précautions, rien n'empêche l'exploitant un tant soit peu retors de réaliser des transformations après l'obtention du feu vert de la CST. Comme par exemple rajouter une rangée de fauteuils supplémentaires, au ras de l'écran, ou ajouter des matériaux qui changeront éventuellement l'acoustique initialement recommandée. La CST ne peut alors que constater et essayer de convaincre l'exploitant de corriger ses erreurs... Aucune sanction ne peut s'appliquer après coup.

La sous-commission « théâtre cinématographique » s'intéresse directement la public cinéophile. Les autres sous-commissions, une dizaine, concernent plus spécialement les professionnels du cinéma : décorateurs, monteurs, spécialistes des effets spéciaux et de la duplication, opérateurs image, ingénieurs du son, etc.

Les relations entre la CST et la télévision sont également à l'ordre du jour. Le groupe de réflexion présidé par Michel Mitran souhaite améliorer la qualité technique et le confort visuel de la diffusion des œuvres cinématographiques sur petit écran. Vaste tâche ! Le transfert vidéo et l'éclatage des couleurs, opérations menées au moment du report de la pellicule sur bande magnétique, altèrent souvent la qualité initiale de l'image. Sans compter la disparition d'une partie du cadre original, incompatible avec le format TV.

Pour Michel Baptiste, « le nouveau format d'écran haute définition devrait permettre de respecter l'essentiel de l'image originale. Si un recadrage est néanmoins nécessaire, nous recommandons que l'opération soit effectuée en présence du réalisateur, de son représentant ou du directeur de la photo. L'objectif est d'éviter tout risque de mutilation de l'œuvre telle qu'elle a été conçue par son auteur ».

Autre innovation, la réalisation systématique d'une copie du film sur une bande « master » au format numérique. Un accord est pratiquement conclu avec les différentes chaînes. Les « copies-antenne », destinées à la diffusion télévisée, seront donc réalisées dans un laboratoire spécialisé, à partir d'une copie vidéo numérique de très haute qualité. Comme le dit Michel Baptiste, « malgré toutes ces précautions, la qualité finale de la diffusion ne peut dépasser celle du mailon le plus faible ». La CST a encore beaucoup de pain sur la planche !

DENIS FORTIER

\* Commission supérieure technique du cinéma, 11, rue Galilée, 75116. Tél : 47-20-55-69.

## Les salles s'éclairent au numérique

Véritable serpent de mer de l'innovation technologique depuis une bonne dizaine d'années, la diffusion sonore numérique au cinéma est en passe de devenir une réalité. La société française LC Concept a créé l'événement lors du congrès de l'AES (Audio Engineering Society) à Paris, en février dernier. Pascal Chédaville et son équipe ont investi l'une des salles du complexe UGC du Palais des congrès afin de permettre aux professionnels du cinéma de tester leur procédé de son numérique.

Pari réussi, à en juger par l'enthousiasme et la qualité de la démonstration. La dynamique, équivalente à celle du disque compact, est impressionnante. Aucun souffle ni bruit parasite typique de la reproduction de la bande-son.

Comme le précise Pascal Chédaville, co-inventeur du système, « ce procédé a l'énorme avantage d'être « transparent » pour un exploitant. Il est parfaitement compatible avec les équipements actuels et ne nécessite qu'un investissement complémentaire limité ».

La bande-son est non pas « couchée » en bordure de film, mais stockée sous forme numérique sur une cartouche magnéto-optique. Un stockage particulièrement complexe qui a nécessité le développement d'algorithmes (méthodes de calcul) spécifiques d'une compression du signal. Il s'agit, en effet, de réduire le nombre d'informations audio numériques, tout en respectant l'intégrité de la définition du signal sonore original. Ce

travail, essentiel, a été mené en collaboration avec Digigram, jeune société grenobloise d'ingénierie spécialisée dans le son et les logiciels musicaux, et dont les produits sont particulièrement astucieux et ergonomiques.

L'avis technique favorable émis par la CST est à l'évidence un élément important, et permet d'ouvrir quelques bonnes portes auprès des professionnels. La démarche de LC Concept est d'autant plus courageuse qu'elle s'inscrit dans un contexte économique redoutable. Les Américains sont en effet en situation de quasi-monopole dans ce domaine. Les concurrents directs du procédé français ont pour nom Kodak et Dolby, respectivement principal fabricant mondial de pellicule cinématographique et leader des systèmes de reproduction sonore de cinéma...

Le procédé Kodak nécessite de recourir à des copies spéciales, que les distributeurs auront bien du mal à facturer auprès des exploitants, même si la qualité du son sur six pistes est sans reproche. Le système numérique Dolby n'est pas encore connu officiellement. Il apparaît toutefois que les recherches menées visent à la mise au point d'ici à la fin de 1992 d'un procédé à lecture optique où le son numérique serait stocké directement sur le film entre les perforations.

Autant dire que le défi tant technologique que commercial sera plein de suspense. Prochain rendez-vous : le Festival de Cannes, où le système LC Concept sera présenté en « grandeur nature ».

D.F.



# ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

33 Les habits neufs de la Cinq.  
34 Paris/le-de-France.

38 Marchés financiers.  
39 Bourse de Paris.

## BILLET

### Une cote qui se vide

Et de trois. D'une seule bouchée, Alcatel-Alsthom, (ex-CGE), l'un des premiers groupes industriels français, devrait annoncer, mercredi 3 avril, l'absorption de trois de ses filiales, la Générale occidentale (communication), Locatel (location de matériels électroniques) et la Saft (fabricant de batteries d'accumulateurs). L'intégration de la GO notamment, avec l'Express, la CEP-communication, et une jolie petite trésorerie de plus de 3 milliards de francs, est une ambition ancienne de son président, M. Pierre Suerd. Au-delà, cette opération est aussi symptomatique d'une évolution plus générale de l'organisation du capitalisme français. Depuis plusieurs mois maintenant, les grands groupes resserrent les rangs. Leurs objectifs sont plus financiers qu'industriels (le Monde du 15 février 1991).

Si, depuis la fin de la bataille entre la Mixte et Paribas, en janvier 1990, il n'y a pratiquement plus d'OPA sur la place de Paris, en revanche, les offres publiques d'échanges (OPE) et les opérations de fusion entre maison-mère et filiales se sont multipliées. Dans tous les secteurs. Axa a absorbé le Midi et toutes ses filiales. La Compagnie bancaire a récupéré l'UCB (Union du crédit pour le bâtiment). Paribas intègre en son sein Polet et les Ciments français. La Banque Arjel fusionne avec la Compagnie de Præbours. S'agissant des structures, expliquent les dirigeants des entreprises absorbantes, c'est vrai, mais il y a aussi d'autres objectifs.

Compte tenu de l'état morose des marchés financiers, l'organisation des groupes en cascade n'apparaît plus comme un avantage. Les filiales et holdings ne sont plus des instruments efficaces pour trouver des fonds, à la banque ou à la Bourse. En gonflant la capitalisation des groupes concernés, les restructurations en cours sont aussi une arme de protection des sociétés françaises face aux appétits d'éventuels « radeurs ». L'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> juillet prochain, de la nouvelle réglementation sur l'autocontrôle pousse aussi à certains de ces regroupements.

Même si elles existent parfois dans le cas des simplifications de structures en cours, chez Usinor par exemple (le Monde du 20 mars), les ambitions industrielles ne sont pas les principales motivations de ces fusions.

Ces mouvements ont une conséquence néfaste sur le marché financier français. A chaque fois qu'une société-mère absorbe l'une de ses filiales cotées, c'est une valeur qui disparaît de la Bourse. La cote se vide. Le choix proposé aux investisseurs se réduit. Une situation en contradiction avec l'inquiétude actuelle du CNPF à propos des fonds propres des entreprises et avec la volonté du ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, de voir les Français acheter davantage d'actions.

ÉRIK IZRAELEWICZ

## Réclamant une politique industrielle « globale » M. Fauroux réaffirme « l'engagement » de l'Etat en faveur des industries électroniques

Le gouvernement réaffirme son « engagement » à soutenir les industries électroniques françaises. Dans une communication au conseil des ministres, mercredi 3 avril, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, devait souligner « la nécessité » de la définition, à l'échelle de l'Europe, d'une « politique industrielle globale » dans ces secteurs stratégiques. En France, au moment où les entreprises nationales de l'électronique font face à de lourdes difficultés, le gouvernement dégage une dotation de 1,8 milliard de francs pour Bull et de 2 milliards pour Thomson et de 2,88 milliards en aide à la recherche.

Bull a annoncé la semaine passée une perte record de 6,8 milliards de francs pour 1990. Thomson devrait lui-même être « en rouge ». Les deux groupes nationalisés vont supprimer plus de 12 000 emplois. La balance commerciale française de l'ensemble de l'industrie électronique était positive en 1981. Devenue négative en 1982, elle n'a cessé de détériorer ensuite pour atteindre un déficit de 18 milliards de francs en 1989.

Les chiffres traduisent le mal. La « filière électronique » française, qui était considérée en 1981 comme « la priorité absolue de la politique industrielle » du gouvernement de gauche, s'effondre. Si les télécommunications ou les services informatiques sont solides, les efforts consacrés aux semi-conducteurs, aux ordinateurs et aux téléviseurs n'ont pas suffi. M. Mitterrand s'en est ému à plusieurs reprises et il demandait au gouvernement une politique plus

volontariste. C'est le chef de l'Etat lui-même qui vient en particulier de trancher pour un soutien sans état d'âme de l'Etat à Bull.

La maladie n'est pas nationale. Elle est européenne. Courbes par l'affrontement entre les géants américains et japonais, les entreprises de l'Europe souffrent d'un déficit énorme de 35 milliards de dollars (175 milliards de francs) dans l'ensemble électronique en 1989. A poursuivre la tendance, ce trou atteindra 50 milliards d'ici 1995. D'après le cabinet d'études EIC (1), si Bull et Thomson reculent, Philips subit lui aussi une perte de 12,5 milliards de francs et le groupe néerlandais doit supprimer 40 000 emplois dans le monde. L'italien Olivetti n'échappe pas à la faux : 7 000 emplois de moins. Même le robuste allemand Siemens avoue qu'il perd de l'argent dans l'informatique et que le redressement « n'est pas pour demain ».

La taille insuffisante du marché intérieur

La France, l'Europe. Le mal est double. Le remède doit l'être aussi, selon M. Fauroux. Le ministre estime que l'industrie européenne est affligée de deux handicaps : sa taille et la non-maîtrise de son marché intérieur. La taille insuffisante provient d'une « dispersion » par pays et par métier. Bull et Olivetti ne sont que des informaticiens, Thomson et Philips n'ont plus de secteur informatique ni de télécommunications. Hors mis Siemens, les groupes ne sont pas « intégrés », comme les japonais, des composants semi-conducteurs aux produits finis, position qui leur permet de financer un secteur par un autre ou de casser les prix ici pour se récupérer là.

Les Européens n'ont pas non plus une maîtrise suffisante de leur marché intérieur. Les japonais contrôlent 76 % de leur marché

informatique, les Américains 70 % et les Européens seulement 37 %. Or l'amortissement chez soi des coûts de recherche-développement permet de conquérir des parts de marché à l'exportation en situation confortable. A ce double handicap s'ajoute une évolution monétaire défavorable, puisque l'euro a été réévalué en 1990 par rapport au dollar de 13 % en moyenne et par rapport au yen de 17 %.

M. Fauroux en appelle donc à « une véritable politique industrielle européenne ». Elle doit comporter deux volets. Primo, la définition d'une politique commerciale qui ne transige pas le Grand marché « en terre ouverte à tous les vents ». Cela passe par une vision « à long terme » qui joue sur les droits de douanes (déjà pour aider les industries nationales) et sur les marchés publics, normes ou le renforcement de l'effort de recherche et des coopérations entre groupes. Ce doit être le cas en particulier dans les composants électroniques. Siemens et Thomson-SGS n'ont aucun rôle à la « taille critique » mondiale. Quant à l'effort de recherche, le programme cadre européen est jugé insuffisant et trop faible en informatique : il doit être complété dans ce secteur, au même titre qu'il existait JESSI dans les composants et Eurka 95 en matière de télévision haute définition.

Le « devoir » d'actionnaire

L'idée gouvernementale est que la France peut renouer à certaines de ses prérogatives de politique industrielle, au motif de la construction communautaire, mais il faut que Bruxelles prenne le relais. Paris appuiera ainsi les volontés nouvelles exprimées à ce sujet la semaine passée par la Commission (le Monde du 27 mars).

En attendant, Paris fera « son

devoir » d'actionnaire vis à vis des groupes publics de ce secteur. M. Roger Fauroux a rappelé la politique concernant les trois secteurs confrontés aux principales difficultés : l'électronique grand public, les composants et l'informatique. Dans la télévision, le pari de la TVHD « peut être gagné » avec le programme D2 Mac. Thomson recevra 1,8 milliard de dotations en capital cette année, argent qui vient en complément des aides à la recherche déjà annoncées de 3 milliards sur cinq ans. On avait parlé de 2 milliards de dotations pour Thomson mais il semblerait que les 200 millions manquants doivent être trouvés par un accroissement de la part qu'a le Crédit lyonnais dans le capital du groupe.

Dans les composants, le ministre de l'Industrie rappelle qu'il verse 700 millions de francs par an d'aide à la recherche. Enfin dans l'informatique, il confirme que Bull obtiendra une dotation de 2 milliards de francs en 1991 et une autre du même montant en 1992. Dans le cadre de douanes pluri-annuel, Bull bénéficiera en outre d'une aide à la recherche de 14 milliards au total d'unification de sa gamme de logiciels de base. Le premier ministre, M. Michel Rocard, a décidé que France Télécom, malgré ses réticences affichées, apportera son écot aux dotations au capital des deux groupes. Il en coûtera donc 645 millions au nouvel établissement public.

M. Fauroux devait enfin annoncer que la quatrième Ecole des mines, qui sera située à Nantes, sera spécialisée dans l'informatique. Elle formera 200 à 250 ingénieurs de haut niveau par an.

ERIC LE BOUCHER

Lors de la première assemblée générale à Londres du 15 au 17 avril

### L'Albanie sera observateur à la BERD

L'Albanie, dernier pays d'Europe de l'Est à entamer sa libéralisation, s'est vu proposer un statut d'observateur lors de la première assemblée générale de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

C'est le président désigné de la nouvelle institution, M. Jacques Attali, qui en a fait la proposition aux dirigeants de Tirana. Ce statut pourrait constituer une première étape vers une adhésion totale à la banque européenne.

Trente-neuf pays membres

Les cérémonies d'inauguration de la BERD, qui auront lieu à Londres du 15 au 17 avril, réuniront de nombreux chefs d'Etat, dont ceux de la Communauté européenne, ainsi que les ministres des finances des trente-neuf pays membres de l'organisation. M. François Mitterrand prononcera le discours inaugural et les cérémonies se poursuivront par une série de tables rondes, puis par la réunion du conseil des gouverneurs de la nouvelle organisation.

M. Attali souhaite faire de l'assemblée générale de la BERD une réunion annuelle semblable à celles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui rassemblent chaque année de nombreuses personnalités du monde de l'économie et de la finance internationale.

Au printemps 1992, l'assemblée générale devrait avoir lieu à Budapest, l'une des villes qui s'était proposée pour accueillir le siège de l'organisation.

F. L.

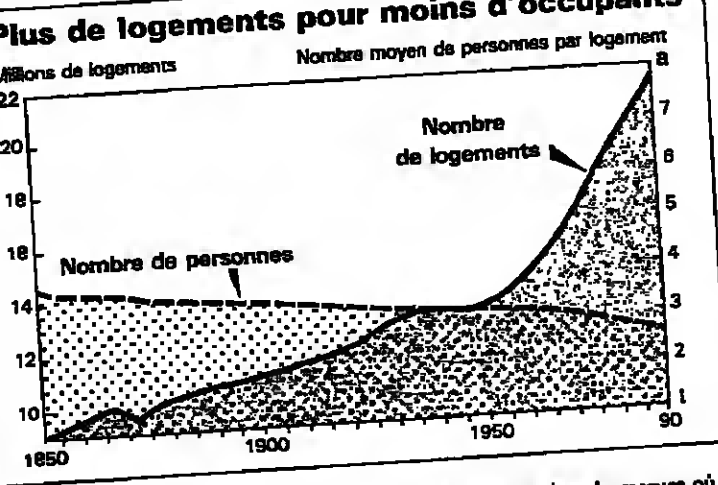
## Tout en faisant apparaître l'émergence des « logements occasionnels » Le recensement de 1990 confirme l'irrésistible croissance des résidences secondaires

Depuis le dernier précédent (1982), le parc des résidences principales a augmenté de 9,5 %. C'est surtout dans les banlieues de grosses et moyennes cités que l'évolution a été la plus forte. Mais le nombre des résidences secondaires a encore plus augmenté (+24,5 %), et le recensement de 1990 fait apparaître une nouvelle notion, le « logement occasionnel », occupé sporadiquement pour raisons professionnelles. En cent ans, le parc de logements a plus que doublé.

En 1990, l'INSEE a dénombré 26 237 000 logements, dont 21 534 000 sont des résidences principales (soit 82,1 %). Le nombre de ces dernières a augmenté de 9,5 % depuis le recensement de 1982. Elles sont en majorité situées « dans la mouvance d'une agglomération » pour reprendre la formule de M. Claude Taffin, chef de la division logement de l'INSEE (1) : un logement sur dix seulement est situé dans le « rural profond », et un sur six fait partie de l'agglomération parisienne. C'est dans les banlieues que se sont construits le plus de logements : dans les communes rurales situées en « zones de peuplement industriel et urbain » (ZPIU), le nombre des logements a augmenté de 15,5 % et, à la périphérie des villes de plus de 100 000 habitants, de 13,9 %. Le prix du foncier dans les centres villes explique sans doute largement le phénomène, plus encore que le goût pour la maison individuelle, qui ne cesse de décroître ces dernières années, si l'on en juge par les statistiques de construction (188 400 maisons individuelles en 1987, 161 400 en 1990).

Une expression « abusive »

En revanche, le nombre de logements des centres villes, dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants, ne croît que de 5,9 %, tandis que Paris continue, à pas comptés, à perdre des ménages (-1,8 %), ce qui permet à M. Taffin de dire que l'ex-



pression « retour au centre » est « abusive au niveau national : il s'agit tout au plus d'un arrêt de l'hémorragie ».

Simultanément, la taille moyenne des ménages continue à se réduire : elle est de 2,57 en 1990 contre 2,7 en 1982. Sur une longue période (voir graphique ci-contre), le phénomène est spectaculaire. Tandis que le nombre moyen de personnes par logement diminue continuellement, le nombre de logements fait plus que doubler en un siècle : il n'y avait que 10,7 millions de logements en 1881, 13,9 millions en 1946, et 26,2 millions aujourd'hui. Si le déficit de 1870 se traduit par la perte de 500 000 logements des trois départements d'Alsace et de Lorraine, la montée de la construction des résidences principales est d'abord lente : 10 % en trente ans (de 1881 à 1911), 14 % ensuite (jusqu'en 1946). Dans l'immédiat après-guerre, le parc des résidences principales s'accroît de 50 000 unités par an entre 1946 et 1954, pour dépasser 150 000 entre 1954 et 1968, et atteindre son maximum en 1968 : 280 000 unités par an : c'est l'époque où la géométrie du « baby-boom » d'après-guerre et de mai 1968 occupe son premier rythme s'est légèrement ralenti, pour revenir à 234 000 par an entre 1982 et 1990.

Le nombre des logements vacants est passé de 1,7 million en 1982 à 1,8 million en 1990, mais la mesure de ce

choissent un logement éloigné du centre ville, et n'y conservent qu'un « pied à terre », certains couples d'actifs, contraints de faire face au départ professionnel dans une autre ville d'un des conjoints, trouvent là une solution. Dans les communes rurales (dans les zones touristiques particulièrement), un commerçant se contentera, durant la saison, de la pièce de l'arrière-boutique où il aura installé un lit de camp et un réchaud ; dans les petites villes, ce pourra être un enseignant, ou un stagiaire, qui retournera chez lui chaque fin de semaine. Le recensement a dénombré 400 000 de ces logements occasionnels, dont 112 000 dans la seule agglomération parisienne, la capitale intra-muros en comptant 70 000.

La notion même de résidence principale, au sens où l'entend l'INSEE (le logement où l'on passe au moins six mois par an), pose un problème que

les statisticiens n'ont pas résolu. Certains retraités, fort valides, disposent non seulement de deux domiciles, mais parfois de trois, et de plus voyagent, tout au long de l'année, chez leurs enfants, chez des amis, voire à l'autre bout de la terre... On pourrait dire qu'ils n'ont pas de résidence principale, puisqu'ils ont la bougeotte... L'accroissement du nombre de personnes âgées ne peut qu'amplifier le phénomène et conduire, tôt ou tard, à sa prise en compte statistique.

JOSÉE DOYÈRE

(1) Claude Taffin, « Deux fois plus de logements qu'il y a un siècle », dans « Le Logement », Economie et statistique, février 1991. En vente à l'Observatoire économique de Paris, Tour Gama A, 195, rue de Bercy, 75012 Paris, 42 F.

### MANAGEMENT EUROPEEN DES RESSOURCES HUMAINES

La Gestion de l'emploi dans les entreprises à vocation européenne.

Une formation de 8 mois gratuite et rémunérée

Conditions de participation : Jeunes diplômés (bac + 4) et/ou cadres demandeurs d'emploi. Domiciliés à Paris depuis un an minimum. Session de printemps 1991. Recrutement immédiat : Envoyer CV + photo + lettre de motivation à I.G.S. Mme Floirac 120, rue Danton 92300 Levallois-Perret. Tél. : 47 57 31 41 pour convocation à une réunion d'information.

GROUPE IGS

سكنى في الامم



**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cert ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
15, rue Faugère  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 51 347  
ISSN 0193-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

**Le Monde**  
**PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75001 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télax MONDPUB 206 136 F  
Télax 45-55-94-70 - Secours d'urgence  
du journal Le Monde et Roger Perce SA

**Le Monde**  
**TÉLÉMATIQUE**

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

**ABONNEMENTS** PP Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez joindre l'assurance d'identité et les numéros propres en capital d'impression

**« Nous arrivons  
à Minneapolis/Saint Paul  
pour l'heure du thé »**

**« Et à San Francisco, Denver  
ou Seattle pour dîner »**

A partir du 2 avril, le nouveau  
vol bihebdomadaire KLM au  
départ d'Amsterdam/Schiphol  
vous dépose à Minneapolis,  
port d'attache de Northwest Airlines, vers  
16 heures, heure locale.

Vous avez ainsi largement le temps de  
prendre un vol en correspondance sur le  
réseau Northwest Airlines.

Il vous permettra d'atteindre la Côte  
Ouest avant la tombée de la nuit.

Où, une heure plus tôt environ, 22 autres  
destinations de l'ouest des USA comme  
Denver, Phoenix et Salt Lake City.

Sans oublier 17 villes de moindre impor-  
tance que vous pourrez toutes rejoindre  
dans les 5 heures avec le service NW "Air-

link". Pour plus de détails, appelez KLM  
Paris (42665719) ou l'une des 8 représen-  
tations commerciales de KLM en France.

De plus, votre voyage en classe affaires  
sur un Boeing 747 KLM vous fait  
bénéficier du surclassement **NORTHWEST  
AIRLINES**  
gratuit en première classe sur  
Northwest Airlines. Quel meilleur moyen  
d'arriver à destination en pleine forme pour  
attaquer une nouvelle journée de travail!

Chez KLM, vos attentes passent tou-  
jours au premier plan. Car nous sommes  
résolus à toujours y répondre.

Empruntez la voie royale KLM. Et vivez  
la différence.

**La Ligne de Confiance:**

سكنا نالاحل

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

Au conseil des ministres

## M. Soisson va renforcer la lutte contre le travail clandestin

M. Jean-Pierre Soisson devait, mercredi 3 avril, présenter une communication en conseil des ministres sur le renforcement de la lutte contre le travail clandestin. Après avoir longtemps imaginé que les dispositions à prendre justifiaient le dépôt d'un projet de loi, ainsi qu'il s'était engagé à le faire, le ministre du travail considère maintenant qu'il n'est pas nécessaire de légiférer. Selon lui, les moyens juridiques existants et ont été améliorés par cinq lois, adoptées depuis 1988, qu'il convient d'utiliser au mieux.

Les nouvelles mesures feront l'objet d'un décret et de circulaires. Pour intensifier la coordination des divers services appelés à intervenir, il sera désormais considéré que le

niveau le plus opérationnel est celui du département et les préfets seront mobilisés dans ce sens. En conséquence, un programme de lutte contre le travail clandestin sera élaboré dans chaque département, pour tenir compte des spécificités des marchés de l'emploi. Chaque année, un rapport sera envoyé à la mission interministérielle, qui dressera un bilan national.

Dans un but de prévention et de dissuasion, la collaboration des partenaires sociaux et des collectivités locales sera recherchée. Syndicats et patronat sont invités à réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre, par branche professionnelle. Des conventions de partenariat pourraient être signées avec l'État, qui

définiront les dispositifs d'engagement contractuel. Enfin, les commissions départementales spécialisées devraient mieux fonctionner, grâce au rôle que le Parquet pourrait y tenir.

Parallèlement, M. Jean-Pierre Soisson fait le lien entre ces moyens accrus et la prévention des accidents du travail, qui fera l'objet d'autres interventions. En revanche, il n'entend pas, pour l'instant, englober la sous-traitance, vraie ou fausse, dans sa surveillance, ni demander aux entreprises qui se soumettent à la procédure des marchés publics de se porter garantes de la conformité des conditions d'emploi de tous ceux qui interviennent sur un chantier.

A. La.

### Pirelli s'apprête à supprimer 1 800 emplois

Pirelli, le fabricant italien de pneumatiques, envisage de supprimer, cette année encore, 1 800 de ses 30 500 emplois, après avoir réduit ses effectifs de 1 700 unités en 1990. Ces suppressions d'emploi s'effectueront exclusivement au moyen de départs naturels et de mises à la retraite anticipées, précise le communiqué publié mardi 3 avril par la société. Cette décision intervient au moment où Pirelli Tyre Holding, le holding de droit néerlandais du groupe italien, affiche des résultats plutôt médiocres pour 1990. Pirelli Tyre Holding a réalisé en 1990 des pertes nettes de 9,3 millions de florins (27,9 millions de francs environ) après avoir enregistré un bénéfice de 206 millions de florins (618 millions de francs) en 1989.

A. La.

### Les douaniers italiens durcissent leur mouvement

Pour protester contre l'affectation de la police des douanes à des tâches de contrôle pendant les fêtes pascales, les syndicats de douaniers italiens ont lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le jeudi 4 avril et de quarante-huit heures pour les lundi 3 et mardi 9 avril.

Ces arrêts de travail n'empêcheront pas ces fonctionnaires de poursuivre le mouvement de grève du zèle lancé le 11 mars et qui se traduit par un refus d'effectuer des heures supplémentaires. Le conflit est né du désaccord entre syndicats et gouvernement sur le renouvellement de la convention collective. Les postes-frontières les plus touchés sont ceux du Brenner, vers l'Autriche, et de Fennet, vers la Yougoslavie, où les camions en attente se comptent par centaines.

### REPÈRES

L'OPEP, produisant 622,9 millions de barils en 1990.

Environ 89 % des exportations de pétrole des Émirats vont au Japon et à d'autres pays d'Asie, tandis que 20 % sont vendues en Europe de l'Ouest, 6 % en Amérique du Nord et le reste au Proche-Orient. Selon l'étude, les réserves de brut des Émirats sont estimées à 98,1 milliards de barils. — (AFP.)

### PRIVATISATIONS

Le dédommagement des anciens propriétaires polonais sera limité

Selon la ministre polonaise des privatisations, M. Janusz Lewandowski, le gouvernement de Var-

sovie « a confirmé sa volonté d'indemniser les citoyens qui ont été privés de leurs biens, mais dans la mesure du possible pour une société pauvre, c'est-à-dire dont les moyens sont limités ». Le gouvernement n'a toutefois pas encore adopté de projet de loi sur cette question très controversée, alors qu'un conseiller du président Lech Wałęsa, M. Jerzy Grohman, a rédigé un projet conciliant beaucoup plus généreux que celui du gouvernement. Les anciens propriétaires seront indemnisés généralement au montant des actions de leurs entreprises, les cas de restitution en nature étant beaucoup plus rares, a précisé le ministre, ajoutant que seules les entreprises nationalisées en 1958 seront concernées par ces « réprivatisations ». — (AFP.)

### ENVIRONNEMENT

La forêt de Sénart en instance de classement

Leçon d'écologie au parc

Les Amis de la forêt de Fontainebleau, qui se battent depuis des décennies pour faire classer « leur » massif, vont sans doute en éprouver du dépit : c'est la forêt de Sénart, dans l'Essonne, qui a toute chance de devenir le premier massif forestier d'Île-de-France classé en « forêt de protection ». L'annonce a été faite par le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermeas, à l'issue d'une réunion avec les élus de l'Essonne, mardi 2 avril, au centre d'information forestière de la Fontaine de Sénart.

Beaucoup d'élus du département, à commencer par MM. Thierry Marandon et Michel Barson, députés (PS), craignent en effet que la dévotion de la ville nouvelle de Melun-Sénart (80 000 habitants aujourd'hui, mais 200 000 prévus à terme) et la présence du « grand stade », n'obligent les pouvoirs publics à tailler dans la forêt de Sénart pour faciliter les liaisons avec Paris. Des projets d'élargissement de la RN 6 et d'implantation de l'autoroute A 5 (Paris-Troyes-Genève) resurgissent en effet régulièrement, bien qu'aucune décision, à ce jour, n'ait été prise.

Profitant de sa visite à la Fondation, le ministre de l'Agriculture a fait initier aux mystères de la forêt avec les élèves présents ce jour-là au centre d'information. Sous la conduite de M. Georges Lécuyer, agent spécialisé de l'Office national des forêts, M. Mermeas a écouté le gazouillis de la sifflette torchepot et s'est agenouillé dans les jonquilles pour inventurer le tepia végétal des sous-bois. Fonctionnaires, élus, ministre, tous se penchent aujourd'hui de pression pour l'écologie. La forêt de Sénart est sau-

ROGER CANS

**Ch. Ruby**  
**Histoire de la philosophie**  
**REPÈRES**  
**A.-M. Delcambre**  
**L'Islam**  
**REPÈRES**  
**J.-F. Tribillon**  
**L'urbanisme**  
**REPÈRES**  
128 p., 42 F., 100 titres  
**LA DÉCOUVERTE**

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée**

**RESULTATS 1990**

Le Conseil d'Administration réuni le 27 mars 1991, sous la présidence de Monsieur Charles FROISSART, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Ces comptes sont marqués par les opérations de fusion-absorption des filiales immobilières réalisées en octobre 1990, puisque les fonds propres consolidés sont passés en un an de 269 millions de F à 770 millions de F, comportant une augmentation du capital nominal de 31 439 800 F à 251 518 400 F.

D'autre part, un résultat particulièrement favorable, mais non récurrent, ayant été dégagé sur une opération de restructuration d'un groupe hôtelier en cours d'année, le bénéfice net consolidé (part du groupe) progresse fortement de 44,9 à 60,4 millions de F.

Les comptes non consolidés font apparaître un bénéfice net, après prise en compte de charges exceptionnelles, du même ordre de grandeur que l'an dernier, soit 24,4 millions de F contre 25,6 millions. Le produit net bancaire avant consolidation est en progression de 13 %, à 327 millions de F contre 289 millions.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale convoquée pour le 29 mai 1991 de fixer le dividende à 5 F (plus avoir fiscal de 2,50 F) par action de 100 F ; l'année dernière, le dividende avait été fixé à 4,50 F (plus avoir fiscal de 2,25 F) par action de 12,50 F nominal.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**



localfinancière

CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

	en millions de francs					
	1989			1990		
	CB	LS	Total	CB	LS	Total
Décaissements de l'exercice	2,2	126,6	128,8	0,2	48,8	49
Engagements nouveaux	2,5	74,8	77,3	65	65	65
Engagements bruts cumulés	794,5	1.106,7	1.901,2	726,8	1.189,3	1.896,1
Produits locaux	152,1	104,6	256,7	146,7	116,4	263,1
Produits exceptionnels dont :						
• plus-values sur ventes d'option	7,48			14,7		
• plus-values sur réserves						
• immobilisations	2,73			1,2		
• court terme	4,87			4,8		
Résultat		76,7			85,9	
Dividende par action		34,5			36	

(\*) entraînant le paiement d'un impôt sur les sociétés de 0,9 million de francs en 1989 et 1990.

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Patrick Simon, le 28 mars 1991, pour arrêter les comptes de l'exercice 1990. L'actualisation de l'exercice du patrimoine local au 31 décembre 1990 fait ressortir, par rapport à une valeur nette comptable de 872,4 millions de francs, une plus-value latente théorique, avant imposition de 631,9 millions de francs. L'évolution de la répartition des produits locaux confirme l'orientation foncière de la société avec un accroissement de plus de 11 % du montant des loyers de location simple.

Après 16 millions de francs de surmonvements de crédit-bail et environ 23 millions de francs de produits exceptionnels nets d'impôt, le résultat s'établit à 85,9 millions de francs contre 76,7 millions de francs en 1989, soit une augmentation de 11,94 %.

L'assiette distribuable, excluant les plus-values à long terme nettes d'impôts réalisées hors exploitation courante et des plus-values de levées d'option reportées à hauteur de 9 millions de francs, s'élève à 73 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 36 francs par action contre 34,50 francs en 1989, soit une progression de 4,35 % et un taux de distribution de 88,6 % de l'assiette distribuable.

Compte tenu de l'importance des produits exceptionnels enregistrés en 1990 et de la soumission partielle à l'impôt sur les sociétés des bénéfices provenant de la location simple, le résultat 1991 devrait diminuer sauf nouveaux produits hors exploitation courante.

Le report de plus-values réalisées en 1990 devrait permettre, sauf imprévu, le maintien du dividende à un niveau comparable à celui de l'exercice précédent.

ALCATEL CÂBLE

Du 10 avril au 10 juillet inclus, nous vous proposons de convertir vos obligations remboursables à 1900 F en actions Alcatel Câble. Cours de l'action Alcatel Câble au 27 mars 1991 : 3705 F.

**Obligations convertibles**  
**Alcatel Câble (ex Câbles de Lyon)**  
**786.278.900 F**  
**6,00 % 1989-1998**

Alcatel Câble informe qu'elle procédera au remboursement anticipé de la totalité des obligations convertibles 6 % émises en mars 1989, encore en circulation.

Modalités de l'opération :

Du 10 avril (date de remboursement) au 10 juillet 1991 inclus, vous pouvez choisir de recevoir en échange d'une obligation convertible :

- soit 1.931,70 F représentant les 1.900 F de nominal augmenté de l'intérêt couru du 1<sup>er</sup> janvier au 9 avril 1991,
- soit une action nouvelle Alcatel Câble, jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1991, donnant droit à un dividende qui sera versé en 1992 au titre de l'exercice 1991.

Vous pourrez faire connaître votre choix à votre intermédiaire financier jusqu'au 10 juillet 1991. Au-delà de cette date, les obligations non présentées à la conversion seront remboursées d'office.

UN PLACEMENT QUI ASSOCIE SÉCURITÉ ET RENTABILITÉ

VALORA  
13000  
OCTOBRE 1994

Une valorisation de 30 % de votre investissement au terme d'une durée de 3 ans et 180 jours

Agrement COB en date du 27 mars 1991

Prix de souscription :	10 000 F	Fiscalité des intérêts pour les personnes physiques :
Prix de remboursement :	13 000 F	• impôt sur le revenu avec abattement,
Règlement et jouissance :	24/04/91	• ou prélèvement libératoire de 15 + 1 + 1,1 %
Remboursement :	21/10/94	Notation : S & P : ADEF : AAA
Durée :	3 ans et 180 jours	Cotation : Bourse de Paris
Taux de rendement actuariel :	7,80 %	Souscription : du 28/03/91 au 23/04/91

Souscription : auprès de La Poste et des Banques.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prospectus d'emission est disponible auprès de la société de gestion FRANCE-TITRES, 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - Tel. : 49 21 63 38.

UNE FORMULE SIMPLE, UNE DURÉE COURTE

COMMUNICATION

L'enquête sur le « mystérieux » actionnaire d'Hachette

Selon les autorités de Panama Montana serait dirigée par des Irakiens

La société Montana Management Inc., qui détient 8,4 % de l'éditeur français Hachette depuis 1989, est inscrite au Panama et serait dirigée par des Irakiens, a indiqué lundi 1<sup>er</sup> avril un porte-parole du registre public de Panama.

Enregistrée dans ce paradis fiscal depuis 1984, la firme est présidée par M. Ali Albadah, un commerçant résident à Bagdad. Celui-ci a reçu en 1990 des « pouvoirs spéciaux » pour réaliser tout type de transaction commerciale au nom de Montana, selon un document établi par le cabinet américain d'avocats Morgan & Morgan.

Deux autres Irakiens participent à la direction de la société, M. Mawafik Abdul Karim, trésorier, et M. Alladin H. Alwan, secrétaire général, domiciliés aussi à Bagdad. Toujours selon le porte-parole panaméen, le capital social de la société est de 100 000 dollars (376 000 francs). La semaine dernière, le Financial Times avait accusé Montana d'être une société écran du président irakien M. Saddam Hussein.

Une liste des intérêts irakiens dans le monde a également été publiée le 1<sup>er</sup> avril par le Trésor américain, mais elle ne mentionne pas le nom de la société Montana.

Mardi 2 avril, Hachette réagissait brièvement aux informations panaméennes en indiquant « être très surpris d'apprendre que ce serait des intérêts irakiens qui détiennent la holding Montana ». « Hachette poursuit son enquête, en totale coopération et en contact étroit avec le Trésor français et le Trésor américain. La liste publiée par ce dernier le 1<sup>er</sup> avril - où ne figure pas Montana - démontre la complexité du problème et la difficulté de mener à bien une telle enquête », concluait le communiqué du groupe de communication français.

En décidant la semaine dernière de « mener une enquête » sur les actionnaires de Montana, le groupe français avait déclaré vouloir « racheter les actions en question (...) s'il s'avère que des intérêts irakiens figurent dans le capital » (le Monde du 28 mars).

Y.-M. L.

Les habits neufs de la Cinq

Ciao Berlusconi, bonjour Hachette !

Un ballet de chiffres, surimpression multicolore qui défie avant de se fixer sur le 5 féché de la chaîne : c'est le signature électronique la plus visible de Jean-Paul Goude, choisi pour mettre en scène le nouvel habillage de la Cinq, inauguré le 2 avril.

Cette surimpression, parfois démultipliée dans plusieurs carrés de l'écran, n'est pas sans rappeler les plans rapides de « Egoïste », l'un des derniers sports publicitaires réalisés par le metteur en scène des cérémonies du Bicentenaire.

Cette succession de chiffres colorés rythme chaque modification du programme de la chaîne - émissions, publicité, journaux télévisés, etc. Elle tranche sur la sobriété des nouveaux atours de la chaîne, dont le journal télévisé est le meilleur emblème.

Le logo tarabiscoté de la Cinq qui s'inscrit à droite du petit

écran a été abandonné au profit d'un chiffre aux formes déliées, tendu que la massive table bleue en forme de cinq, frappée à sa base de la petite étoile très « berlusconienne », a été remisée. Inspiré de la présentation du téléjournal de la Rai 2 italienne, le sommaire du journal télévisé fait défiler des images curieusement aplatis, prises en sandwich entre deux bandes noires dans lesquelles s'inscrivent les titres.

Si le plumage de la chaîne indique bien que l'époque des strass et des paillettes chères à la télévision privée italienne semble révolue, son langage indique aussi que la Cinq version Hachette n'ignore pas qu'elle est épuisée par le premier groupe de communication français. En font foi les interventions des envoyés spéciaux de Paris-Match en Irak et d'Europe 1 à Washington, deux des médias d'Hachette, dans le journal télévisé du 2 avril.

YVES-MARIE LABÉ

Un milliard de francs pour la télévision publique

Suite de la première page

Le gouvernement revient ainsi sur une décision votée par les représentants de l'Etat au dernier conseil d'administration d'Antenne 2 qui contraignait M. Jean-Michel Gailhard, alors directeur général de la chaîne, à présenter un budget en équilibre.

En échange de cette aide, le gouvernement demande à M. Bourges des mesures « d'économie et de rationalisation » sur tous les secteurs des deux chaînes, à l'exception des programmes, pour revenir à l'équilibre dès la fin de 1992. L'effort de l'Etat actionnaire sera consolidé en 1992 par 1 milliard de francs de crédits supplémentaires, somme que le gouvernement s'engage à attribuer à l'audiovisuel public sans redéploiement entre les différentes sociétés.

Mme Catherine Tasca, ministre de la communication, qui souhaitait l'attribution de 1 milliard de francs supplémentaires dès cette année pour remettre à flot les deux chaînes, a donc obtenu satisfaction.

Le premier ministre a tranché, en fin de semaine dernière, le débat virulent qui opposait depuis plusieurs semaines son ministre de la communication à M. Michel Charasse, ministre du budget, qui refusait à toute rallonge budgétaire pour la télévision publique. Cette décision était impatiemment attendue par les chaînes concernées. A 2 et FR 3 étaient en effet paralysés par cette querelle budgétaire. Leurs conseils

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les emprunts CAR

Mars 2000

9 %

Montant de l'emprunt : 500 000 000 F  
Durée : 8 ans et 324 jours  
Taux nominal : 9 %  
Taux actuariel brut : 9,45 %  
Nominal : 5 000 F  
Prix de souscription : 4 919 F  
dont prix d'émission : 4 867,35 F  
Intérêts courus : 51,65 F  
Assimilation : le 18 avril 1991 à l'emprunt CAR 9 % mars 2000  
Encours total de l'emprunt CAR 9 % mars 2000 : 4 050 000 000 F  
Amortissement normal : au pair en totalité le 5 mars 2000  
Jouissance : 5 mars 1991  
Règlement : 16 avril 1991

Mars 2003

9,50 %

Montant de l'emprunt : 2 000 000 000 F  
Durée : 11 ans et 324 jours  
Taux nominal : 9,50 %  
Taux actuariel brut : 9,50 %  
Nominal : 5 000 F  
Prix de souscription : 5 051 F  
dont prix d'émission : 4 999,50 F  
Intérêts courus : 54,50 F  
Assimilation : le 18 avril 1991 à l'emprunt CAR 9,50 % mars 2003  
Encours total de l'emprunt CAR 9,50 % mars 2003 : 6 387 000 000 F  
Amortissement normal : au pair en totalité le 5 mars 2003  
Jouissance : 5 mars 1991  
Règlement : 16 avril 1991

Caractéristiques des emprunts

La CAR s'est vue accorder pour ses émissions antérieures les notations Aaa par Moody's Investors et AAA par Standard & Poor's. Les obligations CAR sont cotées à la Cote Officielle (Bourse de Paris) sous le code de l'émission. Une fiche d'information CAR n° 91-101 du 27/03/1991 peut être obtenue sans frais sur demande BALO du 1<sup>er</sup> avril 1991.

CAR

CAISSE AUTONOME DE REMBOURSEMENT

LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SOCIÉTÉ

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

حسابات الادخال



## PARIS/ILE-DE-FRANCE

Des fûts de solvants enfouis près de l'Orge

## Quand le pollueur présumé ne peut être le payeur...

Des fûts remplis de solvants ont été retrouvés près d'une rivière de l'Essonne. La PME présumée responsable n'a pas les moyens d'éliminer la pollution. Les pouvoirs publics cherchent une solution.

Sous la verdure, les déchets toxiques. A Serris, dans l'Essonne, le long de l'Orge, enfouis dans le sous-sol de l'aire de stockage de la Société des produits chimiques du Hurepoix (établissements Gerber), reposent des fûts de solvants. Ce dépôt, qui date d'au moins une vingtaine d'années, serait à l'origine d'une grave pollution de la nappe phréatique.

L'administration a épuisé son arsenal réglementaire pour contraindre l'entreprise à élever ces déchets et à décontaminer le terrain. Sans résultat. Dernier acte en date, un arrêté préfectoral du 26 novembre 1990 ordonnant à la société de consigner auprès du trésorier-payeur général la somme de 20 043 400 francs. Elle représente le montant du devis établi par l'Agence nationale pour la réhabilitation et l'élimination des déchets (ANRED) en vue de nettoyer le site. Mais le principe

du pollueur payeur que l'on veut appliquer se heurte, ici, aux réalités. Les établissements Gerber ne semblent pas pouvoir déboursier une telle somme. Pour les années 1987, 1988 et 1989, le chiffre d'affaires annuel de cette PME de cinq salariés n'aurait pas atteint 3 millions de francs. Aussi est-il vraisemblable que le ministère de l'environnement devra lancer la procédure de travaux d'office et prendre la dépense à son compte, ce qui est un très hypothétique remboursement.

Les défenseurs de l'environnement jugent que la situation s'éternise. Ils pressent les pouvoirs publics de hâter le mouvement pour résorber ce « point noir » national des déchets dangereux (plaque de l'ANRED de mai 1985).

L'affaire dure depuis huit ans. Mars 1983 : des mesures effectuées sur le captage d'eau potable de Serris révèlent une importante pollution. « L'analyse chimique avait décelé un taux de 143,1 microgrammes par litre de tétrachlorure de carbone, soit cinquante fois le seuil recommandé par l'Organisation mondiale de la santé », explique M. Bruno Genty, de l'Union départementale des associations de

défense de la nature de l'Essonne (UDADNE). Le tétrachlorure de carbone est un composé organo-volatil s'évaporant très vite à l'air libre mais qui, en revanche, peut persister plusieurs années, dans les eaux souterraines, logées, il peut causer des cancers cellulaires du foie et des reins, des atteintes du système nerveux. En 1984, le captage de Serris est fermé. La source est condamnée. Les robinets des habitants du petit village, après avoir été raccordés plusieurs années au réseau voisin de Dourdan, sont aujourd'hui branchés sur le nouveau captage de Serris.

## Détourner la rivière

Qui pollue ? Une enquête de l'inspection des installations classées, portant sur différents établissements industriels de la région, montre, en juin 1983, que seuls les établissements Gerber, spécialisés dans la régénération de solvants, utilisent du tétrachlorure de carbone. Une note du préfet de l'Essonne adressée à l'UDADNE en octobre 1984 apporte deux précisions : le captage

en amont des installations de l'usine Gerber n'est pas pollué ; on note en revanche une importante pollution en aval. Dans ce même document, le préfet évoque l'existence, dans l'écoulement des établissements Gerber, de « plusieurs fosses qui recueillent des produits liquides » et confirme « la présence de fûts enfouis avant 1975 ».

Ce dépôt n'est peut-être pas le seul responsable de la pollution. Il existe également un décharge dans le voisinage. Mais, pour l'UDADNE, le doute n'est pas permis. « Des fûts sont percés et leur contenu continue de se répandre dans le sol », explique un des responsables. Selon M. René Goubier, de l'ANRED, « plusieurs centaines de fûts se trouvent sous terre ». De son côté, la direction de l'environnement se refuse à tout commentaire.

L'UDADNE exige que « les travaux de réhabilitation débutent au plus tôt ». La préfecture souhaite ouvrir le chantier et, quand les débris de l'Orge seront au plus bas. Selon les experts, il faudra en effet détourner le cours de la rivière pour décontaminer le site selon les règles.

PATRICK DESAIVE

## POINT DE VUE

## A l'exemple des villes nouvelles

par Michel Giraud

Entendre nos gouvernants, les villes françaises seraient toutes malades. Elles mériteraient, de ce fait, un arsenal de thérapies drastiques : un nouveau ministère, des projets de loi et, surtout, des discours d'intention. D'abord, le mal n'est pas général, tant s'en faut. Des sondages en attestent. De surcroît, il y a toujours des Dieux pour accompagner, avec de mauvais remèdes, de mauvais diagnostics.

En laissant s'établir l'équation absurde et réductrice ville = quartiers dégradés, les socialistes sont conduits à mener une politique fragmentaire et totalement inadaptée. Ainsi détournent-ils les problèmes, cachent-ils les responsabilités et improvisent-ils des réponses qui, n'étant que partielles, se révèlent inopérantes.

Leur démarche témoigne du fait qu'ils considèrent la ville comme une structure figée, isolée du reste du monde. Leur politique ne sera que causer sur jambe de bois. Il faut, au contraire, repenser la ville : toute la ville - dans un contexte beaucoup plus vaste, traiter ses problèmes en amont, à long terme, et non par morceaux, à court terme. Le gouvernement ne rencontrera l'échec s'il se refuse à repenser globalement ses politiques d'immigration, de sécurité, d'éducation et de formation.

La ville incarne et inspire une dynamique d'ensemble. Elle ne vit pas seule, sur une île coupée du monde. Elle fait partie intégrante d'un territoire. Les vraies solutions, les vraies réponses ne pourront se trouver que dans le cadre d'une politique globale d'aménagement du territoire.

Dépassé et limité, le temps où le monde urbain pouvait s'opposer au monde rural. Aujourd'hui, les agglomérations urbaines supérieures à 30 000 habitants déterminent et conditionnent leur environnement, et les plus petites villes, d'une population inférieure à 25 000 ou 30 000 habitants, se fondent, avec les communes rurales, dans un même espace d'interdépendance.

Inutile et dangereuse, la politique qui se bornerait à mieux répartir la pénurie de terrains, de logements, d'équipements.

A cet égard, comment le gouvernement prétend-il mener une politique de la ville sans politique du logement ? Tout logement neuf entraîne la libération d'un autre logement, et ainsi de suite, ce qui fluidifie le marché et permet l'adaptation permanente de l'habitat à la demande. Or, avec sensiblement moins de 300 000 logements construits en 1991, on ne peut déboucher que sur la paralysie et sur une gestion de plus en plus difficile de la pénurie. Aujourd'hui, une politique de la ville digne de ce nom ne peut se permettre de traiter les problèmes par types de quartier.

Elle suppose une démarche globale, qui inclut dynamique et diversité, dynamique parce que diversifiée. Son principal objectif doit viser à réduire puis à détruire le monolithisme de certains quartiers en réintroduisant les flux et la vie, les échanges et les changements. Notamment grâce à la diversité des fonctions : habitat (localité ou accession, individuel ou collectif), activités économiques (commerces, PME, professions libérales), relais de formation et emplois, équipements publics et privés... Une solidarité bien conçue, c'est celle qui permettrait d'axer pendant dix ans de la taxe professionnelle et des impôts fonciers, sans perte de recettes pour la commune, toute entreprise s'installant dans un quartier dégradé. La diversité, ce sont aussi des périphéries non coupées des centres, des villes reliées les unes aux autres par un maillage étroit de transport.

## De vraies villes en train de naître

La bon exemple de la dynamique de la ville se trouve de plus en plus illustré, en Ile-de-France, par le phénomène des villes nouvelles. En accueillant aujourd'hui 40 % de la croissance démographique régionale, en développant un tiers de logements sociaux à 75 %, en implantant emplois et équipements, une vraie réponse en termes de ville et non de quartiers monolithiques est offerte à une population nouvelle, souvent déracinée car venant de province. Les résultats se révèlent progressivement positifs : équilibre habitat-emploi assuré ou en phase de l'être, taux de chômage inférieur de deux points à la moyenne régionale, niveau de formation sensiblement supérieur, des signes d'environnement urbain encourageants. Ce sont de vraies villes qui sont en train de naître, avec leur centre, leur animation, leurs habitants, leurs travailleurs. En dépit de l'existence d'un parc de logements sociaux très largement prépondérant, le tissu urbain s'y bonifie, s'y équilibre au fil du temps, au lieu de se dégrader comme dans les grands ensembles.

Une politique globale de la ville est, seule génératrice de cohésion sociale et garante du bonheur de la communauté humaine qu'elle représente. Les graves incidents qui explosent épisodiquement dans certaines banlieues, où le seul horizon de rêve se limite à un supermarché et à ses marchandises, ne font que nous le rappeler.

C'est une politique d'envergure qui demande efforts, constance et humilité. Les mesures-gadgets n'y ont pas place. Et, moins encore, les effets de manche sur le dos des jeunes en errance.

► Michel Giraud est député RPR du Val-de-Marne, maire du Perreux-sur-Marne.

## L'existence précaire des salons d'art

« Découvertes », la nouvelle foire d'art contemporain qui promettrait, comme son nom l'indique, de révéler de jeunes talents, vient de fermer ses portes. L'événement, organisé début mars au Grand-Palais à Paris, a déçu. L'impression reste d'avoir assisté à une « sous-FIAC ». Comparée à la Foire internationale d'art contemporain, « Découvertes » n'a guère présenté que des œuvres plus modestes que... le prix. Un peu comme si la nouveauté en art ne pouvait se lire qu'en termes de marché.

Normal, pense-t-on, il est illusoire de vouloir que les marchands cessent d'être des marchands. « Découvertes » est organisé par des galeries, les galeries sont là pour vendre et, précisément, pour conquérir de nouveaux marchés. Pas pour prendre des risques ou montrer des choses trop radicales. Reste à savoir qui est capable de prendre de tels risques occasionnels en dynamique de l'art lui-même.

Les salons de peinture, associations entièrement gérées par des artistes et donc extérieures à une logique commerciale, prétendent constituer ce lieu expérimental. Et il est vrai qu'on y admire parfois des œuvres totalement étrangères aux critères du vendable, telles, par exemple, ces sculptures plongées dans l'eau et qui s'autodétruisent qu'on pouvait voir au Salon de la Jeune Peinture le mois dernier.

## Espace grignoté

Les galeries, de leur côté, dénoncent un manque de qualité des salons, comparant ce qu'on y trouve à la peinture du dimanche. Un jugement contre lequel s'élève Yves Michaud, directeur de l'Ecole supérieure des beaux-arts : « Ce qui m'intéresse dans les salons, c'est ce qu'ils apportent une ouverture sur ce qui n'apparaît ni dans les foires ni dans les musées, et qui, pourtant,

existe comme œuvre de qualité selon les critères de la communauté artistique. Ce sont, certes, des critères d'appréciation, mais ils représentent un avis intéressant, et il est bon que des espaces d'exposition publique différents existent ».

Les salons ont pourtant bien des difficultés. D'abord de lieu. Alors que le Grand-Palais leur est dévolu par la loi de 1901, ils voient cet espace de plus en plus grignoté par les multiples événements commerciaux, type « Salon du livre » ou « le FIAC », beaucoup plus rentables pour le Grand Palais qui se voit ainsi subventionner de l'Etat de la Ville de Paris. Difficultés financières ensuite. Les salons n'ont pas les moyens d'assurer une campagne de publicité. Pour attirer les visiteurs, ils sont donc forcés de s'installer au Grand Palais pour un temps pas trop court, ce qui les rend encore moins rentables pour celui-ci.

Conscient à la fois de ces difficultés et de l'importance de ce lieu, le ministère de la culture a commandé un rapport sur le sujet. Il en ressortira plusieurs propositions comme l'octroi aux salons de l'aile gauche du Grand Palais, actuellement affecté à certains services administratifs de l'éducation nationale, ou encore la création d'un pool rassemblant les différents associations d'artistes et qui gèreraient le lieu, déciderait des dates d'exposition, le tout sous la tutelle de la Ville de Paris ou de l'Etat.

Des directions qui ont reconstruit pas complètement les préoccupations des responsables des salons, qui font valoir que l'argent - pour financer une campagne de publicité, par exemple - et le recouvrement des pouvoirs publics sous la forme, pourquoi pas ? d'un mécénat pour les lauréats seraient plus efficaces.

Revendications légitimes ou exorbitantes ? Toujours est-il que le ministère se penche sur le sort des salons, un peu comme si l'on s'apercevait que le pluralisme et la liberté d'art est plutôt une bonne chose.

VERONIQUE MAUMUSSON

## A Livry-Gargan

## Des plans de ville interactifs

Un plan de la ville qui répond aux questions posées sur un écran, et en plusieurs langues : Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) a décidé d'innover en matière de communication.

Depuis le 16 mars, cette commune de 35 406 habitants expérimente un système vraisemblablement jamais encore testé en agglomération : la borne d'information interactive spécialisée dans la recherche d'un itinéraire en milieu urbain. Epreuve depuis trois ans et demi dans la zone industrielle de Paris-Nord-II, depuis deux ans au Marché de Rungis (MIN) ce système permet à l'utilisateur de visualiser sur un écran puis sur un ticket imprimé, le trajet la

plus pratique à suivre pour se rendre à destination... à pied, en voiture ou en camion.

Conçue par une entreprise locale, la CCAF Communication, cette assistance au déplacement calculée par ordinateur, peut, selon son PDG, M. Hervé Chastagnol, gérer jusqu'à sept mille rues, et dialoguer en cinq langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien). Elle prend en compte les contraintes de circulation et de voirie (stop, sens uniques, travaux, feux de signalisation, etc.), les difficultés de trafic (heures de pointes, sorties d'écoles, marchés). Elle gère les distances, les orientations et les directions afin de déter-

## Initiatives

## A vol d'oiseaux

Jacques Penot est un drôle d'oiseau. Ornithologue de son état - « pas ornithologue, ça fait pompeux », voit-il près d'un demi-siècle qu'il emmène bénévolement chaque semaine tous ceux qui le désirent à la découverte de l'avifaune parisienne. Sans qu'il soit besoin de le prévenir ni de s'inscrire à l'avance gratuitement, et aussi souvent qu'ils le souhaitent, bref, « pour une fois, laissez-moi l'air », les amateurs peuvent donc rallier le groupe à géométrie variable qui s'ébranle de la porte d'Auteuil tous les dimanches matins à neuf heures (1).

Avec Jacques Penot, on part « écouter-voir » les oiseaux, car cette sensibilisation dominicale est avant tout une éducation de l'oreille : qu'ils se cachent dans les buissons ou soient perchés au faite des arbres, les virtuoses qui peuplent le bois de Boulogne ne donnent pas forcément ce que l'on a le droit de se laisser apercevoir. Certains fidèles, comme cette habituée qui emboîte le pas au pédagogue depuis trois ans, ont d'ailleurs délibérément renoncé à l'usage des jumelles - pourtant tout à fait conseillé : « Ainsi, je ne suis pas distraite et puis mieux me concentre », confie-t-elle. Et de ce fait, il faut vraiment être tout ouïe pour apprendre peu à peu à se repérer dans le « qui-cacophonie » qui régit du côté de la butte Montmartre. Seuls sont silencieux les conspirateurs qui, le nez en l'air et la lunette en bandoulière, s'enfoncent lentement dans le bois.

« Oui, oui, oui, oui, oui, siffle tordjot à me droite », leur signale l'expert des ramages, qui reprend, comme en écho, la phrase musicale émise par la petite scrobate. « Vous ne pouvez pas vous tromper, commente un connaisseur, parce que la sifflette a des yeux en amande et fardés. » Encore faut-il parvenir à les distinguer. Or est-elle ? Là, dans l'arbre. L'inquiétude gagne les néophytes : des arbres, il n'y a que ça alentour. Et l'interdiction est faite de lever le bras pour montrer ses découvertes aux autres, car les habitants du bois ont beau ne pas être farouches, ce genre de geste inconscient est fait vite fuir. Alors, on use de toutes les ressources de son vocabulaire pour faire comprendre qu'il s'agit du quatrième arbre à gauche après le buisson,

troisième branche en partant du haut. Inutile de préciser que, pendant ce temps, l'oiseau a est, bien sûr, envolé. Heureusement, un peu plus tard dans la matinée, on aura d'autres occasions de le rencontrer : pas d'hésitation possible, il n'y a que la sifflette qui descende le long des troncs la tête en bas.

« Ti, ti, ti, ti, ti », un pic épeichette rigole doucement, tandis qu'une mésange charbonnière donne haut et clair l'impression de limer un morceau de métal. « Salutations-génuflexions, là un rouge-gorge qui se cantonne sur le chemin », indique Jacques Penot. « Bien que très commun, son chant n'est pas facile à reconnaître, ajoute-t-il, car il est fait de trilles langoureux mais très espacés, qui varient à chaque strophe. On dirait du Grieg ou du Stravinsky, vous ne trouvez pas ? »

Grimpeurs, verdiers, nonnettes - « il y a longtemps que je n'en avais pas entendu autant », - troglodytes, accentueurs mouches : le concert est décidément de très bonne qualité et le maître de chœur tout à fait en verve. C'est lui, massif et déboulonné, qu'il faut « écouter-voir » entendre les plus mélodieux gazouillis. « Il n'y a que le rossignol qui ne salue pas imiter : arrivé à un certain niveau, moi je m'arrête, mais lui peut continuer », reconnaît-il dans un soupir. Soudain, très ému, il s'interrompt : Tchit-tchap-tchap-tchap, un poulitot vélocé ! « Le voici revenu, l'afrique qui bat la mesure : ça y est, l'hiver est bien fini. » Et l'on débat avec chaleur du renouveau de la vie. Car aux côtés de celui qui aime à se définir comme un « péripatéticien » - puisqu'il « enseigne en se promenant », - on a toutes les chances le dimanche de parler, chemin faisant, de bien autre chose que de passereaux.

CAROLINE HELFTER

(1) 9 heures à la porte d'Auteuil, devant l'ancienne gare SNCF et le restaurant « Le Sully », retour vers 12 h 30, du premier dimanche de septembre au dernier dimanche de juin. (1. Penot « bilbois » entre novembre et fin février, les sorties sont assurées durant cette période par son collègue Michel Durand). On peut également « écouter-voir » les oiseaux avec Jacques Penot le mercredi matin (entre septembre et juin) au Jardin des Plantes : rendez-vous à 9 heures devant l'entrée du service d'aumône pédagogique, retour à 11 heures. Rendez-vous complémentaires : tél. : 45-44-20-92.

## Classes lecture pour écoliers parisiens

## L'immersion dans les livres

Délaissant les traditionnelles classes de lecture de la maternelle, les écoles parisiennes ont choisi la classe lecture, une formule originale proposée, depuis septembre dernier, par la Ville de Paris dans le cadre du plan Jacques Chirac. Le maire de Paris présentait, jeudi 28 mars, le Centre de ressources Corvisart, situé dans le treizième arrondissement, où ont lieu les lectures. Il s'agit d'un ancien collège, dont les classes ont été joliment réaménagées en bibliothèques et en salles de documentation.

Dès le cours préparatoire, les enfants viennent s'initier, sous la houlette de leurs institutrices et de l'un des deux animateurs permanents du centre, à la lecture et au maniement des livres, à l'écriture de textes et à la recherche documentaire. Totalement immergés

dans les livres pendant deux semaines, les enfants travaillent autour d'un thème choisi par l'enseignant. Les activités de lecture et d'écriture sont associées à d'autres modes, comme l'expression corporelle ou la musique, grâce à la participation d'artistes et d'écrivains. Vingt-six classes bénéficient de ce dispositif d'ici à la fin de l'année, et une centaine de demandes ont déjà été enregistrées.

## 8 millions de francs par an

Ouvert en septembre dernier et doté de 2 000 ouvrages, le Centre Corvisart est la clé de voûte d'un dispositif ambitieux destiné, d'ici trois ans, à doter l'ensemble des 340 écoles primaires parisiennes d'une bibliothèque centre documentaire (BCD). Cent trente établissements sont déjà équipés, possédant un fonds de 500 livres et un mobilier adapté. Les BCD fonctionnent hors temps scolaire, et des ateliers de lecture sont proposés, après la classe, aux enfants de CE1, sous la conduite d'un animateur rémunéré par la Ville de Paris. Sur les 11 000 enseignants employés par la Ville pour les centres de loisirs et les études surveillées, 140 ont déjà reçu, au Centre Corvisart, une formation spécialisée de cent heures, complétée par un stage en bibliothèque. Le plan prévoit d'en former 400 d'ici à la fin 1993.

Très fier de son plan, destiné à « combattre l'injustice inacceptable face au savoir et à la culture », le maire de Paris a tenu à préciser que le budget de l'éducation, d'un montant de 8 millions de francs par an et de 16 millions de francs par trimestre, dépasse celui que le ministère de l'Éducation nationale destine, pour la lecture, à l'ensemble des écoles de France.

CHRISTINE GARIN

MARTINE BOULAY-MERIC



Le Monde

de l'  
International

## ISNAR

INTERNATIONAL SERVICE FOR NATIONAL AGRICULTURAL RESEARCH

## POSITION ANNOUNCEMENT

## SENIOR RESEARCH OFFICER

The International Service for National Agricultural Research (ISNAR), one of 13 international agricultural research centers supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR), assists governments of developing countries to strengthen their national agricultural research systems. It collaborates with governments and national institutions in the areas of agricultural research policy, organization, and management. Its multidisciplinary staff conducts reviews of national research programs and organizations, carries out research and provides training in research management, arranges workshops and conferences and disseminates information about national agricultural research systems.

ISNAR invites applications for a vacant position of Senior Research Officer posted to serve at headquarters, located in The Hague, Netherlands.

## Major responsibilities

The Senior Research Officer will work with a considerable degree of independence; general management and policy guidance will be provided by the Director General or a Deputy Director General. Primary responsibilities will be in the advisory services program, carrying out diagnostic system reviews, and assisting national systems in planning and implementation of recommendations. The officer is also expected to make contributions to ISNAR's own research work and its training programs.

## Qualifications

## 1. Essential

- a PhD in an agricultural or social science, or an equivalent academic qualification
- a proven ability to work with national leaders in agricultural research in developing countries
- complete fluency in written and spoken French, and working knowledge of the English language.

## 2. Desirable

- a proven ability to work in multidisciplinary teams
- working knowledge of Spanish and/or Portuguese.

## Experience

## 1. Essential

- 10 years of experience working in national agricultural research systems in developing countries, of which at least 3 years in Africa
- significant management advisory or policy-making experience.

## 2. Desirable

- experience in livestock research in developing countries
- prior collaboration or experience with international agricultural research centers.

## Type of appointment

Fixed-term: 3 years, including a probationary period of 6 months. Subsequent renewals possible. Remuneration will depend on the level of qualifications and experience of the successful candidate.

## Application

Please send your résumé, including the names and addresses of three references, to the Director General, ISNAR, P.O. Box 93375, 2509 AJ The Hague, Netherlands. Applications will be accepted until 15 May 1991, or until the position is filled.

ISNAR does not discriminate on any basis, including nationality, ethnicity, sex, religion, handicap or age.



International Fund for Agricultural Development (United Nations) - (Rome, Italy) seeks

## PROJECT ECONOMIST/FINANCIAL ANALYST (P4/5)

In Technical Advisory Unit, the economist/financial analyst will be expected to provide expertise in micro-economics, agricultural economics, and analysis of social cost-benefits, finance, farm budgets and fiscal impact etc. in support of the preparation and appraisal of IFAD agricultural and rural development projects. In particular:

- support economic, technical and financial analysis back-up to IFAD project missions at various stages of project cycle, review IFAD mission reports with particular emphasis on verification of pricing of project costs and benefits, farm investment analysis; assessment of financial impact of projects including farm resource use, farm production, farm inputs and farm budgets, and the appropriateness of the underlying financial incentive framework for motivating smallholders production;
- examine economic aspects of project analysis including: determination of economic values; assessment of impact of price distortion for traded and non-traded items; mitigating long term environmental risks;
- provide technical support for IFAD's missions in analysing project impact on government receipts and expenditures;
- ensure conclusions of appraisal reports reflect financial and economic analysis, and necessary assurances to safeguard viability taking into account the Fund's target group interests;
- provide in-house training and technical back-up on economic and financial analysis.

**QUALIFICATIONS:** Undergraduate degree in economics, postgraduate degree in farm production economics; 10 to 15 years experience in formulating agricultural/rural development projects at various stages, in particular appraisal. Preferably agricultural project financing experience with International Financial Institutions. Full command of English and good working knowledge of Spanish, French and/or Arabic. Computer literate. Knowledge of COMPASS and LOTUS spreadsheet software essential. FARMOD desirable. Ability to work with people of different nationalities.

**SALARY RANGE FROM:** \$ 35,346/41,659 to \$ 49,614/55,214, plus post adjustment from \$ 25,096 to \$ 39,202.

**DURATION:** 2 year fixed-term.

**DATE OF ENTRY ON DUTY:** as soon as possible.

Please send 2 copies of detailed resume to:

Personnel Division - IFAD  
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Closing date for application: 27 April 1991

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

Le Monde *des* Cadres

3000 personnes  
1 Milliard de C.A.

PONTICELLI

Notre Groupe recherche un

## INGENIEUR CHEF DE DEPARTEMENT

35-40 ans pour son Agence Rhône-Alpes, basé à GRENOBLE (ECHIROLLES).

Large fourchette de rémunération suivant adaptation au poste. Vous recevrez une formation complémentaire.

Vous devez pouvoir assurer rapidement la responsabilité :

- de la coordination des estimations, études et travaux extérieurs,
- de la mobilisation et de la coordination des moyens humains et matériels,
- du choix et de la coordination des sous-traitants pour les travaux en entreprise générale,
- des études de prix et relations commerciales pour les secteurs d'activité dévolus.

Domaines particuliers d'activité de l'Agence : travail de l'acier inoxydable, chantiers dans l'industrie chimique, le pétrole et le nucléaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Jean DUHEM  
Société PONTICELLI Frères - 80 rue de Seine - BP 22 - 94401 VITRY Cedex.

TOURNERIE

LEPAGE

CHAUDRONNERIE

MECANIQUE

OFF SHORE

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NEC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung  
• BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES  
CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## DE L'ACHAT TECHNIQUE OU LA QUALITE, VERS LE MARKETING EUROPEEN...

**Chef des produits embarqués (H/F)** - Créé à l'initiative des plus grandes entreprises internationales, LOCSTAR est le premier groupe européen dédié à la messagerie et à la localisation de véhicules par satellites. Basé à Evry (Seine-et-Marne) puis à Marseille fin 1991, LOCSTAR constitue son équipe marketing. Sous l'autorité du responsable des produits, ce chef de produits prendra en charge, pour toute l'Europe, l'ensemble du projet produits embarqués dans les véhicules (terminaux et périphériques). Cette mission comporte notamment les actions suivantes : Identification des besoins des différents segments de marché, élaboration d'une offre produit adéquate intégrant les standards de qualité de LOCSTAR, initiation et suivi des rela-

tions avec les partenaires/fournisseurs sur ses produits. Pour accomplir sa mission, il doit collaborer avec la direction technique, la direction du développement et les filiales européennes. Le poste intéresse un ingénieur d'envergure européenne. Une expérience en tant que chef de projet technique multifacettes acquise, soit dans les achats techniques, soit dans un service qualité, l'aura sensibilisé aux notions de coûts / délais / planning / qualité. Cette fonction stratégique et autonome offre une opportunité de premier plan à un ingénieur concret et imaginaire. Ecrire à Henri MICHERON en précisant la référence A/KS214M - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72.

**LOCSTAR**

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

845 000  
LECTEURS  
CADRES,  
le Monde est  
le premier  
titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSON 90)

Dans le cas  
d'une annonce  
domiciliée au  
« Monde Publi-  
cité », il est  
impératif de faire  
figurer la réfé-  
rence sur votre  
enveloppe, afin  
de transmettre  
votre dossier  
dans les meil-  
leurs délais.

**ARCO, Conseil en  
Recrutement à Paris,  
Valence et aujourd'hui à  
Montpellier :**  
il y a des progressions  
que l'on défend avec  
chaleur !

MARIE MAY CONSULTANTS  
42, rue Pilot  
34000 MONTPELLIER  
tél. : 67.61.04.64  
fax : 67.63.19.46

PARIS/RHÔNE-ALPES/MEDITERRANEE

**ARCO**

CONTESSE

5021111111







REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>51 m², 11<sup>e</sup> étage</b>		
<b>2/3 PIÈCES</b>			<b>42 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking</b>		
<b>83 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>125, rue de Tocqueville</b>			<b>COURBEVOIE</b>		
<b>69-71, avenue de Suffren</b>			<b>GCI - 40-16-28-71</b>			<b>2, avenue du Parc</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>		
<b>9 500</b>			<b>4, rue de Puteaux</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>+ 1 742</b>			<b>GCI - 40-16-18-71</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
<b>5 831</b>			<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>70 m²</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>rez-de-chaussée</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>4, rue Tolain</b>			<b>parking</b>		
<b>100 m², 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
<b>74, rue d'Amsterdam</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>73 m²</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>7<sup>e</sup> étage</b>			<b>rez-de-chaussée</b>		
<b>10 500</b>			<b>possibilité parking</b>			<b>parking</b>		
<b>+ 750</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>NEUILLY-SUR-SEINE</b>		
<b>7 472</b>			<b>50 m² + terrasse</b>			<b>223, avenue Charles-de-Gaulle</b>		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>7<sup>e</sup> étage</b>			<b>CIGIMO - 48-00-85-89</b>		
<b>STUDIO MEUBLÉ</b>			<b>possibilité parking</b>			<b>Honoraires de location</b>		
<b>20 m² sur jardin</b>			<b>2/3 PIÈCES</b>			<b>NEUILLY-SUR-SEINE</b>		
<b>HOME PLAZZA NATION</b>			<b>73 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>4-8, avenue de Breteville</b>		
<b>HOME PLAZZA 40-09-40-00</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>		
<b>5 500</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>PUTEAUX</b>		
<b>+ 825</b>			<b>2 PIÈCES MEUBLÉES</b>			<b>1, rue Volta</b>		
<b>HOME PLAZZA BASTILLE</b>			<b>50 m² sur jardin</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>		
<b>HOME PLAZZA 40-21-22-23</b>			<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>8 500</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>SAINT-CLOUD</b>		
<b>+ 1 275</b>			<b>50 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>2, square Ste-Croix</b>		
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>57, bd Auguste-Strangé</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>42 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>Honoraires de location</b>			<b>SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b>		
<b>parking</b>			<b>12, rue du Moulin-de-la-Pointe</b>			<b>40, rue des Ursulines</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>		
<b>3 330</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>+ 800</b>			<b>42 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>VERSAILLES</b>		
<b>2 370</b>			<b>parking</b>			<b>96 bis, avenue de Paris</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>SAGGEL - 48-08-96-55</b>		
<b>STUDIO</b>			<b>36 m², rez-de-chaussée</b>			<b>48-08-96-70</b>		
<b>26 m², R-de-ch.</b>			<b>parking</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>199-201, avenue du Maine</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-58</b>			<b>MAISON</b>			<b>57 m², 4<sup>e</sup> étage</b>		
<b>4 060</b>			<b>115 m², garage</b>			<b>parking</b>		
<b>+ 295</b>			<b>25, rue de la Tour</b>			<b>SÈVRES</b>		
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>SOLVEG - 40-67-06-99</b>			<b>39, Grande-Rue</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>SOLVEG - 40-67-06-99</b>		
<b>38 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>parking, balcon</b>			<b>3/4 PIÈCES</b>			<b>110 m², 10<sup>e</sup> étage</b>		
<b>15, rue Fizeau</b>			<b>63 m², 7<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking, terrasse</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>			<b>parking</b>			<b>CHARENTON</b>		
<b>3 986</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>158, rue de Paris</b>		
<b>+ 370</b>			<b>70 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>		
<b>5 PIÈCES</b>			<b>parking</b>			<b>NOGENT-SUR-MARNE</b>		
<b>108 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>			<b>41, rue du Port</b>		
<b>2 parkings, balcon</b>			<b>229, boulevard Jean-Jaurès</b>			<b>SAGGEL - 42-66-51-05</b>		
<b>15, rue Fizeau</b>			<b>GCI - 40-16-18-71</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>NOGENT-SUR-MARNE</b>		
<b>11 500</b>			<b>70 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>68, rue François-Rolland</b>		
<b>+ 920</b>			<b>parking</b>			<b>SOLVEG - 40-67-06-99</b>		
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>45 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>SAINT-MANDÉ</b>		
<b>145 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking, balcon</b>			<b>25-27, avenue Joffre</b>		
<b>Possibilité parking</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>LOC INTER - 47-45-16-09</b>		
<b>2-8, rue P-Louis</b>			<b>101 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>VINCENNES</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>parking, balcon</b>			<b>44, rue de Fontenay</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>		
<b>12 067</b>			<b>75 m², balcon</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
<b>+ 1 081</b>			<b>1<sup>e</sup> étage</b>			<b>51 m², r.-de-ch.</b>		
<b>9 450</b>			<b>parking</b>			<b>parking</b>		

**Le Monde**  
CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

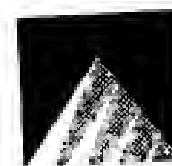
Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHEXIS GESTION



CIGIMO  
GROUPE GTF



RESIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZA



SAGGEL vendôme  
GROUPE NORD

SOLVEG  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

سكن في الامم



## MARCHÉS FINANCIERS

## Pernod-Ricard pourrait vendre sa participation dans le groupe Suez

Après avoir investi 4,9 milliards de francs dans la croissance externe de 1988 à 1990, dont près de 900 millions l'an dernier, le groupe Pernod-Ricard a décidé de marquer une pause dans sa politique d'acquisition en 1991, en se concentrant toutefois sur l'expansion des réseaux de distribution. « La stratégie du groupe reste la même, mais nous ne souhaitons pas faire appel à nos actionnaires pour financer notre développement », a indiqué M. Patrick Ricard, président de ce groupe de spiritueux et de boissons sans alcool, rappelant que sa firme finance ses investissements par autofinancement ou par crédit. L'endettement du groupe au 31 décembre s'élevait à 5,5 milliards de francs pour des fonds propres légè-

ment supérieurs à 6 milliards de francs. Le bénéfice a baissé de 24 % l'an dernier (le Monde du 30 mars).

D'autre part, pour dégager des liquidités, M. Ricard n'exclut pas de vendre la participation dans Suez qu'il avait acquise lors de sa privatisation en 1987, en faisant partie de son noyau dur. Cette participation, d'environ 3 %, est estimée à près de 1 milliard de francs. Selon M. Ricard, elle ne se justifie plus, aucune synergie n'ayant été trouvée entre les deux groupes au cours de ses trois ans et demi. Ce désengagement se fera en accord avec Suez. En revanche, il n'est pas question de se séparer des 2 % à 3 % détenus dans la Société générale.

## Usinor-Sacilor fait de sa filiale Allevard industries le numéro deux européen de la suspension

Poursuivant sa politique d'intégration vers l'avant, le groupe sidérurgique Usinor-Sacilor va fédérer, autour de sa filiale Allevard industries (1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1990), ses activités d'éléments de suspension pour l'industrie automobile. Le groupe sidérurgique français apportera à Allevard industries les activités barres de torsion de sa filiale Ascometal et ressorts de Sarraute. Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,5 milliard de francs, ce regroupement devrait faire d'Allevard industries le numéro

deux européen du secteur. Cette opération industrielle est aussi l'occasion d'une redéfinition des liens juridiques financiers unissant Usinor à Allevard. Le sidérurgiste français était entré, en 1989, à hauteur de 72 % dans le capital d'Allevard industries, le holding de tête contrôlant 89 % d'Allevard industries et créé deux ans plus tôt dans le cadre d'un RES (achat d'une entreprise par ses salariés). Ce RES prend fin avec l'absorption programmée d'Allevard industries par Allevard industries.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CANAL+ D'INFORMATIONS

## RÉSULTATS 1990

Lors de sa réunion du 29 mars 1991, le Conseil d'Administration de CANAL+ sous la présidence de Monsieur André Rousselet, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Les résultats consolidés du Groupe se résument ainsi :

(en millions de francs)	1990	1989	1990/1989
C.A. Abonnements	5173	4628	+ 11,8 %
C.A. Publicité et parrainage	272	260	+ 4,6 %
C.A. Autres	685	399	+ 71,7 %
C.A. TOTAL	6130	5287	+ 15,9 %
Résultat d'exploitation	1674	1351	+ 23,9 %
Résultat avant IS	1618	1229	+ 31,7 %
Résultat net part du groupe	910	761	+ 19,6 %
Résultat net par action (en F)	49,7	42,0	+ 18,3 %

La croissance du "Chiffre d'Affaires Autres" provient de la prise en compte du Groupe Antennes Tonna sur une année pleine et non plus sur un semestre comme ce fut le cas en 1989.

On constate au niveau du résultat d'exploitation une très forte amélioration de la rentabilité. Malgré l'importance des provisions passées sur TVS Entertainment (159,6 millions) et l'impact des pertes provenant des sociétés mises en équivalence (194 millions après déduction de la part des intérêts minoritaires), le résultat consolidé part du Groupe qui s'élève à 910 millions de francs marque une progression de 19,6 % par rapport à 1989.

Le résultat social de l'exercice 1990 s'établit à 1044,9 MF contre 768,7 MF en 1989, en augmentation de 35,9 %. Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 14 juin 1991 de porter le montant du dividende annuel net (hors avoir fiscal) de 18 F à 20 F par action. Les actionnaires auront la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions.

**Perspectives**  
Le ralentissement de l'économie constaté depuis quelques mois ne semble avoir aucun effet sur le rythme des nouveaux abonnements qui reste à un niveau élevé. Comme le taux de désabonnement est aussi en amélioration régulière, une progression de 10 % du nombre d'abonnés en 1991 semble tout à fait envisageable, et ce d'autant plus que la commercialisation des décodeurs Decsat a démarré dans les zones non couvertes par voie hertzienne.

Certes, les investissements de démarrage, liés aux nouveaux projets, tant à l'étranger que dans le câble, continueront à peser sur les résultats 1991 mais avec un impact qui sera significativement réduit par la valorisation de certaines participations. Compte tenu de tous ces éléments, le résultat consolidé part du Groupe devrait excéder un milliard de francs pour un chiffre d'affaires consolidé de 6,8 milliards.

Ces niveaux de résultats sont indispensables pour permettre à CANAL+ de faire face à ses responsabilités dans le domaine de la production cinématographique et des technologies nouvelles et pour que l'industrie audiovisuelle soit présente sur le plan européen.

Minitel Actionnaire : 3615 CPLUS - Rubrique COUR

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

## NEW-YORK, 2 avril ↑

## Forte progression

Wall Street est repassé mardi au-dessus de la barre des 2 900 points, grâce à une réaction technique aux pertes de la veille, amplifiée par l'espoir d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 945,06, en hausse de 63,88 points (+ 2,22 %). Quelques 189 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a largement dépassé celui des baisses : 1 182 contre 421, 440 titres étant inchangés.

Le marché a finalement digéré le rapport publié la veille par la société nationale des brevets d'invention des entreprises américaines, dénotant, selon les experts, que l'économie est toujours en récession aux États-Unis.

La reprise a bénéficié dans les premiers échanges de la fermeté des Bourses étrangères et d'une légère détente des taux d'intérêt à long terme. Elle s'est ensuite accélérée en raison des prévisions des analystes, selon lesquelles les statistiques sur le chômage pour mars, qui doivent être publiées vendredi, feront état d'une part de 150 000 emplois, ce qui devrait inciter la Fed à faire baisser davantage les taux d'intérêt afin de stimuler la croissance économique.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> avril	Cours de 2 <sup>nd</sup> avril
Alcoa	84 1/2	85 7/8
AT&T	52 1/2	53 1/2
Boeing	48 3/4	49 1/8
Chem. Marathon	15 1/8	15 7/8
Du Pont de Nemours	38 1/4	39 1/4
Exxon	43 3/4	44 1/4
Ford	57 1/2	58 1/2
General Electric	51 3/4	52 3/8
General Motors	36 3/4	37 1/2
IBM	112 1/4	113 1/2
ITT	58 1/4	59 1/8
McDonald	64 3/8	65 1/8
Pfizer	57 1/2	58 3/4
Schlumberger	57 1/2	58 1/8
Texas Instruments	143 3/4	144 1/2
U.S. Steel	30 1/4	30 3/4
Wells Fargo	29 1/8	29 3/4
Xerox Corp.	55 1/2	56 1/8

## LONDRES, 2 avril ↑

## Nette progression

Les valeurs ont terminé la séance en forte hausse mardi sur le Stock Exchange, à la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 31,8 points, soit 1,3 % à 2 488,3. Le volume des échanges a atteint 620,5 millions de titres, contre 544,9 millions jeudi 28 mars.

Cette nette progression s'est effectuée en dépit de dividendes de dividendes, qui ont réduit les gains de l'indice d'environ 7 points. Après une baisse initiale, le marché a décollé en milieu de séance lorsque le barreau d'affaires S.G. Warburg s'est porté fortement acheteur de contrats à terme sur indices, les espoirs de baisse des taux d'intérêt ont également répercuté sur le marché, les investisseurs étant comme d'habitude le 12 avril, jour de la publication de l'inflation de mars. L'actuelle fermeté de la livre dans le SME laisse en effet une marge suffisante pour un assouplissement de la politique monétaire britannique.

o Avco et Chartwell règlent tous leurs différends. - La firme de cosmétiques Avco Products et le groupe d'investissement Chartwell Associates ont annoncé, mardi 2 avril, la conclusion d'un accord réglant l'ensemble de leurs différends. Il prévoit le rachat de leurs actions respectives en justice, engagées après une tentative de prise de contrôle du conseil d'administration d'Avco, lors de son assemblée générale fixée au 17 mai. En échange, Avco a accepté de payer 7 millions de dollars (38 millions de francs) à Chartwell, octantement pour couvrir les frais de justice engagés par le groupe d'investisseurs. Chartwell ne possède plus que 2,6 millions de titres Avco, soit 3,5 % de ses 75 millions d'actions, après avoir vendu 10 millions de titres du fabricant de produits cosmétiques voici quinze jours (le Monde du 10 mars).

o Colreth : hausse de 79 % des bénéfices en 1989-1990. - Colreth, filiale de la Lyonnaise des eaux spécialisée dans la gestion technique, la climatisation par le réseau de chauffage, a réalisé un chiffre d'affaires de 2,27 milliards de francs pour sa première année commerciale dans le Sud-Ouest. La part de l'étranger, encore faible (8 % du chiffre d'affaires), a augmenté notamment en Espagne, au Canada (où Colreth gère le chauffage urbain de Montréal) et aux États-

## PARIS, 2 avril ↑

## Poursuite de la hausse

Le mouvement haussier qui avait repris dès la première de la liquidation du mois boursier de mars, soit sept séances, s'est poursuivi mardi. Après une ouverture stable (+ 0,04 %), les valeurs françaises se sont rapidement orientées vers la hausse, effaçant en fin de matinée une avance modérée de 0,54 %. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 affichait une progression moyenne de 0,87 %. A la clôture, les gains de l'indice ont été de 1,12 %, les valeurs étaient repassées à 3 058,12 points.

La Bourse de Paris contraste une fois encore avec sa rivale internationale qu'est New-York, en ne suivant pas la tendance à la baisse adoptée, la veille, outre-Atlantique. Le marché parisien est plutôt bien orienté et relativement calme, notamment les blue chips - ou valeurs de premier ordre, terme français dont l'emploi préconisé devrait faire l'objet d'une prochaine note de l'Institut Mérieux - en général, et les valeurs composant le panier du CAC 40, en particulier. C'est le cas, entre autres, d'Accor, dont la confirmation des bons résultats, conforme aux prévisions, en hausse de 31 %, a influencé favorablement les opérations.

Institut Mérieux, qui avait beaucoup monté le semaine dernière (+ 26 %), abandonne près de 3 % à la mi-journée, interrogé sur les fortes variations du cours de ce titre par l'agence Reuters, la Commission des opérations de Bourse (COB) a reçu et a classé, vers de près les mouvements sur le titre, sans toutefois que ce soit le stade de l'enquête de routine. Les notations sur ce titre ont été suspendues jusqu'au 3 avril inclus, de la Générale occidentale, de SAFI et de Locatel dans l'attente du lancement d'échange par Alcatel Alsthom sur ses filiales.

## TOKYO, 3 avril ↑

## Forte hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé mercredi sur une forte hausse, l'indice Nikkei général s'élevant à 2 528,08 points (+ 2 %) à 25 780,06 yens. Le mouvement s'est amorcé dès l'ouverture de la séance dans un marché actif. Le volume des transactions du matin a totalisé 330 millions de titres échangés, contre 230 millions lundi matin et 400 millions pour l'ensemble de la journée. Après avoir ouvert en forte hausse dans le sillage de la bonne progression de Wall Street la veille, le marché a continué sa progression sur le fil de rumeurs grandiloquentes d'une prochaine baisse des taux d'intérêt japonais, après le déclin du marché de la monnaie américaine, le mark reste peu demandé, s'échangeant à 3,3920 francs contre 3,3925 francs mardi au fixing.

VALEURS	Cours de 2 <sup>nd</sup> avril	Cours de 3 <sup>rd</sup> avril
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2
Alcatel	110 1/2	112 1/2

## FAITS ET RÉSULTATS

Unis. Le résultat net est passé de 17,3 millions de francs à 31 millions (+ 79,2 %).

o Fusion Agil/Cie de Presbourg : 13 actions pour 2. - La fusion par absorption de la Compagnie de Presbourg par la Banque Agil se fera sur la base d'un rapport d'échange de 13 actions Compagnie de Presbourg pour 2 actions nouvelles Banque Agil. Les actionnaires seront réunis, dans le courant du mois de mai, en assemblée générale extraordinaire, où sera approuvée la fusion. Le 13 février, le Conseil des Bourses de valeurs avait accepté le principe de l'offre publique de retrait visant les actions de la Compagnie de Presbourg au prix de 83 francs en cas de fusion par la banque de la compagnie. La Banque Agil est détenue à hauteur de 83 % par M. Jean-Luc Lagardère, au travers d'Agil SA, et à 16,7 % par M. Sylvain Floirat. Le capital de la Compagnie de Presbourg était notamment entre les mains de la Société de banque suisse (S.B.S.), de Matra (12,3 %), du GAN (9,9 %), de Hachette (9,0 %) et des Banques populaires (8,5 %).

o Sommer-Albert (plastiques) : les dividendes de la croissance allemande. - Malgré le rattrapage global de ses deux principaux marchés (automobile et équipement de la maison), Sommer-Albert, le spécialiste français de la transformation des plastiques, a dégraté l'an dernier un bénéfice net (part du groupe) en progression de 17,2 %, à 275 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé du plasturgiste o.a. lui, augmenté de 3,4 % à 9,8 milliards de francs, l'offre de devises ayant fait perdre au groupe trois points de croissance des ventes. Le plasturgiste entend poursuivre ses efforts d'implantation en Allemagne, marché qui devrait représenter 40 % de ses ventes consolidées à la fin de l'année contre 17 % à l'heure actuelle. Le groupe a d'autre part annoncé qu'il venait de racheter, en association avec l'italien Accmac, le fabricant américain de dalles vinyles Azrock (280 millions de chiffre d'affaires).

## PARIS :

## Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Alsthom	3738	3770	Canal+	1000	1000
Amisat Assurances	280	280	L.C.C.	259	259
Asystel	105	105	DA	302	302
B.A.C.	158	155 50	Idemec	137 10	137 10
Banque Paribas (B.C.M.)	885	880	Immob. Habitat	885	880
Bolton (Lyon)	381 10	385	I.P.B.M.	102	101
Bolton (Lyon)	210	210	Loisirs Invest.	250 80	250 10
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	1112	1107	Locatim	149	150 10
Coleman	430	421	Merc. Comm.	142	142
Cordis	570	577	Molax	82	82
C.E.G.E.P.	175	176	Prolog	360	360
C.F.P.I.	322	325	Publi-Financ.	600	600
C.N.I.M.	880	880	Rhone-Alp. Eau (Lyon)	305	305
Codimex	270 10	270 10	S.H. Méditerranée	183 20	182 20
Conforama	250	270 40	Salat Invest. (Lyon)	102	102
Credis	470	470	Sarthe	480	485
Dapli	685	685	S.M.T. Group	138 90	138 90
Danachy Worme Co.	402	402	Sopre	267	261
Deuquenne et Grol.	288	286	TFI	302	305
Dewey	1058	1058	Thermofix H. (Lyon)	280	280
Dinex	400	400	Unilog	200	200
Dolux	138	138	Viel et Co.	111 10	111 20
Editions Belfond	244	244	Y. St-Laurent Group	801	800
Europ. Propriété	358 80	352 50			
Finacor	128	128			
Financière	145	145			
GF (group. fonc.)	313	311			
Grand Uris	380	380			
Graphograph	214	215			
Group. Orléans	688	688			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 2 avril 1991

Nombre de contrats : 47 512.

COURS	ÉCHÉANCES			
	juin 91	Sept. 91	Déc.	
Dernier	185,44	185,46	185,46	
Précédent	185,12	185,10	184,86	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 91	Sept. 91	juin 91	Sept. 91
106	0,57	1,24	1,25	1,74
CAC 40 A TERME (MATIF)				
Volume : 5 188.				
COURS	Mars	Avril	Mai	
Dernier	1 838	1 857	1 859	
Précédent	1 828	1 834	1 847	

## CHANGES

Dollar : 5,67 ↓

Le dollar a effectué un important aller-retour en une journée, partant de 5,67 francs mardi matin, pour passer à 5,750 francs à la cotation officielle, et rebondir à 5,67 francs mercredi matin 3 avril. Malgré cette chute de la monnaie américaine, le mark reste peu demandé, s'échangeant à 3,3920 francs contre 3,3925 francs mardi au fixing.

	2 avril	3 avril
FRANCFORT	2 485,20	2 488,30
Dollar (en DM)	1,665	1,6745
Yen	167,45	167,45
TOKYO	2 485,20	2 488,30
Dollar (en yen)	137,13	137,78

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (3 avril) : 9 384/2 %  
New-York (2 avril) : 6 3/8 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 28 mars 2 avril  
Valeurs étrangères : 111,70 111,90  
(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC : 479,76 483,51  
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 1816,36 1827,10

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

1<sup>er</sup> avril 2 avril

Industrielles : 2 881,19 2 945,05

LONDRES (Indices & Financial Times)

100 valeurs : 28 mars 2 avril

30 valeurs : 2 485,20 2 488,30

Mines d'or : 1 953,90 1 985,90

Fonds d'Etat : 85,83 85,89

FRANCFORT

28 mars 2 avril

Dax : 1 838 1 857

TOKYO

2 avril 3 avril

Nikkei Dow Jones : 26 252,00 26 788,06

Indice général : 1 976,70 2 007,56

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR		DEUX DOLLARS		TROIS DOLLARS	
	à 100	à 200	à 100	à 200	à 100	à 200
\$ E.-U.	5,6950	5,6970	+ 145	+ 155	+ 289	+ 325
S. can.	4,9265	4,9325	+ 24	+ 6	+ 11	+ 57
Yen (100)	161,25	161,28	+ 30	+ 30	+ 90	+ 350
DM	3,3879	3,3911	- 4	+ 11	- 5	+ 22
Florin	3,0061	3,0087	- 8	+ 9	+ 15	+ 30
FR (100)	16,4619	16,4772	- 104	+ 91	+ 92	+ 159
FS	3,9965	4,0007	+ 4	+ 19	+ 23	+ 162
£ (1 000)	4,5469	4,5521	- 138	- 28	- 203	- 116
£	10,6559	10,6751	- 315	- 209	- 519	- 1182

## TAUX DES DEVIS MONÉTAIRES

\$ E-U	6 516	6 516	6 516	6 516	6 516	6 516	6 516	6 516	6 516
Yen	161,25	161,28	161,28	161,28	161,28	161,28	161,28	161,28	161,28
DM	3,3879	3,3911	3,3911	3,3911	3,3911	3,3911	3,3911	3,3911	3,3911
Florin	3,0061	3,0087	3,0087	3,0087	3,0087	3,0087	3,0087	3,0087	3,0087
FR (100)	16,4619	16,4772	16,4772	16,4772	16,4772	16,4772	16,4772	16,4772	16,4772
FS	3,9965	4,0007	4,0007	4,0007	4,0007	4,0007	4,0007	4,0007	4,0007
£ (1 000)	4,5469	4,5521	4,5521	4,5521	4,5521	4,5521	4,5521	4,5521	4,5521
Franc	9 164	9 172	9 172	9 172	9 172	9 172	9 172	9 172	9 172



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 3 AVRIL

Règlement mensuel

Compan- ies	VALUES	Cross pooled	Primer cross	Denier cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross pooled	Primer cross	Denier cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross pooled	Primer cross	Denier cross	% +/-	48	50
3800	CLM&M	3000	945	941	-0.07	220	CLM&M	3000	945	941	-0.07	220	CLM&M	3000	945	941	-0.07	48	50
940	CLM&M	945	941	941	-0.07	220	CLM&M	945	941	941	-0.07	220	CLM&M	945	941	941	-0.07	48	50
1200	CLM&M	1200	1200	1200	-0.07	220	CLM&M	1200	1200	1200	-0.07	220	CLM&M	1200	1200	1200	-0.07	48	50
1500	CLM&M	1500	1500	1500	-0.07	220	CLM&M	1500	1500	1500	-0.07	220	CLM&M	1500	1500	1500	-0.07	48	50
1800	CLM&M	1800	1800	1800	-0.07	220	CLM&M	1800	1800	1800	-0.07	220	CLM&M	1800	1800	1800	-0.07	48	50
2100	CLM&M	2100	2100	2100	-0.07	220	CLM&M	2100	2100	2100	-0.07	220	CLM&M	2100	2100	2100	-0.07	48	50
2400	CLM&M	2400	2400	2400	-0.07	220	CLM&M	2400	2400	2400	-0.07	220	CLM&M	2400	2400	2400	-0.07	48	50
2700	CLM&M	2700	2700	2700	-0.07	220	CLM&M	2700	2700	2700	-0.07	220	CLM&M	2700	2700	2700	-0.07	48	50
3000	CLM&M	3000	3000	3000	-0.07	220	CLM&M	3000	3000	3000	-0.07	220	CLM&M	3000	3000	3000	-0.07	48	50
3300	CLM&M	3300	3300	3300	-0.07	220	CLM&M	3300	3300	3300	-0.07	220	CLM&M	3300	3300	3300	-0.07	48	50
3600	CLM&M	3600	3600	3600	-0.07	220	CLM&M	3600	3600	3600	-0.07	220	CLM&M	3600	3600	3600	-0.07	48	50
3900	CLM&M	3900	3900	3900	-0.07	220	CLM&M	3900	3900	3900	-0.07	220	CLM&M	3900	3900	3900	-0.07	48	50
4200	CLM&M	4200	4200	4200	-0.07	220	CLM&M	4200	4200	4200	-0.07	220	CLM&M	4200	4200	4200	-0.07	48	50
4500	CLM&M	4500	4500	4500	-0.07	220	CLM&M	4500	4500	4500	-0.07	220	CLM&M	4500	4500	4500	-0.07	48	50
4800	CLM&M	4800	4800	4800	-0.07	220	CLM&M	4800	4800	4800	-0.07	220	CLM&M	4800	4800	4800	-0.07	48	50
5100	CLM&M	5100	5100	5100	-0.07	220	CLM&M	5100	5100	5100	-0.07	220	CLM&M	5100	5100	5100	-0.07	48	50
5400	CLM&M	5400	5400	5400	-0.07	220	CLM&M	5400	5400	5400	-0.07	220	CLM&M	5400	5400	5400	-0.07	48	50
5700	CLM&M	5700	5700	5700	-0.07	220	CLM&M	5700	5700	5700	-0.07	220	CLM&M	5700	5700	5700	-0.07	48	50
6000	CLM&M	6000	6000	6000	-0.07	220	CLM&M	6000	6000	6000	-0.07	220	CLM&M	6000	6000	6000	-0.07	48	50
6300	CLM&M	6300	6300	6300	-0.07	220	CLM&M	6300	6300	6300	-0.07	220	CLM&M	6300	6300	6300	-0.07	48	50
6600	CLM&M	6600	6600	6600	-0.07	220	CLM&M	6600	6600	6600	-0.07	220	CLM&M	6600	6600	6600	-0.07	48	50
6900	CLM&M	6900	6900	6900	-0.07	220	CLM&M	6900	6900	6900	-0.07	220	CLM&M	6900	6900	6900	-0.07	48	50
7200	CLM&M	7200	7200	7200	-0.07	220	CLM&M	7200	7200	7200	-0.07	220	CLM&M	7200	7200	7200	-0.07	48	50
7500	CLM&M	7500	7500	7500	-0.07	220	CLM&M	7500	7500	7500	-0.07	220	CLM&M	7500	7500	7500	-0.07	48	50
7800	CLM&M	7800	7800	7800	-0.07	220	CLM&M	7800	7800	7800	-0.07	220	CLM&M	7800	7800	7800	-0.07	48	50
8100	CLM&M	8100	8100	8100	-0.07	220	CLM&M	8100	8100	8100	-0.07	220	CLM&M	8100	8100	8100	-0.07	48	50
8400	CLM&M	8400	8400	8400	-0.07	220	CLM&M	8400	8400	8400	-0.07	220	CLM&M	8400	8400	8400	-0.07	48	50
8700	CLM&M	8700	8700	8700	-0.07	220	CLM&M	8700	8700	8700	-0.07	220	CLM&M	8700	8700	8700	-0.07	48	50
9000	CLM&M	9000	9000	9000	-0.07	220	CLM&M	9000	9000	9000	-0.07	220	CLM&M	9000	9000	9000	-0.07	48	50
9300	CLM&M	9300	9300	9300	-0.07	220	CLM&M	9300	9300	9300	-0.07	220	CLM&M	9300	9300	9300	-0.07	48	50
9600	CLM&M	9600	9600	9600	-0.07	220	CLM&M	9600	9600	9600	-0.07	220	CLM&M	9600	9600	9600	-0.07	48	50
9900	CLM&M	9900	9900	9900	-0.07	220	CLM&M	9900	9900	9900	-0.07	220	CLM&M	9900	9900	9900	-0.07	48	50
10200	CLM&M	10200	10200	10200	-0.07	220	CLM&M	10200	10200	10200	-0.07	220	CLM&M	10200	10200	10200	-0.07	48	50
10500	CLM&M	10500	10500	10500	-0.07	220	CLM&M	10500	10500	10500	-0.07	220	CLM&M	10500	10500	10500	-0.07	48	50
10800	CLM&M	10800	10800	10800	-0.07	220	CLM&M	10800	10800	10800	-0.07	220	CLM&M	10800	10800	10800	-0.07	48	50
11100	CLM&M	11100	11100	11100	-0.07	220	CLM&M	11100	11100	11100	-0.07	220	CLM&M	11100	11100	11100	-0.07	48	50
11400	CLM&M	11400	11400	11400	-0.07	220	CLM&M	11400	11400	11400	-0.07	220	CLM&M	11400	11400	11400	-0.07	48	50
11700	CLM&M	11700	11700	11700	-0.07	220	CLM&M	11700	11700	11700	-0.07	220	CLM&M	11700	11700	11700	-0.07	48	50
12000	CLM&M	12000	12000	12000	-0.07	220	CLM&M	12000	12000	12000	-0.07	220	CLM&M	12000	12000	12000	-0.07	48	50
12300	CLM&M	12300	12300	12300	-0.07	220	CLM&M	12300	12300	12300	-0.07	220	CLM&M	12300	12300	12300	-0.07	48	50
12600	CLM&M	12600	12600	12600	-0.07	220	CLM&M	12600	12600	12600	-0.07	220	CLM&M	12600	12600	12600	-0.07	48	50
12900	CLM&M	12900	12900	12900	-0.07	220	CLM&M	12900	12900	12900	-0.07	220	CLM&M	12900	12900	12900	-0.07	48	50
13200	CLM&M	13200	13200	13200	-0.07	220	CLM&M	13200	13200	13200	-0.07	220	CLM&M	13200	13200	13200	-0.07	48	50
13500	CLM&M	13500	13500	13500	-0.07	220	CLM&M	13500	13500	13500	-0.07	220	CLM&M	13500	13500	13500	-0.07	48	50
13800	CLM&M	13800	13800	13800	-0.07	220	CLM&M	13800	13800	13800	-0.07	220	CLM&M	13800	13800	13800	-0.07	48	50
14100	CLM&M	14100	14100	14100	-0.07	220	CLM&M	14100	14100	14100	-0.07	220	CLM&M	14100	14100	14100	-0.07	48	50
14400	CLM&M	14400	14400	14400	-0.07	220	CLM&M	14400	14400	14400	-0.07	220	CLM&M	14400	14400	14400	-0.07	48	50
14700	CLM&M	14700	14700	14700	-0.07	220	CLM&M	14700	14700	14700	-0.07	220	CLM&M	14700	14700	14700	-0.07	48	50
15000	CLM&M	15000	15000	15000	-0.07	220	CLM&M	15000	15000	15000	-0.07	220	CLM&M	15000	15000	15000	-0.07	48	50
15300	CLM&M	15300	15300	15300	-0.07	220	CLM&M	15300	15300	15300	-0.07	220	CLM&M	15300	15300	15300	-0.07	48	50
15600	CLM&M	15600	15600	15600	-0.07	220	CLM&M	15600	15600	15600	-0.07	220	CLM&M	15600	15600	15600	-0.07	48	50
15900	CLM&M	15900	15900	15900	-0.07	220	CLM&M	15900	15900	15900	-0.07	220	CLM&M	15900	15900	15900	-0.07	48	50
16200	CLM&M	16200	16200	16200	-0.07	220	CLM&M	16200	16200	16200	-0.07	220	CLM&M	16200	16200	16200	-0.07	48	50
16500	CLM&M	16500	16500	16500	-0.07	220	CLM&M	16500	16500	16500	-0.07	220	CLM&M	16500	16500	16500	-0.07	48	50
16800	CLM&M	16800	16800	16800	-0.07	220	CLM&M	16800	16800	16800	-0.07	220	CLM&M	16800	16800	16800	-0.07	48	50
17100	CLM&M	17100	17100	17100	-0.07	220	CLM&M	17100	17100	17100	-0.07	220	CLM&M	17100	17100	17100	-0.07	48	50
17400	CLM&M	17400	17400	17400	-0.07	220	CLM&M	17400	17400	17400	-0.07	220	CLM&M	17400	17400	17400	-0.07	48	50
17700	CLM&M	17700	17700	17700	-0.07	220	CLM&M	17700	17700	17700	-0.07	220	CLM&M	17700	17700	17700	-0.07	48	50
18000	CLM&M	18000	18000	18000	-0.07	220	CLM&M	18000	18000	18000	-0.07	220	CLM&M	18000	18000	18000	-0.07	48	50
18300	CLM&M	18300	18300	18300	-0.07	220	CLM&M	18300	18300	18300	-0.07	220	CLM&M	18300	18300	18300	-0.07	48	50
18600	CLM&M	18600	18600	18600	-0.07	220	CLM&M	18600	18600	18600	-0.07	220	CLM&M	18600	18600	18600	-0.07	48	50
18900	CLM&M	18900	18900	18900	-0.07	220	CLM&M	18900	18900	18900	-0.07	220	CLM&M	18900	18900	18900	-0.07	48	50
19200	CLM&M	19200	19200	19200	-0.07	220	CLM&M	19200	19200	19200	-0.07	220	CLM&M	19200	19200	19200	-0.07	48	50
19500	CLM&M	19500	19500	19500	-0.07	220	CLM&M	19500	19500	19500	-0.07	220	CLM&M	19500	19500	19500	-0.07	48	50
19800	CLM&M	19800	19800	19800	-0.07	220	CLM&M	19800	19800	19800	-0.07	220	CLM&M	19800	19800	19800	-0.07	48	50
20100	CLM&M	20100	20100	20100	-0														

**COMPTANT**

VALEURS		% du mont.	% du coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
Obligations															
Emp. Etat 8.875/77	...	7.88	...	C.I.M.	857	...	...	Magnat	600	618	...	A.E.G.	670	...	...
Emp. Etat 8.875/78	...	7.11	...	C.I.T.A.B.M. (B)	2905	...	...	Métal Oxyphyl	580	603	d	Alco. Iron Stee.	220	...	...
10.00% 7/9/94	...	0.24	...	Cofinor	358	...	...	Shen	124.20	122.	...	Alcan. Alumin.	125:	...	...
Emp. Etat 12.4/93/94	...	6.91	...	Cof. Ind. Ind. (C)	4510	...	...	Montedison (M)	317.80	320	...	American Brands	284.90	...	...
Emp. Etat 11.75/95	...	110.13	...	Cof. Ind. Ind. (C)	420	430	...	Oxyphyl	281	...	...	Arbel	946	...	...
10.25% sans 68	...	104.85	0.61	Cof. Ind. Ind. (C)	885	...	...	Oxyphyl (C)	1038	1037	...	Aspenstone Mines	167	...	...
OAT 10% 5/2000	...	105.66	8.12	Cof. Ind. Ind. (C)	348	...	...	Public Nonwood	900	909	...	Aspenstone Mines	580	...	...
OAT 5.9% 12/2897	...	104.46	3.01	Cof. Ind. Ind. (C)	127	127.90	...	Public Nonwood	628	...	...	Bl. & W. Ind. Int.	25200	...	...
OAT 5.85% 1/1995	...	103.06	1.88	Cof. Ind. Ind. (C)	700	700	...	Public Nonwood	180	180	...	C. & P. Ind. Corp.	83.80	...	...
ORT 10.30% 1985	...	105.50	3.96	Cof. Ind. Ind. (C)	779	779	...	Public Nonwood	650	648	...	C. & P. Ind. Corp.	12.20	...	...
PIT 11.2% 88	...	1.86	...	Cof. Ind. Ind. (C)	1823	1845	...	Public Nonwood	202	...	...	C. & P. Ind. Corp.	820	...	...
CF 10.37% 88	...	0.53	...	Cof. Ind. Ind. (C)	3650	3650	...	Public Nonwood	245	241.80	...	D. & B. Corp.	137	...	...
CF 10.125% nov 90	...	1.05	...	Cof. Ind. Ind. (C)	1128	...	...	Public Nonwood	752	...	...	Dow Chemical	261	24	...
CNA 10.10% 88	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	2510	2520	...	Public Nonwood	1652	...	...	East	607	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	970	...	...	Public Nonwood	530	...	...	E. & S. (Ind. Lumb.)	1050	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	281.20	287	...	Public Nonwood	1137	109.10	...	G. & S. Holdings Ltd.	108.80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	774	...	...	Public Nonwood	655	655	...	Goodman Corp.	125	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	358	...	...	Public Nonwood	308	308	...	G. & S. Holdings Ltd.	178	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	4000	...	...	Public Nonwood	452	470	...	Harvard Ind.	336.80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	1879	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Kubota	32.50	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	282	...	...	Public Nonwood	300	...	...	Lithium	19.70	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	135	...	...	Public Nonwood	300	...	...	Lithium	19.70	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	1675	...	...	Public Nonwood	1148	...	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	670	...	...	Public Nonwood	136.80	135.90	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	655	655	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood	481	485	...	Monsanto Mines	80	...	...
CNB 8.5% 8000F	...	2.58	...	Cof. Ind. Ind. (C)	820	...	...	Public Nonwood</							

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Franc incl.	Rechart net	VALEURS	Emission Franc incl.	Rechart net	VALEURS	Emission Franc incl.	Rechart net
A.A.A.	1042 48	1017 06	Point Court	127067 54	123767 54	Mutuelle	126 66	122 30
Asiatic	221 43	215 80	Point Court	236 75	237 85	Poste Gestion.	1206 58	122 30
Asiatic	775 06	741 70	Point Court	31 49	30 72	Poste Gestion.	11308 53	11297 23
Asiatic	2464 62	2444 42	Point Court	844 19	822 80	Poste Gestion.	112 26	111 17
Asiatic	115 56	115 21	Point Court	11267 33	11190 37	Poste Gestion.	26504 74	26504 74
Asiatic	1115 42	1088 21	Point Court	4581 81	4588 59	Poste Gestion.	1065 93	1065 94
Asiatic	019 89	001 94	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	130 16	130 17
Asiatic	1054 56	1044 61	Point Court	1222 174	1222 174	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	117 48	113 85	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	427 38	428 71	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1127 68	1127 68	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	11461 07	11461 07	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	540 73	532 95	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	733 85	707 55	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	640 73	627 84	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	847 23	842 29	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1067 52	1067 52	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	585 36	585 04	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1255 09	1219 93	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1865 58	1863	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	104 11	104 36	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 25	147 01	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	129 05	129 46	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	113 03	113 03	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	111 73	107 39	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	126 95	120 43	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	105 70	5882 07	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	5676 57	5768 53	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1183 40	1185 08	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	31 28	30 28	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1159 59	1170 27	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	3187 83	3152 84	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	272 05	272 05	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	398 39	398 39	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	422 36	426 53	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1188 44	1185 41	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1236 08	1234 87	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	832 78	832 78	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	143 34	20 25	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	142 91	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1032 42	1039 87	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	31 27	320 02	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	2310 38	230 02	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	401 72	303 03	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	6216 63	6108 12	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	2546 15	2545 75	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	3161 94	3152 94	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	2006 98	2006 98	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	254 72	254 72	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	284 72	271 81	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	3231 81	3231 01	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	4609 82	4458 57	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	26710 38	26710 38	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	958 81	958 81	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	208 81	208 81	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1720 45	1674 40	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	92	85 54	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	62791 43	62791 43	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1280 04	1245 76	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	187 01	182 48	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	13238 96	13141 40	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1003 13	1003 13	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	426 00	426 00	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1220 07	1207 99	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	7892 36	7892 36	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	857 36	857 36	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	6988 48	6988 48	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1194 08	1184 90	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	5894 14	5894 14	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1280 54	1280 54	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	9597 48	9597 48	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	108 39	108 39	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	330 35	330 35	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	477 29	477 29	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	453 15	453 15	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	123 07	123 07	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	1212 81	1177 49	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	32 02	32 02	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	38 32	38 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32	Point Court	1261 98	1261 98	Poste Gestion.	15 87	15 87
Asiatic	100 32	100 32						

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

\_\_\_\_\_

— : détaché - p : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا ابن الاصل



# AGENDA

## CARNET DU MONDE

### Naissances

— Marie-Gabrielle et Pierre-Alain JOSEPH, Carole et Nicolas, ont la joie d'annoncer la naissance de Juliette, à Angers, le 29 mars 1991.

— Lola, est née le 28 mars 1991. Edith GAMBAGE et Jean DELMAS, 33, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.

### Décès

— Daniel Defert, président de la Fédération nationale AIDES, ont la douleur de faire part du décès de Jean-Paul BAGGIONI, ancien président de l'association AIDES Paris et Ile-de-France.

— M<sup>me</sup> Sylvain Berlion, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses neveux et nièces, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Sylvain BERLIONE, survenu le 31 mars 1991, à soixante-dix-huit ans. L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le colonel et la baronne de Maleprade, M. et M<sup>me</sup> François de Maleprade, M. et M<sup>me</sup> Elonne de Maleprade, ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux, Ses familles Gausson, André, Bosc, Mobilie, Sa grande famille du scoutisme, ont la tristesse de faire part du décès de

NP Hélène BUTTE, le 21 mars 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Un moment d'action de grâce aura lieu le jeudi 4, à 17 h 45, à la maison de retraite du Châtelet, 3, rue du Bel-Air, Meudon (Hauts-de-Seine), au cours du culte hebdomadaire.

« J'ai combattu le bon combat » H. Tim. ; IV. 7.

— M<sup>me</sup> Raymond Cérif-Lanzenberg, son épouse, Liliane et Philippe Jacob, Claude et Muriel Cérif, Mireille Cérif, Gilbert et Marie-France Cérif, Brigitte et Bernard Gamby, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

AL Raymond CERIF-LANZENBERG, survenu le 28 mars 1991.

115, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

— Jean Dorese, Sa famille, Et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès, en sa quatre-vingt-dixième année, de

Marianne DORESE, née Gueuch-Ogloff, Les obsèques ont été célébrées à Seillans, le mercredi 20 mars.

A sa mémoire, les prières du quarantième jour ont été dites le 31 mars, tant à l'église catholique russe de Paris qu'en son rite éthiopien à Addis-Abeba.

Marianne Dorese avait assuré, dès 1911, la conservation de la collection d'antiquités égyptiennes du Musée Guimet de Paris, transférées au Louvre en 1938. Elle participa aux recherches archéologiques de son mari, Jean Dorese, en Egypte et en Ethiopie. Ses publications personnelles concernent essentiellement les textes et monuments du pharaon « monothéiste » Akénaton.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-95

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

S'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal,

15, rue Falguière, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 45-86-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F

Abonnements et annonces ..... 80 F

Communications diverses ..... 95 F

Thèses et études ..... 50 F

Les lignes en capitales grasset sont

taillées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Maximum 10 lignes.

— Mère Scholastique Goursat, O.S.B., M<sup>me</sup> Paul Mondelfroid, M. et M<sup>me</sup> Bruno de Massé, M. et M<sup>me</sup> Jean Beauchamp, ses cousins germains, Et les familles Beauchamp, Bonnelle, Broley, Henry, Le Poitevin, Rousseau, Gérard Arbola, La Communauté de l'Emmanuel Et la Fraternité de Jésus, font part du décès de Dieu de

Pierre GOURSAT, fondateur de la Communauté de l'Emmanuel et de la Fraternité de Jésus, survenu le 25 mars 1991.

La messe de funérailles a eu lieu à Paris, en l'église de la Sainte-Trinité, le mercredi 27 mars, et l'inhumation à Paray-le-Monial, le jeudi saint 28 mars.

Communauté de l'Emmanuel, 18, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly-sur-Seine. Le Haut Sévigné, 35510 Cesson-Sévigné.

(Le Monde du 1<sup>er</sup> avril.)

Maurice GUY-LOE, artiste peintre, fondateur, et pendant trente-cinq ans, administrateur de la Maison nationale des artistes à Nogent-sur-Marne, vice-président

de la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre des Arts et Lettres, ancien combattant des guerres de 1914-1918 et 1939-1945, secrétaire du Salon d'automne,

est décédé le 24 mars 1991, à Sucey-en-Brie.

De la part de M<sup>me</sup> Henriette Noufflard Guy-Loe Et ses enfants,

21, rue Ludovic-Halévy, 94370 Sucey-en-Brie.

Né à Lyon le 19 mai 1898, Maurice Guy-Loe entre à l'Ecole nationale des arts décoratifs, puis à l'Ecole nationale des beaux-arts latéraux Corbin et Raphaël Colin. En 1916, il devance l'appel et il rejoint en 1918 l'armée d'Orient. A partir de 1922, il peut se consacrer librement à son art grâce à une bourse de la fondation américaine Blumenthal. Il exécute de grandes peintures décoratives et des fresques pour des bâtiments publics et privés, notamment pour le pavillon des Etats pontificaux à l'exposition de 1937 (médaille d'or). Son activité se poursuit, d'autre part, vers l'aide à ses camarades, d'abord comme président de l'association Blumenthal, puis de l'Entente des artistes, et il permet pendant l'occupation allemande, de porter assistance à de nombreux artistes en difficulté. Enfin, en 1945, le legs fait à l'Etat par la famille Smith-Champion d'une belle propriété sise à Nogent-sur-Marne, lui permet de fonder, grâce à Henriaux et à Jaujard, la Maison nationale des artistes qui a offert et offre encore aujourd'hui à de nombreux peintres, sculpteurs, architectes... les conditions d'une vieillesse heureuse et professionnellement active. Il eut également l'idée d'y adjoindre des ensembles d'ateliers, pour de jeunes artistes, dont les derniers réalisés, en 1987-1988, portent son nom.

— M<sup>me</sup> Mustapha Khodja, Faiza, sa fille, Mohamed, Djamel et Amine, ses fils, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Mustapha KHODJA, chirurgien à Djelfa,

survenu à Alger, dans sa soixante-neuvième année.

L'enterrement a eu lieu à Chercheil, 8, rue El-Idrissi, Alger.

— La comtesse Georges de Lalène Laprade, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa sœur, M<sup>me</sup> Michael Tweedie et ses enfants, Toute sa famille, ont la grande douleur de faire part du décès du

comte Georges de LALÈNE LAPRADE, survenu le 30 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

— Le 26 mars 1991.

Jean PRAT

a terminé sa vie,

souhaitant que ses amis pensent à lui

sa tristesse.

— On nous prie d'annoncer le décès,

survenu à Antibes le 19 mars 1991,

dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

docteur Jean-Pierre VERNES,

ancien interne des hôpitaux de Paris.

### Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de

Reo ANASTAZE, ancien directeur international de Thomson-CSF,

un service religieux sera célébré le vendredi 5 avril 1991, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Rueil-Malmaison.

— En ce vingtième anniversaire du décès de

Germaise VELLE, agrégée de l'Université,

une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— Recherche médecin retraité ayant soigné

Suzanne TABOURNEL.

Téléphoner au directeur Chavasseux, à Saint-Etienne, pour cause grave. Tél. : 77-32-87-91.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

## AUTOMOBILE

### Les nouvelles soviétiques du réseau Poch

Deux voitures soviétiques, l'une de faible dimension (3,70 m) l'autre familiale (4,35 m), sont actuellement en livraison dans le réseau Poch. Les Poch, père et fils — Jacques et Jean-Jacques, — sont depuis longtemps spécialistes de ce type de véhicules venus de l'Est et spécialement d'Union soviétique (Lada). Pour les deux modèles parvenus en France, la principale qualité réside dans le prix demandé par l'importateur : 35 990 francs pour la petite Tavia et 49 990 francs pour la grosse Aleko.

A vrai dire, ces tarifs correspondent à ce qu'il faut attendre de ce genre de voitures, faites pour résister aux difficiles conditions climatiques du pays d'origine et à ses routes souvent défoncées. Mais, malgré certains progrès techniques, elles restent dominées par la rusticité.

La Tavia est une 1100 cm<sup>3</sup> à 4 CV flexibles construite dans des usines très modernes. Sa conception technique pourrait être comparée à celle qui régnait dans les bureaux d'études occidentaux — traction avant, moteur monté transversalement, boîte à 5 rapports, freins à disque à l'avant. Le conducteur n'en obtiendra pas pour autant, au-delà d'une allure modeste, des résultats très encourageants. Flou dans la

direction, freinage peu efficace, bruits divers. A cela s'ajoute une boîte montée à l'envers (la 5<sup>e</sup> est au bas et la marche arrière mystérieuse). De nuit, les cadrans du tableau de bord ne sont pas lisibles puisque non-éclairés. Le réseau Poch, devant ces défaillances a eu l'heureuse idée de donner quelques patita plus dans une version « XL », avec jupes, calandre et enjoliveurs.

La grosse Aleko (1800 cm<sup>3</sup> et 7 CV) vise les familles plus nombreuses. Elle se distingue par la légèreté de sa structure en dépit de sa grande robustesse. Comme la Tavia, c'est un deux volumes à hayon et à roues avant motrices. Si on peut lui reprocher à peu près les mêmes défauts relevés sur la petite voiture précédente, ici, finition et autres aspects de détails ont fait l'objet de soins plus sérieux. En revanche, il faut des muscles de déménageurs pour tourner son volant malgré le gain de poids réalisé. Les consommations peuvent être, si l'on y prend garde — pied léger à conseiller — pour le moins confortables.

Au fond, l'une, la Tavia peut faire dans un ménage une deuxième voiture, l'Aleko peut permettre d'envisager des routes plus longues, voire de tirer une caravane.

CLAUDE LAMOTTE

DU 15 MARS AU 15 AVRIL 1991

Votre concessionnaire ALFA ROMEO

vous offre

3 ans d'entretien

sur votre nouvelle ALFA ROMEO neuve

En plus des garanties ALFA ROMEO (garantie totale 1 an, garantie moteur 2 ans dans la limite de 100 000 km, garantie anticorrosion 6 ans, Assistance 24 h/24 pendant 1 an) votre concessionnaire prendra intégralement à sa charge tout les frais d'entretien de votre nouvelle ALFA ROMEO neuve acquise entre le 15 mars 1991 et le 15 avril 1991 pendant 3 ans dans la limite de 60 000 km. Ce contrat d'entretien ne comprend ni les pneumatiques, ni le carburant, mais prévoit le prêt d'un véhicule de courtoisie.

Concessionnaire ALFA ROMEO

PARIS 20<sup>e</sup>

PARIS EST ALPO

150 bis, 151 de Châteauneuf

75020 PARIS

Tél. (1) 40 09 02 95

ISSY-LES-MOULINEAUX

GARAGE ROCHER

3745, Quai du Président Roosevelt

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Tél. (1) 45 54 97 40

## LÉGION D'HONNEUR

Nous terminons la publication des promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur parues au Journal officiel du 31 mars (le Monde des 2 et 3 avril).

### Affaires sociales et solidarité

Sont promus officiers : MM. Norbert Aproso, professeur des universités, chef de service hospitalier ; Henri Choy, vice-président de l'Institut pour la recherche sur la maladie épileptique ; André Vison, président du comité de la Croix-Rouge d'Antibes.

Sont promus chevaliers : MM. Norbert Bensaid, médecin ; André Borran, médecin chef de service au centre hospitalier de Montpellier ; M<sup>me</sup> Gilberte Cordier, épouse Robert, présidente départementale du Secours catholique du Val-de-Marne ; Raymond Décamme, épouse Neuville, infirmière générale en retraite ; MM. Henri Delbecq, médecin chef de service au centre hospitalier général de Dunkerque ; Alain Desroille, vice-président du conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes ; M<sup>me</sup> Micheline Grouin, inspecteur général des affaires sociales ; MM. Jean-Claude Lafon, professeur des universités, médecin chef de service à l'hôpital de Besançon ; Robert Métais, administrateur de l'association des parents de délinquants mineurs ; 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; Michel Paubant, médecin cardiologue à Roubaix ; Roger Pruvost, directeur chargé de la défection des hôpitaux du Cen-

tre ; Charles Salanne, vice-président de la Fédération nationale de la mutualité française ; Alain Scleron, professeur agrégé des universités, chirurgien cardiologue à la clinique protestante de Lyon ; Jean Toulouse, médecin ; Auguste Wackenheim, professeur des universités, médecin chef de service du centre hospitalier de Strasbourg.

Est nommée chevalier : M<sup>me</sup> Collette James, épouse Kreder, directrice de l'Ecole polytechnique Fennin.

### Recherche et technologie

Sont promus commandeurs : M. Constant Burg, président de l'Institut Curie ; M<sup>me</sup> Jacqueline David, dite Jacqueline de Romilly, membre de l'Académie française et membre de l'Institut.

Sont promus officiers : MM. Pierre Holt, professeur titulaire ; Jean Lagasse, professeur émérite de l'université de Toulouse ; M<sup>me</sup> Raymond Moulin, maître de conférences, directeur de recherche titulaire au CNRS.

Sont nommés chevaliers : MM. Henri Carsalade, directeur général adjoint du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement ; Alain Coste, professeur, directeur de laboratoire au Centre national de la recherche scientifique ; Ette de Dampierre, professeur à l'université Paris-X ; Bernard Esaladi, directeur adjoint au Centre national d'études spatiales ; Henri Guillemette, professeur à l'École centrale de Paris, président de l'Agence nationale de valorisation de la recherche ; Jacques Hanoune, médecin, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; Jean Kovalevsky, astronome, directeur du centre d'études et de recherches géodynamiques et astronomiques, membre de l'Institut ; Ionel Solomon, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, membre de l'Institut.

### Commerce extérieur

Est promu commandeur : M. Jean Graille, président d'un bureau national interprofessionnel.

Est promu officier : M. Louis Cotte, conseil d'entreprises.

Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Jean-Daniel Gardère, chef des services d'expansion économique près l'ambassade de France en Italie ; Serge Montblanc, directeur général adjoint de société ; Yves Pinet, attaché de direction dans une manufacture ; Jacky Sarnelli, chef du service d'expansion économique à Ryad.

### Droits des femmes

Est promue officier : M<sup>me</sup> Denise Guillemain, épouse Ducrocq, scientifique résistante.

### MOTS CROISÉS

La grille des mots croisés n° 5491 (le Monde du 3 avril) était fautive. Nous republiques aujourd'hui ce problème dans sa bonne version ainsi que la solution du problème n° 5489 et prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour cette erreur.

### PROBLÈME N° 5491

1 2 3 4 5 6 7 8 9  
I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

### PROBLÈME N° 5492

1 2 3 4 5 6 7 8 9  
I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

### HORIZONTALEMENT

1. Brut que font les petits briquets. — 2. C'est le nom d'un pays. — 3. C'est le nom d'un pays. — 4. C'est le nom d'un pays. — 5. C'est le nom d'un pays. — 6. C'est le nom d'un pays. — 7. C'est le nom d'un pays. — 8. C'est le nom d'un pays. — 9. C'est le nom d'un pays. — 10. C'est le nom d'un pays. — 11. C'est le nom d'un pays.

### VERTICALEMENT

1. Nom qu'on peut donner à une nourriture. — 2. Donner une bonne trappe. — 3. C'est le nom d'un pays. — 4. C'est le nom d'un pays. — 5. C'est le nom d'un pays. — 6. C'est le nom d'un pays. — 7. C'est le nom d'un pays. — 8. C'est le nom d'un pays. — 9. C'est le nom d'un pays. — 10. C'est le nom d'un pays. — 11. C'est le nom d'un pays.

### Solution du problème n° 5489

Horizontalement  
I. Tenture. — II. Ebouriffé. — III. Légal. — IV. En. Nuera. — V. Pardantes. — VI. Uité. — VII. Olan. — VIII. Nasilleur (cf. mandarin). — IX. Er. Mousse. — X. Go. Tite. — XI. Dent. Test.

Verticalement  
1. Téléphone. — 2. Ebène. Large. — 3. Nos. Russ. On. — 4. Tia. Dénier. — 5. Utrial. Lot. — 6. Ri. Une. Luit. — 7. Effet. Leste. — 8. Furieuses. — 9. Pétuse. Rd.

GUY BROUTY

## Anciens combattants et victimes de guerre

Sont promus officiers : MM. Pierre Laval, vice-président général de Résistance-Fer ; Jean Naudy, vice-président de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance.

Sont nommés chevaliers : MM. Toussaint Albertini, ancien membre du conseil d'administration d'un office départemental d'anciens combattants et victimes de guerre ; Marcel Chauvaud, président d'une amicale de combattants et prisonniers de guerre d'Algérie, Tunisie, Maroc ; Louis Courtot, administrateur national de la Fédération nationale des blessés du poumon et des chirurgiens ; Gilbert Démoly, vice-président national d'une union fédérale d'anciens combattants ; Jean Gomin, vice-président départemental de l'Association nationale des anciens combattants de Flandres-Dunkerque 40 ; François Hudelot, président adjoint de la Fédération nationale des combattants républicains ; Jean-Baptiste Lapoyre, membre du Conseil national et président départemental de l'Union nationale des évadés de guerre ; André Le Moul, membre du Comité de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie ; Joseph Malandain, président d'honneur d'une association d'anciens combattants ; Pierre Paul, président du groupe basque de l'Union nationale des combattants UNC-UNCAFN ; Abramo Polencin, porte-drapeau de la Fédération nationale d'anciens combattants « Ceux de Verdun » ; Jean Souque, secrétaire régional de l'amicale des anciens combattants de France.

### Déportés et internés de la Résistance

Est promu officier : M. Pierre Graveaud, interné résistant.

Sont nommés chevaliers : MM. Robert Amdour, interné résistant ; Lucien Auger, interné résistant ; Louis Cabrol, interné résistant ; André Desteque, interné résistant ; Alcide Pimouget, interné résistant ; Raymond Verbeke, interné résistant ; Clotaire Verbeke, interné résistant.

### Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

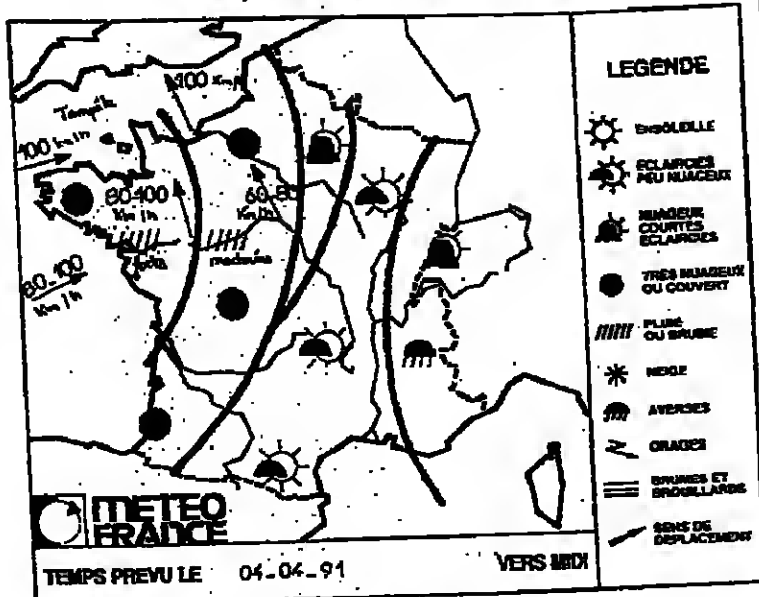
Chaque samedi - date d'abonnement



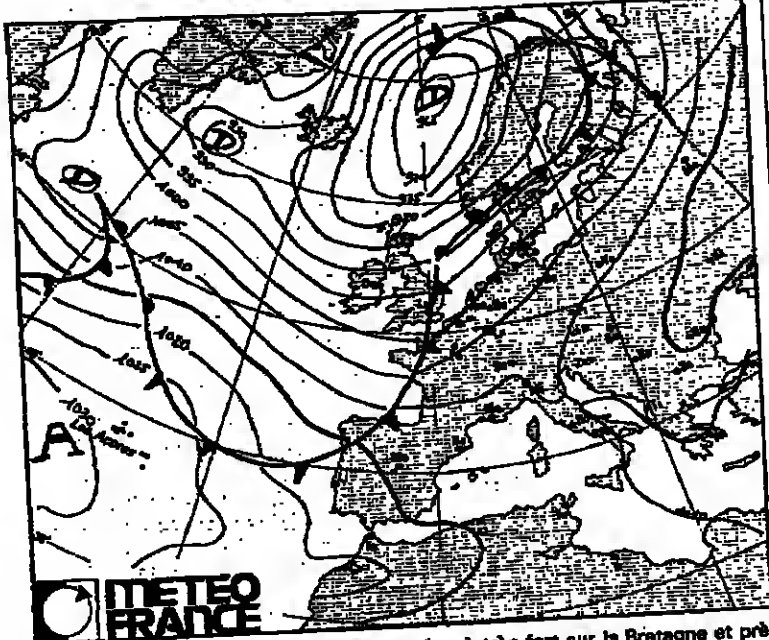
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 4 avril 1991  
Pluies fortes sur l'ouest du pays  
avec vent soufflant en tempête



SITUATION LE 3 AVRIL 1991 À 0 HEURE TU



Vendredi : pluies et vent fort. La journée s'annonce sous le signe des nuages, de la pluie et du vent. Un passage pluvieux devrait intéresser les régions des Pyrénées occidentales et la Normandie le matin, puis les régions d'une petite moitié Sud-Ouest l'après-midi.

Plus au Nord s'est-à-dire sur un grand quart Nord-Est le matin puis de la Normandie au quart Nord-Est l'après-midi, les éclaircies alterneront avec des passages plus nuageux qui dégrèneront des averses.

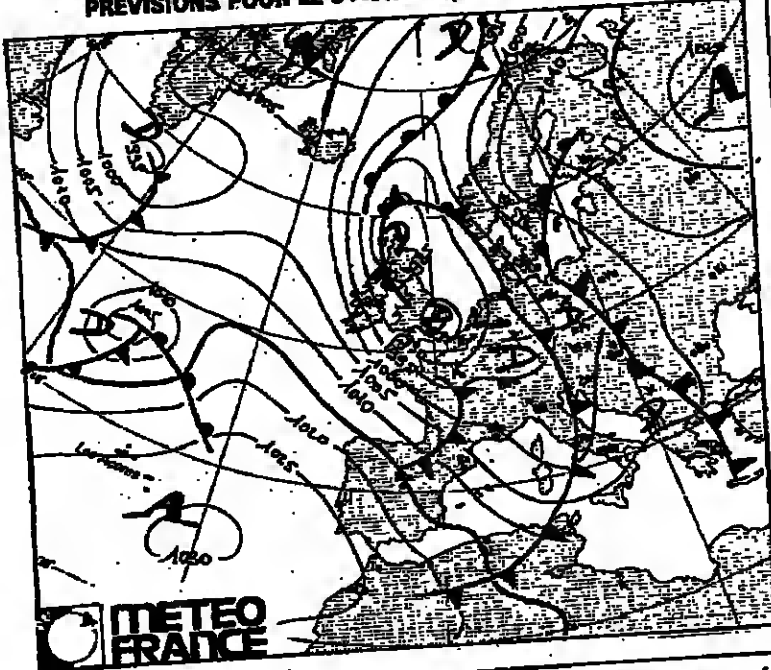
Sur les autres régions, les nuages seront généralement très présents.

Le vent de secteur ouest le matin sera fort à très fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche, assez fort à fort sur une moitié Ouest. L'après-midi, il s'orientera au Nord-Ouest et il soufflera fort sur la majeure partie du pays.

Les températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 5 degrés sur la moitié Nord, le Centre et le Centre-Est, entre 4 degrés et 7 degrés dans le Sud-Ouest. Elles seront voisines de 7 degrés à 9 degrés près de la Méditerranée.

Les maximales évolueront entre 9 degrés et 13 degrés sur une grande moitié Nord et entre 12 degrés et 16 degrés dans les régions plus méridionales.

PRÉVISIONS POUR LE 5 AVRIL 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 3-04-91

France	Toulouse	Paris	Strasbourg	Luxembourg	Madrid	Marakech	Mexico	Montreal	Moscou	New-Delhi	New-York	Osaka	Palma de Mai	Pekin	Rio de Janeiro	Rome	Singapour	Sydney	Tokyo	Tunis	Vladivostok	Vienne
16	19	14	10	15	20	25	19	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8	12	8	4	8	14	19	19	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6

Le Monde

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions.

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à émettre ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 3 avril

### TF 1

- 20.55 Variétés : Sacré soir.
- 22.45 Magazine : En quête de vérité.
- 23.50 Journal, Météo et Bourse.
- 0.15 Série : Intrigues.

### A 2

- 20.45 Téléfilm : Le Bord des larmes.



- 22.05 Documentaire : Les Aventures de la liberté.
- 23.05 Journal et Météo.
- 23.25 Magazine : Prolongations.

### FR 3

- 20.35 Magazine : La Marche du siècle.

### 22.20

- Journal et Météo.
- Magazine : Faut pas rêver.
- 23.35 Magazine : Minuit en France.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.

### CANAL PLUS

- 21.00 Cinéma : J'ai épousé une extraterrestre.
- 22.40 Cinéma : Dernière sortie pour Brooklyn.
- 0.30 Cinéma : Eden misère.
- 2.10 Documentaire : La Saga du « Parrain » par Coppola.

### LA 5

- 20.50 Histoire vraie.
- 22.35 Débat : L'exercice illégal de la médecine.
- 0.00 Journal de la nuit.
- 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
- 0.15 Le Club du Télé-achat.
- 0.35 Rediffusions.

### M 6

- 20.35 Téléfilm : Le Naissance du faucon.
- 22.15 Série : Equalizer. Nettoyage.

- 23.05 Documentaire : 60 Minutes.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 2.00 Rediffusions.

### LA SEPT

- 21.00 Documentaire : Le Troisième Millénaire.
- 22.30 Cinéma : Qu'il était bon mon petit François.
- 23.55 Documentaire : Portrait sentimental d'un cinéaste brésilien.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. La Turquie.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communautés des radios publiques de langue française.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Nick Drake.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 23 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : Thon et l'Aurore, pastiche héroïque en un prologue et trois actes, de Mendelssohn, par les Musiciens du Louvre, l'Ensemble vocal François Herlihy, dir. Marc Minkowski, sol. : Jennifer Smith, Catherine Napoléon, Ann Monoyios, soprano, Philippe Huttenlocher, baryton, Jean-Paul Fouchécourt, haute-contre.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Petit Opéra à Paris.

## Jeudi 4 avril

### TF 1

- 15.25 Série : Le Vent des molasses.
- 16.25 Club Dorothée.
- 17.20 Série : Chips (rediff.).
- 18.10 Jeu : Une Famille en or.
- 18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.15 Loto sportif.
- 19.20 Jeu : Le Roule de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Le 5888th show I.
- 19.55 Tirage du Téo-o-Téo.
- 20.00 Journal, Loto sportif, Météo et Tapas vert.
- 20.50 Série : Navarro.
- 22.20 Magazine : Ex Libris.
- 23.20 Journal, Météo et Bourse.
- 23.45 Série : Les Aventures de la liberté.
- 0.35 Série : Côté cœur.

### A 2

- 14.30 Série : Les Enquêtes du commissaire Maigret.
- 16.20 Feuilleton : Gaston Phébus le lion des Pyrénées (3<sup>e</sup> épisode, rediff.).
- 17.15 Magazine : Giga.
- 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.30 Série : AH (rediff.).
- 19.05 Série : Mac Giver (rediff.).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial.
- 22.05 Cinéma : Notre Histoire.
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.20 Soirée spéciale : Les Nuits du ramadan.

### FR 3

- 15.05 Magazine : Océaniques.
- 15.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Amuse 3.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : La Classe.
- 20.35 La dernière séance.
- 20.45 1<sup>er</sup> film : Au paradis à coups de revolver.
- 22.55 Cinéma : L'Affaire de Trinidad.
- 23.20 2<sup>e</sup> film : L'Affaire de Trinidad.
- 0.55 Musique : Carnet de notes.

### CANAL PLUS

- 15.00 Cinéma : Suspect dangereux.
- 18.00 Canaille peulche.

- 18.30 Ça cartoon.
- 18.50 Top albums.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Cinéma : Un Jeu d'enfant.
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : Une Autre Femme.
- 23.30 Téléfilm : Le Soutier magique.
- 1.00 Cinéma : Démoniaque présences.

### LA 5

- 15.30 Série : Soko, brigade des stup.
- 16.25 Tiercé à Arteil.
- 18.45 Youpi ! L'école est finie.
- 17.45 Série : Star Trek.
- 18.35 Série : Atto Nelly Bobo.
- 19.00 Jeu : La Ligne de chance.
- 19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Feuilleton : Les Oiseaux se cachent pour mourir.
- 22.25 Brèves rencontres.
- 22.30 Magazine : Conséquences.
- 23.30 Magazine : A la cantonade.
- 0.00 Journal de la nuit.

### M 6

- 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.40 Série : Drôles de dames.
- 17.30 Jeu : Hit hit hit houlra !
- 17.35 Jeu : Zygomatic.
- 18.05 Série : Tonnerre mécanique.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Cinéma : On n'est pas des anges.
- 22.30 Téléfilm : L'Heure aux serpents.
- 0.05 Six minutes d'informations.
- 0.10 Magazine : Dazibao.

- 0.15 Sexy clip.
- 0.45 Musique : Boulevard des clips.

### LA SEPT

- 15.25 Documentaire : Réflexions faites.
- 17.20 Téléfilm : Moi, Antoine de Tournes, roi de Patagonie.
- 19.00 Documentaire : Paris, c'est l'Afrique.
- 19.55 Chronique : La Dessous des cartes.
- 20.00 Documentaire : L'Univers intérieur.
- 21.00 Danse : La Corsaire.
- 22.35 Documentaire : Martial Solal.
- 23.05 Documentaire : Chroniques de France.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Combien de nuits faudra-t-il marcher dans la ville ?
- 21.30 Profils perdus.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Nick Drake.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Adagio et fugue pour orchestre à cordes en ut mineur K 546, Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la majeur K 488, de Mozart ; la Femme sans ombre, le Chevalier à la rose, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. Erich Leinsdorf, sol. : Maria José Pires, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENDYAN avec AMUCK COLJEAN et la collaboration de « Le Monde »

## Audience TV du 2 avril 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	50,1	Roue fortune 14,0	McGyver 12,7	Journal rég. 18,2	Nulle part 2,7	Ligne chance 1,5	Petite maison 3,2
19 h 45	55,5	Roue fortune 23,9	McGyver 14,7	Journal rég. 10,1	Nulle part 3,4	Lion Duras 1,3	Petite maison 3,2
20 h 18	55,2	Journal 28,6	Édition 15,4	Le classe 9,0	Nulle part 6,0	Journal 3,4	Pub 5,1
20 h 55	72,5	Football 28,2	Raging Bull 12,2	Médecin 11,0	Liaisons 4,2	Vengeance 11,8	Chemin 7,8
22 h 8	65,0	Football 25,9	Raging Bull 9,8	Bande art. 4,4	Unlone 3,2	Vengeance 14,8	Chemin 9,5
22 h 44	38,7	Pub 13,9	Raging Bull 9,9	Mag chûte 3,5	Suspect dang. 0,6	Bande art. 9,9	Parique 3,4

سكراين الاصل



ÉTATS-UNIS : avec le soutien inattendu de M. Ronald Reagan

## Les partisans du contrôle des armes à feu marquent des points

WASHINGTON  
correspondance

La puissante National Rifle Association (NRA), qui, depuis des années mène par tous les moyens et avec beaucoup d'argent une lutte victorieuse contre toute législation sur le contrôle des armes à feu, a des raisons de se plaire de l'ingratitude de Ronald Reagan. Pour la première fois depuis sa création, en 1871, la NRA avait, en 1980, soutenu un candidat à la présidence - ce l'occurrence Ronald Reagan - pour lequel elle dépensa 50 000 dollars et envoya deux millions de lettres à ses adhérents.

Or, la semaine passée, l'ex-président, de passage à Washington à l'occasion d'une cérémonie, le 30 mars, pour le dixième anniversaire de l'attentat dont il échappa de justesse, a pris publiquement position pour le *Brady bill*. Ce projet de loi portant le nom de James Brady, son ancien secrétaire de presse, très gravement blessé dans

le même attentat et aujourd'hui paralysé, prévoit une période d'attente de sept jours préalable à l'achat d'un revolver. Ce délai doit permettre à l'autorité policière locale d'enquêter sur l'acheteur, et notamment de vérifier qu'il n'a ni un passé criminel ni une incapacité mentale qui, en vertu de la loi, l'empêcherait d'acheter cette arme.

Il s'agit d'une conversion... L'administration Reagan s'est en effet toujours opposée à une législation sur le contrôle des armes à feu. En 1988, le président Reagan, co-sponsor de ce projet de loi, favorisait le rejet du projet de loi Brady. Il estimait que la période d'attente devait être fixée par les lois des États et non par l'État fédéral. En fait, seize États seulement ont établi des périodes d'attente allant de quarante-huit heures à quinze jours, notamment en Californie, dans l'Oregon et le Tennessee. En revanche, le Texas, où le jeune Hinckley, auteur de l'attentat contre Reagan, avait acheté son revolver, n'a pas prévu de délai.

## Revirement public

Néanmoins sensible aux arguments de James Brady, et plus encore de sa femme, Sarah Brady, qui, résistante à toutes les pressions, mène une campagne courageuse pour les mesures de contrôle, l'ex-président, poussé dit-on par sa femme Nancy, décida de changer d'attitude et de faire connaître publiquement son revirement. Sa conversion a-t-elle été sollicitée par son successeur ? Qu'il s'agisse de l'avertissement, des droits civiques ou du contrôle des armes à feu, le président Bush, malgré ses sentiments personnels, doit tenir compte des éléments conservateurs du Parti républicain. En 1989, cependant, il approuvait l'interdiction des importations d'armes semi-automatiques, à laquelle s'opposait la NRA dont il est membre à vie.

Ainsi, la prise de position de Ronald Reagan le dédouane auprès des républicains de droite qui ont gardé toute leur vénération pour son prédécesseur. Si bien que, connaissant à l'avance le revirement de M. Reagan, il avait laissé entendre qu'il pourrait envisager un compromis sur le projet de loi Brady, à la condition toutefois que les démocrates acceptent son propre projet de législation antirémède à laquelle ils s'opposent en raison de son caractère très répressif. Jusqu'à nouvel ordre, les officiels, à commencer par l'attorney général, estiment que la législation antirémède, en imposant des peines plus sévères aux criminels armés, sera plus efficace que le *Brady bill*. Ils affirment que 80 % des criminels achèteraient leurs armes au marché noir, évitant ainsi toute vérification.

La partie d'est donc pas jouée, et les parlementaires hésitent à délier leurs électeurs qui, dans leur majorité, invoquent leur droit constitutionnel au port d'armes, surtout à une époque de haute criminalité. En 1990, on a enregistré un record de vingt-trois mille homicides causés par des armes à feu.

HENRI PIERRE

## Washington livrera quarante-six avions F-16 à l'Égypte

Les États-Unis et l'Égypte sont convenus de signer un contrat par lequel le premier des deux pays livrera au second quarante-six avions de combat F-16. L'annonce en a été faite, mardi 2 avril, par le constructeur américain General Dynamics. Ces appareils seront fournis aux Égyptiens, qui possèdent déjà près de soixante-dix exemplaires de ce même avion américain, à partir de novembre 1993. Cette commande, avec les lots de rechanges et les missiles adaptés au F-16, est évaluée à 1,54 milliard de dollars (soit près de 9,7 milliards de francs).

Le Congrès américain a été prévenu en février de cette transaction et, dès lors qu'il ne s'y est pas opposé dans les trente jours comme les usages le prévoient aux États-Unis, le contrat est considéré comme acquis. Cette commande est l'un des premiers effets de la guerre du Golfe et elle explique, en partie, les craintes de nombreux exportateurs d'armes, parmi lesquels les Français, que les États-Unis ne réduisent ainsi les « dividendes » de leur intervention militaire au Proche-Orient.

YUGOSLAVIE : le conflit sur la province de Krajina

## Le président de la Croatie affirme que sa République « ne cédera pas un pouce de territoire »

La Croatie « ne cédera pas un pouce de son territoire » a déclaré, mardi 2 avril, le président Franjo Tudjman en réponse à la proclamation, la veille, du rattachement à la Serbie de la province autonome de Krajina (le Morde du 3 avril). Le président croate a ajouté : « Nous garantissons tous les droits aux Serbes vivant en Croatie ».

BELGRADE

de notre correspondant

Conformément à la décision de la présidence yougoslave, les unités spéciales de la police croate se sont retirées, mardi 2 avril, du parc national de Plitvice, où elles avaient affronté, dimanche 31 mars, la milice indépendantiste serbe de la province de Krajina. Les autorités croates ont toutefois immédiatement détaché des effectifs réguliers afin d'établir à Plitvice un poste de police « pour maintenir l'ordre et la paix ». L'armée yougoslave restait pour sa part déployée dans la région.

La tension entre Serbes et Croates reste vive dans toute la Croatie. De nombreuses routes de la Krajina sont toujours impraticables, obstruées par des barrières souvent gardées par des civils serbes armés. Le trafic ferroviaire est interrompu depuis dimanche en raison de plusieurs alertes à la bombe. Dans la nuit du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 avril, trois explosions ont eu lieu à Knin, chef-lieu de la Krajina, endommageant des édifices croates.

Les troubles se sont étendus jusqu'à l'est de la République, à proximité de la frontière avec la Serbie, où des Serbes se sont opposés aux forces de l'ordre croates. Selon les responsables de Krajina, plus de dix mille Serbes de Croatie s'étaient déjà portés volontaires pour défendre par les armes « leur territoire ».

## Absence des représentants croates et slovènes

La présidence collégiale yougoslave s'est à nouveau réunie mardi en session extraordinaire pour approuver l'ultimatum adressé par le ministère fédéral de la défense à la Croatie. En effet, l'armée demandait à intervenir si toutes les forces de l'ordre - unités spéciales et régulières - de Croatie ne se retiraient pas immédiatement de la région de Plitvice. En raison de l'absence des représentants croates et slovènes qui s'opposaient à une telle décision, la présidence a interrompu sa session et délégué trois de ses membres auprès du président de la Croatie, M. Franjo Tudjman.

A l'issue de cette rencontre, M. Tudjman a déclaré qu'il rejetait l'ultimatum de la présidence yougoslave puisque « conformément à la Constitution, la Croatie a le droit d'établir des postes de police partout où cela est nécessaire ».

Pendant la journée, le président croate avait indiqué que si l'armée tentait de désarmer la police croate sur le territoire de Croatie, elle serait considérée comme une force d'occupation et la Croatie lui opposerait une résistance active.

Toutefois, le numéro 1 croate proposait d'attendre quelques jours avant d'ordonner aux forces de l'ordre d'intervenir pour rétablir le trafic normal sur les routes et les voies ferrées de la République. En échange de cette « concession », M. Tudjman espérait que la présidence yougoslave condamnerait la sécession et le rattachement à la Serbie de la province de Krajina.

## Le droit à l'autodétermination

D'autre part, le Parlement serbe s'est réuni mardi pour « régler pacifiquement la crise yougoslave et pour s'opposer à la guerre civile et à la violence ». Aux termes de la résolution adoptée par les députés après huit heures de débats, le Parlement a condamné l'usage de la force contre la population serbe de la région de Plitvice. Et il a demandé à la présidence fédérale et aux forces armées yougoslaves d'empêcher tout conflit interethnique armé. Selon les parlementaires, la décision des Serbes de Croatie de faire sécession résulte directement du refus des autorités croates de permettre aux peuples de Yougoslavie de se prononcer sur leur avenir par plébiscite.

Sans jamais soutenir ouvertement le rattachement de cette province à la Serbie, les députés ont convenus que « l'état serbe offrirait aux Serbes de Croatie le soutien et l'aide nécessaires ». Ils ont indiqué également que « la sauvegarde de la Yougoslavie est d'une importance capitale pour le peuple serbe (...) car il peut ainsi vivre un jour dans un même État ». Toutefois, ils ont ajouté que chaque peuple dispose du droit à l'autodétermination et à la sécession qui peuvent se réaliser par plébiscite.

FLORENCE HARTMANN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Ordre

C'EST quand même fabuleux, avouez ! On va le signer demain, le cessez-le-feu avec Saddam. Saddam qui l'a ouvert, le feu, anéantissant dans un effroyable incendie de bombes au phosphore et napalm ceux que Bush avait appelés à lui résister ! Un Bush souriant, radieux, tout à sa partie de golf, à peine un peu préoccupé par ces centaines de milliers de Kurdes rescapés du massacre qui tentent de se réfugier en Turquie.

La preuve, il a passé un coup de fil au président Ozal : Ça va ? T'es pas trop emmêlé par ces hordes de va-nu-pieds ? Je te le compenserai, promis. Simple-ment, tu me les gardes un petit moment, d'ici que tout soit rentré dans l'ordre.

Oui, c'est ça, le nouvel ordre international qui a permis de noyer, bon débarras, les chutes dans un bain de sang sous le regard horrifié, impuissant, des boys américains ne demandant qu'à intervenir, ils nous le disaient encore ce matin à la télé : On peut pas rester là, les bras croisés ! Enfin, voyons, les enfants, vous rêvez ! Si on com-

mence à se mêler des affaires intérieures de tous les pays en butte à leurs minorités, où on va ?

Où on va ? A l'éclatement de ces États faits de brique et de bloc, eussent l'irrésistible poussée de nationalismes exacerbés puisés au plus profond, au plus étatique de l'instinct tribal. Ces États aux frontières dessinées de temps immémoriaux, d'un trait de plume, à l'occasion d'un monstrueux trafic de peuples entre les chefs de guerre, entre les blocs : Tu prends les Baltes et je me tape les Slovaques. Les Sudètes, on les file aux Tchèques, et les Allemands aux Polonais. Quant aux Kurdes, on se les partage en cinq, OK ?

A quoi il sert, le nouvel ordre, sinon à écraser toute tentative d'échapper à l'ancien ordre imposé par la force, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Tant qu'on n'aura pas reconnu la nécessité absolue de redessiner la carte de la planète en la plaçant sous la responsabilité des Nations unies au sein d'un gouvernement mondial, l'ordre fera régner les pires désordres.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 avril

## Nette progression

Dans le sillage des grandes places internationales, la Bourse s'est appréciée mercredi dès les premiers échanges. L'indice CAC 40, après avoir progressé de 1,04 % à l'ouverture, se maintenait par la suite au même niveau, enregistrant ainsi sa neuvième séance consécutive de hausse. Du côté des plus fortes progressions figuraient Nord-Est, Jean Lefebvre et Avenir. En baisse, on notait Salvépar, Intertechnique et Saules-Chatillon.

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 43-97-19-18.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Nord-Sud : « L'aide sous condition de la démocratie », par Zaki Laidi ; Jeunesse : « Pour un service national humanitaire », par Bernard Kouchner..... 2

Les relations entre Londres et Téhéran : L'Iran libère un Britannique détenu depuis plusieurs années..... 5

L'ouverture de la session ordinaire du Parlement : La coopération intercommunale à l'Assemblée nationale. La solidarité financière entre les villes au Sénat..... 11

Matignon et les médias : M. Rocard gouverne-t-il par les sondages ?..... 12

Médecine : Un médicament autorisé à titre « compassionnel »..... 13

Défense : L'amiral Lanxade, nouveau chef d'état-major des armées..... 14

## ÉDUCATION • CAMPUS

• M. Jospin au porte-à-faux sur les lycées • La nouvelle vague des historiens..... 15 à 17

## SECTION B

Arts • Spectacles : Ouverture des salons japonais du Musée Guimet : l'archipel Bouddha • La longue marche de la commission supérieure technique du cinéma • Une sélection des spectacles et manifestations..... 19 à 30

## SECTION C

La vague des OPE : Les restructurations financières des entreprises conduisent à une réduction des valeurs cotées..... 31

L'aide de l'État aux industries électroniques : M. Roger Fauroux réclame une politique industrielle et globale..... 31

La lutte contre le travail clandestin : M. Jean-Pierre Soisson prépare un décret et des circulaires..... 32

Les habits neufs de la 5 : Cécile Berlusconi, bonjour Hachette..... 33

Paris-ile-de-France : Quand le pollueur présumé ne peut être le payeur..... 34

## Services

Abonnements..... 32  
Annonces classées..... 35 à 37  
Automobile..... 40  
Carnet..... 40  
Légion d'honneur..... 40  
Marchés financiers..... 35-39  
Météorologie..... 41  
Mots croisés..... 40  
Radio-télévision..... 41  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 avril 1991 a été tiré à 508 725 exemplaires.

**STYLEWRITER**  
L'IMPRIMANTE POIDS PLUME D'APPLE

CHEZ KA  
LA QUALITÉ LASER  
POUR  
2900 F TTC

3340 F TTC

**L'INFORMATIQUE DOUCE**  
14, rue Magasin, 75004 Paris - Tél. (1) 4728 7200  
Fax : (1) 4720 3420 - Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 19h

**DEFRICHEUR DE BROUSSE ECONOMIQUE**

SCIENCE & VIE  
**ECONOMIE**

Qu'est-ce qui fait  
**VENDRE?**

- La stratégie Cartier
- Le mythe Chevrignon
- La puissance Arabica
- La séduction Design
- Le lifting Vichy

Science & Vie Economie Nouvelle Formule  
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ECONOMIE